



HAL
open science

Reflexos das políticas de proteção dos espaços amazônicos sobre os sistemas de produção e trabalho das populações moradoras em áreas protegidas

Jose Fernandes Barros

► To cite this version:

Jose Fernandes Barros. Reflexos das políticas de proteção dos espaços amazônicos sobre os sistemas de produção e trabalho das populações moradoras em áreas protegidas. Law. Université de Lyon; Universidade do Amazonas, 2017. Portuguese. NNT : 2017LYSE2050 . tel-01643695

HAL Id: tel-01643695

<https://theses.hal.science/tel-01643695>

Submitted on 21 Nov 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



UNIVERSITÉ
LUMIÈRE
LYON 2

N° d'ordre NNT : 2017LYSE2050

THESE de DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON
en cotutelle avec l'UNIVERSITÉ FÉDÉRALE d'AMAZONIE

Opérée au sein de

L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2

École Doctorale : ED 483 Sciences sociales

Discipline : Ergonomie

Soutenue publiquement le 23 mai 2017, par :

José FERNANDES BARROS

**Impact de la préservation et de la protection des espaces
amazoniens sur les systèmes de production et sur le
travail des populations vivant dans des zones protégées**

**/
Reflexos das políticas de proteção dos espaços
amazônicos sobre os sistemas de produção e trabalho
das populações moradoras em área protegidas**

Devant le jury composé de :

Francisco José DE CASTRO MOURA DUARTE, Professeur associé, Universidade Federal do Rio de Janeiro,
Président

Francisco DE PAULA ANTUNES LIMA, Professeur d'université, Université de Minas Geirai-Brésil,
Examineur

Pascal BEGUIN, Professeur des universités, Université Lumière Lyon 2, Directeur de thèse

Maria RODRIGUES CHAVZEZ, Professeure associée, UFAM Manaus Brésil, Co-Directrice de thèse

Contrat de diffusion

Ce document est diffusé sous le contrat *Creative Commons* « [Paternité – pas d'utilisation commerciale – pas de modification](#) » : vous êtes libre de le reproduire, de le distribuer et de le communiquer au public à condition d'en mentionner le nom de l'auteur et de ne pas le modifier, le transformer, l'adapter ni l'utiliser à des fins commerciales.

**UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2
UNIVERSITÉ FÉDÉRALE D'AMAZONAS
DOCTORAT EN ERGONOMIE
PROGRAMME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES
SOCIÉTÉ ET CULTURE EN L'AMAZONIE**

JOSE FERNANDES BARROS

Titre de la thèse :

Impact de la préservation et de la protection des espaces amazoniens sur les systèmes de production et sur le travail des populations vivant dans des zones protégées

Thèse de doctorat en régime cotutelle présenté au programme doctoral d'Ergonomie (France - Université Lumière Lyon 2) et Société et Culture en Amazonie (Brésil - Université Fédérale de l'Amazonas), sous la direction de Pascal Béguin (Université Lumière Lyon 2) et de Marie du Perpétuel Secours Rodrigues Chaves (UFAM).

Jury :

**Manaus / Lyon
2017**

Aux populations rurales, qui par leur travail et par leurs connaissances ont contribué au maintien de la biodiversité et à la durabilité de leurs territoires.

Je vous dédie ce travail.

REMERCIEMENTS

A la Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nível Superior – Capes, qui, en soutenant la recherche et en favorisant les qualifications académiques et professionnelles par l'attribution de bourses d'études au Brésil et en France, a permis la réalisation de cette thèse doctorale.

A ma directrice de thèse au Brésil, le Professeur Dr. Marie du Perpétuel Secours Rodrigues Chaves, pour son engagement, son dévouement et sa générosité dans le partage des connaissances.

Au directeur de thèse en France, le Professeur Dr. Pascal Béguin pour sa contribution académique au processus de formation à l'étranger.

A ma famille, référence et base structurante des valeurs.

Aux amis, sans qui la vie serait trop sévère. Et là, je rends hommage à ceux qui ont contribué directement, chacun à sa manière, à la réalisation de cette entreprise. Mes remerciements à Alexandre de Oliveira, Achilles Fernandes, Gabriel Ishikawa, André Oliveira, Salatiel Braga, Celso Torres, Janaína Aguiar, Liane Galvão, Lucynier Omena, Florent Abrial, Guillaume Regard et Fanny Vaury.

Indubitablement, vous méritez ma reconnaissance éternelle.

ABSTRACT

The study carried out a comparative analysis of territorial management policies implemented in Brazil (State of Amazonas) and France (Rhône-Alpes Region) through the creation and management of protected areas. The objective of the research was to identify and to understand the effects of the territorial management policies on the forms of work and production systems of populations living in legally protected areas in Brazil and in France.

KEYWORDS : Territorial management ; conservation units; job; productive activities; sustainability.

RÉSUMÉ

L'étude a effectué une analyse comparative des politiques de gestion territoriale mises en œuvre au Brésil (département d'Amazonas) et en France (région Rhône-Alpes) à travers la création et la gestion des aires protégées. L'objectif de la recherche a été d'identifier et de comprendre les effets des politiques de gestion territoriale sur le travail et les systèmes de production des populations résidant dans les zones protégées au Brésil et en France.

MOTS-CLEFS : gestion territoriale ; aires protégées ; travail ; activités productives ; durabilité.

SOMMAIRE

Abstract/Résumé	04
Abréviations	06
Introduction	07
Chapitre 1 – Dimensions conceptuelles et méthode	10
1.1. Les approches analytiques-explicatives	10
1.2. Instruments et approches méthodologiques sur le terrain	22
1.3. Approches méthodologiques sur le terrain français	24
1.4. Approches méthodologiques sur le terrain brésilien	25
Chapitre 2 – Gestion territoriale à la française	27
2.1. Dimensions du travail agricole et des zones rurales en France	28
2.2. Les politiques de protection des espaces en France	31
2.3. L'impact des politiques de protection des espaces dans les systèmes de production et le travail des habitants de la commune de Sainte-Croix-en-Jarez, Parc Naturel Régional du Pilat	33
Chapitre 3 – Politiques de protection des espaces au Brésil	38
3.1. Système National d'Unités de Conservation du Brésil - SNUC	39
3.2. Amazonas : des politiques d'établissements ruraux au Système Estadual d'Unités de Conservation – SEUC	41
3.3. Impacts des politiques territoriales sur le travail et les activités productives des résidents de la commune de Tumbira, RDS de Rio Negro	42
Chapitre 4 - Analyse comparative des arrangements institutionnels au Brésil et en France dans la gestion des aires protégées et de leurs effets sur les formes de production et de travail des populations locales	47
4.1- Instruments de politique publique pour promouvoir les activités productives des populations résidentes des zones protégées au Brésil et en France	47
4.2 - L'impact des politiques de gestion territoriale sur les formes de travail des populations résidant dans les aires protégées au Brésil et en France	50
5. Considérations finales	54
6. Bibliographie	57

ABRÉVIATIONS

AET - Analyse Ergonomique du Travail

AOC - Appellation d'Origine Contrôlée

AOP - Appellation d'Origine Protégée

CAPES - Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nível Superior

CDB - Convention sur la Diversité Biologique

CEP - Comité Éthique de la Recherche

FAS - Fondation Amazonie Durable

IUCN - Union Internationale pour la Conservation de la Nature

MMA - Ministère de l'Environnement

ONU - Organisation des Nations Unies

PAC - Politique Agricole Commune

RDS - Réserve de Développement Durable

RPPNs - Réserves Privées du Patrimoine National

SDS - Secretaria de Estado do Meio Ambiente e Desenvolvimento Sustentável do Amazonas

SELF - Société d'Ergonomie de Langue Française

SEMA - Secretaria Estadual de Meio Ambiente do Amazonas

SEUC - Système Estadual d'Unités de Conservation d'Amazonas

SNUC - Système National d'Unités de Conservation

ZEE - Zonage Écologique-Économique

UCs - Unités de Conservation

UFAM - Université Fédérale d'Amazonas

URCVL - Union Régionale des Coopératives de Vente de Lait

UICN - Union Internationale pour la Conservation de la Nature

UTH - Unité de Travail Humain

Introduction

Depuis la seconde moitié du XXe siècle, après la Seconde Guerre mondiale, les gouvernements ont considéré le processus de gestion territoriale comme un important outil de planification, transformé dans la dernière décennie en politique officielle de l'État.

La reconnaissance finale de la dimension environnementale dans le cadre du processus de développement territorial, dans lequel la nature induit un double enjeu, impliquant d'une part la réparation des dommages environnementaux grâce à des outils et à des stratégies de planification du territoire, et apparaissant d'autre part comme une ressource rare qui nécessite de mettre en œuvre des actions durables, a contribué à conférer à l'aménagement du territoire un caractère dynamique, utilisé comme un instrument régulateur et participatif de l'usage et de l'occupation du territoire.

Comme pratique institutionnelle, la gestion territoriale a déjà été mise en œuvre en Europe depuis les années 1950, au cours desquelles la plupart des pays européens ont commencé à l'utiliser comme un outil de planification pour reconstruire leurs économies et leurs territoires détruits par la guerre. Cependant, durant une période qui a duré pendant quarante ans (1950-1990), l'objet d'une attention prioritaire dans l'action gouvernementale a été majoritairement axé sur l'utilisation économique des territoires afin de les rendre compétitifs. Ce modèle de planification, qui a guidé les politiques territoriales jusqu'au début des années 1990, a été progressivement supplanté par l'avènement des idées de durabilité qui ont débouché sur la notion du développement durable.

Bien que les principes fondamentaux du développement durable aient vu le jour dans un contexte de préoccupations territoriales différent, ces idéaux ont été progressivement intégrés dans les programmes de planification des pays à travers le monde, quand ces pays ont remarqué que ce concept peut être mieux traduit et mis en œuvre à l'échelle de gestion des territoires (BRÉSIL, 2006).

Actuellement, les stratégies de gestion des terres adoptées dans divers pays du monde en sont venues à être basées principalement sur la création de zones protégées par la loi, mieux connues au Brésil comme Unités de Conservation (UC), ce qui en fait une priorité dans les agendas politiques nationaux et internationaux, en raison d'être associés aux principes de la durabilité.

Malgré l'engagement notoire de certains gouvernements dans la création d'instruments réglementaires pour gérer leurs territoires via des zones protégées, au Brésil, et plus particulièrement dans le département d'Amazonas, il manque encore des études notables pour évaluer l'efficacité de ces politiques, et notamment les impacts sur le travail des populations résidentes des zones protégées.

La question centrale en cours d'analyse dans cette thèse se réfère aux politiques de gestion territoriale mises en œuvre dans le département d'Amazonas (Brésil) et dans la région Rhône-Alpes (France) par la création d'aires protégées et à leurs impacts sur les formes de travail des populations habitant dans ces zones. L'étude vise à effectuer une analyse comparative des arrangements institutionnels pour la gestion des terres au Brésil et en France, avec comme objet d'analyse la question suivante :

a) Quels sont les effets des politiques de gestion territoriale sur les systèmes de production et de travail des populations résidant dans les zones protégées ?

L'hypothèse de travail se dirige vers l'idée que certains arrangements de gestion institutionnelle des terres peuvent limiter la polyvalence des formes de travail de l'homme rural, en particulier les résidents des zones protégées. Notre contribution à cette étude permettra de découvrir comment certaines politiques de gestion des terres influencent le travail et les activités productives des travailleurs des zones protégées au Brésil et en France.

Il est prévu que l'étude contribuera aux subsides théoriques et méthodologiques dans les débats d'aujourd'hui sur les nouveaux paradigmes que la durabilité apporte, en particulier sur les méthodes de travail et la gestion des territoires.

Le texte est divisé en cinq parties principales. Le premier chapitre présente les aspects théoriques et méthodologiques de la recherche en ce qui concerne les catégories analytiques-explicatives adoptées pour soutenir les discussions théoriques ainsi que les

approches et les techniques utilisées pour la collecte de données dans les terrains français et brésilien. Le deuxième chapitre repose ensuite sur le thème de l'aménagement du territoire en France, en analysant les aspects du processus d'institutionnalisation des aires protégées dans les politiques nationales. En outre, une approche est engagée à propos de l'état actuel du travail dans le secteur agricole et des impacts des politiques sectorielles sur les activités productives des résidents / travailleurs de la commune Sainte-Croix-en-Jarez, situé dans le Parc Naturel Régional du Pilat, dans la région Rhône-Alpes, en France.

Dans le troisième chapitre, on effectue les analyses des dispositions de la politique d'aménagement des Unités de Conservation (UC) au Brésil, face à ses effets sur les systèmes de production et sur le travail des habitants de la commune de Tumbira, située dans la Réserve de Développement Durable de Rio Negro, département d'Amazonas, Brésil.

Dans le quatrième chapitre est faite une analyse comparative des arrangements institutionnels pour la gestion territoriale au Brésil et en France, en ce qui concerne les instruments de politique publique pour promouvoir les activités productives et les conséquences des politiques de gestion des territoires sur les travaux des résidents / travailleurs des zones protégées au Brésil et en France.

Enfin, dans les considérations finales, nous cherchons à tisser des réflexions sur l'exercice de l'investigation doctorale et de proposer des actions politiques possibles qui peuvent être incorporées dans les domaines des systèmes de gestion protégés au Brésil et en France, en vue de la durabilité de leurs territoires.

Chapitre 1 - Dimensions conceptuelles et méthode

Visant à mettre en place des discussions théoriques sur la question de la recherche et de comprendre comment articuler la gestion territoriale à perspectives du travail et de la durabilité, la première partie de la thèse, qui est destiné à être d'introduction au sujet, présente les catégories analytiques-explicatives qui a soutenu les discussions et les réflexions de l'étude, bien aussi les approches méthodologiques et les techniques utilisées pour les enquêtes sur le terrain.

On a cherché à soutenir les discussions sur plusieurs auteurs connus pour avoir été la promotion de débats sur les enjeux de la recherche. Dans le domaine de la idée de durabilité, les efforts ont été concentrés sur les références de Sachs (1986, 2002), reconnu comme le créateur et promoteur de cette approche théorique, sans toutefois, en laissant de côté d'importantes contributions de chercheurs qui aujourd'hui est en pleine expansion et de donner une impulsion au débat sur cette catégorie émergente de la science.

A propos de la notion de travail, nous avons essayé de diriger les lectures pour une approche interdisciplinaire des Sciences Sociales et de l'Ergonomie, soutenus principalement dans la discussion de Marx (1996), Arendt (2002), Teiger (1993), Schwartz (2004), Béguin (2005), entre autres.

Il convient de noter que la stratégie méthodologique adoptée pour présenter le cadre théorique et les approches sur le terrain dans cette partie introductive de l'étude n'a pas permis de déterminer la séparation des réflexions exposées ici avec les autres éléments constitutifs de la recherche. Ce chemin est adopté juste pour approfondir les compréhensions théoriques qui seront utilisés dans tous les domaines de l'investigation scientifique.

1.1 – Les approches analytiques-explicatives

Avec comme objectif de mettre en place des discussions théoriques sur le sujet de la recherche et de comprendre comment articuler la gestion territoriale et les perspectives du travail et de la durabilité, nous avons choisi les catégories analytiques-explicatives suivantes pour soutenir les discussions et les réflexions de l'étude :

- **la catégorie travail**

Le concept de travail a longtemps été débattu dans la littérature scientifique. Sa signification est assortie d'un certain nombre d'interprétations et de problématiques auxquelles on ne peut apporter de réponse par un seul domaine de la connaissance ; après tout, comment traduire et interpréter une activité de la vie humaine qui se complexifie chaque jour un peu plus ?

En Sciences Sociales, la catégorie « travail » a toujours mérité d'être examinée sous différentes perspectives théoriques. En dépit de la polyphonie des compréhensions, les différentes traditions de la pensée sociale, en particulier la Sociologie et l'Anthropologie Sociale, apportent avec elles l'idée du travail comme une activité visant à satisfaire les besoins humains, du plus simple au plus complexe. Cependant, cette compréhension n'est pas toujours remplie de la même valeur et du même sens car en fonction du type de société, l'idée de travail prend les connotations les plus variées.

Du point de vue de la tradition sociologique, le travail est considéré comme une condition sine qua non de la vie en société, car c'est au moyen de celui-ci que l'homme assure l'humanité à son existence. Pour Marx (1818-1883) :

"le travail est d'abord un processus, une activité médiatrice d'échanges d'énergie entre l'homme et la nature, où l'être humain à sa propre action, favorise, régleme et contrôle son échange matériel avec la nature, que dans l'acte d'agir sur cette nature extérieure, il la modifie et également modifie sa propre nature» (MARX 1996: 202).

Il est évident que pour construire une définition de la catégorie « travail » Karl Marx parlait principalement des rapports de production typiques de la société capitaliste, où le travail est conçu à partir de deux perspectives. Au début, le travail revêt un caractère central puisqu'il constitue la force motrice dans le processus historique de réponse aux besoins de survie et de reproduction matérielle de l'homme. Dans un second temps, le travail apparaît comme une activité d'aliénation, à mesure qu'il implique de la main-d'œuvre, des biens, et représente l'activité par laquelle l'homme transforme les objets en produits pour répondre aux besoins du capital. Dans cette approche, le travail est considéré comme le moyen par lequel l'homme, pour produire, s'éloigne du produit de son travail et perd son humanité.

Du point de vue ergonomique, le travail possède sur soi-même un champ d'attention épistémologique centrale, car il constitue l'objet-même et le but ultime de la discipline ; il mêle souvent intrinsèquement le sujet de réflexion et l'objet d'action (TEIGER, 1993). Selon Teiger (op. cit.), cette situation est due au fait que l'Ergonomie constitue une discipline jeune dans ses concepts et méthodes, étant officiellement née en 1949, après la Seconde Guerre Mondiale, par opposition au taylorisme comme forme « d'organisation scientifique du travail » fondée sur l'idée d'adaptation de l'homme au travail.

Au fil des années derniers, la discipline a gagné des nouvelles connotations et approches, parallèlement à l'avancement des questions relatives au travail au sein de la société urbaine et industrielle, et selon Teiger (1993) elle continue à avancer et venant à échéance grâce des transformations des problèmes de main-d'œuvre et de l'évolution des théories scientifiques.

Considérant les bibliographies proposées par les chercheurs de la discipline (SCHWARTZ, 2004 ; TEIGER, 1993 ; BEGUIN, 2013, et autres), nous croyons que l'un des cadres épistémologiques de l'Ergonomie sur la notion de travail est celui présent dans la pensée de Hannah Arendt (1906-1975), penseur allemand d'origine juive, qui a vécu la plupart de sa vie professionnelle en exil en France et aux États-Unis.

Hannah Arendt a connu les transformations de la société de son temps, notamment les changements des modes de vie de la population urbaine, résultant des changements des formes d'organisation du travail (fordisme, taylorisme). Elle a donc développé des critiques profondes de la structure de la société moderne, dans laquelle le travail est apparu comme élément glorifiant et les individus constamment subordonnés à la production de masse, déshumanisés et soumis à l'idée de consommation effrénée.

Bien qu'Arendt soit considérée comme un grand penseur aux influences marxistes, elle a réfuté catégoriquement la conception de travail préconisée par Marx et qu'elle a appelée en "La Condition d'Homme Moderne" (1958), comme une activité de structuration de la Vita Activa en société, capable de libérer et d'immortaliser l'individu, par l'œuvre de son travail et par son action dans la société, par opposition à la Vita Contemplative, bien que, selon l'auteur, la philosophie ait donné plus d'importance et d'appréciation à cette dernière notion au cours des siècles derniers (ARENDR, 2002).

Selon Arendt (2002), l'activité du travail ne peut pas être considérée comme générique ainsi que le proclame Marx. Pour l'auteur allemand, à partir du moment où Marx a considéré le travail comme une activité d'humanisation de l'homme et en même temps aliénante, réifiante, il a fini par en appauvrir la notion, la réduisant simplement à une dimension. Selon Arendt, quand Marx se réfère au travail, il ne considère que l'activité de base la plus élémentaire, celle étroitement liée à la survie immédiate de l'individu. Toutefois, il est entendu, comme il est dit auparavant, que Marx traite le travail suivant deux points de vue, l'un ontologique et l'autre historique, réfutant la proposition critique de l'auteur.

Afin d'élargir et de différencier les diverses activités de l'homme dans le processus de production, Arendt propose de catégoriser l'activité du travail en trois dimensions. Dans la traduction française de l'ouvrage « La Condition de l'homme moderne » (1958), ces dimensions sont classées suivant les idées de : (i) travail, (ii) d'œuvre et (iii) d'action.

« Le travail », selon Arendt, correspond à la main-d'œuvre non qualifiée, à l'effort physique visant à la survie de l'organisme, soumis au rythme de la nature. Dans "l'œuvre", l'action repose sur l'acte de faire, de créer quelque chose, dont le résultat ou le produit reste la vie de ceux qui l'ont fabriqué, marquant ainsi la connexion de l'homme au monde extérieur, l'accomplissement de son « éternité » dans ce monde. L'« action » ou praxis est l'activité marquée par l'usage de la parole et du discours. Elle est l'espace de la politique, de la vie publique, où l'homme retrouve sa liberté. Dans l'action, l'activité est totalement libre, puisque les gens utilisent uniquement les objets et les choses produites par d'autres, mais c'est à ce moment-là que l'homme exerce sa liberté et par conséquent trouve son accomplissement (TOMAZI, 2000).

À partir de cette analyse, Hannah Arendt n'a pas uniquement classé les diverses activités qui caractérisent le travail dans la société capitaliste ; elle a également établi les bases pour élargir le point de vue sur cette catégorie d'analyse et à notre avis contribué à approfondir la compréhension du concept de travail, plus tard utilisé dans d'autres disciplines scientifiques.

Pour Arendt, l'action ou la praxis fait partie de l'activité humaine qui meut les individus dans la société, et se traduit au travers de la vie politique et publique. C'est l'action qui perpétue l'individu, par son discours et son œuvre. Arendt sera intéressée par

la pratique, comprise comme l'action, et pas seulement par la théorie, présente dans la vie contemplative ou la vie de l'Esprit, selon indique l'auteur. Et c'est précisément dans cette idée d'une action ou une praxis que à notre avis l'Ergonomie trouve son terrain le plus fertile en mettant sur scène la notion « d'activité ».

Pour l'Ergonomie, l'activité du travail ne peut être réduite au seul acte de l'exécution de tâches, mais doit être vu sous l'angle de la multiplicité des actions et des significations que l'activité elle-même porte en elle. Bien qu'il ne soit pas encore totalement connu et consensuel parmi les différents courants de pensée, selon Béguin (2005), ce concept est encore en train d'émerger sur la scène internationale et au sein de nombreux groupes et courants de pensée.

Directement influencée par la notion de Vita Activa de H. Arendt, et notamment par la compréhension du travail dans ses différentes dimensions, le concept d'activité adopté par l'Ergonomie de langue française repose sur l'existence d'une nette distinction entre le soi-disant « travail prescrit » - le travail pensé et planifié - et le « travail réel » - l'activité effectivement réalisée (Coquil, 2014) - ce qui suppose qu'il y ait de nouvelles ententes ou la redéfinition d'un concept rassemblant plusieurs caractéristiques.

En général, l'Ergonomie entend l'activité comme le travail final, l'acte exécuté et réalisé, impliquant des moyens nécessaires pour atteindre un objectif, adaptant certaines situations aux caractéristiques des travailleurs / opérateurs dans des circonstances concrètes, attirant l'attention sur les moyens par lesquels l'activité devrait prendre forme. Selon Béguin (2005:02), c'est l'activité qui distingue l'homme de la machine dans le processus de production, car elle implique, entre autres, les connaissances techniques et l'expérience acquise par le travailleur dans le processus de production et peut-être aussi forgée dans sa propre histoire de vie.

Réitérant les propositions émises par Teiger (1993) sur la notion de travail, Béguin (2005) attire l'attention sur le fait que, bien que le terme « activité » soit sans doute plutôt une dénomination forgée par l'Ergonomie de langue française, l'on doit encore mettre en évidence certaines questions importantes, telles que :

- ✓ A propos de l'activité « travail », l'attention devrait être centrée sur l'individu comme acteur humain, par opposition à l'idée du facteur humain comme un rouage dans une machine ;

- ✓ L'activité aura toujours des caractéristiques uniques, réalisées dans des contextes particuliers et variables, qui ne peuvent pas exclure les dimensions matérielles, organisationnelles ou sociales ;
- ✓ L'activité est quelque chose de finalisé, qui a toujours pour but de répondre à certains objectifs en utilisant différentes stratégies pas toujours prédéterminées ni inflexibles ;
- ✓ L'activité est intégratrice ; elle réunit un certain nombre de facteurs et de situations qui ne peuvent être ignorés, tels que l'histoire de vie du travailleur, la relation entre les travailleurs et les heures de travail, travailleurs capables d'apporter des réponses uniques et cohérentes aux situations données dans l'environnement de travail.

Du point de vue épistémologique, la notion de travail qui sera utilisée dans cette thèse découlera de l'idée « d'activité » préconisée par l'Ergonomie de langue française, qui reconnaît l'activité du travail comme l'action pratique, liée à la façon dont le savoir-faire agit, impliquant la technique, la pratique et les connaissances acquises au cours de l'expérience et de l'histoire de vie des travailleurs.

▪ **Compréhensions sur la durabilité**

Maintenant l'idée de la durabilité et des pratiques axées sur ce concept sont notés sur les agendas politiques du monde entier. Ce fait est dû à la nécessité de relever les défis sociaux et environnementaux et de réfléchir à moyen et à long terme le développement de modèles qui peuvent assurer le maintien de la biodiversité, de la nature et de l'homme lui-même.

En pensant à ce problème, cette section se concentrera sur une brève analyse de l'idée de durabilité, centré sur la base des contributions de Ignacy Sachs (1986; 2002), auteur polonais naturalisé français, considéré comme le père fondateur de cette catégorie scientifique, même si nous reconnaissons les contributions d'autres auteurs en la contemporanéité, comme les œuvres de Freitas et Freitas Silva dans le travail la *Sostenibilidad - el mundo amazonico del hombre* (2014), qui examinent principes du concept de durabilité et son développements épistémologiques.

Les auteurs cités, Freitas et Freitas Silva (op. cit.,) soulèvent questions immanentes dès les Sciences Sociales et des Sciences Naturelles, en reconnaissant que la notion de durabilité, souvent associée à la notion de "conservation de la nature", transcende la relation homme-nature. De même, ils mettent en évidence que la durabilité ne peut être considérée comme un autre élément de la nature et de la gestion elle-même, mais comme une partie intrinsèque d'un tout, où il est possible de voir le tout dans les parties et les parties dans l'ensemble. Cette discussion, lui-même mérite notre attention comme guide pour soutien recherche futur sur ce sujet.

Même si nous reconnaissons la contribution d'autres auteurs, en faisant une analyse diachronique du terme « durabilité », on peut en déduire que le concept remonte à l'articulation des piliers du développement durable, proposés à l'origine par l'écodéveloppement, publié par Ignacy Sachs (1986) et présenté par Maurice Strong, secrétaire de la Première Conférence sur l'Environnement et le Développement de la Nations Unies (ONU), en réponse à la publication du rapport du Club de Rome en 1972 qui a opposé les partisans de deux points de vue antagoniques quant à la relation entre croissance économique et environnement.

Avec l'écodéveloppement, Ignacy Sachs (op cit, 1986) propose un nouveau paradigme basé sur une nouvelle éthique de la nature et une solidarité diachronique avec les générations futures, soutenu par cinq piliers structurels de la durabilité que voici :

- 1) La durabilité sociale - établie d'après les processus de développement fondés sur la répartition équitable des revenus et des actifs, appuyée par l'idée de ce qu'est une bonne société, pour assurer la promotion de l'accès aux droits sociaux et la réduction des écarts entre les niveaux de vie et des inégalités sociales entre riches et pauvres ;
- 2) La durabilité économique - évaluée en termes macrosociaux et pas seulement guidée par la rentabilité des entreprises. Il s'agit d'assurer et de développer l'investissement public et privé afin de rendre possible le nécessaire réinvestissement des sorties nettes des ressources financières des pays du Tiers-Monde (Cône Sud), des échanges défavorables entre les pays du Nord et du Sud, des politiques protectionnistes et un accès limité à l'information, la science et à la technologie présente dans les pays du premier monde ;

- 3) La durabilité écologique - garantie par l'utilisation responsable du potentiel des différents écosystèmes, par la limitation de la consommation de combustibles fossiles et d'autres ressources naturelles plus fragiles et difficiles à renouveler. On optimise ainsi l'utilisation de ces écosystèmes avec un minimum de dommages infligés à l'environnement, associé à l'intensification de la recherche pour l'obtention de technologies peu polluantes et à l'utilisation efficace des ressources pour le développement urbain, rural et industriel ;
- 4) La durabilité géographique-spatiale - fait référence à des mesures qui garantissent l'équilibre territorial rural-urbain, la réduction de la concentration dans les zones métropolitaines, stoppent la destruction des écosystèmes fragiles, améliorent l'utilisation et les techniques de l'agriculture durable, en particulier pour les petits producteurs, et permettent l'accès à des technologies appropriées dans les zones rurales, au crédit et aux marchés ;
- 5) La durabilité culturelle - axée sur l'amélioration des processus de modernisation endogènes et des systèmes agricoles qui permettent une certaine mutation et de l'innovation, en fonction de la dynamique culturelle de chaque lieu, région ou pays, grâce à l'utilisation des connaissances locales et des compétences culturelles, afin de rechercher des solutions autochtones à chaque situation spécifique, selon les écosystèmes et les aspects culturels de chaque site ou région.

Compte tenu des nouveaux défis accentués par les pressions sur l'environnement et envisagés comme une stratégie alternative au modèle économique mondial ayant cours, Ignacy Sachs (2002), a plus récemment proposé l'inclusion de trois nouveaux piliers pour parvenir à la durabilité, à savoir :

- La durabilité environnementale - conserver et maintenir la capacité de charge et la résilience des écosystèmes naturels ;
- La durabilité politique (national) - renforcement de la démocratie locale, garantie des droits universels des citoyens et capacité de l'Etat à mettre en œuvre les projets nationaux avec participation des acteurs locaux dans un souci rationnel d'équité et de cohésion sociale;

- La durabilité politique (international) - basée sur un système de prévention des guerres par l'ONU pour assurer la paix et sur la promotion de la coopération internationale qui maintient des niveaux équilibrés de co-développement entre les pays du Nord et du Sud, sur la gestion du patrimoine mondial en tant qu'héritage du patrimoine de l'humanité, fondée sur la responsabilité partagée et sur un système efficace de coopération scientifique et technologique internationale.

Avec cette vision, Ignacy Sachs a été en mesure d'articuler les différentes dimensions et les principes qui, à notre perception et en acceptant avec l'auteur, offrent non seulement un soutien physique pour l'entretien des différentes formes de vie sur la planète, mais également une reprise des valeurs sociétales telles que la justice sociale, la participation citoyenne, la solidarité diachronique entre les générations et le respect de la bio-sociodiversité.

En effet, la véritable compréhension de la durabilité exigera un ensemble d'actions concertées en conformité avec la participation de différentes organisations sociales, en mettant l'accent sur une compréhension holistique des problèmes de la société et le monde naturel, base épistémique de la durabilité, qui est en jeu pas seulement la capacité du support physique de la Terre, mais aussi la possibilité de l'entretien et le maintien de l'espèce humaine dans sa relation avec la nature.

En ce qui concerne la relation entre la durabilité et le travail, on estime que sur une micro-échelle, dans lequel sont présents les différentes dimensions du travail, parmi eux ceux préconisés par H. Arendt, les indicateurs de durabilité peuvent et doivent être appliquées à l'égard des politiques de soutien à promouvoir le développement humain et territorial, en favorisant les activités de production qui peut simultanément améliorer les possibilités d'emploi, former des citoyens critiques sur les questions concernant au monde du travail par rapport à la société, l'économie et la politique. Tout cela, accompagné par des politiques qui peuvent en même temps valoriser la culture e les connaissances locales, et, aussi égaliser les chances pour tous de participer à la réalisation d'actions visant au développement territorial micro et macro régional.

À l'époque contemporaine, les principes de la durabilité exigent une nouvelle relation entre l'homme et la nature, par conséquent, les politiques de développement territorial ne peuvent plus être guidés par la même logique du passé, ce qui est la croissance à tout prix. Les nouveaux paradigmes de développement durable exigent actions gouvernementales qui prennent en compte non seulement les besoins du présent, mais surtout les besoins des générations futures. Voici comment les principes de la durabilité guideront l'élaboration de politiques visant à la gestion durable des territoires, à travers des actions qui soutiennent le travail et les activités productives des utilisateurs des territoires, en particulier les habitants des zones protégées, thème de ce travail de recherche.

Gestion territoriale et gouvernance

Sur la notion de gestion territoriale, Godard (2002) se distingue comme l'un des auteurs les plus importants dans la société contemporaine pour comprendre cette nouvelle et fluide catégorie scientifique.

En analysant le cadre théorique qui prend en charge cette notion, il est noté que ses bases épistémologiques sont composées de significations présentes dans le concept de l'aménagement du territoire, qui peuvent être regroupées à partir de six interprétations différentes: a) l'aménagement du territoire en tant que discipline scientifique; b) en tant que technique de gestion; c) une politique ou un ensemble de politiques; d) en tant que processus; e) en tant que stratégie de développement et; f) comme un ensemble d'actions politiques et administratives.

En apportant à la discussion la notion de gestion territoriale, qui est né ontologiquement dans les sciences de la nature, puis adoptées dans d'autres domaines de la connaissance, Godard (2002), souligne que tout au long de l'histoire, le concept de gestion a pris des significations différentes et il est utilisé à des fins diverses. Initialement, il a servi à définir les procédures d'exploitation des forêts soumises à un régime juridique particulier, appelé régime forestier et plus tard a continué à désigner l'action de l'Etat visant à la réalisation des travaux prévus et à grande échelle.

Selon Godard (op. cit., 2002), à partir des années cinquante, il a été introduit en France la notion de gestion territoriale, visant à décrire l'action de l'Etat et collectivités afin de corriger les déséquilibres régionaux dans la population et dans le cadre des activités économiques. Cette conception, selon l'auteur cité, amplifié le concept de gestion à une vision plus complexe, à partir de deux aspects :

- a) le premier désignant la gestion quotidienne des éléments de l'environnement qui sont considérés, d'une façon ou d'une autre, comme les ressources naturelles, afin de répondre aux différents types de demandes, au coût le plus bas possible et de limiter certains effets négatifs ou excessive;
- b) la deuxième conception, lié à un contexte plus large et complexe sur la gestion dès les ressources, de l'espace et la qualité de l'environnement naturel et celui qui souffrait déjà l'action humaine, visant à saisir le degré de compatibilité entre les conditions des besoins de reproduction écologique et de développement à long terme, traduit sur le concept théorique de conservation environnemental.

Notez que dans le contexte des processus macro-sociaux et environnementaux, la notion de gestion territoriale apparaît comme un point de convergence où ils se confrontent et se rencontrent les objectifs associés au développement et à la planification territorial, ainsi que ceux qui sont axés sur la conservation de la nature.

En général, il est clair que la gestion territoriale implique un cadre intégré d'actions dans lesquelles les acteurs sociaux, les décideurs et l'accès à l'information vont ensemble. Ces éléments constituent la partie essentielle de la construction d'un modèle de gestion partagée de l'utilisation des terres, qui peuvent être adoptées dans les politiques territoriales aujourd'hui, lorsque l'objectif est la durabilité de l'homme et de la planète. Leur conception théorique apporte avec elle l'idée de promouvoir le développement du territoire ainsi que les différents acteurs et collectivités qui composent le scénario territorial, cette conception répond à la notion de gouvernance territoriale comme une extension et l'élément qui rassemble diverses nuances présentes dans la catégorie de gestion du territoire.

La définition de gouvernance territoriale est encore assez floue. Sa vraie compréhension implique la compréhension que certains processus territoriaux vont au-delà d'actions politiques d'État. Ils impliquent des différents programmes qui doivent être négociés dans une action concertée avec les intérêts de la société civile, les ONGs, les mouvements sociaux, des représentants du secteur privé et les acteurs locaux, dans la prise de décision relativement horizontale, visant au développement territorial local, régional et national.

Le terme gouvernance a émergé en Europe dans un contexte dans lequel il a mis en cause les formes classiques d'actions publiques centralisées et a demandé à l'émergence de nouveaux outils d'aide à la prise de décision par l'État, en accord avec la participation de plusieurs acteurs et représentants de la société civile (YANNICK, 2007).

Yannick (2007) caractérise cette notion repose sur trois dimensions :

i) La dimension identitaire, en ce que le territoire est vu, vécu et adapté à ses habitants;

ii) La dimension matérielle, comme un espace géographique avec des propriétés naturelles et matérielles, résultat de la gestion des ressources naturelles et la gestion des terres pour une société donnée;

iii) et la dimension organisationnelle, où il y a des différents acteurs liés par des intérêts et des relations de pouvoir hiérarchiques de domination, de solidarité et de complémentarité.

Le même auteur (op. cit., 2007) attire l'attention sur la nécessité de distinguer deux processus en cours actuellement en matière d'actions d'État dans les territoires et les gouvernances territoriales. Le premier cas concerne ce que l'auteur définit de «territorialisation de l'action publique», dans lequel sont présents les ramifications du pouvoir d'État, sans toutefois renoncer le contrôle et la centralisation d'actions publiques. Le deuxième cas concerne à la décentralisation elle-même, constitué de l'institutionnalisation de nouveaux territoires politico-administratifs dotés de l'autonomie et pouvoirs politiques légitimés par l'État.

Un exemple clair de cette politique de décentralisation a été avec la création dès les territorialités locales appelée pays, établie en France avec la loi de gestion et développement durable des territoires (loi du 25 Juin 1999 apud YANNICK, 2007). Appelé "espaces infrarégionaux" les pays correspondent aux territoires en construction, basés sur des d'engagement volontaires des réseaux et acteurs locaux (YANNICK, 2007). En termes de gestion territorial cette entité territoriale peut regrouper plusieurs groupes intercommunautaires, qui fédéralisées en délégations peuvent planifier et mettre en œuvre des projets multidimensionnelles et pluriparticipatives avec les différents acteurs de la scène locale, pour le développement et la durabilité du territoire.

En fait, les thèmes travail, durabilité et gestion territorial constituent une triade qui ne peut être analysé séparément, en particulier dans le cas de la phase actuelle des crises économiques et l'augmentation des problèmes environnementales. Dans ces cases, les politiques de promotion de développement territorial mises en œuvre par les pays des Cônes Nord et Sud sont des exemples clairs de l'importance de la soutenance d'actions pour promouvoir le travail, notamment les travaux agricoles fondée sur les principes de la durabilité, parce que, comme on le verra plus tard (dans le deuxième chapitre), en fonction de l'échelle, les techniques et les instruments mise en œuvre, le travail agricole peut être un obstacle à la santé du travailleur rural et à un type de gestion durable du territoire.

Les gouvernements et la société civile reconnaissent que la promotion des activités agricoles durables, qui peuvent atténuer la faim et la pauvreté dans le monde et d'envisager un avenir plus équitable, avec de réelles possibilités d'amélioration dès les conditions de vie, dans lesquels sont présent le travail et les activités productives des populations rurales, sont possibles et nécessaires, précisément parce que est juste à l'échelle de la gestion des territoires que les principes de la durabilité peuvent être mieux entrevu, comme dit précédemment.

Dans ce cas, la conception et la mise en œuvre des plans de développement territorial, basé sur les perspectives de promotion des chaînes de production locales telles que l'agriculture biologique, la gestion des forêts, la pêche, l'élevage, le tourisme, les

loisirs et l'éducation sont des éléments clés pour la durabilité et le développement territorial, comme viens mis en œuvre à travers le monde au cours du siècle dernier, sous l'égide des modèles d'aires protégées, comme on le verra dans le cadre de cette étude doctoral.

1.2 - Instruments et approches méthodologiques sur le terrain

En concevant la méthode comme la façon de procéder du scientifique afin d'atteindre un objectif donné (TRUJILLO 1978 apud LAKATOS, 2011) ou « un ensemble cohérent de procédures rationnelles ou pratiques-rationnelles qui guide la pensée avec l'objectif d'atteindre une connaissance valable » (1978 NERICI apud LAKATOS, 2011), nous présentons les procédures méthodologiques choisies pour mener la recherche sur le terrain au Brésil et en France.

Afin de répondre aux objectifs de la recherche, nous avons adopté comme stratégie d'enquête la combinaison de différentes ressources méthodologiques, y compris de la méthode statistique (LAKATOS, 2011) afin de fournir une description quantitative des phénomènes observés et recueillis sur le terrain au moyen des formulaires d'enquête ; transversalement, nous avons utilisé la méthode analytique adoptée par la Sociologie Comparative, qui a pour but d'analyser les différents faits et contextes socio-culturels et d'établir des relations entre eux afin de comprendre et d'élucider des phénomènes et des comportements intrinsèques qui ne sont pas toujours explicitement présents pour l'observateur.

La méthode comparative a déjà été utilisée depuis les premiers sociologues, notamment par Émile Durkheim, Karl Marx et Max Weber, pour analyser les différents dispositifs de la société, représentent actuellement une partie intrinsèque de l'ensemble des outils méthodologiques des Sciences Sociales.

Il existe toute une gamme d'études comparatives. Cependant, le niveau le plus connu de la recherche sociétale repose sur les études de cas et sur l'analyse des variables. Les études de cas impliquent des instruments qui sont fondamentalement différents de ceux employés par d'autres stratégies de recherche pour une approche qualitative, ce qui permet de réaliser des triangulations des données autour d'une question centrale, tout en analysant les différentes situations présentes dans les domaines de la connaissance.

L'analyse des variables a pour objectif principal de prouver certaines hypothèses abstraites dérivées de théories. Basée sur les méthodes statistiques, elle permet la manipulation des données empiriques pour établir des corrélations entre celles-ci.

Des études comparant un ensemble de caractéristiques permettent aux chercheurs de combiner différentes stratégies méthodologiques pour expliquer l'hétérogénéité des phénomènes et des relations que l'homme établit avec son environnement, afin d'apporter des réponses à des problèmes de grande échelle sociale. En Sociologie, cet instrument a été utilisé en particulier pour comparer les phénomènes macrosociaux et pour analyser les phénomènes qui se produisent dans deux sociétés ou plus (VIDAL, 2013).

Le travail d'enquête sur le terrain a été réalisé en deux moments interdépendants. La première partie de la recherche a été consacrée à la réalisation d'enquêtes bibliographiques et documentaires sur la production scientifique et technique des thématiques « travail », « durabilité » et des « zones protégées en France et au Brésil », afin de soutenir les analyses et les discussions thématiques de la recherche.

La deuxième phase de la recherche a été consacrée à la collecte d'informations sur le terrain en France et au Brésil, à partir de différentes stratégies méthodologiques, comme sera décrit ci-dessous

1.3 - Approches méthodologiques sur le terrain français

L'approches sur le terrain français ont réuni un ensemble de stratégies méthodologiques, impliquant directement et indirectement la participation des institutions gouvernementales et des représentants d'organisations de travailleurs ruraux qui opèrent dans le processus d'aménagement du territoire en France.

Les travaux de recherche en France ont été réalisés en deux étapes interdépendantes. La première étape a été essentiellement des activités de formation. A l'époque, il était possible de participer du cours « Master en Ergonomie » à l'Université Lumière Lyon 2, afin de prendre en charge des concepts et des catégories scientifiques liées au thème «Travail».

De plus, il était possible d'assister à trois cours de formation offertes par l'École Doctorale de l'Université Lumière Lyon 2, parmi lesquels se détachent le cours sur les «Zones Protégées en France» offert par le cours « Master Interfaces Nature-Société". De

même, ont participé aux cours "Internationalisation des Savoirs en Sciences Sociales» et «Visa pour la Thèse" offerts par l'École Normale Supérieure - ENS ligné à l'Université Lumière Lyon 2.

Parallèlement aux activités de lecture, nous avons participé aux réunions thématiques de l'Institut d'Études du Travail de Lyon, au Centre Max Weber de l'Université Lumière Lyon 2, et au groupe de discussion « Conflit et territoires », organisé par AgroParisTech / CNRS / INRA qui a des discussions centrées sur le thème du travail, des politiques publiques, des conflits et des territoires.

La deuxième phase de la recherche consistait à visiter des organismes gouvernementaux et à se mettre en contact avec les gestionnaires responsables de la mise en œuvre de la politique de protection des espaces de la région Rhône-Alpes. Après les premiers contacts et la présentation du sujet de recherche aux gestionnaires des gouvernements, nous avons identifié la zone protégé pour la collecte des données. Le choix de l'aire protégé s'est fondé sur leur emplacement dans le périmètre d'influence de la recherche scientifique (région Rhône-Alpes) et sur le type de catégorie de zone de gestion, en particulier des zones d'utilisation durable avec fonctions de protection et de gestion des ressources naturelles, tout en mettant l'accent sur la promotion des activités du travail.

Pour la collecte de données dans le domaine, nous avons opté pour les interviews, les formulaires de questions et les enregistrements photographiques, réalisés avec les résidents/travailleurs de la commune Sainte-Croix-en-Jarez, située à l'intérieur du Parc Naturel Régional du Pilat, région Rhône-Alpes, France.

Les données recueillies obéissaient un plan d'échantillonnage qui consistait en l'application de six (06) formulaires de recherche et réalisation d'une (01) entrevue, réunissant différentes catégories de travailleurs, y compris: agriculteur, éleveur, laiterie, marchand, professionnelle libéral, gèrent d'hôtel, maire de la commune et le président de l'Association des Sauvegarde de la Chartreuse de Sainte-Croix-en-Jarez, organe représentatif des résidents du lieu recherché.

1.4 - Approches méthodologiques sur le terrain brésilien

Les stratégies méthodologiques adoptées sur le terrain au Brésil ont suivi la même dynamique du terrain français. Initialement, il a été fait des cours obligatoires et

facultatifs du Programme de doctorat Société et Culture de l'Amazonie (UFAM) comme une forme d'instrumentalisation théorique, qui a abouti à la rédaction du document présenté en l'examen de qualification.

Afin d'atteindre les objectifs de la recherche, les activités de recherche ont été mises au point en deux étapes principales :

1. Recherche bibliographique et documentaire sur les thèmes : le travail, la durabilité et les unités de conservation au Brésil ;
2. Collecte des données sur le terrain.

Le choix de l'unité de conservation pour faire la collecte de données a été menée de façon aléatoire sur l'ensemble des unités de conservations (zones protégées) du département d'Amazonas, en particulier ceux qui répondent aux critères suivants :

- a) Faire partie du système d'unités de conservation d'Amazonas - SEUC ;
- b) Être inséré dans le groupe d'unités de conservation de l'utilisation durable ;
- c) Faire partie de l'ensemble des aires protégées qui reçoivent un certain type de politique publique pour encourager le renforcement du travail et la génération de revenus – Programme Bolsa Floresta (PBF) ;
- d) Ont un accès facile de la ville de Manaus.

Les données primaires collectées ont suivi un échantillon qui a réuni différentes catégories de travailleurs dans l'aire protégée Réserve de Développement Durable (RDS) de Rio Negro. Les enquêtes de terrain ont été menées dans la commune de Tumbira, impliquant les résidents / travailleurs de cette localité et les trois (03) autres sites (communes Terra Preta, XV Septembre et Notre-Dame de Fatima).

Au total ont été appliquées onze (11) formulaires d'enquêtes destinées aux agriculteurs, aux fournisseurs de services, les enseignants, les travailleurs communautaire de la santé et les professionnels libéraux (gestionnaire de restaurant / auberge, artisans, marchand) qui travaillent directement dans le RDS de Rio Negro. En plus des formulaires, on réalisés deux (02) entrevues, une (01) dirigé vers l'actuelle présidente de la commune de Tumbira, et (01) entretien avec le propriétaire du restaurant / auberge et ancien président de la commune.

Chapitre 2 - Gestion territoriale à la française

Les politiques de protection des espaces en France gagnent de plus en plus de notoriété dans le monde contemporain pour leur capacité de gestion des instruments de protection de l'environnement, ainsi que pour leur facilité à concilier des principes de durabilité et de compétitivité territoriale.

Depuis l'institutionnalisation du droit réglementaire des aires protégées sur le territoire français au début des années 60, la France a montré sa capacité à surveiller les transformations territoriales qui se sont produites, en particulier en ce qui concerne les changements de paradigmes dans la relation homme-nature. Elle a incorporé de nouveaux dispositifs de lois et a contribué à accroître les synergies sur la protection de la nature, le patrimoine historique et culturel (les monuments, l'équipement architectural, les modes de vie) avec l'aménagement du territoire, passant de la protection stricte à la gestion de la diversité biologique et culturelle (LARRERE, 2009).

Actuellement, les instances politiques et administratives intègrent le terme « territoire » pour désigner non seulement l'appareil bureaucratique, mais également des programmes, plans et projets de réorganisation des espaces et des territoires. La loi du 14 Avril 2006, révisée et mise à jour à partir de celle de 1960 qui a institutionnalisé la création de zones protégées en France concernant les parcs nationaux et les parcs naturels régionaux, réaffirme l'idée de territoire en tant que promoteur de l'élément de développement et comme place des politiques de protection des ressources matérielles et immatérielles, en émergeant comme la nouvelle politique territoriale à la française (LARRERE, 2009).

Ce texte explore les appareils politiques territoriaux actuellement développés en France, en ce qui concerne les mouvements de création et de gestion des aires protégées et leurs effets sur le travail des personnes vivant dans ces zones protégées. Il est divisé en trois parties principales. Dans un premier temps, nous présentons une brève discussion sur le travail agricole en France. Dans la deuxième partie, nous établissons une typologie des processus de création des politiques de gestion des aires protégées françaises. Enfin, dans la dernière partie, nous présentons les résultats de la recherche sur le terrain, située dans le Parc Naturel Régional du Pilat, en région Rhône-Alpes, en France.

2.1 - Dimensions du travail agricole et des zones rurales en France

Le travail agricole en France est aujourd'hui l'objet d'une attention majeure dans les politiques sectorielles de ce pays et de l'Union Européenne. Bien qu'il représente un solide apport financier dans le PIB (Produit Intérieur Brut) - uniquement dans le Parc Naturel Régional du Pilat, il génère environ 90 millions d'euros de produit brut annuel en France en 2011 (PARC DU PILAT, 2011) - ce secteur est paradoxalement menacé par le manque d'envie des jeunes de se lancer dans des pratiques agricoles et il exerce peu d'attraction sur les entreprises de taille moyenne rurales (op. cit., 2011).

Pour comprendre le territoire comme un lieu d'arrangements et de négociations à différentes échelles et donc comme un lieu hétérogène où entrent en jeu divers acteurs sociaux, des organismes gouvernementaux, des organisations de la société civile, entre autres, il est intéressant de noter que la configuration des zones rurales françaises se caractérise par la multifonctionnalité des usages et des significations qui reçoivent de plus en plus de contributions politiques et organisationnelles propices au développement (SOULARD, 2014).

Considéré comme le terrain des agriculteurs, les zones rurales en France ont plusieurs connotations. D'une part, elles peuvent être considérées comme le lieu de travail de l'agriculteur / producteur, de l'appartenance à son environnement à travers ses activités et comme moyen de ses pratiques culturelles. Deuxièmement, elles sont l'environnement de leurs actions suivant Arendt, en se référant à l'endroit de la pluralité, de l'espace et du domaine public, où il est possible d'identifier des actions concrètes et politiques comme des actions individuelles. Cet ensemble de relations socio-culturelles, politiques, économiques et environnementales est ce qui garantit la reproduction sociale de l'agriculteur et la durabilité de ses pratiques agricoles.

La reconnaissance de la multifonctionnalité des zones rurales par des actions publiques a permis à l'agriculteur de développer différentes pratiques où le terrain agricole a été vu et reconnu comme le lieu de sa production, de son logement et l'espace de la vie quotidienne et reproductive, présent dans les différentes formes d'utilisation des terres. C'est pour cette raison que les zones rurales en France, selon Soulard (op cit., 2014), sont maintenant reconnues comme des environnements multifonctionnels liés aux

agriculteurs ; on ne peut donc pas se contenter de délimiter leur périmètre à l'aune de la production et de l'exploitation, étant entendu que leur utilisation va bien au-delà des activités productives.

- **Les défis de la durabilité dans le secteur agricole français**

Il est clair que les activités agricoles génèrent des impacts souvent désastreux sur l'environnement et la santé de l'agriculteur. Mettre en pratique les politiques de développement durable est un grand défi car il demeure encore dans le secteur une résistance aux nouveaux modèles de production et le maintien des vieux paradigmes de développement inscrits tant dans la logique productiviste des institutions publiques et privées que dans les habitudes des agriculteurs.

Dans un article publié en version française et portugaise, Béguin et Pueyo (2011) font une analyse de l'incidence qu'ont les activités agricoles sur les conditions de travail des agriculteurs, ainsi que les effets négatifs attribués à l'agriculture sur l'environnement. Partant des réflexions de ces auteurs, nous ferons une brève évaluation de la crise dont le secteur agricole français souffre actuellement, en ce qui concerne les conditions de travail et la santé des agriculteurs, ainsi que du défi que représente la mise en œuvre des modèles novateurs, guidés par des paramètres de durabilité.

Depuis 1979, des chercheurs ont déjà signalé la nécessité de mettre en œuvre des politiques durables dans le secteur agricole français. En effet, depuis longtemps la campagne a subi de grandes transformations dues à l'abandon des activités agricoles par les jeunes générations, à l'absence de politiques d'évaluation et au manque de qualifications professionnelles attrayantes, ce qui constitue un risque grave pour l'avenir du secteur agricole (BÉGUIN & PUEYO, 2011).

Alors qu'il y a soixante-dix ans la modernisation de l'agriculture en France a permis des améliorations structurelles dans le secteur, la société scientifique mondiale soulève actuellement des questions quant à la durabilité de certains modèles de production en milieu rural et à leur impact sur le maintien de la biodiversité, interrogeant aussi la durabilité sociale des pratiques agricoles (BÉGUIN & PUEYO, 2011).

Sur la relation entre le travail et la santé de l'agriculteur, le terrain effectué par les auteurs cités dans cette étude montre que la profession agricole subit beaucoup de

perturbations et de maladies professionnelles, redoutés par tous ceux qui sont déjà impliqués et par ceux qui sont en phase d'implication dans le processus, souvent considérées comme inévitables et sans perspective d'amélioration.

A partir des questions posées, à notre point de vue, on estime que la présence de l'action publique dans le domaine est essentielle de même que le soutien des organisations locales (les collectivités locales), pour envisager un avenir durable dans le secteur.

En effet, dans une étude menée sur les pratiques agricoles et les politiques territoriales en France, Soulard (2014) confirme que grâce à la deuxième décentralisation politique du pays, initiée au début des années 80 avec la loi Defferre (SOULARD, 2014), la décentralisation a acquis un nouveau statut. La politique territoriale de création de l'intercommunalité dans les années 90 a alors permis de renforcer les pouvoirs des collectivités locales ; l'Etat a commencé à déléguer certains pouvoirs et à allouer de l'autonomie pour mettre en œuvre les actions publiques. Ce mouvement est né principalement dans les domaines des politiques de gestion territoriale et de l'aménagement du territoire quand les politiques rurales, décidées à l'échelle de l'Europe continentale, ont commencé à être mises en œuvre au niveau régional et au niveau local.

Actuellement, selon Soulard (2014), les collectivités territoriales ont acquis des compétences d'intervention sur la gestion de leurs territoires dans différentes inter-échelles, que ce soit sous la forme d'associations communautaires, de zones protégées par la loi, de pays ou de gouvernances régionales qui, fondées sur les principes de la durabilité, cherchent à combiner cohérence et approches participatives d'utilisateurs à différentes échelles de décisions, en élargissant les possibilités de participation d'un nombre croissant d'acteurs sociaux pour discuter des stratégies de développement de leurs territoires.

Ce type de gouvernance est présent non seulement dans la gestion du secteur agricole français, mais aussi dans la création et la gestion des aires protégées, ce qui va à présent être analysé.

2.2 - Les politiques de protection des espaces en France

L'histoire de la réglementation de la politique des aires protégées en France est marquée par un ensemble d'idées et de visions du monde qui se rencontrent et se heurtent suivant diverses idéologies liées au rôle de la nature et à celui de l'homme, à son travail et à ses pratiques traditionnelles de production, dans le maintien de la biodiversité et de la durabilité du territoire.

Le passage au XIXe siècle a vu émerger dans la scène scientifique française des courants de pensée provenant d'autres pays d'Europe et des États-Unis, qui combinaient des éléments idéologiques suivant lesquels la nature elle-même (la flore et la faune) a obtenu le statut de patrimoine édénique à préserver (modèles de parcs italiens et américains), plutôt que d'un type de gestion intégrée où l'homme et la nature pourraient interagir durablement (vision écologiste).

Les premiers projets des parcs en Europe ont été créés sous l'influence des visions romantiques considérant la nature comme paradis idyllique intact qui, en tant que zone protégée par le gouvernement, a des fonctions récréatives, spirituelles, économiques et de refuge de la vie urbaine. Selon Selmi (2009), depuis le XVIIIe siècle s'affirme le développement de l'idée de sanctuarisation de la nature, principalement en raison des écrits d'auteurs tels que Jean-Jacques Rousseau qui a contribué à exalter la beauté des paysages naturels.

Larrère (2009), dans un article publié dans le Livre sur l'histoire des parcs nationaux français, souligne que les processus de réglementation d'aires protégées en France ont une histoire qui se réfère à la seconde moitié du XIXe siècle, et ont commencé à gagner en force politique au cours de l'empire colonial, moment où les parcs et réserves naturelles ont été initialement testés dans les colonies, avant même de posséder une base juridique métropolitaine.

Selon Larrère (op. cit.), le processus d'institutionnalisation de la politique des aires protégées en France métropolitaine remonte principalement à la création de « série artistique » dans la forêt de Fontainebleau, sous le Second Empire, lorsque se dessinent les premières esquisses de ce qui va être le texte embryonnaire des projets de zones protégées ; c'est alors la première fois qu'on utilise un arrêté royal pour interdire l'exploitation forestière dans la région métropolitaine.

Soutenue par le Touring Club de France (TCF) et par le Club Alpin Français (CAF), organismes représentatifs qui réunissaient forestiers, chasseurs, professionnels du tourisme, écrivains, peintres, etc., la stratégie des gestionnaires forestiers de l'Empire était la mise en œuvre des projets de zones protégées dans les colonies françaises. En février 1921, au moyen d'un décret du Gouvernement général de l'Algérie, on entame le processus d'institutionnalisation des aires protégées. En une période de dix ans, 13 parcs nationaux sont créés dans les départements de l'Algérie, Constantine et Oran. Des 27.000 ha de zones protégées (SELMi, 2009), Djurdjura, avec sa surface de 16,550 ha, constitue le plus grand de ces parcs.

Selon Selmi (2009), l'expérimentation des aires protégées dans les colonies comme l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, Madagascar et d'autres pays de l'Afrique équatoriale, a permis d'une part aux gestionnaires des forêts de la métropole de disposer d'un cadre d'expériences tacites et d'autre part d'acquérir un savoir-faire lié aux dispositions juridiques qui pourraient être mises en œuvre en France. En outre, la loi qui a créé des aires protégées dans la métropole a été élaborée dans un contexte de changements majeurs dans les zones rurales : il était à la fois nécessaire de rassurer les paysans en place dans ces territoires, et particulièrement les jeunes, de protéger les paysages naturels et de penser des alternatives pour développer les zones rurales.

Actuellement il y a une grande variété de catégories d'aires protégées en France, situées dans la zone métropolitaine et en outre-mer. L'intégrité des aires protégées, en France couvre actuellement 09 parcs nationaux, 52 parcs naturels régionaux (50 dans la métropole, 01 en Guyane et 01 en Martinique), plus de 150 réserves naturelles, et implique environ 600 arrêtés préfectoraux de protection de biotope et plus de 1700 sites protégés par le réseau Natura 2000, ce dernier couvrant 12,4 % de la surface de la France (UICN, 2008; SELMI, 2009; FÉDÉRATION DES PARCS NATURELS RÉGIONAUX DE FRANCE, 2015).

En ce qui concerne l'expérience française, on peut noter que le modèle de gestion des aires protégées a commencé à être adopté avec force dans la politique nationale. Cela se traduit par l'augmentation des nouvelles zones protégées de l'utilisation durable cherchant à concilier protection de la nature et développement territorial, ou par des politiques spécifiques d'encouragement des activités productives au profit des résidents et

des travailleurs locaux. La nécessité de conserver et de protéger la nature, les aspects du mode de vie traditionnel, le patrimoine historique et culturel, ont conduit à la création et à la gestion du Parc Naturel Régional du Pilat, qui a servi de base pour la réalisation d'études sur le terrain.

Bien sûr, une analyse critique est nécessaire, afin de comparer l'écart entre la conception et ce qui est réellement mis en place. Dans cette perspective, nous allons analyser les impacts des politiques de protection sur le travail des résidents / travailleurs du Parc Naturel Régional du Pilat, avec la recherche de terrain menée dans la commune de Sainte-Croix-en-Jarez.

2.3 - L'impact des politiques de protection des espaces dans les systèmes de production et le travail des habitants de la commune de Sainte-Croix-en-Jarez, Parc Naturel Régional du Pilat

Sainte-Croix-en-Jarez est un petit village du sud-est de la France, situé dans le département de la Loire, en région Rhône-Alpes. Le village appartient à l'arrondissement de Saint-Étienne et depuis 2015, avec la réforme départementale, il fait partie du canton du Pilat - n ° 8, département de la Loire (<http://trouveruneville.fr/ville/42/sainte-croix-en-jarez>). Ses coordonnées géographiques sont distribuées dans 45 ° 28 '44 "Nord 4 ° 38 '49" Est, avec Min altitude 349 m -. Max 955 m (Figure 01).



Figure 01 - Localisation de Sainte-Croix-en-Jarez sur le territoire du Parc Naturel Régional du Pilat.

Source: www.recoin.fr

Situé dans le Parc Naturel Régional du Pilat à 420 mètres d'altitude, Sainte-Croix-en-Jarez a une population estimée de 437 habitants (2013), avec une densité de population de 36 habitants par km². Les habitants de cet ancien monastère fondé entre 1277-1280, sont connus comme les Cartusiens et les Cartusiennes. La commune possède un paysage architectural riche de peintures religieuses et de pierres murales datant du début du XIV^e siècle.

▪ **Histoire**

Sainte-Croix-en-Jarez a une histoire caractérisée par la combinaison d'un ensemble de facteurs formant un riche carrefour socioculturel, où cohabitent tradition médiévale, née de sa relation avec la religion catholique de l'ordre des Chartreux et arrangements territoriaux actuels issus de mouvements écologiques de protection de la nature et de conservation du patrimoine historique et culturel.

Par le passé, ce petit village a accueilli de grands événements qui en ont fait un lieu de croisement et de point d'intersection de milliers de touristes en quête de connaissances sur leur histoire. Ces touristes souhaitent aussi avoir accès à des produits d'origine agricole bioécologique tout en admirant la beauté naturelle des lieux, résultat du travail acharné de plusieurs collectivités locales qui agissent pour la préservation de l'histoire et du patrimoine architectural ; ces dernières mènent des actions destinées à maintenir services des écosystèmes et à améliorer la qualité de vie des résidents et des travailleurs locaux.

Sainte-Croix-en-Jarez est un ancien monastère fondé dans les années 1277-80 par Beatrice de la Tour du Pin, qui vit son mari, William Roussillon, disparaître à proximité de Saint-Acre. La veuve aurait fondé ce monastère pour honorer la mémoire de son mari ; elle a construit un lieu dédié uniquement à la prière, devenu plus tard possession de l'ordre religieux des Chartreux, fondé par Saint Bruno en 1084, et selon les rapports de résidents de la région a reçu ce nom en raison de la fameuse liqueur produite par les moines du massif de la Chartreuse.

Durant la période révolutionnaire, le village a été la cible d'attaques et d'actions des insurgés qui l'ont mis à sac. L'ordre religieux s'y est maintenu jusqu'en 1792, après la

confiscation de ses biens au cours de la Révolution. En 1794, le monastère a été vendu aux enchères, divisé en 44 lots pour les familles qui s'y sont installées. Après la période révolutionnaire, le monastère est resté connu sous le nom de Sainte-Croix-en-Pavezin en raison de sa relation avec la municipalité voisine de Pavezin. En 1888, il est devenu une commune indépendante, recevant le nom de Sainte-Croix-en-Jarez (chartreuse-saintecroixenjarez.com, 2016).

Après avoir acquis son autonomie politique, la commune a connu plusieurs maires ; elle est actuellement sous l'administration de Daniel TORGUES pour un mandat allant de 2014 à 2020.

- **Le travail et les activités productives à Sainte-Croix-en-Jarez**

Comme dans d'autres sociétés humaines, le travail, à Sainte-Croix-en-Jarez a pour fonction majeure celle de donner leur humanité aux personnes, d'assurer leur survie et leur liberté selon Hanna Arendt (1906-1975), au se référée à l'action.

C'est le moyen par lequel les individus pratiquent leurs "activités", intégrant dans le processus de production leurs connaissances, leur expérience et leur savoir-faire d'une manière multidimensionnelle à travers la réalisation concrète que demandent les activités du travail agricole.

L'utilisation de l'espace suit ici la dynamique d'autres zones rurales en France, où il est pratiqué un type d'agriculture multifonctionnelle. Cela permet de créer un espace dynamique polyvalent né autant de la pratique du travail que de la pluralité des modes de relations socio-environnementales.

La multifonctionnalité de pratiques est évidente dans le domaine de Sainte-Croix-en-Jarez. Les données de la recherche indiquent une variété d'activités rémunérées pratiquées à ce commune en mettant l'accent sur l'agriculture, la charcuterie, l'exploitation des terres par l'élevage mixte et des services liés au tourisme.

Ces activités constituent un des fondements solides de l'économie et se présentent comme des activités plus larges et transversales en rapport avec la politique du PNR du Pilat, tels que l'environnement, les paysages, la conservation du patrimoine naturel et culturel et le tourisme.

La diversité des sols et des climats explique la grande variété de produits et d'activités agricoles pratiquées à Sainte-Croix-en-Jarez, tels que les systèmes agro-écologiques de la polyculture d'élevage (bovins et caprins), les vergers, la culture des jardins, la fabrication du fromage, du miel, du lait, des produits de boucherie (charcuterie), etc. Ces systèmes de production mixtes assurent résilience et durabilité, tout en garantissant une forte contribution à l'emploi et au revenu ; ils sont également reconnus comme une activité productive importante sur le plan économique, social et environnemental.

La commercialisation de la production se faisant directement auprès du consommateur ou par le biais d'institutions représentant des travailleurs, comme les coopératives agricoles, financée en partie par le PNR du Pilat et par d'autres acteurs gouvernementaux comme l'Union européenne, à travers la Politique Agricole Commune (PAC), assure également une plus grande autonomie au producteur et la pérennisation des systèmes de production locaux.

En outre, comme la commune appartient au PNR du Pilat, elle bénéficie pleinement de sa dynamique politique. La plupart des résidents/travailleurs interrogés (66,7%) sont d'accord pour reconnaître que le Parc favorise les activités de production. Cette contribution est principalement due aux subventions attribuées aux collectivités régionales et au tourisme qui a émergé comme important apport de l'économie locale. En fait, ce qui a été une préoccupation constante de la politique mise en œuvre dans le PNR du Pilat, c'est la construction d'une image positive du label du parc afin de faire bénéficier tant les personnes et les communautés locales de Sainte-Croix-en-Jarez que celles des autres communes qui composent cette zone protégée.

A cet effet, le syndicat mixte, ainsi que les autres partenaires du parc, ont mis en place des actions localisées à Sainte-Croix-en-Jarez, afin de sensibiliser les résidents et les utilisateurs à l'importance du maintien de la biodiversité et au respect du patrimoine architectural, incorporant à l'image de cette zone protégée, un symbolisme socio-environnemental conforme à la proposition d'un Parc Naturel Régional.

En réalité, chaque action envisagée à Sainte-Croix-en-Jarez fait partie d'un ensemble de décisions cohérentes par rapport au projet de territoire défini dans la carte du PNR du Pilat, document qui établit les directions de gestion et de fonctionnement du

Parc. Par ailleurs, la commune et ses habitants bénéficient de la marque construite et reconnue au niveau national et international avec tous les avantages énoncés qui font l'attractivité du territoire, parmi lesquelles : (i) des services et conseils d'une équipe technique pluridisciplinaire du parc pour faire face aux enjeux de demain ; (ii) l'accès à des moyens financiers supplémentaires pour le soutien des projets locaux ; (iii) donner des conseils sur des projets d'intérêt collectif du parc et de la commune; (iv) les échanges d'expériences novatrices avec d'autres collectivités locales afin de planifier des actions durables dans la commune comme dans le parc lui-même; (v) le maintien de son identité rurale et son interaction avec les villages ruraux de la région ; (vi) l'accès à des environnements naturels préservés ; (vii) une meilleure compréhension de la vie sur son territoire ; (viii) de l'aide, des conseils et du soutien permettant d'anticiper les problèmes et les décisions importantes pour l'avenir de la commune (L'ECHO, 2014).

Ces différents facteurs font de Sainte-Croix-en-Jarez un lieu attrayant pour la mise en œuvre des politiques intégrées de protection des espaces conformément à la proposition d'un PNR, promu par un modèle de développement local soutenant le travail et les systèmes de production, les activités durables, avec des effets positifs pour les touristes, les visiteurs et surtout pour les résidents et les travailleurs locaux.

Il faut noter que la présence de l'action publique dans le domaine de la gestion des terres est essentielle ; elle s'accompagne du soutien des collectivités locales et permet d'envisager un avenir durable pour les zones protégées.

Les pays qui utilisent les outils juridiques nécessaires à la gestion et à la protection des zones de leur territoire qu'il convient de gérer durablement, devraient mener une réflexion sur les politiques publiques pour tenir compte le travail sous ses différentes formes et surtout, le travailleur en tant que producteur et agent en mesure de définir ses propres choix, comme a eu lieu en France, remarqué dans les différentes politiques de subventions ciblées pour renforcer les aires protégées, appuyant le tourisme, les marchés de circuits courts et les actions de formation et de soutien à l'entrepreneuriat, qui ont contribué pour l'animation et dynamisme économique du territoire français.

Chapitre 3 – Politiques de protection des espaces au Brésil

Le terme « protégées » a des connotations différentes dans le monde, variant selon le système de gestion d'utilisation du territoire d'un pays. Cette expression a été introduite par l'UICN pour désigner un territoire particulier géré par le gouvernement avec des périmètres et des objectifs de protection définis. Au Brésil, l'équivalent de cette catégorie de protection est connu comme « Unité de Conservation » (UC), et le même terme est utilisé dans d'autres pays pour définir une zone spécialement protégée.

L'expression « Zones protégées » dans la politique environnementale brésilienne inclut non seulement les Unités de Conservation, mais aussi les Terres Indigènes et d'autres domaines de la protection de l'environnement comme des fragments forestiers et certains types de parcs urbains utilisés pour les loisirs et la protection de certains périmètres environnementale.

Le cadre juridique régissant l'ensemble des Unités de Conservation au Brésil est appelé SNUC - Système National d'Unités de Conservation, établi et régi par la loi 9.985 du 18 Juillet 2000, géré par le Conseil National pour l'Environnement (CONAMA). Celui-ci est responsable de la surveillance de la mise en œuvre du système par l'organisme central du Ministère de l'Environnement (MMA), responsable de la coordination de l'ensemble des Unités de Conservation au niveau national. Dans ce chapitre, le terme « aires protégées » fait habituellement référence au Brésil à des Unités de Conservation, comme un territoire en particulier protégé par la loi.

Le texte présenté ici met l'accent sur l'influence des politiques des Unités de Conservation dans les processus d'aménagement du territoire au Brésil, dans le département d'Amazonas, ce qui rend possible l'analyse de son impact sur les systèmes de production et sur le travail des populations résidentes des aires protégées. Tout au long du chapitre, nous examinons l'institutionnalisation progressive du système de zones protégées ainsi que la façon dont les mécanismes institutionnels de la politique environnementale brésilienne ont permis la réglementation du Système des Unités de Conservation de l'Amazonas (SEUC), créé par loi complémentaire n ° 53/2007. Enfin, nous faisons l'analyse des conséquences de la politique des aires protégées sur les

systèmes de travail dans une commune amazonienne, à travers une étude de cas dans la Réserve de Développement Durable de Rio Negro, département d'Amazonas, Brésil.

3.1 - Système National d'Unités de Conservation du Brésil - SNUC

Le Brésil a construit la gestion de son territoire à partir de modèles externes au-delà de la mer (européen et nord-américain) que proprement dans leurs caractéristiques et leurs capacités territoriales locales. Les premières aires protégées brésiliennes ont été créées dans le style des jardins botaniques d'Europe et des États-Unis qui avaient une législation extrêmement restrictive quant à l'utilisation des ressources naturelles.

D'autre part, en dépit de la mise en œuvre d'une politique de gestion des terres exogène aux caractéristiques de la société brésilienne, où l'homme est apparu comme un obstacle et une menace pour le maintien de la biodiversité, au fil des discussions mondiales sur les stratégies de protection de la nature, dans les années 1990, les divers gouvernements brésiliens ont dessiné des politiques d'aménagement du territoire plus ou moins durables, en tenant compte des caractéristiques socio-environnementales de chaque lieu et de chaque région.

Avec l'institutionnalisation de la politique nationale de l'environnement dans les années 1980, le Brésil a inauguré un modèle de gestion territoriale décentralisée, dans laquelle sont intervenus plusieurs segments d'organisations de la société civile afin de définir les moyens à mettre en œuvre pour une gestion partagée de l'environnement.

Plus tard, en 2000, avec la promulgation de la loi n ° 9985, qui crée le Système National d'Unités de Conservation (SNUC) et établit les critères et normes nécessaires à la création, à la mise en œuvre et à la gestion des aires protégées, la gestion territoriale brésilienne s'est fondée sur les politiques environnementales, sur la base de critères techniques et scientifiques, tels que les caractéristiques de la faune, de la flore et des modes de vie des populations humaines.

Le SNUC reconnaît deux catégories d'Unités de Conservation : (I) - Protection Intégrale ; (II) L'utilisation Durable¹. Au premier groupe appartiennent les catégories

1 - Les zones de protection intégrale sont plus restrictives concernant l'utilisation des ressources naturelles ; elles permettent seulement le développement de la recherche scientifique, des visites guidées et l'éducation

suivantes de zones protégées : (i) Station Écologique ; (ii) Réserve Biologique ; (iii) Parc National ; (iv) Monument Naturel ; (V) Refuge de Vie Sylvestre. Au second groupe appartiennent les catégories suivantes de zones protégées : (i) Aire de Protection de l'Environnement ; (ii) Domaine Pertinent d'Intérêt Écologique ; (iii) Forêt Nationale ; (iv) Réserve Extractive ; (v) Réserve de Faune ; (vi) Réserve de Développement Durable ; (vii) Réserve Privée du Patrimoine Naturel.

Selon le Registre National des Unités de Conservation - CNUC (www.mma.gov.br) jusqu'à l'année en cours au Brésil, on dénombre environ 1.762 aires protégées de différentes catégories : plus de 886 d'entre elles sont sous la responsabilité du gouvernement fédéral, 729 du gouvernement départemental et 147 sous l'autorité municipale, le tout couvrant environ 1,5 millions de km², ce qui équivaut à la superficie du département d'Amazonas. En Amazonie sont cataloguées 315 UCs, 179 départemental et 136 fédérales (www.socioambiental.org.br), dont environ 111 UCs sont sur le territoire de l'Amazonas.

Il convient de souligner que, depuis la période de l'après Rio-92, les progrès de la législation environnementale brésilienne sont visibles. Dans ce contexte, les aires protégées ont acquis une force croissante dans les programmes politiques et ont commencé à se développer à travers tout le Brésil. En Amazonie, on a trouvé un terrain fertile dans les programmes et projets extérieurs à la région, soutenue dans les rapports catastrophiques sur l'avenir de l'humanité et le rôle de l'Amazonie face à ces nouveaux processus environnementaux, mettent accent sur les politiques territoriales et a commencé à développer dans toute la région, en particulier dans le département d'Amazonas, comme il sera analysé.

environnementale. Les zones d'utilisation durable sont orientées vers l'utilisation des ressources gérées, permettant le logement des personnes et le développement des activités productives.

3.2 - Amazonas : depuis les politiques des établissements ruraux jusqu'au Système des Unités de Conservation de l'Amazonas

Tout au long des années 1970, les politiques territoriales ont reposé en Amazonie sur les établissements ruraux. Initialement développés au sud de l'Etat de l'Amazonas par l'Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire - INCRA, ces programmes officiels visent, avant tout, la démarcation des pistes terrestres dans les zones frontalières et le long des routes fédérales, indispensables à la sécurité nationale (Décret-loi n ° 1164 / 71).

Les Projets de Colonisation Intégrée (PICs) ont été la grande stratégie du gouvernement fédéral pour territorialiser l'Etat en vue de la régularisation des terres et pour atténuer les nombreux foyers de tension dans le domaine rural, dus à la modernisation de l'exploitation du café ; une grande partie des travailleurs ont en effet été expropriés de leurs terres, notamment dans les départements de Espírito Santo et Paraná. À l'heure actuelle, ces projets sont encore en cours d'exécution, maintenant à travers un prisme écologiste, sous le nom de PDS - Projet de Développement Durable (www.incra.gov.br, 2016).

Depuis les années 1980, de nouvelles stratégies sont établies pour gérer le territoire amazonien, adoptant les instruments de planification territoriale comme le Zonage Écologique-Économique (ZEE) et les zones protégées.

Dès 1989 et tout au long de la décennie des années 1990, les aires protégées, sous la forme d'Unités de Conservation, ont commencé à croître de façon exponentielle sur le territoire d'Amazonas. A la fin des années 1990, on compte un total de sept Unités de Conservation et une surface de 5,708,506 ha de zones protégées par la loi (ONU/CEPAL, 2007).

En 2007, dans le cadre des célébrations de la Semaine de l'Environnement et avec les progrès réalisés dans la création de nouvelles aires protégées, le gouvernement d'Amazonas crée le Système des Unités de Conservation de l'Amazonas (SEUC). En ce qui concerne le Système National de Zones Protégées (SNUC), la loi du SEUC a établi les critères, les normes pour la création, le déploiement et la gestion des aires protégées

dans le département d'Amazonas. Cela représente alors une grande innovation dans la politique de gestion territoriale, avec l'établissement d'infractions et de sanctions auxquelles on consacre un chapitre de la loi qui comprend aussi les régularisations des terres et assure l'accès des résidents aux politiques publiques de gestion territoriale. En outre, la loi du SEUC incorpore la création de nouvelles catégories de zones protégées comme Route Parc, Rivière Pittoresque ou encore la Réserve Privée de Développement Durable, et enfin des unités d'utilisation directe et durable, non prévue dans le cadre du SNUC.

Comprenant 47 Unités de Conservation fédérales, 42 UCs départementales, 23 UCs municipales et 172 Terres Indigènes, la zone protégée du département d'Amazonas couvre environ 54% de sa surface (SEMA, 2015). Ces chiffres montrent clairement combien il est difficile de mettre en œuvre un type de gestion territoriale partagée en vertu des principes du développement durable en Amazonie, et en particulier dans le département d'Amazonas. Il appartient aux gouvernements, à la société civile, ainsi qu'au secteur privé, de faire un sujet prioritaire des politiques publiques qui peuvent être mises en œuvre en vue d'améliorer la gestion et la qualité de vie des personnes qui habitent cet immense territoire aux proportions continentales qu'est le département d'Amazonas.

Ci-dessous, nous présentons les résultats des recherches sur le terrain menées dans la commune de Tumbira, appartenant à la Réserve de Développement Durable de Rio Negro, UC, qui a servi comme lieu de recherche sur le terrain.

3.3 - Impacts des politiques territoriales sur le travail et sur les activités productives des résidents de la commune de Tumbira, RDS de Rio Negro

La commune de Tumbira est située sur la rive droite du Rio Negro. Elle fait partie des dix-neuf (19) communes appartenant à la RDS de Rio Negro. Administrativement, elle est reliée à la ville d'Iranduba, dans le département d'Amazonas, tout en maintenant des relations avec d'autres municipalités à proximité de Manacapuru et de Novo Airão (Figure 02).



Figure 02 – Localisation de la commune Tumbira dans le territoire de RDS de Rio Negro.
Source: recherches sur le terrain, 2016.

Elle a été fondée en 1986 avec environ 10 familles ; elle regroupe actuellement 38 groupes familiaux et compte environ 200 habitants. La commune est stratégiquement située sur la rive du Rio Negro, qui permet à sa population de développer différentes stratégies de survie, combinant la polyvalence d'une variété d'activités productives pour la reproduction sociale et matérielle de ses habitants.

- **Travail et activités productives dans la commune de Tumbira**

Dans la commune de Tumbira, ainsi que dans d'autres localités rurales amazoniennes, le travail se caractérise par la polyvalence des activités productives, associées à la dynamique de la nature.

Des études sur l'Amazonie (BARROS 2006; CHAVES, 2001a, 2014; FRAXE 2000 ; FURTADO, 1993) indiquent que l'homme amazonien, dans ses relations avec les différents milieux (várzea, igapó, terra firme) a une capacité fabuleuse à s'adapter à la dynamique de la nature pour répondre à ses besoins de survie et de reproduction sociale, par le développement de différentes pratiques productives, que ce soit la pêche, l'agriculture ou l'extraction de produits forestiers.

Cet ensemble de pratiques productives est ce qui caractérise les « activités » de l'homme rural amazonien, selon la triple connotation mentionné par Hanna Arendt :

i) les moyens par lesquels, à travers ses actions concrètes, il cherche à assurer sa survie biologique (le travail) ;

(ii) les moyens par lesquels il garantit sa perpétuation dans ce monde (l'œuvre) à travers la connaissance acquise au cours de sa vie sur la dynamique du territoire et de la nature et transmise à d'autres générations (enfants et autres parents) et ;

(iii) l'action - qui, par la pratique, lui permet d'exercer sa liberté - dans le cas de l'homme rural amazonien cela s'exerce à travers différentes formes d'organisation et de participation à la vie de la commune et à divers champs politiques.

En ce sens, cette étude relie la notion de travail et d'activités productives de l'homme amazonien à sa relation avec les territoires.

Les données de l'enquête indiquent que les populations de la commune de Tumbira utilisent comme stratégie de survie l'échange de différentes activités agricoles telles que la production de la farine, l'exploitation forestière, le travail du bois, l'artisanat, le tourisme et la pêche, ce qui permet la reproduction sociale et garantit les conditions matérielles de survie.

Parmi les principales activités génératrices de revenus on compte l'agriculture, la pêche, l'exploitation et la transformation du bois par petites entreprises installées dans la commune, la production de farine, l'artisanat, le tourisme et les services. Les salaires émanant d'institutions liées à la municipalité et à l'Etat, comme ceux des enseignants et des travailleurs de la santé, sont une autre source de revenus.

L'organisation productive des résidents locaux est basée sur le modèle de l'agriculture familiale. La plupart des familles se fonde sur un modèle de famille nucléaire : le soutien de la famille (l'homme) ainsi que sa femme et ses enfants ; il y a toutefois des familles de type extensif : plus d'une famille peut habiter la même résidence.

Dans la commune de Tumbira, bien que le père soit socialement reconnu comme le chef de la famille, la participation féminine aux activités productives et aux décisions communautaires est évidente. Les données de terrain indiquent une tendance à la participation féminine dans l'activité productives et dans la participation à la vie politique communautaire, bien que de toute évidence les hommes, pour la plupart des pêcheurs, les travailleurs du bois et des charpentiers soient majoritaires dans les activités productives.

En général, la recherche montre que les politiques mises en œuvre dans la commune de Tumbira ont eu un impact positif sur les formes de travail et sur les moyens de subsistance des résidents locaux, même si on peut avancer que ces progrès présentent encore une forme timide et embryonnaire par rapport aux politiques mises en œuvre en France.

Lorsqu'on leur a demandé si le fait qu'ils soient dans une zone protégée favorise ou non le travail et les activités productives, les personnes interrogées de la commune de Tumbira ont tenu à souligner le soutien du gouvernement. Ce soutien est cité à bien des égards, notamment en ce qui concerne la promotion des activités productives et l'accès à des services tels que des activités de formation dans le domaine de la gestion de l'environnement (développement de plans de gestion des forêts et de la pêche), l'accès aux programmes et à des projets communautaires favorisant la transformation et la commercialisation des produits agricoles locaux, la création de nouveaux emplois, dans la promotion du tourisme notamment, situation qui se rapproche de las politiques de subventions ciblées pour les aires protégées en France, bien que, à notre avis encore dans une position inférieure à celles indiquées dans le pays français.

Malgré les efforts du gouvernement pour développer un type de gestion territoriale partagée et des investissements humains et financiers dans les zones protégées à travers le Programme Bolsa Floresta² - en 2012, les investissements se sont élevés à plus de R\$ 10 millions (SANTOS, 2013) - et les partenariats institutionnels pour la mise en œuvre d'activités de formation et de qualification, le plus grand défi des gouvernements et des institutions dans la mise en œuvre d'une gestion des aires protégées dans le département d'Amazonas sera de surmonter l'indice négatif des niveaux d'éducation des résidents des régions rurales.

Au vu de l'analyse des données sur le terrain, on peut constater qu'il reste encore beaucoup à faire pour améliorer le niveau d'éducation des populations rurales

² Le Programme Bolsa Floresta (PBF) est une politique gouvernementale du département d'Amazonas, mise en place pour l'agence non gouvernemental Fondation Amazonie Soutenable (FAS), dirigé à 16 unités de conservation départemental, dont l'objectif de l'action repose sur la promotion de la génération de revenus, le renforcement des organisations communautaires et la réduction de la déforestation, avec le transfert mensuelle financière et des programmes et des projets pour les localités qui font partie des aires protégées durable.

amazoniennes, en particulier de la population adulte, objet d'étude de cette recherche. Parmi les résidents interrogés, la moitié de l'échantillon sélectionné a déclaré n'avoir qu'un niveau d'éducation primaire incomplète (50%) ; le reste se répartit entre les niveaux du secondaire complet (10%), l'enseignement supérieur (30%) et l'absence d'instruction (10%). Il convient de noter que ces taux augmentent en raison de plus de 40% de l'univers de l'échantillon était composé de travailleurs de la santé (28%) et des enseignants (18%), tenus par la loi de posséder l'éducation complète (agents de santé) et supérieure (enseignants) pour pouvoir exercer leurs activités de travail. Si nous avons ajouté les autres catégories de travailleurs telles que celles des pêcheurs et des exploitants forestiers, qui, lors de l'enquête, ne se trouvaient pas dans la commune, le taux d'analphabétisme aurait peut-être été plus élevé.

Cela nous amène à réfléchir sur l'importance des politiques d'éducation dans les populations rurales. Historiquement, cette partie de la société brésilienne est loin d'avoir un accès complet aux politiques gouvernementales, contrairement à ce qu'il se passe dans d'autres pays comme la France, qui a un taux d'analphabétisme depuis longtemps négligeable sur son territoire. Il est à noter également qu'il est important de remédier à ce problème, en particulier lorsque l'on souhaite mettre en place un type de gestion des terres dit durable, car il ne suffit pas de se préoccuper uniquement de la protection de la nature et de la biodiversité ; il faut aussi favoriser l'égalité, par des politiques d'inclusion, par l'accès universel à l'éducation et à la formation continue, de sorte à ce que les populations puissent gérer activement leurs territoires, et à ce qu'elles soient conscientes de leur importance dans la réalisation d'un modèle de gestion territoriale partagée.

Chapitre 4 - Analyse comparative des arrangements institutionnels au Brésil et en France dans la gestion des aires protégées et de leurs effets sur les formes de production et de travail des populations locales

Afin d'apporter des réponses sociales par la méthode de comparaison, cette partie du texte analysera les impacts des politiques de protection des espaces à travers des études de cas et des analyses de variables dans deux zones protégées situées au Brésil et en France.

Le texte est organisé en deux parties. Dans la première partie, il sera présenté une analyse des variables des mécanismes institutionnels de promotion des activités productives dans les zones protégées. Dans un second temps, nous présentons des réflexions sur les effets des politiques de gestion territoriale sur les systèmes de production et sur le travail des populations résidant dans les zones protégées.

4.1- Instruments de politique publique pour promouvoir les activités productives des populations résidentes des zones protégées au Brésil et en France

Malgré les politiques de soutien aux activités productives dans les zones protégées au Brésil et la France, les résultats de l'enquête indiquent qu'il y a une certaine inquiétude des gouvernements de ces deux pays à l'idée de mettre en œuvre un soutien aux activités politiques et productives des résidents et des travailleurs des zones protégées par le biais des projets et des programmes institutionnels.

En Amazonie (Brésil), la diversité biologique et écologique de la région attiré l'attention du monde entier et a amené à soutenir les actions visant au développement local, en lien avec la conservation de la biodiversité et la préservation du patrimoine génétique de la région. Dans ce domaine, le Brésil est considéré un leader mondial dans la construction de modèles de développement durable (FREITAS, 2014), y compris dans les projets et les programmes de protection de la biodiversité ainsi que la mise en œuvre des instruments d'aménagement du territoire et des services environnementaux de la forêt amazonienne. On y encourage la lutte contre la déforestation, contre la combustion, ainsi que la mise en œuvre du zonage écologique-économique du territoire amazonien et la création d'aires protégées. Tout ceci constitue des instruments de politique à échelle mondiale et vise à protéger le climat de la planète. En effet, l'énorme diversité sociale et

biologique que la forêt amazonienne brésilienne détient est notoire : on compte "23 millions de personnes, 163 peuples indigènes de différents troncs ethniques et linguistiques, un tiers des réserves mondiales de terres productives, un cinquième de l'eau douce des réserves mondiales ; on relève son importance primordiale dans la mécanique, la thermodynamique et la stabilité chimique des processus atmosphériques du monde entier "(FREITAS, 2014).

Dans l'Etat d'Amazonas, avec environ 95% de sa végétation préservée, la région a un énorme potentiel d'exploitation durable de ses forêts, dans lesquelles la quantité de bois s'élève à 30 millions de mètres cubes par an (SDS, 2005). Cependant, en dépit de la situation privilégiée de l'Etat au regard de sa biodiversité, les ressources forestières existantes sont encore commercialisées comme matière première, avec pas ou peu d'amélioration. Cela induit une sous-utilisation de cette ressource, puisque la plupart de la production provient encore de la déforestation illégale et de l'exploitation forestière non éco-gérée, à quelques exceptions près, comme il a été se produisant dans le RDS de Rio Negro, qui, à travers des actions et des programmes d'éducation et formation des producteurs locaux visant à l'élaboration de plans de gestion durable des forêts et utilisation du bois à petite échelle pour la commune et les petites entreprises du bois. Cette initiative se traduit déjà par l'amélioration de la qualité du travail et des activités productives liées à l'exploitation durable du bois.

Il convient de mentionner également la pêche, pour son importance économique, sociale et environnementale. Cette activité est importante à la fois parce qu'elle permet l'approvisionnement en protéines animales de la population amazonienne, mais aussi parce qu'elle génère la majorité de l'emploi productif, des revenus ainsi que la collecte de fonds de le département d'Amazonas (SDS, 2005). Néanmoins, il existe encore dans ce secteur des obstacles au développement de son potentiel dans l'exploitation durable des ressources, ce qui se traduit par l'absence d'infrastructures en cohérence avec le potentiel de ce secteur dans l'économie régionale. Les déchets de poisson, la précarité des structures de stockage et le peu d'intérêt éprouvé envers le développement durable sont quelques-uns des principaux sujets que le gouvernement, en collaboration avec le secteur privé, doit traiter s'il veut tirer parti du secteur de la pêche à un niveau durable et approprié à son énorme potentiel.

En ce qui concerne les activités d'extraction des produits forestiers tels que les huiles végétales, les lianes et les fruits comme la noix du Brésil (*Bertholletia excelsa* H. & B. Lecythidaceae), également connue comme noix du Pará, le potentiel est énorme mais encore sous-exploité. Les exigences du marché international de ces produits sont grandes, en particulier dans l'industrie pharmaceutique.

En ce sens, il est entendu que les perspectives de développement durable pour l'Amazonie sont énormes. Il faut combiner des stratégies qui se servent de la technologie pour dresser des inventaires et explorer industriellement la forêt, suivant des principes durables. Dans la RDS de Rio Negro, certains mécanismes de soutien à l'utilisation durable de la biodiversité et des activités productives sont mis en place, soutenus par le Programme Bolsa Floresta (PBF), ce qui constitue sans doute le principal instrument institutionnel accordant des subventions pour le travail et le développement des activités productives durables pour les personnes résidentes des Unités de Conservation de le département d'Amazonas, actuellement.

En France, nous notons l'existence d'un certain nombre de politiques positives pour la promotion du travail et des activités productives des résidents d'aires protégées. En effet, la politique adoptée par l'Union européenne et par la France elle-même, reconnaît la multiplicité du travail agricole, et est basée sur des modèles d'actions concertées allant du processus de formation des agriculteurs, notamment la formation à l'exploitation multiforme des produits agricoles, au renforcement de l'organisation politique-institutionnelle, par les syndicats et coopératives, ce qui offre des avantages directs pour les producteurs et pour les consommateurs finaux.

Dans la région Auvergne-Rhône-Alpes (ancienne région Rhône-Alpes), la production agricole se caractérise par une diversité de produits et de services, favorisée par les types de terres agricoles et les conditions naturelles, ce qui favorise un type d'agriculture de pluriactivité, en particulier dans les secteurs de la production de lait, des produits d'épicerie, des viandes diverses, de la viticulture et des produits provenant des cultures locales comme le fromage et le vin, ainsi que les produits de charcuterie.

La région Rhône-Alpes est également connue comme l'une des premières régions de France à avoir mis en œuvre le marché que l'on appelle « circuit court », une pratique qui se caractérise par la diversification des activités, de la transformation des produits

agricoles à la commercialisation directe au consommateur. Aussi dans les zones protégées, la région est la première région industrielle de France, tandis que le tourisme est un important instrument de développement local, ce qui permet de déployer une sorte de gestion contrôlée des espaces et des ressources naturelles et d'encourager des modes de vie sobres, et a des effets directs sur la qualité de vie des résidents, des travailleurs et des visiteurs issus des différentes régions de France.

Grâce aux politiques visant à soutenir les activités productives, il existe une infrastructure solide et accueillante pour les touristes et les visiteurs du territoire français. Les résidents / travailleurs des zones protégées de la région Rhône-Alpes, ont reçu un soutien propre à maintenir et à améliorer leurs compétences de production ; cela se traduit par l'acquisition de labels de qualité pour leurs produits et services, et a des conséquences notables sur la qualité-même du travail et sur les moyens de subsistance des habitants des zones protégées.

4.2 - Impacts des politiques de gestion territoriale sur les formes de travail des populations résidant en aires protégées au Brésil et en France

En faisant l'analyse complète des impacts des politiques territoriales sur le travail des résidents et des travailleurs des zones protégées, la recherche a montré que la gestion durable d'un territoire est le reflet des politiques adoptées par les organismes gouvernementaux, avec différents niveaux de participation de la société civile, sur la base de politiques établies et partagées entre les différents segments et entités territoriales en mesure d'assurer l'inclusion sociale, économique et culturelle, tout en suivant des processus de développement et d'amélioration de la qualité de vie de l'homme et l'environnement.

Les pays qui ont mis en œuvre des modèles de gouvernance territoriale basés sur une logique développement endogène et inclusif dans lequel l'homme, par son travail et sa connaissance locale, est au cœur de la politique du gouvernement, sont ceux où il est rendu possible de combiner l'aménagement du territoire, la participation de la société civile dans les stratégies de protection de l'environnement . Dans ces pays, on peut à

présent récolter les fruits de mesures adoptées par le passé, comme c'est le cas de la France.

Au Brésil, en dépit des efforts du gouvernement au cours des dernières années pour adopter des mesures guidées et pour répartir la gestion environnementale en visant à la durabilité de son territoire, il y a encore beaucoup à faire pour atteindre un niveau compatible avec les indicateurs considérés comme idéaux par les organisations internationales de protection de la nature (UICN, PNUD) en ce qui concerne les modèles de développement durable. Peut-être le plus grand défi est-il de surmonter les taux de carence éducative dans la population brésilienne, en particulier ceux trouvés dans les zones rurales, parce que la composante humaine étant, à notre avis, un élément fondamental pour la protection de la biodiversité et pour la durabilité de la planète.

Les données de l'enquête sur le terrain reflètent très bien les conséquences des politiques de gestion des terres adoptées par les gouvernements brésiliens et français. Bien que sur le terrain brésilien (RDS de Rio Negro) plusieurs actions aient été mises en œuvre par la Fondation Amazonie Durable (FAS), avec le soutien du gouvernement de l'Etat et de divers organismes gouvernementaux, du secteur non gouvernemental et privé, il faut encore faire beaucoup pour que les efforts institutionnels se traduisent effectivement par l'amélioration des conditions de vie, dans lequel le travail, dans ses différentes nuances et complexité peut être l'instrument de guidage pour tirer parti de l'amélioration des conditions de vie des populations vivant dans les zones protégées. Malgré ces difficultés, on peut constater des changements opérés sur les résidents de RDS de Rio Negro, résultat des projets et des programmes de soutien à des activités productives (agriculture, pêche et sylviculture) ainsi que la création de nouveaux emplois, en particulier ceux liés à l'artisanat et au tourisme.

Il faut reconnaître que le modèle adopté par le gouvernement de département d'Amazonas, reposant sur le partage de la mise en œuvre de la politique de gestion territoriale avec une entité non gouvernementale, comme cela est fait avec le FAS, et impliquant des partenariats entre les différents services de l'Etat, les organismes fédéraux, les gouvernements municipaux, les mouvements sociaux et la participation des populations locales, mérite d'être reproduit dans d'autres zones protégées de l'Amazonie.

L'extension territoriale et le manque de professionnels qualifiés pour mettre en œuvre des politiques sociales et environnementales dans les zones protégées, est l'obstacle majeur et facteur limitant pour la durabilité territoriale de département d'Amazonas, représentent de gigantesques défis à résoudre.

Les données de terrain indiquent que les programmes et projets mis en œuvre - en particulier ceux qui sont axés sur la formation et sur le renforcement des qualifications des résidents et des employés des Unités de Conservation pour le développement des activités productives fondés sur les principes de durabilité, dirigé par le Programme Bolsa Floresta - ont des effets positifs chez les habitants de UCs de le département d'Amazonas. Cependant, la question est : comment sont les autres 26 Unités de Conservation de le département d'Amazonas qui ne reçoivent pas la contribution du Programme Bolsa Floresta (PBF) ni celle de la Fondation Amazonie Sustainable (FAS) ? Avec le retrait du PBF et de la FAS de la scène territoriale, l'Etat sera-t-il en mesure de maintenir les niveaux de gestion connus jusqu'à aujourd'hui ? Des recherches futures seront nécessaires pour répondre à ces questions.

Quant à la situation française, en dépit des données de terrain indiquant un niveau considéré comme bon pour un type de gestion territoriale partagée, si l'on inclut les conditions matérielles et sociales des habitants des zones protégées, comme nous venons de le faire, nous pouvons malgré tout faire son analyse critique du point de vue des aires protégées. Les chercheurs ont fait remarquer que, bien que la France ait un ensemble d'instruments législatifs et réglementaires, on note encore l'absence d'une véritable stratégie nationale concernant les aires protégées, telle que l'institutionnalisation d'un système national d'aires protégées comme celui adopté au Brésil depuis 2000, au moyen du SNUC. Du point de vue institutionnel, la France ne dispose pas d'une agence centrale ayant sous son entière responsabilité l'administration et de la gestion des aires protégées. Actuellement, ce dossier est sous la responsabilité du Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, chargé de la mise en œuvre des politiques environnementales en général, y compris de celles relatives aux aires protégées. Il dépend de nombreuses institutions régionales, qui, malgré leur expérience dans la gestion des territoires, ne disposent pas d'une autonomie suffisante pour gérer les questions relatives aux aires protégées.

Enfin, malgré le fait que l'exercice de la recherche soit relatif à une zone protégée au Brésil comme en France, des études futures pourraient être menées et réparties entre les pays concernés afin de penser à des stratégies de protection globale de la nature, de soutien du travail et d'amélioration des conditions de vie des habitants des zones protégées des deux pays concernés par la recherche ; ces études pourraient peut-être s'étendre à l'ensemble de la planète.

5. Considérations finales

Les principaux défis posés par la crise écologique mondiale démontrent de plus en plus la nécessité de l'existence de politiques dont les champs d'action devraient aller au-delà des frontières sectorielles que la structure du gouvernement tend à présenter. La gestion des territoires est l'un de ces secteurs ; elle exige chaque jour des actions de caractère transdisciplinaire et intersectoriel.

La durabilité comme principe ontologique de conservation de l'environnement et de développement humain, tend à être un soutien épistémologique alternatif pour les politiques territoriales, face aux nouveaux défis paradigmatiques auxquels la société mondiale est confrontée. Les aires protégées, incorporées dans les politiques territoriales comme des outils d'orientation pour le développement durable, sont presque présentées actuellement comme la seule alternative parmi les actions gouvernementales, puisqu'elle vise à concilier conservation de l'environnement, développement humain et préservation du patrimoine historique et culturel.

L'exercice d'enquête a permis de constater que malgré une série d'actions du gouvernement dans certaines zones protégées de département d'Amazonas, visant à promouvoir le travail et les activités de production, le résultat de ces actions est encore modeste, en matière de promotion des instruments d'inclusion sociale, dans laquelle le travail peut être le catalyseur pour améliorer la qualité de vie des habitants de ces zones protégées.

Les modèles de politiques appliquées dans les aires protégées qui ont cours actuellement en France, malgré certaines de leurs limites, pourraient être adoptés au Brésil, en portant une attention particulière à l'adaptation aux conditions environnementales et socio-culturelles. Les actions envisagées se caractérisent par :

- (i) L'accent mis sur l'évaluation des produits et des producteurs d'aires protégées, et particulièrement en ce qui concerne la qualité de vie et les certificats d'origine des produits ;
- (ii) L'importance de l'élaboration des plans de développement du territoire, en mettant l'accent sur le renforcement de l'identité socio-culturelle de la région ;
- (iii) L'organisation d'un modèle de tourisme éco-culturel communautaire ;

- (iv) Le paiement des services environnementaux fournis par le territoire protégé ;
- (v) Le fonctionnement de la marque « zone protégée », qui incorpore des éléments symboliques en vue de l'évaluation des biens et des services des aires protégées.

Il est évident que les défis que lance la gestion partagée des aires protégées sont nombreux. Cependant, certains obstacles peuvent être surmontés, lorsqu'on met en œuvre des politiques audacieuses, favorables aux besoins des populations et des territoires. Notre étude se propose de contribuer à la réflexion collective par l'énumération de quelques actions qui pourraient aider à surmonter les obstacles à la réalisation d'un modèle de développement territorial durable, actions que voici :

- ✓ Développement et mise en œuvre des politiques d'aménagement du territoire pour l'Amazonie, tenant compte du vaste territoire de la région ;
- ✓ Actions intégrées pour mettre fin à l'utilisation illégale des ressources naturelles sur tout le territoire amazonien ;
- ✓ Politiques publiques sectorielles intégrant les agriculteurs pour promouvoir les activités et les chaînes de production durables ;
- ✓ Amélioration des actions d'infrastructure communautaire (électricité, eau potable, santé, communication) ;
- ✓ Politiques de formation et de renforcement organisationnel inter-communautaire ;
- ✓ Amélioration du niveau d'éducation des producteurs ruraux de l'Amazonie ;
- ✓ Politiques de promotion de la commercialisation de la production et adoption de marchés de circuits courts durables sur le territoire de département d'Amazonas ;
- ✓ Planification du tourisme dans la région amazonienne ;
- ✓ Renforcement des chaînes et dispositifs de production durable, incluant les programmes de certification des produits en provenance des zones gérées de manière durable, couplés à des politiques d'inclusion sociale ;
- ✓ Dans le cas de la France, institutionnalisation d'un système national d'aires protégées adapté aux besoins de protection des espaces et des ressources naturelles, en particulier des ressources forestières et marines.

Toutes ces propositions doivent résulter d'un travail collectif, intégré et partagé par toutes les sphères du gouvernement, au même titre que les différents segments de la

société civile organisée et de ses représentants, ainsi que le secteur privé. Des investissements massifs dans la science, la technologie et l'innovation pour la protection de la nature, le maintien du patrimoine historique et culturel et l'inclusion sociale et économique des habitants des zones protégées, au moyen des pratiques de production durables, sont nécessaires.

6. Bibliographie

ARAÚJO, M. A. R. **Unidades de Conservação no Brasil : da república à gestão de classe mundial.** Belo Horizonte: SEGRAC, 2007.

ARENDET, H. **Condition de l'homme moderne.** Paris: Calmann-Lévy, 2002.

BARROS, J. F. **Uso dos recursos pesqueiros e conflitos socioambientais em uma área manejada de várzea na Amazônia Central.** Manaus. UFAM: 2006. Dissertação de Mestrado.

BARROS, J.F. **Perfil socioeconômico das Unidades de Conservação do estado do Amazonas abrangidas pelo programa Bolsa Floresta.** Manaus: [s.p.], 2010.

BARROS, J.F; SANTOS, M. C. N; CERDEIRA, R. G. P. **De la zonificación ecológica-económica al ordenamiento territorial : desafíos y perspectivas de gestión territorial participativa en la Amazonia brasileña.** In ROBLEDO, M.A.; LÓPEZ, E. D.; SOLÍS, V. V.; PÉREZ, O. R. (eds). **Ordenamiento territorial y participación social: problemas y posibilidades.** México: UASLP, 2013.

BÉGUIN, P. **Cours d'introduction à l'ergonomie.** Lyon : Université Lumière Lyon2, 2013 (Communication personnelle).

_____. **Propos sur le développement du concept d'activité.** Revue Portugaise Laboréal, 2005.

BÉGUIN, P. & PUEYO, V. (2011). **Quelle place au travail des agriculteurs dans la fabrication d'une agriculture durable ?** Pistes, Vol 13, n° 1. <http://www.pistes.uqam.ca/v13n1/articles/v13n1a1.htm>

BRASIL. Ministério do Planejamento, Orçamento e Gestão. Secretaria de Gestão. Comissão Europeia. **Textos de referência em planejamento e gestão territorial / Ministério do Planejamento, Orçamento e Gestão.** – Brasília : MP, 2006.

CHAVES, M.P.S.R. et.al. (Org.). **Inovação, Desenvolvimento e Sustentabilidade na Amazônia.** Manaus : FUA, 2014.

CHAVES, M.P.S.R. **Uma experiência de pesquisa-ação para a gestão comunitária de tecnologias apropriadas na Amazônia : o estudo de caso do assentamento de reforma agrária Iporá.** Campinas, 2001a

_____. **Uso de recursos naturais e populações tradicionais: da escassez de recursos aos limites de acesso.** Venezuela, 2001b

COQUIL, X. **Transition des systèmes de polyculture élevage laitiers vers l'autonomie : une approche par le développement des mondes professionnels.** Paris : AgroParisTech, 2014. Tese de Doutorado.

DALLABRIDA & BECKER. **Governança Territorial um primeiro passo na construção de uma proposta teórico-metodológica.** Desenvolvimento em Questão, vol. 1, núm. 2, julho-dezembro, 2003, pp. 73-97, Universidade Regional do Noroeste do Estado do Rio Grande do Sul (www.redalyc.org).

DELELIS, C. J. et. al. **Mosaïques d'aires protégées: réflexions et propositions de la coopération franco-brésilienne.** Brasília: Ministério do Meio Ambiente, MMA; Embaixada da França no Brasil - cds UnB, 2010.

FORNI, P. **De Bacon y Mill a la lógica difusa : la investigación comparativa en Ciencias Sociales.** Revista de investigación Social, nº 09, diciembre de 2012, pp. 28-56.

FRAXE, T.J.P. **Homens anfíbios : etnografia de um campesinato das águas.** Ceará : Annablume, 2000.

FREITAS, M. & SILVA FREITAS, M.C. **La sostenibilidad - el mundo amazónico del hombre.**[?]: América Star Books, 2014.

FÉDÉRATION DES PARCS NATURELS RÉGIONAUX DE FRANCE (2015) In <http://www.parcs-naturels-regionaux.fr> (consultée le 11.01.2016).

FRIEDMANN, G. **Qu'est-ce que le travail ?** In. Annales. Économies, Sociétés, Civilisations. 15e année, N. 4, 1960. pp. 684-701.

FURTADO, L.G. **Pescadores do rio Amazonas: um estudo antropológico da pesca ribeirinha numa área amazônica.** Boletim do Museu Paraense Emílio Goelgi, 1993.

GODARD, O. **O desenvolvimento sustentável : paisagem intelectual.** In. CASTRO, E. (org.). Faces do Trópico Úmido : conceitos e questões sobre desenvolvimento e meio ambiente. Belém: Ed. Cejup, 1997.

GODARD, O. **A Gestão Integrada dos Recursos Naturais e do Meio Ambiente : conceitos, instituições e desafios de legitimação.** In : Cavalcanti, C. (org.). Desenvolvimento e natureza : estudos para uma sociedade sustentável. Recife : Fundação Joaquim Nabuco, 2002.

LAKATOS, Eva Maria. **Metodologia científica.** 6ª.ed., São Paulo: Atlas, 2011.

LARRÈRE, Raphaël. Histoire(s) et mémoires des parcs nationaux. In LARRÈRE, Raphaël (coord.). **Histoire des parcs nationaux - comment prendre soin de la nature ?** Paris/Versailles : Éditions Quae/Muséum national d'histoire naturelle, 2009.

LIZET, Bernadette. Faire en sorte que le territoire des autres devienne le territoire de tous. In LARRÈRE, Raphaël (coord.). **Histoire des parcs nationaux - comment prendre soin de la nature ?** Paris/Versailles : Éditions Quae/Muséum National d'Histoire Naturelle, 2009.

MARTINEZ, Carole (Coord^o). **Les espaces protégés français. Une diversité d'outils au service de la protection de la nature.** Comité français de l'UICN, Paris, 2008.

_____ (ed.) - **Analyse du dispositif français des aires protégées au regard du Programme de travail « Aires protégées » de la Convention sur la diversité biologique - Etat des lieux et propositions d'actions.** Comité français de l'UICN, Paris, France, 2007 - 53 pp + annexes.

MARX. K. **O capital**, Livro 1, tomo 1. São Paulo, 1996.

NAÇÕES UNIDAS (CEPAL). **Análise ambiental e de sustentabilidade do Estado do Amazonas**, Santiago, Chile, 2007.

PARC NATUREL REGIONAL DU PILAT. **QUE RETENIR DE L'ANNÉE 2013 DU PARC DU PILAT : BILAN ANNUEL D'ACTIVITÉ.** Pélussin : PNR du Pilat, 2013 (www.parc-naturel-pilat.fr).

PLAN DE PARC DE LA CHARTE 'OBJECTIF 2025'. **Mon parc naturel régional Pilat 2025 : un avenir à partager.** Pélussin : Maison du Parc, 2011 (www.parc-naturel-pilat.fr).

PUEYO, V. **Analyse ergonomique du travail** Lyon : Université Lumière Lyon2, 2013 (Communication personnelle).

SACHS, I. **Ecodesenvolvimento : crescer sem destruir.** São Paulo : Vértice, 1986.

_____. **Caminhos para o Desenvolvimento Sustentável.** Rio de Janeiro : Garamond, 2002.

SACHS, I. **Estratégias de transição para o século XXI.** In : BURSZTYN, M. Para Pensar o Desenvolvimento Sustentável. São Paulo : Brasiliense, 1993. p. 29-56.

SANTOS, F.P. **Gestão de UC's no Amazonas : avanços e desafios para a conservação ambiental.** Revista Geonorte, V.8, N.1, p.102-124, 2013 (ISSN-2237-1419).

SCHNEIDER, S.; SCHMITT, C. O uso do método comparativo nas ciências sociais. Cadernos de Sociologia, Porto Alegre, v.9, 1998, p.49-87.

SCHWARTZ, Y. **La conceptualisation du travail, le visible et l'invisible.** L'Homme et la société/2, N° 152, p. 47-77.

SECRETARIA DE ESTADO DO MEIO AMBIENTE E DESENVOLVIMENTO SUSTENTÁVEL DO AMAZONAS (SDS). **Subsídios para o plano de gestão do Corredor Central da Amazônia.** Manaus. Amazonas, 2005b.

SELMY, Adel. L'émergence de l'idée de parc national en France : de la protection des paysages à l'expérimentation coloniale. In LARRÈRE, Raphaël (coord.). **Histoire des parcs nationaux - comment prendre soin de la nature ?** Paris/Versailles : Éditions Quae/Muséum National d'Histoire Naturelle, 2009.

SOULARD, Christophe-Toussaint. **Pratiques, politiques publiques et territoires : construire une géographie agricole des villes.** Université Bordeaux Montaigne/UFR Géographie – Aménagement. Version 1, 29 Jun, 2014 (Mémoire d'habilitation à diriger des recherches).

TEIGER, C. **L'approche ergonomique : du travail humain à l'activité des hommes et des femmes au travail.** In. Education Permanente, N° 116/1993-3.

TOMAZI, N. D. **Iniciação à Sociologia.** São Paulo : Atual, 2000.

VIDAL, J. P. **Metodologia comparativa e estudo de caso.** Belém: Papers do NAEA 308, 2013.

YANNICK, S. **Les territoires du développement durable en France: analyse des référentiels de la décentralisation et de leurs traductions locales dans les espaces ruraux.** Colóquio Internacional sobre Desenvolvimento Territorial Sustentável. Florianópolis, 2007.

Principaux sites visités

<http://amazoniareal.com.br/amazonia-tem-174-pessoas-ameacadas-de-morte-por-conflitos-no-campo-diz-cpt/> (acessado em maio de 2014).

<http://www.cartesfrance.fr> (acessado em fevereiro de 2016).

<https://fr.geneawiki.com> (acessado em novembro de 2016).

<http://www.icnf.pt> (acessado em novembro de 2016)

<http://www.idesam.org.br> (acessado em fevereiro de 2016)

<http://www.mma.gov.br> (acessado em diversas ocasiões).

<http://www.sds.am.gov.br> (acessado em diversas ocasiões).

<http://ww.socioambiental.org.br> (acessado em maio de 2016).

<http://www.ufam.edu.br> (acessado em fevereiro de 2016).

**UNIVERSIDADE FEDERAL DO AMAZONAS
UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2
PROGRAMA DE PÓS-GRADUAÇÃO SOCIEDADE E
CULTURA NA AMAZÔNIA
DOCTORAT EN ERGONOMIE**

**REFLEXOS DAS POLÍTICAS DE PROTEÇÃO DOS ESPAÇOS
AMAZÔNICOS SOBRE OS SISTEMAS DE PRODUÇÃO E
TRABALHO DAS POPULAÇÕES MORADORAS EM ÁREAS
PROTEGIDAS**

JOSÉ FERNANDES BARROS

**MANAUS-AM
2017**

**UNIVERSIDADE FEDERAL DO AMAZONAS
UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2
PROGRAMA DE PÓS-GRADUAÇÃO SOCIEDADE E
CULTURA NA AMAZÔNIA
DOCTORAT EN ERGONOMIE**

JOSÉ FERNANDES BARROS

**REFLEXOS DAS POLÍTICAS DE PROTEÇÃO DOS ESPAÇOS
AMAZÔNICOS SOBRE OS SISTEMAS DE PRODUÇÃO E
TRABALHO DAS POPULAÇÕES MORADORAS EM ÁREAS
PROTEGIDAS**

Tese de doutorado em regime de cotutela apresentada aos Programas de Pós-Graduação Sociedade e Cultura na Amazônia (Brasil - Universidade Federal do Amazonas) e Ergonomia (França - Université Lumière Lyon 2), sob orientação dos professores Maria do Perpétuo Socorro Rodrigues Chaves (UFAM) e Pascal Béguin (Université Lumière Lyon 2).

Banca Examinadora:

MANAUS-AM
2017

Impact of the preservation and protection of Amazonian spaces on production systems and work of residents populations in protected areas

ABSTRACT

The study carried out a comparative analysis of territorial management policies implemented in Brazil (State of Amazonas) and France (Rhône-Alpes Region) through the creation and management of protected areas. The objective of the research was to identify and to understand the effects of the territorial management policies on the forms of work and production systems of populations living in legally protected areas in Brazil and in France.

KEYWORDS : Territorial management ; conservation units; job; productive activities; sustainability.

Impact de la préservation et de la protection des espaces amazoniens sur les systèmes de production et sur le travail des populations vivant dans des zones protégées

RÉSUMÉ

L'étude a effectué une analyse comparative des politiques de gestion territoriale mises en œuvre au Brésil (département d'Amazonas) et en France (région Rhône-Alpes) à travers la création et la gestion des aires protégées. L'objectif de la recherche a été d'identifier et de comprendre les effets des politiques de gestion territoriale sur le travail et les systèmes de production des populations résidant dans les zones protégées au Brésil et en France.

MOTS-CLEFS : gestion territoriale ; aires protégées ; travail ; activités productives ; durabilité.

Às populações tradicionais e rurais da Amazônia, que com seus trabalhos e conhecimentos vêm contribuindo para a manutenção da biodiversidade e sustentabilidade dos territórios amazônicos.

Agradecimentos

À Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nível Superior – Capes, pelo apoio à pesquisa e fomento à qualificação acadêmico-profissional, por meio da concessão da bolsa de estudos no Brasil e no exterior, que permitiu a realização dessa tese doutoral.

À minha orientadora no Brasil profa. Dra. Maria do Perpétuo Socorro Rodrigues Chaves, pelo compromisso, dedicação e generosidade no compartilhamento do saber.

Ao orientador na França, prof. Dr. Pascal Béguin pela contribuição acadêmica no processo de formação no exterior.

À família, referência e base estrutural de valores.

Aos amigos, sem eles a vida seria dura demais. E aqui presto homenagem àqueles que contribuíram diretamente, cada um a seu modo, para a consecução desse empreendimento. Meu muito obrigado ao Alexandre de Oliveira, Achilles Fernandes, Gabriel Ishikawa, André Oliveira, Salatiel Braga, Celso Torres, Janaína Aguiar, Liane Galvão, Lucynier Omena, Florent Abrial, Guillaume Regard, Fanny Vaury, Renaud e à amiga-irmã Sebastiana Fernandes Barros. Sem dúvida, vocês merecem meu reconhecimento e gratidão.

Cada um de nós
Compõe a sua história
Cada ser em si
Carrega o dom de ser capaz
De ser feliz (...)

Música – Tocando em frente
Almir Sater/Renato Teixeira

Glossário de siglas mais recorrentes

AET - Análise Ergonômica do Trabalho

AOC - Apelação de Origem Controlada

AOP – Apelação de Origem Produzida

APA - Área de Proteção Ambiental

CAPES – Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nível Superior

CDB - Convenção da Diversidade Biológica

CEP - Comitê de Ética da Pesquisa

CEUC - Centro Estadual de Unidades de Conservação do Amazonas

CONAMA – Conselho Nacional de Meio Ambiente

DEMUC – Departamento de Mudanças Climáticas e Gestão de Unidades de Conservação

FAS - Fundação Amazônia Sustentável

IBDF - Instituto Brasileiro de Desenvolvimento Florestal

ICNF – Instituto da Conservação da Natureza e das Florestas

IPAAM - Instituto de Proteção Ambiental do Estado do Amazonas

IUCN - União Internacional para Conservação da Natureza

MMA – Ministério do Meio Ambiente

ONU – Organização das Nações Unidas

O.T – Ordenamento Territorial

PAC - Politique Agricole Commune

PCTIS - Parque Científico e Tecnológico para Inclusão Social

PIB - Produto Interno Bruto

PNMA - Programa Nacional de Meio Ambiente

PNR – Parc Naturel Régional

PNUMA - Programa das Nações Unidas para o Meio Ambiente

RDS – Reserva de Desenvolvimento Sustentável

RPPNs - Reservas Particulares de Patrimônio Nacional

SDS - Secretaria de Estado do Meio Ambiente e Desenvolvimento Sustentável do Amazonas

SELF - Sociedade de Ergonomia da Língua Francesa

SEMA - Secretaria Estadual de Meio Ambiente do Amazonas

SEMA – Secretaria Municipal de Meio Ambiente

SEUC - Sistema Estadual de Unidades de Conservação do Amazonas

SNUC – Sistema Nacional de Unidades de Conservação

ZEE - Zoneamento Ecológico-Econômico

UCs – Unidades de Conservação

UFAM – Universidade Federal do Amazonas

URCVL - Union Régionale Coop Vente de Lait

UICN – União Internacional para Conservação da Natureza

UTH - Unidade de Trabalho Humano

Sumário

Abstract/Résumé	03
Glossário	07
Introdução	10
Capítulo 1 - Aspectos teórico-metodológicos da pesquisa	16
1. Categorias analítico-explicativas	17
2. Técnicas e abordagens de campo	43
3. Abordagens de campo no terrain francês	44
4. Abordagens de campo no terrain brasileiro	48
Capítulo 2 – Gestão territorial à la francesa	53
1. Trabalho agrícola e sustentabilidade dos territórios rurais na França	55
2. Políticas de proteção dos espaços na França	64
3. Estudo de caso - reflexos das políticas territoriais francesas na commune Sainte-Croix-en-Jarez, PNR do Pilat	89
4. Síntese do capítulo	109
Capítulo 3 – Políticas de proteção dos espaços no Brasil	110
1. Sistema Nacional de Unidades de Conservação do Brasil - SNUC	111
2. Amazonas: da política territorial de assentamentos rurais ao Sistema Estadual de Unidades de Conservação – SEUC	130
3. Estudo de caso: reflexos das políticas territoriais na comunidade Tumbira, RDS do Rio Negro	168
4. Síntese do capítulo	190
Capítulo 4 – Análise comparativa dos dispositivos institucionais do Brasil e da França na gestão de áreas protegidas	191
1 - Dispositivos institucionais na gestão de áreas protegidas no Brasil e na França	194
2 - Participação do Estado, das organizações da sociedade civil e da iniciativa privada nos processos de criação e gestão de áreas protegidas	198
3 - Instrumentos de políticas públicas de fomento às atividades produtivas das populações moradoras de áreas protegidas	202
4 - Reflexos das políticas de gestão territorial sobre as formas de trabalho das populações moradoras/trabalhadoras de áreas protegidas no Brasil e na França	206
5 - Considerações finais	210
6 - Referências	216
7 – Apêndice	223

Introdução

Desde a segunda metade do século XX, no pós Segunda Guerra Mundial, os governos têm assumido o processo de gestão territorial como importante instrumento de planejamento, convertendo-o na última década em políticas oficiais de Estado.

Enquanto prática institucional, este modelo de planejamento já vem sendo implantado na Europa desde a década de 1950, período em que grande parte dos países europeus passou a utilizá-lo como ferramenta de desenvolvimento para reconstrução de suas economias destruídas pela guerra. Em um quartel que se estendeu por quarenta anos (1950-1990) o foco de atenção prioritária das ações governamentais esteve voltado majoritariamente para o uso econômico de seus territórios, a fim de torná-los competitivos.

Esse modelo de planejamento que guiou as políticas territoriais até o início da década de 1990, aos poucos foi sendo suplantado pelo advento do ideário da sustentabilidade, que tem sua proposição germinal na noção do desenvolvimento sustentável, apresentada ao mundo na II Conferência Mundial de Meio Ambiente das Organizações das Nações Unidas (Rio 92), no qual propunha um estilo de desenvolvimento inovador para a humanidade, apregoando a necessidade do uso moderado dos recursos naturais e incorporação de novos valores éticos na relação homem-natureza, como condição sine qua non para sobrevivência do planeta.

Apesar da noção da sustentabilidade ter sido apresentada ao mundo somente na década de 90, sua concepção ideológica já vinha sendo gestada desde 1972, quando da realização da I Conferência das Nações Unidas sobre Meio Ambiente e Desenvolvimento Humano, na cidade de Estocolmo (Suécia), em que foram lançadas suas bases ideológicas com a proposta do ecodesenvolvimento.

O reconhecimento definitivo da dimensão ambiental como parte integrante do processo de desenvolvimento territorial, contribuiu para que a gestão territorial adquirisse um caráter dinâmico, passando a ser utilizada como instrumento regulador e participativo do uso e ocupação do território. Estudos apontam (MASSIRIS CABEZA,

2002), que o interesse dos países da América Latina em ordenar a ocupação do território e disciplinar o uso dos recursos naturais surgiu em função da emergência do movimento do ecodesenvolvimento na década de 70, que criou as bases para a proposta do desenvolvimento sustentável. Esta proposta, idealizada inicialmente por Ignacy Sachs (1927), naquele momento consultor do Programa das Nações Unidas para o Meio Ambiente - PNUMA, e utilizado por Maurice Strong (1929) em 1973, propunha uma nova ética de desenvolvimento, conclamando a necessidade de utilização dos recursos naturais em níveis que pudessem garantir sua sustentabilidade e uso entre as gerações.

Apesar dos princípios fundamentais do desenvolvimento sustentável terem surgidos em um contexto diferente das preocupações territoriais, aos poucos seus ideais foram sendo incorporados nas pautas de planejamento dos países do mundo todo, ao notarem que este conceito pode ser melhor traduzido e posto em prática na escala da gestão dos territórios (BRASIL, 2006).

Atualmente as estratégias de gestão territorial utilizadas em vários países do mundo passaram a se pautar, sobretudo, na criação de áreas legalmente protegidas pelo poder público, mais conhecidas no Brasil como unidades de conservação (UCs), tornando-se prioridade nas agendas políticas nacionais e internacionais, em função de estar associado aos princípios da sustentabilidade.

Embora seja notório o empenho de alguns governos na criação de instrumentos regulatórios para a gestão de seus territórios via áreas protegidas, no Brasil e, mais especificamente no Estado do Amazonas, ainda é perceptível a ausência de estudos que possam avaliar a eficácia dessas políticas, em que pese seus reflexos sobre a sustentabilidade do uso dos territórios associado às formas de trabalho das populações moradoras dessas áreas.

Acredita-se que vale a pena discutir e avaliar a proficiência desses instrumentos de gestão para o ordenamento territorial e, assim, contribuir para subsidiar proposições de políticas públicas pautadas em ações sustentáveis e decisões políticas compartilhadas.

A problemática central em análise na presente tese refere-se às políticas de gestão territorial que vêm sendo implementadas no Estado do Amazonas (Brasil) e na região Rhône-Alpes (França) via criação de áreas protegidas. O estudo pretendeu

realizar uma análise comparativa dos dispositivos institucionais de gestão territorial no Brasil e na França, tendo como foco de análise a seguinte questão norteadora:

- a) Quais os efeitos das políticas de gestão territorial nos sistemas de produção e trabalho das populações moradoras de áreas protegidas?

A hipótese de trabalho caminha em direção à ideia de que certos dispositivos institucionais de gestão do território podem limitar a polivalência das formas de trabalho do homem do campo, notadamente dos moradores de áreas legalmente protegidas. Nossa contribuição nesse estudo será desvendar de que forma certas políticas de gestão territorial influenciam no trabalho e nas atividades produtivas do morador/trabalhador de zonas protegidas no Brasil e na França.

Acredita-se que a relevância de um trabalho de pesquisa dessa natureza se justifica pela necessidade de conhecer e ampliar as discussões que vêm sendo realizadas no Brasil e no mundo, no que se refere à produção de instrumentos e tecnologias de inovação sobre práticas de sustentabilidade na gestão dos territórios. Além disso, a pesquisa propiciará um primeiro passo para a consolidação de uma base de informações integradas sobre as experiências de uso e ocupação dos espaços no Brasil e na França, contribuindo como subsídios para proposição de políticas macrorregionais de gestão territorial.

Particularmente a iniciativa do estudo ocorreu em função da necessidade de analisar, a partir de um aparato técnico-científico, as políticas de gestão territorial implementadas no Estado do Amazonas, já que nos últimos anos o autor deste estudo teve a oportunidade de atuar profissionalmente nos principais órgãos de meio ambiente do Amazonas, implementando as políticas oficiais de gestão territorial em áreas protegidas. Dentre os principais trabalhos, pode-se citar aqueles desenvolvidos na Secretaria de Estado do Meio Ambiente e Desenvolvimento Sustentável (SDS), realizando o Zoneamento Ecológico-Econômico no sul do Estado do Amazonas durante os anos de 2006 e 2007 (BARROS; SANTOS; CERDEIRA, 2013). Também cabe destacar a atuação como técnico junto ao Centro Estadual de Unidades de Conservação do Amazonas (CEUC), durante o biênio 2007-2009, período em que foi promulgada a Lei Complementar Nº 53, de 05 de junho de 2007 que instituiu o Sistema Estadual de

Unidades de Conservação do Amazonas (SEUC), mesmo período em que foi criada a maior quantidade de unidades de conservação no território amazonense.

Além disso, a atuação como consultor junto ao Instituto de Proteção Ambiental do Estado do Amazonas (IPAAM), realizando estudo socioeconômico para compor o Plano de Gestão da Área de Proteção Ambiental - APA Caverna do Maroaga, no município de Presidente Figueiredo (AM) e os trabalhos junto à Secretaria Municipal de Meio Ambiente de Manaus, coordenando a elaboração do Plano de Manejo do Parque Municipal do Mindu, bem como a realização de estudos interdisciplinares para subsidiar a criação de unidades de conservação no Amazonas, propiciaram certo arcabouço técnico sobre os sistemas municipais e estadual de unidades de conservação do Amazonas, contribuindo para fomentar a ideia de um estudo científico que pudesse identificar, na contemporaneidade, elementos para desvendar a natureza política dos sistemas de áreas protegidas no Brasil e no Estado do Amazonas.

Além das experiências profissionais, no ano de 2013 ao participar da seleção para compor o quadro de bolsistas do projeto Trabalho, Inovação e Desenvolvimento Sustentável (Projeto CAPES-COFECUB – 702/11) para realização de estágio doutoral na França durante o período de 2013 a 2015 em regime de cotutela, convenção firmada entre a Universidade Federal do Amazonas (Brasil) e a Université Lumière Lyon 2 (França), teve-se a possibilidade de estender o foco da pesquisa doutoral, que se ampliou para a realização de um estudo comparativo entre as experiências de gestão territorial desenvolvidas no Brasil e na França, no que se refere aos reflexos das políticas territoriais sobre os sistemas de trabalho e produção das populações moradoras de áreas protegidas.

Ao longo dos 18 meses de estágio doutoral na França, ao participar de grupos de discussões acerca de temas sobre trabalho, conflitos e territórios, realizar cursos sobre áreas protegidas na França, trocar experiências sobre atividades de pesquisas com estudantes e pesquisadores nas áreas de Sociologia, Antropologia, Ciência Política e Ergonomia da Université Lumière Lyon 2, pôde-se amadurecer o olhar investigativo sobre a temática da pesquisa que outrora se apresenta.

Ao retornar ao Brasil em fevereiro de 2015, desenhou-se as estratégias e os caminhos que seriam trilhados no terrain brasileiro para alcançar os resultados do projeto de qualificação, quais sejam: (i) realizar análise comparativa entre as políticas

de gestão territorial no Estado do Amazonas (Brasil) e Região Rhône-Alpes (França) em relação às práticas de sustentabilidade nos sistemas de produção e trabalho das populações moradoras de áreas protegidas; (ii) desvendar os fundamentos das políticas de gestão territorial em áreas protegidas no Brasil e na França; (iii) identificar os sistemas de produção e trabalho das populações de áreas protegidas; (iv) analisar a forma como as populações, a sociedade civil organizada e o poder público vêm participando nos processos de gestão dos territórios.

Com base nas questões norteadoras da pesquisa, construiu-se o empreendimento investigativo desta tese doutoral, desenvolvida ao longo de quatro anos e meio. Espera-se que o estudo possa contribuir com subsídios teórico-metodológicos para discussões na atualidade, acerca do papel da sustentabilidade como novo paradigma da modernidade, em que está jogo não somente a preocupação com a proteção da natureza em si, mas também, e no mesmo nível de prioridade, as estratégias de reprodução social das populações humanas, por meio do fomento às práticas de trabalho e uso dos territórios.

A tese está dividida em quatro capítulos principais. No primeiro capítulo apresentam-se os aspectos teórico-metodológicos da pesquisa, no que se refere às categorias analítico-explicativas adotadas para subsidiar as discussões teóricas, bem como as abordagens de campo e técnicas aplicadas para o levantamento de dados nos terrains francês e brasileiro.

O segundo capítulo discorre sobre o tema da gestão territorial na França, analisando o processo de institucionalização das políticas de áreas protegidas neste país, sua evolução e desdobramentos na contemporaneidade. Além disso, faz-se uma abordagem sobre a situação atual do trabalho no setor agrícola, a forma como se apresenta a governança territorial e os reflexos das políticas territoriais sobre os sistemas de produção e trabalho dos moradores de áreas protegidas, por meio de um estudo de caso em uma localidade situada no Parque Natural Regional do Pilat, na região Rhône-Alpes, França.

O terceiro capítulo analisa os dispositivos da política de gestão territorial via unidades de conservação no Brasil, destacando os marcos institucionais de criação do Sistema Nacional de Unidades de Conservação (SNUC) e o Sistema Estadual de

Unidades de Conservação do Amazonas (SEUC), bem como seus desdobramentos sobre as formas de trabalho das populações moradoras de UCs, tendo como lócus de estudo a Reserva de Desenvolvimento Sustentável do Rio Negro, localizada no baixo rio Negro, Estado do Amazonas.

No quarto capítulo da tese faz-se uma análise comparativa dos dispositivos institucionais do Brasil e da França, no que se refere à efetividade das políticas de criação e gestão de áreas legalmente protegidas e seus efeitos sobre os sistemas de trabalho das populações moradoras das zonas que serviram de terrain da pesquisa. Por último, nas considerações finais procura-se tecer reflexões sobre o exercício da realização da pesquisa e sugerir possíveis ações que poderão ser incorporadas nas políticas de gestão de áreas protegidas no Brasil e na França, com vistas à sustentabilidade de seus territórios.

Capítulo 1 - Aspectos teórico-metodológicos da pesquisa

Com o objetivo de trazer à baila discussões teóricas sobre a problemática da pesquisa e entender como se articula a gestão territorial nas perspectivas do trabalho e da sustentabilidade, a primeira parte da tese, que pretende ser introdutória ao tema, apresentará as categorias analítico-explicativas que subsidiaram as discussões e reflexões do estudo, bem como as abordagens e técnicas metodológicas adotadas para os levantamentos de campo. Buscou-se dialogar com diversos autores que reconhecidamente vêm promovendo debates sobre as temáticas envolvidas na pesquisa, dentre eles Godard (2002) e Becker (1983; 2005) que capitanearam as discussões sobre a noção de gestão territorial. Na extensão da análise acerca da gestão territorial, abordou-se a noção de governança territorial, fazendo uma imersão sobre a situação do território francês, amparado em trabalhos de Yannick (2007), Dallabrida & Becker (2003) e Soulard (2014).

No domínio da ideia de sustentabilidade os esforços foram concentrados nas referências de Sachs (1986; 2002), reconhecidamente o idealizador e promotor desta abordagem teórica, sem, contudo, deixar de lado contribuições importantes de pesquisadores que na contemporaneidade vem ampliando e dando fôlego ao debate sobre esta emergente categoria científica.

Acerca do conceito de trabalho, procurou-se direcionar as leituras para uma abordagem interdisciplinar das Ciências Sociais e Ergonomia, amparadas principalmente nas discussões de Marx (1996), Arendt (2002), Teiger (1993), Schwartz (2004), Béguin (2005), dentre outros.

Cabe ressaltar que a estratégia metodológica adotada em apresentar os referenciais teóricos e abordagens de campo nesta parte introdutória do estudo não determinará a separação das reflexões aqui expostas com as demais partes constitutivas da pesquisa. Este caminho adotado é tão somente para horizontalizar as discussões e aprofundar os entendimentos teóricos que serão utilizados transversalmente em todos os campos deste empreendimento investigativo.

1 - Categorias analítico-explicativas

▪ Gestão territorial e seus desdobramentos epistemológicos

Sobre a noção de gestão territorial, Godard (2002) se destaca como um dos autores mais significativos na contemporaneidade para a compreensão dessa nova e fluida categoria científica.

Analisando o arcabouço teórico que constitui esta noção, nota-se que suas bases epistemológicas estão preñes de significações presentes no conceito de ordenamento territorial, que podem ser agrupadas a partir de seis diferentes interpretações:

a) o ordenamento territorial como disciplina científica; b) como técnica administrativa; c) como política ou conjunto de políticas; d) como processo; e) como estratégia de desenvolvimento e; f) como conjunto de ações político-administrativas.

No campo de entendimento do ordenamento territorial (O.T.) como disciplina científica Vigliola (2001) dedica um artigo para refletir o O.T. como disciplina do conhecimento, destacando que no decorrer da História o O.T. foi sendo utilizado com distintas denominações, dando ênfase ao espaço urbano, em contraposição ao rural. Segundo o autor, com o passar dos tempos o ordenamento territorial foi se transformando até chegar à contemporaneidade como disciplina científica, inaugurando um novo campo epistemológico sob a égide da noção de gestão do território, voltada para a compreensão de temas vinculados ao suporte físico das atividades humanas e instrumento de planejamento do território, tanto urbano quanto rural.

Ainda de acordo com Vigliola (op. cit.), dois conceitos regem essa disciplina, a antecipação (prospecção de cenários) e oportunidade. O primeiro permite prever antecipadamente cenários e tendências a partir de múltiplas variáveis que atuam sobre o território, considerando-o como um sistema complexo. O segundo conceito vincula-se à otimização do tempo e de recursos em lugares específicos, a fim de corrigir desequilíbrios no momento oportuno e no lugar adequado.

Na linha de entendimento do ordenamento territorial como processo e técnica político-administrativo, destacam-se as contribuições de Mendéz (1990) que entende o

O.T. como um processo planejado e uma política do Estado, de natureza técnica e administrativa, a serviço da gestão ambiental e do desenvolvimento territorial. Nesse campo de entendimento o ordenamento territorial é tratado como um instrumento político e administrativo voltado para organizar, harmonizar e administrar a ocupação do espaço. Da mesma forma, Pérez (2004) reconhece que ao pensar o ordenamento territorial é preciso entendê-lo a partir de interpretações, visto pelo autor como:

um conjunto de ações concertadas empreendidas pela nação e entidades territoriais, para orientar a transformação, ocupação e utilização dos espaços geográficos, buscando o desenvolvimento socioeconômico e levando em consideração as necessidades e interesses da população, as potencialidades do território e a harmonia do meio ambiente. O mesmo deve cumprir duas funções principais: por uma parte se constituir como uma política do Estado que deve adequar a organização político-administrativo da nação de acordo com as disposições constitucionais e por outra, permitir uma adequada projeção espacial das políticas econômicas, sociais, ambientais e culturais da nação” (PÉREZ, 2004).

Ainda nessa linha de entendimento do O.T como um processo e instrumento técnico-administrativo, o governo boliviano ao apresentar sua concepção de ordenamento territorial no documento *El Ordenamiento Territorial en Bolivia* (2002), o define como um processo voltado para a organização do uso e ocupação do território. Enquanto processo, segundo o documento de planejamento boliviano, permite identificar as potencialidades e limitações do território nacional, regional e municipal, levando em consideração suas características ambientais, socioeconômicas, culturais e político-institucionais. Para o governo boliviano, que desde a última década institucionalizou o ordenamento territorial como política de Estado, o ordenamento do território deve ser construído e implementado regido por alguns princípios, dentre eles:

- ✓ Integralidade – articulando os componentes biofísicos, econômicos, sociais, culturais e político-institucionais;
- ✓ Competitividade – promovendo a articulação administrativa e institucional como base de um planejamento e administração coerente tanto vertical como horizontal, racionalizando a tomada de decisões e otimizando o uso dos recursos disponíveis;

- ✓ Subsidiaridade – fortalecendo o processo de descentralização administrativa, apontando às instâncias de gestão pública em níveis nacional, regional e municipal, responsabilidades e competências definidas;
- ✓ Participação – assumindo e dinamizando a integração entre as entidades públicas, privadas e a sociedade civil;
- ✓ Precaução – através do conhecimento que se tem do território, permite definir ações preventivas para evitar danos ambientais, sociais e econômicos que poderiam ser irreversíveis.

Como política pública, todos os autores pesquisados reconhecem o ordenamento como um instrumento político que deve ser adotado pelo Estado para o alcance do desenvolvimento. Neste campo de entendimentos Hildebrand (1996, apud Massiris Cabeza, 2002), reconhece que o ordenamento do território é uma das políticas públicas típicas do Estado de Bem-Estar Social, nascida na maioria dos países industrializados após a Segunda Guerra Mundial, embora, segundo o autor (op. cit.,1996), não se inclua nesse grupo países como a Alemanha, Suíça e Holanda, que iniciaram bem anteriormente seus processos de ordenamento territorial. Comungando com esta linha de compreensão, Zoido (1998, apud Massiris Cabeza, 2002), põe em evidência o entendimento que o ordenamento territorial é uma função pública, uma política complexa e de recente implantação, que pode e deve apoiar-se sobre instrumentos jurídicos (convênios internacionais, leis, decretos), sobre práticas administrativas e princípios consolidados (planejamento, participação, dentre outros) e em diferentes conhecimentos científicos e aportes pluridisciplinares. De acordo com Zoido (op. cit.,1998) o ordenamento territorial sendo função pública ou política é, sobretudo, um instrumento e não um fim em si mesmo.

Nesse mesmo grupo de pensadores, Dollfus (1993) entende que é válido pensar o ordenamento territorial como uma política de Estado e um instrumento de planejamento que permite ao mesmo tempo um tipo de organização político-administrativo da Nação e a projeção espacial das políticas sociais, econômicas, ambientais e culturais da sociedade, atendendo tantos aos interesses da população como a conservação do ambiente.

Feita uma breve digressão acerca do entendimento do ordenamento territorial como política de Estado, é válido destacar que o ordenamento de um território deve antes de tudo, beneficiar ou alcançar toda a sociedade, envolvendo os setores públicos e privados, garantindo espaços de participação na tomada de decisão por todos os atores sociais envolvidos.

Em todos os autores analisados nota-se que apesar do conceito de ordenamento territorial encontrar-se em processo de construção, de possuir um caráter polissêmico e por isso, passível de diversas interpretações, é nítido o entendimento dessa prática como um instrumento de planejamento de caráter técnico-político-administrativo a serviço da organização do uso e ocupação do território. Levando em consideração essas prerrogativas, é bom não perder de vista que ao planejar ações de ordenamento territorial, devam-se evitar planos uniformes para todo um território nacional, pois cada região possui características distintas do ponto de vista biofísico, socioeconômico e cultural que precisam ser levadas em consideração no processo da gestão dos espaços. Neste último aspecto, o conceito de ordenamento encontra seu maior ponto de intersecção com a noção de gestão territorial, ao reconhecer que o território é um ente dinâmico e multifacetado e, por isso, a necessidade de entendê-lo a partir de uma visão holística e sistêmica, que somente a noção de gestão enquanto instrumento e prática política poderá absorvê-lo em sua plenitude.

Trazendo à baila a discussão sobre a ideia de gestão territorial, que nasceu ontologicamente no âmbito das ciências da natureza e depois passou a ser adotado em outras áreas do conhecimento, Godard (2002), destaca que ao longo da história, a noção de gestão assumiu diferentes significados, sendo utilizada para fins diversos. Inicialmente serviu para definir procedimentos de exploração das florestas submetidas a um regime jurídico particular, denominado regime florestal e mais tarde passou a designar a ação do Estado voltado para a realização de trabalhos planejados e de grande envergadura, visando à reorganização de certos espaços naturais, tais como os pântanos ou as áreas litorâneas (BARROS, 2006).

De acordo com Godard (op. cit., 2002), a partir dos anos 50 foi introduzida na França a noção de gestão do território, voltado para designar a ação do Estado e das coletividades, a fim de corrigir desequilíbrios regionais, tanto populacionais quanto no

âmbito das atividades econômicas. Essa concepção, segundo o autor citado, permitiu ampliar o conceito de gestão para uma visão mais complexa, a partir de duas vertentes:

a) a primeira designando a gestão cotidiana dos elementos do meio que são considerados, num sentido ou noutro, como recursos naturais, visando satisfazer os diversos tipos de demandas com o menor custo possível e limitar certos efeitos negativos ou excessivos;

b) a segunda concepção, ligada a um contexto mais amplo e complexo de gestão permanente de recursos, do espaço e da qualidade do meio natural e construído, buscando apreender o grau de compatibilidade entre as condições de reprodução ecológica e as necessidades de desenvolvimento a longo prazo, traduzido na concepção teórica da conservação ambiental.

Um conceito bastante utilizado nas agendas ambientais, a conservação é vista como “o manejo do uso humano de organismos e ecossistemas, com o fim de garantir a sustentabilidade desse uso, que inclui proteção, manutenção, reabilitação, restauração e melhoramento de populações naturais e ecossistemas” (DIEGUES, 2000). Este enfoque ganhou espaço nas agendas políticas nacionais e internacionais somente com a publicação da Estratégia Mundial para a Conservação pela União Internacional para Conservação da Natureza e dos Recursos Naturais - UICN, em 1980, enfatizando a necessidade da proteção da diversidade biológica e genética e incorporação dos conhecimentos das populações locais que se encontram em íntimo contato com os ecossistemas e espécies animais e vegetais, aproveitando-as de maneira sustentável.

Nota-se que no contexto dos processos macrossociais e ambientais a noção de gestão territorial aparece como um ponto de convergência onde se confrontam e se reencontram os objetivos associados ao desenvolvimento e ao ordenamento do território, bem como aqueles voltados à conservação da natureza. Nesta concepção, a ideia de gestão territorial passa a adquirir um caráter muito mais amplo, que de acordo com Godard (2002), para se constituir um instrumento de políticas territoriais deve trazer consigo as seguintes premissas:

- a) Participação - a gestão do território e dos recursos naturais, somente poderá ser implementada com a participação dos diferentes atores sociais que, direta ou indiretamente, atuam no processo de utilização dos recursos naturais. Antes de pretenderem estabelecer consensos sociais a qualquer custo, as

instituições devem ser definidas de maneira a permitir uma expressão plural dos diversos grupos sociais envolvidos no esforço da gestão;

- b) Disseminação e acesso à informação - para a efetivação dessa participação é preciso que as informações derivadas do exercício da gestão possam ser adaptadas aos diferentes públicos a que se destinam, criando as condições de comunicação necessárias ao entendimento dos meios e dos objetivos da gestão pretendida;
- c) Descentralização - significa, na prática, criar espaços de oportunidade para que as soluções dos problemas possam ser equacionadas local e regionalmente. Trata-se de permitir que agentes governamentais locais, com poder de decisão, assumam, em conjunto com os agentes sociais, a construção de uma pauta de atividades que leve à gestão sustentável do território e dos recursos naturais. Mesmo que exista a necessidade de uma estrutura institucional explícita, capaz de promover e implementar um tipo de gestão global e integrada torna-se mister garantir a multiplicidade de atores participando direta ou indiretamente, conscientes, intervindo diretamente no processo de gestão.

Em linhas gerais percebe-se que a gestão territorial envolve uma estrutura integrada de ações em que atores sociais, tomadores de decisões e acesso a informações caminham juntos. Estes elementos constituem a parte essencial para a construção de um modelo de gestão compartilhada de uso do território, que podem ser adotados nas políticas territoriais na atualidade, quando vislumbrada a sustentabilidade do homem e do planeta.

Outra ideia de gestão do território que chama a atenção, apresentada por autores como Marulanda (2000), Becker (1983; 2005) e Raffestin (1993) diz respeito ao fato da gestão territorial permitir trazer à tona outros elementos subjetivos como a revalorização da cultura e do conhecimento, implicando no respeito pela organização social e das culturas locais, bem como a multidimensionalidade do poder em diferentes níveis espaciais, não somente como espaço do Estado, mas também da sociedade civil organizada atuante sobre determinada área.

De toda forma, nota-se que as várias correntes que dão suporte teórico à noção de gestão territorial trazem consigo a concepção de uma ação coletiva visando ao

controle e ao desenvolvimento do território, que no nosso entendimento deve ser prioritariamente capitaneada pelo poder público por meio de políticas de Estado, mas não necessariamente isolado dos demais segmentos da sociedade civil.

Em um sentido ou noutro percebe-se que a gestão do território envolve um conjunto de fatores que não podem ser vistos e avaliados separadamente, mas percebidos de forma integrada com a presença do Estado e demais atores representativos da sociedade civil. Sua concepção teórica traz consigo a ideia de promoção do desenvolvimento do território em conjunto com os diversos atores e coletividades que compõem o cenário territorial, concepção essa que vem ao encontro da noção de governança territorial enquanto extensão e elemento aglutinador dos diversos matizes presentes na categoria de gestão do território, conforme se apresenta a seguir.

- **Uma análise sobre a noção de governança territorial**

A definição de governança territorial ainda é bastante difusa. Seu real entendimento passa pela compreensão de que certos processos territoriais vão além da ação política do Estado, pois envolvem diferentes pautas que precisam ser negociadas em ações concertadas com os interesses da sociedade civil, tais como ONGs, movimentos sociais, representantes dos setores privados e agentes territoriais, em tomadas de decisão relativamente horizontal, visando ao desenvolvimento territorial local, regional e nacional.

O termo *governance* surgiu na Europa em um contexto em que se colocavam em xeque as formas clássicas de ações públicas centralizadas e demandava-se a emergência de novos instrumentos de apoio para a tomada de decisão por parte do Estado, em consonância com a participação dos diversos atores e representações da sociedade civil (YANNICK, 2007).

P. Le Galès (2006, apud YANNICK op. cit., 2007) caracteriza esta noção como un chantier de recherche qui concerne les formes de coordination, de pilotage et de direction des secteurs, des groupes, de la société, au-delà des organes classiques du gouvernement¹.

¹ “Um canteiro de pesquisas que diz respeito às formas de coordenação, de gestão e de direção dos setores, de grupos da sociedade ou mesmo dos órgãos tradicionais do governo » (Tradução livre).

Dallabrida & Becker (2003) entendem o termo governança, ou governança territorial, segundo o princípio da participação cidadã, de acordo com os autores, esta categoria diz respeito ao

exercício do poder e autoridade, por parte dos cidadãos ou grupos devidamente articulados nas suas instituições e organizações regionais, incluindo todos os processos, com o objetivo de diagnosticar a realidade, definir prioridades, planejar a implementação das ações e determinar como os recursos financeiros, materiais e humanos devam ser alocados para a dinamização das potencialidades e superação dos desafios, visando ao desenvolvimento de uma região ou território (DALLABRIDA & BECKER, 2003).

Como se nota, é intrínseca à noção de governança a ideia de ações públicas integradas sobre um determinado território com participação cidadã em todos os níveis. Na verdade, quando se trata de pôr em prática determinadas políticas públicas que envolvam o desenvolvimento de uma determinada localidade ou região, o território ganha relevo, já que o mesmo pode adquirir variados entendimentos e conotações na medida em que se aprofunda o olhar sobre o espaço e entram em cena diferentes atores e organizações com os mais variados interesses. Yannick (2007) caracteriza esta noção com base em três dimensões:

- i) A dimensão identitária, na medida em que o território é visto, vivido e apropriado por seus habitantes;
- ii) A dimensão material, enquanto espaço geográfico dotado de propriedades naturais e materiais, resultado do manejo dos recursos naturais e gestão do território por uma determinada sociedade;
- iii) E a dimensão organizacional, onde estão presentes diferentes atores ligados por interesses e relações de poder hierárquicos, de dominação, de solidariedade e complementariedade.

O mesmo autor (op. cit. 2007) chama a atenção para a necessidade de distinguir dois processos em curso atualmente quando se refere às ações do Estado no âmbito dos territórios e das governanças territoriais. O primeiro processo diz respeito ao que o mesmo define de “Territorialização da Ação Pública”, em que estão presentes as ramificações do poder do Estado, sem, contudo, abdicar de seu poder controlador e centralizador adaptado às particularidades territoriais, considerado como espaços pertinentes para as ações públicas. O segundo processo se refere à descentralização em

si, consistindo na institucionalização de novos territórios político-administrativos dotados de autonomia e competências políticas legitimadas pelo próprio Estado.

Ainda de acordo com Yannick (op. cit., 2007) um exemplo típico de descentralização pode ser citado nas políticas de cogestão estabelecidas entre o Ministério da Agricultura e o Sindicalismo Majoritário na França (FNSEA) no decorrer da década de 1980, período que até então o FNSEA dispunha do monopólio de representação do mundo agrícola. Com a política de descentralização as representatividades locais ganharam autonomia de gestão de seus territórios e o Estado teve que procurar conciliar os diversos interesses fragmentados entre os agricultores para além da política produtivista, onde ressaltou-se a importância da manutenção do meio ambiente e da gestão sustentável do território.

Contudo, ressalta Yannick (op. cit.), com a política de descentralização duas outras formas de territorialidade apareceram em cena: as políticas territoriais e as políticas locais. As políticas territoriais ligadas ao primeiro ato de descentralização permitiram a criação de novas *collectivités territoriales*² (região, departamentos e comunidades locais), contribuindo para difundir as competências dos territórios locais, legitimadas e amparadas pelo Estado em regime de compartilhamento de poder, em que se realocaram o centro decisório do Estado para as coletividades locais em regime de partilhamento de gerência e decisão. Essas ações, no entanto, quando analisadas à luz de interpretações sociológicas, enfatiza Yannick (2007), devem ser recebidas com cautela, pois, uma leitura mais crítica permite compreender que certos partilhamentos de poder e decisão são relativos, já que, no caso francês, serviram muito mais para dessetorializar as ações públicas, atribuindo aos conselhos regionais o papel de federalizar os interesses e projetos locais.

Na visão de Yannick (op. cit.), as chamadas políticas locais constituíram a etapa que mais caracterizou a descentralização e territorialidade da ação pública na França, já que atribuiu às coletividades reais poderes de decisão e autonomia, tanto no nível da concepção como na implementação de projetos locais de desenvolvimento que, embora mantendo certas prerrogativas de poder de decisão pelo Estado, garantiu todo um ajuste de dispositivos legislativo e regulamentador a favor das intercomunidades locais.

De fato, em estudo realizado sobre as práticas agrícolas e políticas territoriais na França, Soulard (2014) confirma que com a segunda descentralização política no país,

² “Organizações territoriais” (Tradução livre).

iniciada no começo dos anos 80 com a Lei Defferre (SOULARD, 2014), a gestão descentralizada ganhou um novo status com a criação das intercommunalités³ dos anos 90, em que reforçaram as competências das organizações locais (collectivités locales), onde o Estado passou a delegar certos poderes e autonomia para a implementação das ações públicas. Esse movimento, de acordo com Soulard (op. cit., 2014) nasceu predominantemente nos domínios das políticas territoriais de gestão e desenvolvimento territorial em que as ações rurais, elaboradas em nível continental europeu, passaram a ser implementadas regionalmente e postas em prática em nível local.

Um exemplo claro dessa descentralização política foi a criação das territorialidades locais denominadas pays, instituídos na França com a lei de gestão e desenvolvimento sustentável dos territórios (Lei de 25 de junho de 1999, apud YANNICK, 2007). Denominados “espaços infrarregionais” os pays correspondem aos territórios em construção, baseado em engajamento voluntário de redes e atores locais (YANNICK, 2007).

Ao passo que os pays servem de exemplos de inovação em termos de administração, também são referências na forma de distribuição de competências e poderes locais. Em termos de gestão do território essa entidade territorial consegue agrupar diversos grupos intercomunitários, que, federalizadas em delegações conseguem planejar e implementar projetos multidimensionais e pluriparticipativos com os diferentes atores que compõem a cena local, visando ao desenvolvimento e sustentabilidade do território.

Na atualidade, de acordo com Soulard (2014) as coletividades territoriais (regiões, departamentos, comunidades e pays) adquiriram competências de intervenção sobre a gestão de seus territórios em diferentes escalas intercomunitárias, seja em forma de associações de comunidades, áreas protegidas, pays ou governanças regionais que, inspiradas nos princípios da sustentabilidade, buscam aliar coerências que vislumbram abordagens participativas dos usuários nas diferentes escalas de decisões, ampliando possibilidades de participação de um número crescente de atores sociais para discutir estratégias de desenvolvimento territorial.

Em suma, pode-se dizer que a relação entre gestão e governança territorial passa pela compreensão que esses processos resultam das relações de poder que se efetivam

³ Intercomunidades – na França este termo designa um conjunto de atores e órgãos de cooperação, associados em si ou em parte para o exercício de certas competências no âmbito da gestão dos territórios.

na medida em que as ações do Estado ganham dimensões de descentralização das ações públicas. Essa descentralização não pode consistir simplesmente em uma adaptação na delegação de responsabilidades, mas, sobretudo, estabelecer processos de autonomia e co-responsabilidade em que as particularidades locais ganham competências político-administrativas de gerenciamento de seus territórios, legitimadas pelo próprio Estado para o desenvolvimentos de suas ações. Esse tipo de gestão e governança estão presentes não somente no gerenciamento do setor agrícola, mas também nas políticas de criação e gestão de áreas protegidas, pautadas nos princípios da sustentabilidade.

▪ **Entendimentos sobre a ideia de sustentabilidade**

Na atualidade a ideia de sustentabilidade e as práticas centradas sob sua égide se destacam nas agendas políticas de todo o mundo. Esse fato ocorre em razão da necessidade de enfrentar os desafios socioambientais e pensar em modelos de desenvolvimento a médio e longo prazo que possam garantir a manutenção da biodiversidade, da natureza em si, e do próprio homem.

Pensando nesta problemática, a presente seção estará voltada para a uma breve análise da ideia de sustentabilidade, amparada nas contribuições de Sachs (1986; 2002), autor polonês naturalizado francês, considerado um dos fundadores desta categoria científica, apesar de reconhecermos contribuições de outros autores na contemporaneidade, como os trabalhos de Freitas & Silva Freitas (2014) no livro *La sostenibilidad – el mundo amazónico del hombre*⁴. Nesta obra, os autores discutem, dentre outros temas, princípios que regem a noção da sustentabilidade, seus desdobramentos epistemológicos e a importância da Amazônia frente aos novos processos civilizatórios oriundos das transmutações do capitalismo mundial. Os autores em evidência levantam questões imanentes das Ciências Sociais e das Ciências da Natureza, fazendo notar que a noção da sustentabilidade, comumente associada ao conceito de conservação da natureza, transcende a relação homem-natureza, pois envolve um aspecto peculiar que é o seu caráter intercultural.

Destacam ainda Freitas & Silva Freitas (2014), que a sustentabilidade deva ser reconhecida pelo seu aspecto de unidade e não apenas como um elemento da natureza

⁴ A sustentabilidade – o mundo amazônico do homem (Tradução livre).

ou da gestão associada a ela, isolada, já que, da mesma forma que na natureza existem interdependências, onde é possível notar o todo nas partes e as partes no todo, a sustentabilidade traz consigo complexidades, em que é necessário pensar tanto em perspectivas de proteção da natureza (sustentabilidade da natureza) como em modelos de desenvolvimento (sustentabilidade do desenvolvimento). Por último, mas não menos importante, outro aspecto analítico que chama a atenção no terceiro capítulo do livro – *La naturaleza de la sostenibilidad y la Amazonia: una “mirada” hacia el futuro*⁵ -, se refere à exigência de pensar a sustentabilidade como elemento da humanidade (sustentabilidade da humanidade), ao trazer à baila a compreensão da complexidade do homem, que de acordo com Freitas (2014), vai bem além dos aspectos econômicos e políticos, se transfigurando na própria cultura, que se entrelaça à natureza, formando uma nova sustentabilidade, comprometida com o destino da humanidade (FREITAS, 2014). Toda essa discussão nos leva a refletir sobre a importância do aprofundamento do debate em torno desse campo epistemológico, que por seu próprio caráter paradigmático, merece toda nossa atenção como subsídios de orientação teórica para pesquisas futuras.

Fazendo uma digressão sobre o surgimento do termo sustentabilidade, pode-se inferir que esta ideia já vem sendo discutida há tempos por autores, que desde séculos pretéritos já chamavam a atenção sobre a finitude dos recursos naturais e a tendência de crescimento exponencial das populações humanas. Apesar disso, somente a partir da segunda metade do século XX que a ideia de sustentabilidade ganhou atenção das autoridades mundiais, quando do lançamento da noção do desenvolvimento sustentável em 1987 pela Organização das Nações Unidas (ONU), no Relatório Brundtland sob o título de “Nosso Futuro Comum” (Our Common Future), que como já destacado neste empreendimento de pesquisa, teve suas bases conceituais originalmente propostas pelo ecodesenvolvimento (SACHS, 1986).

O ecodesenvolvimento surgiu como uma abordagem crítica ao modelo de sociedade de consumo, bem como resposta à crise ambiental que ganhou fôlego a partir da década de 70, visando definir um estilo de desenvolvimento baseado no atendimento às necessidades fundamentais como habitação, alimentação, saúde, condições sanitárias, educação, participação nas decisões e respeito à diversidade cultural das populações

⁵ A natureza da sustentabilidade e a Amazônia: uma “olhada” para o futuro (Tradução livre).

menos favorecidas, prioritariamente das populações rurais do terceiro mundo. Com o ecodesenvolvimento, Ignacy Sachs (op. cit., 1986) propõe um novo paradigma baseado em uma nova ética da natureza e uma solidariedade diacrônica com as gerações futuras, amparado em cinco pilares estruturais de sustentabilidade, dentre os quais se destacam:

- 1) Sustentabilidade social – referente à criação de processos de desenvolvimento pautados na distribuição equitativa de renda e bens, subsidiado pela ideia do que seja uma sociedade boa, que garanta a promoção de acesso aos direitos sociais e redução dos abismos entre os padrões de vida e desigualdade social entre ricos e pobres;
- 2) Sustentabilidade econômica – avaliada em termos macrossociais e não apenas pautada na rentabilidade empresarial. Trata-se de garantir e ampliar os investimentos públicos e privados de modo que possibilite os reinvestimentos necessários da saída líquida dos recursos financeiros dos países do terceiro mundo (do cone Sul), das trocas desfavoráveis entre os países do Norte e do Sul, das políticas protecionistas e do acesso limitado às informações, à ciência e tecnologia presentes nos países do primeiro mundo;
- 3) Sustentabilidade ecológica – garantida através do uso responsável do potencial dos diversos ecossistemas, do uso limitado do consumo de combustíveis fósseis e de demais recursos naturais que são mais frágeis e difíceis de garantir sua resiliência, otimizando seu uso com o mínimo de deterioração possível do meio ambiente, somado à intensificação de pesquisas para a obtenção de tecnologias de baixo teor de resíduos e eficientes no uso de recursos para o desenvolvimento urbano, rural e industrial;
- 4) Sustentabilidade geográfico-espacial – refere-se a medidas que garantam um equilíbrio territorial rural-urbano, permitindo reduzir a concentração nas áreas metropolitanas, frear a destruição de ecossistemas frágeis, potencializar o uso e as técnicas de uma agricultura sustentável, notadamente do pequeno produtor, permitindo o acesso a tecnologias apropriadas ao meio rural, ao crédito e a mercados;
- 5) Sustentabilidade cultural – voltada para a potencialização de processos endógenos de modernização e de sistemas agrícolas que permitam um tipo de transformação e inovação, seguindo a dinâmica cultural de cada local, região ou

país, através do uso dos conhecimentos e habilidades culturais locais, com vistas à busca de soluções endógenas para cada situação específica, respeitando os ecossistemas e *modus vivendi* de cada grupo social.

Tendo em vista os novos desafios intensificados por pressões sobre o meio ambiente e como estratégia alternativa ao modelo econômico mundial posto em voga, mais recentemente Ignacy Sachs (2002), propôs a inclusão de três novos pilares para o alcance da sustentabilidade, quais sejam:

- Sustentabilidade ambiental – manter e conservar a capacidade de suporte e resiliência dos ecossistemas naturais;
- Sustentabilidade política (nacional) – fortalecimento das democracias locais, garantia dos direitos universais do cidadão e capacidade do Estado em implementar os projetos nacionais com a coparticipação dos atores sociais locais em um nível razoável de equidade e coesão social;
- Sustentabilidade política (internacional) – baseado em um sistema de prevenção de guerras da ONU, na garantia da paz e promoção da cooperação internacional que garanta níveis equilibrados de co-desenvolvimento entre os países do Norte e Sul, gestão do patrimônio global enquanto herança da humanidade, baseado na co-responsabilidade e sistema efetivo de cooperação científica e tecnológica internacional.

Com essa visão Ignacy Sachs conseguiu articular diferentes dimensões e princípios que, à sua percepção e aqui comungando com o autor, garantem não somente o suporte físico para manutenção das diferentes formas de vida na Terra, mas também propõe uma retomada a valores societais como justiça social, participação cidadã, solidariedade diacrônica entre as gerações e respeito à biossociodiversidade. Além disso, a valorização do saber-fazer local, o fomento às atividades produtivas sustentáveis em consonância com o acesso à produção científica e tecnológica, se apresentam como elementos estratégicos que podem contribuir para a redução das desigualdades sociais e manutenção dos processos ambientais e ecológicos do planeta.

Certamente, a verdadeira compreensão da sustentabilidade vai exigir um conjunto de ações concertadas em consonância com a participação das diferentes organizações sociais, tendo como foco uma percepção holística dos problemas da

sociedade e do mundo natural, base epistêmica da sustentabilidade, no qual está em jogo não somente a capacidade de suporte físico da Terra, mas também a possibilidade de manutenção da espécie humana, onde cultura e natureza se entrelaçam e coadunam. É nesta perspectiva que será discutida a categoria trabalho a partir de olhares interdisciplinares sob a luz das Ciências Sociais e da Ergonomia.

- **Análise do conceito de trabalho e suas multidimensionalidades**

O conceito de trabalho há muito vem sendo debatido na literatura científica. Seu significado traz consigo uma série de interpretações e questionamentos que certamente não poderão ser respondidos somente por um domínio do conhecimento, afinal, como traduzir e interpretar uma atividade da vida humana que a cada dia se torna mais complexa?

No âmbito das Ciências Sociais a categoria trabalho sempre mereceu atenção de diferentes correntes teóricas. Apesar da polifonia de entendimentos, as diferentes tradições do pensamento social, notadamente a Sociologia e a Antropologia Social, trazem consigo a ideia do trabalho como uma atividade voltada para satisfazer as necessidades humanas, desde as mais simples às mais complexas. No entanto, esse entendimento nem sempre vem imbuído do mesmo valor e significado, isso porque dependendo do tipo de sociedade, a ideia de trabalho ganha as mais variadas conotações.

Schwartz (2004), filósofo do trabalho que tem contribuído para a ampliação das discussões sobre essa categoria científica no campo da Ergonomia e áreas afins, chama a atenção para a dificuldade de conceituação do termo, já que por si só é uma categoria que escapa a uma simples e única definição. Segundo o autor, talvez o maior problema esteja no fato de este trazer consigo a ideia de uma “realidade enigmática”, subsistindo a compreensão do trabalho enquanto categoria cultural, segundo a qual

dans toutes les sociétés, quels que soient les lieux ou les temps, les *hommes et les femmes travaillent*, c'est-à-dire engagent leur corps dans une activité socialement programmée qui vise à produire les

Outra dificuldade, segundo Schwartz (2004) incide no fato de não haver consenso quanto à data de nascimento do trabalho, indicado na literatura científica como um triplo nascimento, que vai desde o início da fabricação dos primeiros artefatos pelo homem para sua sobrevivência, passando pelo período Neolítico onde se assiste a emergência das sociedades de produção, e, por fim o trabalho stricto sensu, ou trabalho remunerado, oriundo da sociedade do mercado e do direito. Essa diversidade e complexidade de entendimentos acerca da categoria trabalho, continua Schwartz (2004), leva a um segundo impasse de definição do termo, a impossibilidade de sua simplificação. No entendimento do autor esse impasse começa por volta do século XVII com a ideia de uma Filosofia da Natureza em que o homem passou a utilizar o conhecimento racional para melhor compreender as leis que regem o funcionamento da natureza a fim de utiliza-la a seu serviço.

No século XVIII o trabalho sofreu grandes transformações e, por conseguinte, passou a ter outras conotações na era industrial, visto por uma corrente teórica capitaneada por Adam Smith, como a causa primária da riqueza das nações (SCHWARTZ, 2004). Já nos séculos seguintes, ganha terreno a corrente teórica marxista (materialismo histórico) que vê no trabalho, ou na forma como os homens se organizam para a produção, a principal causa da divisão societária e da exploração do homem pelo homem, que tem sua pujança no aparecimento da sociedade de classes, com o advento do capitalismo urbano-industrial.

Do ponto de vista da tradição Marxista, o trabalho é visto como condição sine qua non da vida em sociedade, já que é através dele que o homem expressa sua humanidade, dando sentido à sua existência. Para Marx (1996:202):

O trabalho é antes de tudo um processo, uma atividade mediadora de trocas de energia entre o homem e a natureza em que o ser humano com sua própria ação, impulsiona, regula e controla seu intercâmbio

⁶ “Em todas as sociedades, independentemente dos locais ou tempo, homens e mulheres trabalham, ou seja, engajam seus corpos em uma atividade socialmente programada, que visa produzir os meios materiais de sua existência” (Tradução livre).

material com a natureza, que atuando sobre essa natureza externa, ao modificá-la, também modifica sua própria natureza.

Karl Marx (1818-1883) atribui sentido ontológico à categoria trabalho, contudo a maior parte de seus estudos faz uma abordagem situando-o do ponto de vista da história, associando-o às relações de produção típicas da sociedade capitalista, em que o trabalho é compreendido a partir de duas perspectivas. A primeira refere-se à sua posição central, por constituir a mola propulsora do processo histórico para atender as necessidades de reprodução material do homem. A segunda, em que o trabalho aparece como atividade de alienação do homem, como força de trabalho, mercadoria, atividade pela qual o homem transforma objetos em produtos para atender as necessidades do capital. Nesta abordagem o trabalho é visto como o meio pelo qual o homem, ao produzir, se distancia do produto do seu trabalho, perdendo sua humanidade.

Cabe destacar e, comungando com Tomazi (2000), quando nos referimos à questão do trabalho na sociedade capitalista, não estamos falando de um único modelo de sociedade, mas de muitos, que foram se constituindo de diferentes formas e níveis de organização social nas mais diversas regiões do planeta. Entretanto, o que elas têm em comum é a forma como a produção material se desenvolve, pautado na propriedade privada, trabalho assalariado, sistema de trocas e divisão social do trabalho (TOMAZI, 2000).

Na segunda metade do século XX, a questão do trabalho se torna ainda mais desafiadora para as Ciências Sociais. Frederick Taylor (1856-1915), experimenta um novo método produtivo, visando a aproveitar/explorar ao máximo possível a mão de obra humana com o mínimo de investimento e o máximo de lucro, através de uma produção em série, utilizando para tanto alguns princípios metodológicos e científicos.

Para Taylor (1971 apud SCHWARTZ, 2004) existe toujours une méthode et un outil qui permettent un travail plus rapide et meilleur que tous les autres (...) *l'organisation scientifique du travail*⁷. Esse novo modelo organizativo do trabalho, conhecido como taylorismo, inicialmente conduzido nas indústrias manufatureiras dos Estados Unidos e mais tarde na Europa, mudou radicalmente os gestos produtivos e mensuração do tempo, transformando ainda mais o trabalhador em máquina produtiva.

⁷ “existe sempre um método e um instrumento que permite um trabalho mais rápido e melhor que todos os outros (...) a organização científica do trabalho” (Tradução livre).

Diante dessa complexidade, algumas áreas do conhecimento como a Sociologia, Psicologia e Ergonomia, esta última nascendo como resposta contestadora e negadora do modelo produtivo taylorista, passaram a definir ramos específicos para discutir e pôr como foco central de suas análises a questão do trabalho, que a cada avanço e/ou transformação da sociedade capitalista, traz consigo novos desafios para serem decifrados. Daí, a dificuldade em defini-lo e categorizá-lo.

A partir dos anos 60, diante das transformações socioprodutivas no meio rural ocasionadas, sobretudo, pela extensão do modelo produtivo industrial ao campo (mecanização, incorporação de insumos produtivos, proletarização do trabalhador rural, dentre outros), e a emergência das questões indígenas que surgiram no cenário internacional (desmatamento, invasão de terras, negação dos direitos sociais, proletarização do trabalho indígena), a Antropologia também passou a dedicar parte de sua atenção à questão do trabalho.

Segundo Godelier (1991, apud TEIGER, 1993), antropólogo francês e um dos representantes da corrente antropológica marxista

*Le travail humain est d'abord une activité individuelle ou collective, intentionnelle et non instinctive, s'exerçant sur la nature à travers une succession d'opérations ayant pour but d'en disjoindre les éléments matériels pour le faire servir à des besoins humains*⁸ (GODELIER, 1991 apud TEIGER, 1993).

Apesar de genérica, essa definição antropológica para a categoria trabalho parece querer esclarecer que além de servir para satisfazer determinadas necessidades materiais do homem, como a fome, por exemplo, o trabalho é, sobretudo, uma atividade eminentemente social, adquirida e assimilada pelos valores socioculturais do grupo a que o indivíduo pertence.

Por se caracterizar como uma atividade social, o trabalho pode adquirir uma diversidade de conotações nas suas formas de organização e valores, que dependendo das condições sociais e materiais adquirem novos sentidos e significados. De acordo com Edna Castro (1999),

o trabalho está longe de ser uma realidade simplesmente econômica. Nas sociedades tradicionais, no seio da pequena produção

⁸ “O trabalho humano é antes de tudo uma atividade individual ou coletiva, intencional e não instintiva, agindo sobre a natureza através de uma sucessão de operações destinados a transformar os elementos materiais para satisfazer as necessidades humanas” (Tradução livre).

agroextrativista, o trabalho é representado por um caráter único, ou seja, reúne nos elementos técnicos e de gestão, o mágico, o ritual, enfim, o imaginário coletivo recriado no mundo simbólico (CASTRO, 1999:32).

Da mesma forma como Castro (1999) chama a atenção para a necessidade de relativização do entendimento sobre a categoria trabalho, Parente (2003), destaca que, dependendo das condições culturais e socioambientais, o trabalho adquire novas conotações, principalmente quando se refere àqueles caracterizados pelos padrões rurais. De acordo com Parente (op. cit., 2003) entre as populações ribeirinhas da Amazônia a lógica econômica e os sistemas de organização da produção diferem do modelo capitalista de produção, já que neste tipo de sociedade, baseada, sobretudo, pelos padrões rurais, a pequena produção é voltada a priori para suprir as necessidades de sobrevivência e reprodução social do grupo familiar, diferente da produção capitalista que visa um lucro em médio prazo (PARENTE, 2003).

Como é perceptível, no âmbito das Ciências Sociais o entendimento acerca da categoria trabalho está longe de ser consenso. No entanto, apesar das contradições, torna-se mister pensar o trabalho não somente como uma categoria analítica, abstrata, distante da realidade, mas como algo real, que possa ser compreendido e analisado em sua forma mais concreta, factível de ação e intervenção, como aquele preconizado pela Ergonomia, como será analisado a seguir.

▪ **Concepções ergonômicas sobre o trabalho**

Na perspectiva ergonômica, o trabalho possui em si um campo de atenção epistemológico central, já que constitui o próprio objeto e objetivo final da disciplina, confundindo muitas vezes em seu interior, sujeito de reflexão e objeto de ação (TEIGER, 1993).

Tal situação se deve ao fato, de acordo com Teiger (op. cit.,1993), de a Ergonomia se constituir em uma disciplina jovem em seus conceitos e métodos, nascida oficialmente em 1949, após a Segunda Guerra Mundial em contestação ao taylorismo enquanto forma de organização científica do trabalho pautado na ideia de adaptação do homem ao trabalho.

De origem híbrida, mas eminentemente social, a Ergonomia surge como uma disciplina agregadora de outros ramos do conhecimento, centrada na questão do trabalho, sobretudo, no que diz respeito ao funcionamento técnico da produção e à segurança e saúde do trabalhador.

No decorrer dos anos a abordagem e atuação da disciplina foi ganhando novas conotações e dimensionamentos, em concomitância ao avanço das questões do trabalho no âmbito da sociedade urbano-industrial, e de acordo com Teiger (1993) “a mesma continua avançando e amadurecendo a mercê das transformações dos problemas do trabalho e da evolução das teorias científicas”.

Inicialmente a Sociedade de Ergonomia da Língua Francesa (SELF) definiu a Ergonomia como *l'ensemble des connaissances scientifiques relatives à l'homme et nécessaires pour concevoir des outils, des machines et des dispositifs qui puissent être utilisés avec le maximum de confort, de sécurité et d'efficacité*⁹ (TEIGER, 1993). Mais tarde essa definição foi ganhando novas amplitudes em seu campo de atuação, passando a considerar outros aspectos como o ambiente organizacional, a comunicação e os conhecimentos e representações do trabalhador acerca das atividades exercidas e sua saúde.

De fato, Segundo Pueyo (2013), a nova análise ergonômica do trabalho (AET) vislumbra uma abordagem interdisciplinar, onde cada situação deve ser tratada de forma singular, específica, levando em consideração a diversidade e a complexidade que exige o tema trabalho.

*L'AET est une démarche nouvelle, Il s'agit d'une nouvelle façon de comprendre les situations (...) chaque situation est singulière, Il est nécessaire de prendre en compte les variabilités. L'analyse des situations de travail se base sur un corpus de connaissance (qui permet de mieux comprendre les situations singulières) et sur une analyse contextuelle (voir et comprendre les spécificités de chaque situation)*¹⁰ (PUEYO, 2013).

⁹ “o conjunto de conhecimentos científicos relativos ao homem e necessários para manutenção de ferramentas, máquinas e dispositivos que podem ser utilizados com o máximo de conforto, segurança e eficiência” (Tradução livre),

¹⁰ “A AET é uma nova abordagem, surge de uma nova maneira de compreender situações (...) cada situação é única, é necessário levar em conta a variabilidade de situações. Análise de situações do trabalho baseia-se em um corpo de conhecimento (para melhor compreender as situações únicas) e uma análise contextual (ver e compreender as especificidades de cada situação)” (Tradução livre).

De acordo com Falzon (2007), um dos maiores expoentes da Ergonomia francesa na atualidade,

a especificidade da Ergonomia reside em sua tensão entre dois objetivos. De um lado, um objetivo centrado nas organizações e no seu desempenho. Esse desempenho poder ser apreendido sob diferentes aspectos: eficiência, produtividade, confiabilidade, qualidade, durabilidade etc. De outro, um objetivo centrado nas pessoas, este também se desdobrando em diferentes dimensões: segurança, saúde, conforto, facilidade de uso, satisfação, interesse do trabalho, prazer etc.

Provavelmente pela plêiade de concepções teórico-metodológicas que integram a disciplina, ou mesmo por ser considerada muito mais um ramo do conhecimento voltado para a ação, e, por isso, reivindicar hoje sua autonomia e especificidade (LEPLAT & MONTMOLLIN, 2007), a Ergonomia ainda não possui uma clara definição da categoria trabalho, permanecendo com poucas referências sobre o tema entre os pesquisadores que integram a disciplina.

Talvez a definição de trabalho mais conhecida entre os ergonomistas seja aquela proposta por Teiger (1993) em seu artigo intitulado *“L’approche ergonomique: du travail humain à l’activité des hommes et des femmes au travail”*¹¹. Neste texto Teiger traça um perfil da Ergonomia, refletindo sobre suas abordagens teóricas e campos de ação, e onde apresenta uma definição para o objeto de estudo da disciplina, tendo como referencial epistemológico as abordagens das Ciências Sociais, sobretudo, da Antropologia, Sociologia e Psicologia Social. Segundo Teiger (1993)

Le travail est une activité finalisée, réalisée de façon individuelle ou collective par un homme ou une femme donnés, dans une temporalité donnée, situe dans un contexte particulier que fixe les contraintes immédiates de la situation. Cette activité n’est pas neutre, elle engage et transforme en retour celui (celle) qui l’accomplit¹² (TEIGER, 1993).

Ainda no contexto da análise ergonômica, outro referencial que se pode destacar foi o proposto por Béguin (2013) em seu curso de Introdução à Ergonomia do Mestrado em “DRT Social/Ergonomia” na Université Lumière Lyon 2. De acordo com Béguin,

¹¹ “A abordagem ergonômica: do trabalho humano à atividade dos homens e mulheres” (Tradução livre).

¹² “O trabalho é uma atividade finalizada, realizado de forma individual ou coletivo por um dado homem ou mulher, em uma dada temporalidade, situada em um contexto particular que fixa as restrições imediatas da situação. Esta atividade não é neutra, ele envolve e transforma e é transformado por quem a realiza” (Tradução livre).

*En ergonomie, c'est le travail que intéresse, le travail est considéré comme quelque chose d'incarné (...) c'est la façon dont se mobilise un individu dans une situation donnée (...) Le travail est à la fois un objet de connaissance et un objet de transformation, un objet sur lequel on agit*¹³ (BÉGUIN, 2013).

Considerada une discipline-carrefour, integratrice¹⁴ (TEIGER, 1993) por congregar um conjunto de princípios teóricos de vários ramos do conhecimento, a Ergonomia possui um campo privilegiado de estudo e ação, no entanto, ainda traz consigo grandes desafios e talvez o maior deles seja definir seu corpus teórico conceitual acerca da categoria trabalho. É perceptível que o campo da Ergonomia se constitui através/por meio do diálogo com vários ramos do conhecimento. O desafio é reconhecer os limites desta condição e passar a buscar sua autonomia, como já vem ocorrendo no interior de alguns grupos de pesquisas, como elemento chave para a construção do corpus epistemológico da disciplina.

Com base nas indicações bibliográficas propostas por pesquisadores da disciplina (SCHWARTZ, 2004; TEIGER, 1993; BÉGUIN, 2013 e outros), acredita-se que um dos principais referenciais epistemológicos da Ergonomia sobre a noção de trabalho seja aquele presente no pensamento de Hannah Arendt (1906-1975), apesar da bibliografia consultada não se referir única e diretamente a esta pensadora alemã de origem judia, que viveu grande parte de sua vida profissional exilada na França e nos Estados Unidos, em função da ofensiva nazista da Segunda Guerra Mundial.

Hannah Arendt vivenciou as transformações da sociedade de sua época, notadamente as mudanças nos modos de vida da população urbana, oriundos das transformações nas formas de organização do trabalho (fordismo, taylorismo) por isso, teceu profundas críticas à estrutura da sociedade moderna, onde o trabalho aparecia como elemento glorificador e os indivíduos constantemente subordinados à produção de massa, desumanizados e fragmentados na ideia de consumo desenfreado.

Apesar de Arendt ser considerada uma grande pensadora com influências marxistas, a mesma foi categórica em distinguir a concepção de trabalho defendida por

¹³ “Na Ergonomia, o trabalho é o que interessa, o trabalho é considerado com algo incarnado (...) é a maneira onde o indivíduo se mobiliza em uma dada situação (...) O trabalho é um objeto de conhecimento e um objeto de transformação, um objeto sobre o qual a gente age” (Tradução livre).

¹⁴ “Uma disciplina-acolhedora, integradora” (Tradução livre).

Marx e aquela que a mesma denominou em *La Condition de l'Homme Moderne*¹⁵ (1958), como atividade estruturante da Vita Activa em sociedade, capaz de libertar e imortalizar o indivíduo, através da obra de seu trabalho e de sua ação na sociedade, em oposição a Vita Contemplative, apesar de, segundo a autora, a Filosofia ter dado muito mais ênfase e valorização à esta última noção nos últimos séculos (ARENDRT, 2002).

De acordo com Arendt (2002), a atividade do trabalho não pode ser pensada genericamente. Para a autora alemã, ao considerar o trabalho como atividade humanizadora do homem e ao mesmo tempo alienante, coisificado, Marx acabou por empobrecer a noção, reduzindo a apenas uma dimensão, ao considerar o trabalho como a atividade mais elementar, ligada à sobrevivência imediata do indivíduo. Todavia, entende-se, conforme exposto em momento anterior, que Marx aborda o trabalho em duas perspectivas, uma ontológica e outra histórica, o que refutaria a crítica proposta pela autora.

Para ampliar e diferenciar as diversas atividades do homem no processo produtivo, Arendt propõe categorizar a atividade do trabalho em três dimensões. Na tradução francesa da obra *La Condition de l'Homme Moderne* (1958), essas dimensões encontram-se categorizadas nas ideias de (i) *le travail*, (ii) *l'œuvre* e (iii) *l'action*¹⁶.

Le travail, segundo Arendt, corresponde ao trabalho não-qualificado, ao esforço físico voltado para a sobrevivência do corpo, submissa ao ritmo da natureza, cujo exemplo pode ser citado o trabalho de cultivo da terra, onde o homem não tem controle da natureza, dependendo sempre das variações do clima e das estações, no qual não pode controlar (TOMAZI, 2000);

Em *l'œuvre* a ação recai sobre o fazer, o ato de fabricar, de criar algo, cujo resultado ou produto subsiste à vida de quem o fabricou (op. cit., 2000) e que marcará a ligação do homem com o mundo exterior, concretizando sua “eternidade” nesse mundo.

A *action* ou práxis é a atividade marcada pelo uso da palavra ou discurso. É o espaço da política, da vida pública, o lugar onde o homem encontra sua liberdade. Na práxis a atividade é totalmente livre, uma vez que só se utilizam os objetos e as coisas produzidos pelos outros, (TOMAZI, 2000) mas é aí, que o homem ao exercer sua liberdade, encontra sua plena realização.

¹⁵ A Condição do Homem Moderno (Tradução livre).

¹⁶ (i) o trabalho, (ii) a obra, (iii) a ação (Tradução livre).

Com essa análise, Hannah Arendt não só categorizou as diversas práticas que caracterizam o trabalho na sociedade capitalista, como também deu as bases para ampliação do olhar sobre esse conceito, contribuindo para aprofundar sua compressão em diversos campos do conhecimento.

Para Arendt, a ação ou práxis é a parte da atividade humana que move os indivíduos em sociedade, traduzida na política e na vida pública. É a ação que eterniza o indivíduo, por meio de seu discurso e sua obra. Arendt vai se interessar pela práxis, entendida como o agir, e não somente pela teoria, presente na vida contemplativa ou na vida do espírito, como apregoa a autora. E é justamente nesta ideia de ação ou práxis que a Ergonomia encontra seu terreno mais fértil ao trazer à baila a noção de “*activité*”.

- **Trabalho – *l’activité action***¹⁷

Para a Ergonomia, a ideia de *activité* do trabalho não pode ser reduzida ao simples ato de realização de tarefas, mas deve ser vista pela sua multiplicidade de ação e significados que a própria atividade traz em si. Apesar de ainda não ser plenamente conhecida e consensuada entre as diferentes correntes de pensamento, de acordo com Béguin (2005), esse conceito ainda está em vias de emergir com fôlego na cena internacional e no interior de numerosos grupos e correntes de pensamento.

Diretamente influenciado pela noção de *Vita Activa* em H. Arendt (1906-1975), notadamente pela compreensão acerca do trabalho em suas diversas dimensões, o conceito de *activité* adotado pela Ergonomia de Língua Francesa surgiu em função de fazer-se notar uma distinção clara entre o chamado “trabalho prescrito” - aquele pensado e planejado - e o “trabalho real” - aquele realmente executado, finalizado (COQUIL, 2014), trazendo à cena novas compreensões ou mesmo, reunindo em uma única noção, diversas características desse conceito enigmático, como ressalta Teiger (1993), ao caracterizar o trabalho.

Em linhas gerais, a Ergonomia entende a *activité* como o trabalho final, aquele executado e realizado concretamente, o que envolve os meios necessários para atender a um objetivo. Segundo Béguin (2005:02), é a *activité* que distingue o homem da máquina no processo produtivo, pois envolve dentre outras coisas a técnica e o

¹⁷ “A atividade-prática” (Tradução livre).

conhecimento vivenciado e adquirido pelo trabalhador no processo produtivo e quiçá forjado na sua própria história de vida.

Para Teiger (1993) a ideia de *activité* não se resume à realização do trabalho em si, mas também na consideração e reconhecimento de elementos essenciais que permitem compreender o trabalho em diferentes dimensões, tais como:

- 1) A multidimensionalidade da *activité*, compreendendo as dimensões biológica, cognitiva, afetiva e axiológica;
- 2) O tempo do indivíduo, o tempo da produção e o tempo da sociedade;
- 3) O pensamento orientado para a resolução de problemas concretos, em oposição às questões reflexivas do espírito;
- 4) A atenção voltada para o caráter pluralista do funcionamento cognitivo, amparado no conceito da Psicologia enquanto categoria teórica e metodológica que ainda precisa ser explorado.

Reiterando as proposições feitas por Teiger (1993), Béguin (2005) chama a atenção para o fato de, apesar do termo “*activité*” talvez ser muito mais uma nomenclatura forjada pela Ergonomia de Língua Francesa, ainda assim, deve-se pôr em relevo algumas questões, dentre elas:

- ✓ Compreender que quando se trata da *activité* do trabalho, a atenção deve estar voltada para o indivíduo, à pessoa em si, ao ator humano, em contraposição a ideia de fator humano enquanto engrenagem de uma máquina;
- ✓ A *activité* terá sempre características singulares que vão desde as dimensões psicológicas às dimensões culturais (WISNER & COLL, 2003 apud, BÉGUIN, 2005), realizado em contextos singulares e variáveis, do qual não se pode excluir as dimensões materiais, organizacionais ou sociais;
- ✓ A compreensão que a *activité* é algo finalizado, pois, visa a atender sempre determinado objetivo, utilizando diferentes estratégias nem sempre previamente determinadas e inflexíveis;
- ✓ Pensar a *activité* é pensar não somente nas situações que se apresentam ao observador, mas, sobretudo, levar em consideração as questões intrínsecas, compreendendo a estrutura interna para melhor agir sobre o problema ou situação dada ao trabalhador;

- ✓ A activité é integradora, agregadora, pois congrega uma série de fatores e situações que não podem ser ignorados, tais como a história de vida do trabalhador, relação entre trabalhador e jornada de trabalho, dentre outros, dimensões essas capazes de oferecer respostas originais e condizentes com as situações dadas no ambiente do trabalho.

Ao fazer uma breve análise dos entendimentos acerca da noção de activité proposta pela Ergonomia de Língua Francesa, fica evidente que do ponto de vista teórico-metodológico o campo de ação dessa disciplina é extremamente rico e potencialmente explorável, principalmente por sua capacidade de ampliar as discussões acerca do tema trabalho. Contudo, apesar da disciplina se configurar como uma área do conhecimento voltado sobretudo à aplicabilidade e experimentação de conceitos e noções, não se pode dizer que a mesma se preocupe somente com os aspectos empíricos do trabalho. Com as transformações advindas da sociedade urbano-industrial, seu campo de ação ampliou-se, assim como seu olhar sobre o homem em suas diversas relações com as atividades produtivas, seja do ponto de vista cognitivo, comportamental, físico e organizacional.

Hoje o desafio da Ergonomia está em delimitar seu campo de pesquisa e consolidar suas bases epistemológicas que darão substrato à sua autonomia, reivindicada atualmente enquanto disciplina científica. Do ponto de vista do conhecimento do ser humano seus desafios são enormes, já que o homem em sua complexidade da vida em sociedade ainda é um enigma a ser decifrado. Do ponto de vista epistemológico, caberá à disciplina, por meio dos mais variados métodos e técnicas interdisciplinares, reconhecer a complexidade que a relação homem-natureza exigem, principalmente quando se considera essa relação elemento-chave para a engrenagem da sustentabilidade da vida na Terra.

No que concerne à relação entre sustentabilidade, gestão territorial e trabalho, acredita-se que em uma micro escala, em que entra em cena o manejo dos recursos naturais, o desenvolvimento do território e o trabalho nas suas mais diferentes escalas e dimensões, os indicadores da sustentabilidade podem e devem ser aplicados em direção a subsidiar políticas promotoras de inovação tecnológica, de desenvolvimento humano e de planejamento territorial.

Na contemporaneidade, os princípios da sustentabilidade exigem uma nova relação entre o homem e a natureza, por conseguinte, as políticas de desenvolvimento territorial não podem mais seguir a mesma lógica do passado, no qual estava intrínseco o crescimento a qualquer preço. Os novos paradigmas da sustentabilidade exigem ações governamentais que levem em consideração não somente as necessidades do presente, mas, sobretudo, a sustentação das futuras gerações. É justamente nesse âmbito que os princípios da sustentabilidade poderão orientar a elaboração de políticas públicas que levem em conta o trabalho e as atividades produtivas, ampliando as oportunidades de emprego e renda e valorizando a cultura e o conhecimento local como molas propulsoras à um tipo gestão sustentável dos territórios.

Do ponto de vista epistemológico, o conceito de trabalho adotado neste estudo amparar-se-á na ideia de “*activité*” preconizado pela Ergonomia de Língua Francesa que reconhece o trabalho como a própria práxis, ligado à maneira do saber-fazer do trabalhador, envolvendo a técnica, a prática e os conhecimentos adquiridos ao longo de sua vivência e história de vida.

Por último, conforme já destacado anteriormente, as discussões apresentadas nesta primeira parte da pesquisa não estarão separadas das demais temáticas que serão discutidas no decorrer do estudo. As reflexões epistemológicas e posicionamentos teóricos adotados serviram apenas como guias metodológicos que indicaram os caminhos, mas não necessariamente determinaram o conteúdo e a forma.

2 - Técnicas e abordagens de campo

Entendendo o método como uma forma de proceder do cientista para alcançar um dado objetivo ou “um conjunto coerente de procedimentos racionais ou prático-racionais que orienta o pensamento para serem alcançados os conhecimentos válidos” (NÉRICI, 1978 apud LAKATOS, 2011), esta parte do texto é dedicada a apresentar os caminhos trilhados na pesquisa, incluindo as técnicas e abordagens adotadas para a realização dos levantamentos de dados em campo.

A fim de atender aos objetivos deste empreendimento científico, adotou-se como estratégia investigativa a combinação de diferentes recursos metodológicos, dentre eles

o método estatístico (LAKATOS, 2011) com vistas a fornecer uma descrição quantitativa dos fenômenos observados e levantados em campo, por meio de formulários de pesquisa. Transversalmente utilizou-se o método comparativo (SCHNEIDER & SCHIMITT, 1998; FORNI, 2012; VIDAL, 2013), que visa a analisar comparativamente diferentes fatos e contextos socioculturais, estabelecendo relações entre si, a fim de compreender e elucidar fenômenos e comportamentos intrínsecos que nem sempre se apresentam explicitamente ao observador.

Como estratégia de abordagens de campo optou-se pela divisão dos trabalhos em dois momentos interdependentes. A primeira parte da investigação foi dedicada à realização de levantamentos bibliográficos e documentais em artigos, revistas e sites especializados sobre a produção técnico-científica das temáticas “trabalho”, “sustentabilidade”, “gestão territorial” e “áreas protegidas”, com vistas a apropriar-se de informações necessárias para caracterizar e compreender o Sistema Nacional de Áreas Protegidas no Brasil e na França.

No Brasil, visando a atender os critérios exigidos pelo Comitê de Ética da Pesquisa (CEP) quando envolve seres humanos em pesquisas sociais e humanas, adotou-se alguns critérios que determinaram os fatores de inclusão e exclusão dos sujeitos nos processos de levantamentos de dados de campo.

Como parâmetro de inclusão dos sujeitos na pesquisa levou-se em consideração os seguintes critérios:

- (i) Pessoas civilmente capazes, com mais de dezoito anos nos termos do Art. 5. do Código Civil, ou seja, quando cessada a menoridade civil;
- (ii) Ribeirinhos e agricultores, reconhecidos como tais;
- (iii) Moradores e trabalhadores da Reserva de Desenvolvimento Sustentável do Rio Negro;
- (iv) Representantes de pessoa jurídica (presidentes de associações de moradores e/ou entidades representativas que atuam diretamente na RDS do Rio Negro).

Ainda sobre os fatores de inclusão/exclusão dos sujeitos na pesquisa, como parâmetro de exclusão foram adotados os critérios a seguir:

- (i) Os absolutamente incapazes nos termos do Artigo 3, do Código Civil, ou seja, “I - os menores de dezesseis anos; II - os que, por enfermidade ou deficiência mental não tinham o necessário discernimento para a prática desses atos; III - os que, mesmo por causa transitória, não pudessem exprimir sua vontade” (Código Civil, 2012);
- (ii) Os relativamente incapazes nos termos do Artigo 4, do Código Civil, isto é, “I - os maiores de dezesseis e menores de dezoito anos; II - os ébrios habituais, os viciados em tóxicos, e os que, por deficiência mental, tinham o discernimento reduzido; III - os excepcionais, sem desenvolvimento mental completo.

3 - Abordagens de campo no terrain francês

As abordagens de campo no terrain francês congregaram um conjunto de estratégias metodológicas que envolveram a participação de diferentes instituições governamentais, não governamentais, atores sociais e representações de organizações dos trabalhadores rurais que direta e indiretamente atuam no processo de gestão territorial e das políticas agrícolas na França.

Os trabalhos de pesquisa na França foram realizados em duas etapas interdependentes. A primeira etapa constitui-se basicamente de atividades de formação. Na ocasião foi possível participar e concluir o curso de Mestrado em Ergonomia na Université Lumière Lyon 2, a fim de apropriar-se de conceitos e categorias científicas relacionadas ao tema “Trabalho”.

Além disso, foi possível frequentar três cursos de formação oferecidos pela Escola Doutoral da Université Lumière Lyon 2, dentre eles se destacam o curso sobre “Zones Protégées en France¹⁸”, oferecido pelo Mestrado “*Interfaces Nature-Société*¹⁹” que abordou e sistematizou informações sobre o processo de institucionalização das áreas protegidas na França. Da mesma forma, participou-se dos cursos “*Internationalisation des Savoirs en Sciences Sociales*²⁰” e “Visa pour la Thèse²¹”, oferecidos pela École Normale Supérieure – ENS da Université Lumière Lyon 2, a fim de

¹⁸ “Zonas Protegidas na França” (Tradução livre).

¹⁹ “Interfaces Natureza-Sociedade” (Tradução Livre).

²⁰ “Internacionalização dos Saberes em Ciências Sociais” (Tradução livre).

²¹ “Visto para a Tese” (Tradução livre).

instrumentalizar-se sobre questões epistêmicas relacionadas à formação do pensamento social no Ocidente e questões técnicas relacionadas aos processos de elaboração e constituição de uma tese doutoral.

Somado a isto, participou-se de encontros, congressos, seminários e eventos científicos na França²² e em Portugal²³, a fim de socializar conhecimentos produzidos entre pesquisadores que abordam a temática de gestão dos territórios.

A segunda etapa da pesquisa constituiu-se em dois momentos, divididos em:

- Pesquisas bibliográfica e documental

- a) Tema “Trabalho”

Nesse campo da pesquisa priorizou-se os estudos em torno da categoria “trabalho” a partir de uma abordagem interdisciplinar da Ergonomia e Sociologia, a fim de subsidiar as discussões aplicadas à situação dos trabalhadores rurais moradores de áreas protegidas na França, sobretudo, no que se refere aos sistemas de produção e suas estratégias de organização sociopolítica.

Paralelo às atividades de leituras e revisão bibliográfica, procurou-se dialogar com grupos de discussões e participar de reuniões temáticas sobre o “trabalho e suas multidimensionalidades”, no Instituto de Estudos do Trabalho de Lyon – Centro Max Weber, da Université Lumière Lyon 2.

- b) Tema “Áreas Protegidas na França”

Sobre esta temática foi realizado um estudo bibliográfico e documental em publicações especializadas, revistas e sites governamentais, com vistas a atualizar-se sobre as políticas de proteção dos espaços na França, tendo como foco:

- ✓ Identificar e analisar o Sistema Nacional de Áreas Protegidas na França;
- ✓ Historicizar o surgimento de Áreas Protegidas na França;
- ✓ Identificar o marco histórico da institucionalização das políticas de proteção dos espaços na França;

²² Reuniões mensais no Instituto de Estudos do Trabalho de Lyon – Centro Max Weber (Université Lumière Lyon 2); seminários mensais sobre o tema «Conflits et Territoires » organizado por pesquisadores do Inra-AgroParisTech (UMR 1048) (Universités Paris V et Paris Sud).

²³ 20th APDR Congress on Renaissance of the Regions of Southern Europe, 2014 (University of Évora).

- ✓ Identificar as formas de participação das populações locais no contexto da criação e implementação de áreas protegidas;
- ✓ Analisar os reflexos (positivos e negativos) das políticas de gestão do território sobre os sistemas de produção e trabalho das populações moradoras de áreas protegidas na França.

Somado à revisão bibliográfica, participou-se de seminários mensais sobre o tema «Conflicts et Territoires » organizados por pesquisadores do Inra-AgroparisTech (UMR 1048) – ligados às Universités Paris V et Paris Sud, na capital francesa.

A última etapa da pesquisa foi dedicada às atividades de investigação de campo que ocorreram mediante as seguintes estratégias:

- ✓ Identificação de uma área protegida para levantamento de dados (Parc Naturel Régional du Pilat²⁴);
- ✓ Visita ao órgão governamental da região Rhône-Alpes responsável pela gestão do Parc Naturel Régional (PNR) du Pilat;
- ✓ Contato com os gestores do PNR du Pilat para apresentação do projeto de investigação e convite para participar do empreendimento científico;
- ✓ Contato com os administradores da localidade onde foram realizados os levantamentos de campo (commune²⁵ Sainte Croix-en-Jarez);
- ✓ Visita de reconhecimento de campo;
- ✓ Levantamento de dados em campo

A área protegida selecionada para a realização da pesquisa de campo foi o Parque Natural Regional do Pilat e sua escolha ocorreu em função de sua localização no perímetro de influência da investigação científica (região Rhône-Alpes) e do tipo de categoria de gestão da área, tratando-se de uma zona de uso sustentável com

²⁴ Parque Natural Regional do Pilat (Tradução livre).

²⁵A França possui uma organização administrativa e territorial diferente do Brasil. O território administrativo é dividido em 26 regiões, 100 departamentos e 36.784 communes (termo que refere-se a uma autarquia territorial). Recentemente foi criado as comunidades das communes (intercommunalité des communes), divisão territorial que pode se constituir de ville, com mais de 2.000 habitantes e villages, com menos de 2.000 habitantes (DELELIS, 2010).

características de proteção e manejo dos recursos naturais com ênfase no fomento a atividades do trabalho rural como a agricultura, a pecuária, a hotelaria e o turismo²⁶.

Para o levantamento de dados em campo optou-se pela realização de entrevista semiestruturada, aplicação de formulários e registros fotográficos, direcionados a moradores/trabalhadores da commune Sainte-Croix-en-Jarez (Figura 01), localidade situada no interior do Parc Naturel Régional du Pilat (Figura 02), no Departamento de la Loire, região Rhône-Alpes.

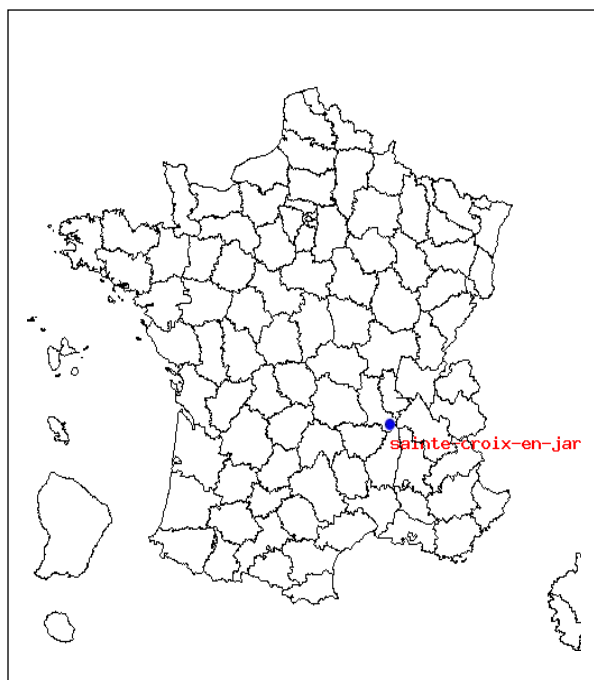


Figura 01 – Localização da commune Sainte-Croix-en-Jarez.

Fonte: www.code-villes.com, 2015.

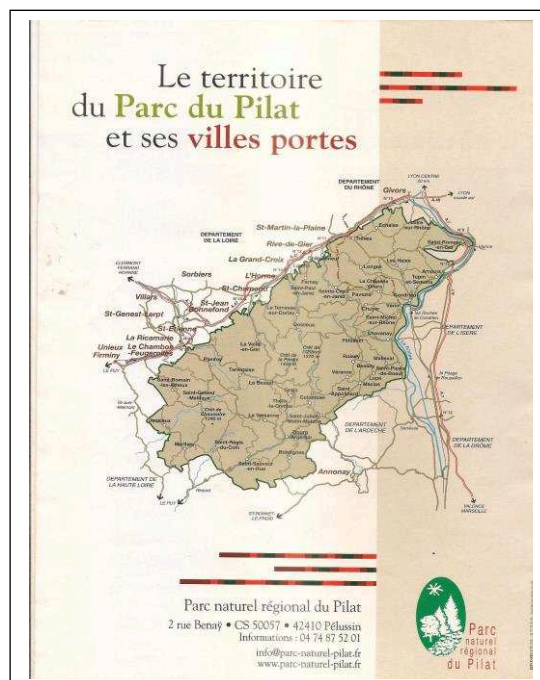


Figura 02 – Território do Parque Natural Regional do Pilat.

Fonte: www.parc-naturel-pilat.fr, 2013.

Os dados levantados obedeceram a um plano amostral que consistiu na aplicação de seis (06) formulários e realização de uma (01) entrevista, reunindo diferentes categorias de trabalhadores, dentre eles: agricultor, pecuarista, leiteiro, comerciante, profissional liberal, hoteleiro, administrador da commune e o presidente da Association de Sauvegarde de la Chartreuse de Sainte-Croix-en-Jarez, entidade representativa dos moradores da localidade pesquisada.

²⁶ Uma das diferenças de organização territorial entre o Brasil e a França reside nas categorias de áreas protegidas. No Brasil os Parques (municipais, estaduais e nacionais) se enquadram na categoria de área protegida de uso indireto, de caráter restritivo (SNUC, 2000). Na França existem duas categorias de Parques: os Parques Naturais Regionais (de uso direto e sustentável) e os Parques Naturais Nacionais (de uso indireto e restrito).

4 - Abordagens de campo no terrain brasileiro

As estratégias de abordagens de campo no Brasil obedeceram às mesmas dinâmicas adotadas no terrain francês. Inicialmente foram realizadas as disciplinas obrigatórias e optativas do Programa de Doutorado Sociedade e Cultura na Amazônia (UFAM) como forma de instrumentalização teórica, que culminou na elaboração do documento apresentado no exame de qualificação.

Após o estágio doutoral na França, durante o período de setembro de 2013 a fevereiro de 2015, já com retorno ao Brasil, foram adotadas algumas estratégias de pesquisa visando a atender três objetivos principais, quais sejam:

- (i) Desvendar os fundamentos das políticas de gestão territorial em áreas protegidas (unidades de conservação) no Estado do Amazonas, a fim de compreender seus efeitos nas formas de uso dos territórios;
- (ii) Identificar os sistemas de produção e trabalho, sob a perspectiva da sustentabilidade das populações de unidades de conservação do Estado do Amazonas;
- (iii) Analisar a forma como as populações de unidades de conservação, a sociedade civil organizada, a iniciativa privada e o poder público têm participado nos processos de gestão de UCs no Estado do Amazonas.

Com vistas à consecução de tais objetivos, as atividades de pesquisa foram desenvolvidas em duas etapas principais, das quais se destacam:

1. Pesquisa bibliográfica e documental

a) Tema “Trabalho”

Nesse campo da pesquisa foi priorizada uma discussão sobre a categoria “Trabalho” a partir de uma abordagem sociológica e antropológica aplicada à situação dos trabalhadores rurais da Amazônia, sobretudo, no que se refere aos sistemas de produção e trabalho e suas estratégias de reprodução social.

b) Sustentabilidade e Gestão Territorial

Para subsidiar as análises sobre as práticas de gestão territorial no Brasil, a atenção repousou sobre o entendimento das categorias “sustentabilidade” e

“gestão territorial”, com vistas a construir compreensões sobre as políticas de gestão territorial no Brasil e no Estado do Amazonas, a fim de avaliar os reflexos dessas políticas sobre os sistemas de produção e trabalho em unidades de conservação.

c) Unidades de Conservação

Neste campo de abordagem foi realizado um estudo bibliográfico e documental sobre a temática de unidades de conservação no Brasil, no qual procurou-se direcionar as leituras visando a:

- ✓ Identificar e analisar os Sistemas Nacional e Estadual de Unidades de Conservação do Amazonas (SNUC\SEUC);
- ✓ Contextualizar o movimento de criação e surgimento de áreas protegidas no Brasil e na Amazônia;
- ✓ Identificar o marco histórico de institucionalização das políticas de proteção dos espaços no Brasil;
- ✓ Compreender a atual configuração do sistema de áreas protegidas no Estado do Amazonas.

2. Levantamento de dados em campo

Na segunda fase da pesquisa no Brasil, foram realizados os levantamentos de dados em campo que ocorreram seguindo uma ordem cronológica, mediante as seguintes etapas:

- ✓ Submissão do projeto de pesquisa ao Conselho de Ética de Pesquisa (Plataforma Brasil/CEP);
- ✓ Solicitação de autorização para realização de pesquisa em unidades de conservação estadual do Amazonas, junto a Secretaria de Estado de Meio Ambiente do Amazonas – SEMA (Departamento de Mudanças Climáticas e Gestão de Unidades de Conservação – DEMUC);
- ✓ Contatos institucionais com gestores e órgãos governamentais e não-governamentais responsáveis pela gestão de unidades de conservação no Estado do Amazonas, dentre eles o DEMUC e a Fundação Amazônia Sustentável – FAS, organização não-governamental responsável pela

implementação de políticas de gestão territorial em unidades de conservação no Amazonas, como o Programa Bolsa Floresta;

- ✓ Identificação de uma unidade de conservação estadual para a realização da pesquisa de campo - Reserva de Desenvolvimento Sustentável do Rio Negro;
- ✓ Visita de reconhecimento de campo e levantamento de dados. Neste momento procurou-se estabelecer contatos com os sujeitos da pesquisa e sensibilizá-los para participarem da investigação, no qual apresentou-se os objetivos do projeto de pesquisa e fez-se a leitura do Termo de Consentimento Livre e Esclarecido – TCLE, que já havia sido submetido ao Comitê de Ética da Pesquisa.
- ✓ Após a sensibilização dos sujeitos, o público alvo da pesquisa (moradores/trabalhadores da RDS do Rio Negro) foi convidado para participar dos levantamentos de dados de forma voluntária e espontânea;
- ✓ Os levantamentos de dados de campo foram realizados mediante a aplicação dos seguintes instrumentais:
 - a. Aplicação de formulários de pesquisa;
 - b. Realização de entrevistas;
 - c. Registros fotográficos.

A escolha da unidade de conservação para os levantamentos de campo foi realizada de forma aleatória diante do conjunto de UCs estaduais que se enquadrassem nos seguintes critérios:

- a) Fazer parte do Sistema Estadual de Unidades de Conservação do Amazonas - SEUC;
- b) Estar inserida no grupo de unidades de conservação de uso sustentável;
- c) Fazer parte do conjunto de UCs que recebessem algum tipo de política pública de incentivo ao trabalho e geração de renda – Programa Bolsa Floresta;
- d) Ter facilidade de acesso a partir da cidade de Manaus.

Além da pesquisa in loco, foi realizada consulta à base de dados do Parque Científico e Tecnológico para Inclusão Social (PCTIS), uma Rede de Pesquisa e Extensão da Universidade Federal do Amazonas (UFAM), cujos objetivos estão voltados para gerir os instrumentos da política institucional de inovação tecnológica

para fomentar, apoiar, promover e acompanhar as ações que tenham por finalidade a inovação tecnológica e a proteção e valorização dos saberes dos povos tradicionais. Essa rede, ligada à Pró-Reitoria de Inovação Tecnológica – Protec, também é responsável por acompanhar pesquisas que envolvam o uso das tecnologias sociais na busca de transferência e comercialização dos ativos intelectuais produzidos para o setor produtivo, fornecendo subsídios qualificados para o desenvolvimento social, cultural e tecnológico da região (UFAM, 2015).

Os dados primários levantados obedeceram a uma amostragem que reuniu diferentes categorias de moradores/trabalhadores da comunidade Tumbira e outras três localidades (comunidades Terra Preta, XV de Setembro e Nossa Senhora de Fátima), pertencentes à RDS do Rio Negro. No total foram aplicados onze (11) formulários direcionados a produtores rurais, prestadores de serviços (transportador de alunos [Seduc], serviços gerais [FAS]), professores, agentes comunitários de saúde e profissionais liberais (gerente de restaurante/pousada, artesãs, comerciante) que atuam diretamente na RDS do Rio Negro. Além dos formulários foram realizadas duas (02) entrevistas, sendo uma (01) direcionada à atual presidente da comunidade Tumbira, e uma (01) entrevista com o gerente do restaurante/pousada e ex-presidente da comunidade Tumbira, localidade que serviu como principal referência para a realização dos levantamentos de dados em campo.

Capítulo 2 – Gestão territorial à la francesa

As políticas de proteção dos espaços na França cada vez mais vêm ganhando notoriedade no mundo contemporâneo, tanto por sua capacidade de condução dos instrumentos de proteção do meio ambiente, como por sua fluidez na conciliação dos princípios da sustentabilidade e competitividade territorial.

Desde a institucionalização da lei regulamentadora de áreas protegidas do território francês no início da década de 60, a França demonstra capacidade de acompanhar as transformações territoriais que ocorrem neste setor, sobretudo, no que se refere às mudanças de paradigmas na relação homem-natureza, incorporando novos dispositivos de leis que têm contribuído para aumentar as sinergias da proteção da natureza, do patrimônio histórico-cultural com o desenvolvimento territorial.

Atualmente, as instâncias político-administrativas estão incorporando o próprio termo “território” para designar não apenas aparatos burocráticos, mas também programas, planos e projetos de reorganização de espaços e territórios (ALMEIDA, 2014). A lei de 14 de abril de 2006, revisada e atualizada daquela que institucionalizou a criação de áreas protegidas na França relativa aos Parques Nacionais e Parques Naturais Regionais na década de 60, vem reafirmar a ideia do território como elemento indutor do desenvolvimento e palco de políticas de proteção dos recursos materiais e imateriais, emergindo como a nova política territorial à francesa (LARRÈRE, 2009).

Por outro lado, constata-se que apesar da França dispor de um conjunto de instrumentos legislativos e regulamentadores relativamente completos, sabe-se que novas territorialidades vêm emergindo no mundo em diferentes escalas, exigindo novas percepções de realidades. A partir dos anos 1970, por exemplo, o modelo de modernização do território pautado na competitividade econômica e exploração irrestrita dos recursos naturais, deu sinal de crise, exigindo novas estratégias de gestão, que passou a priorizar o uso multifuncional de seus territórios como parâmetro de sustentabilidade.

De fato, esses novos elementos advindos com a política de modernização da agricultura na França trouxe consigo uma nova postura governamental na relação entre proteção do espaço e competitividade territorial. De acordo com Soulard (2014), dentre os fatores de mudanças destacam-se a diversificação dos modelos de desenvolvimento e a questão do local que surgiu durante os anos 1980; a emergência e a preponderância da

questão ambiental, que ressignificou a questão rural enquanto novo paradigma de desenvolvimento, aliado a uma multiplicidade de ferramentas e normas destinadas a promover novas relações de práticas agrícolas, pautadas nos princípios da sustentabilidade, adaptadas às especificidades territoriais.

Percebe-se que nesse novo contexto a discussão em torno das transformações nas relações entre agricultura e território ganhou novo foco, que não se restringiu à produção agrícola e à proteção do meio ambiente, mas, sobretudo, no reconhecimento da multifuncionalidade do trabalho agrícola como instrumento de promoção do desenvolvimento e sustentabilidade do território.

Estudos apontam (BRASIL, 2006; GODARD, 2002) que alguns países europeus como a França, que vem implementando políticas de desenvolvimento territorial desde a década de 50, têm produzido importantes tecnologias inovadoras por meio da criação e gestão de zonas protegidas. Acredita-se que alguns processos de inovação científica e tecnológica podem e devem ser multiplicados experimentalmente que, devidamente adaptados às realidades ambientais e socioculturais de cada região, podem tornar-se instrumentos inovadores e indutores de políticas de sustentabilidade e proteção do planeta.

Com base nas questões postas, este capítulo versará sobre os dispositivos das políticas territoriais desenvolvidos atualmente na França, no que concerne aos movimentos de criação e gestão de áreas protegidas e seus efeitos sobre as formas de trabalho das populações moradoras e trabalhadoras de zonas protegidas.

O texto está dividido em quatro partes principais. Na primeira parte procede-se à discussão sobre a temática do trabalho agrícola e a polivalência dos territórios rurais na França, e, em seguida faz-se uma caracterização do marco histórico de criação e gestão de áreas protegidas do território francês. Logo após, apresentam-se os resultados da pesquisa de campo, analisando os reflexos das políticas de proteção dos espaços sobre os sistemas de produção e trabalho dos moradores e trabalhadores de uma commune rural, localizada no Parque Natural Regional do Pilat, região Rhône-Alpes. Por fim, na última parte do segundo capítulo faz-se um balanço do exercício investigativo empreendido no território francês.

1. Trabalho agrícola e sustentabilidade dos territórios rurais na França

Trabalho, agricultura e sustentabilidade constituem uma tríade que não pode ser analisada separadamente, principalmente em se tratando desta atual fase de crise econômica e socioambiental em que está imersa a sociedade global.

As políticas agrícolas implementadas pelos países tanto do cone Norte como do Sul são exemplos claros da importância deste setor para o desenvolvimento econômico e territorial. Os governos e a sociedade civil reconhecem que é através do fomento às atividades agrícolas sustentáveis que se poderá amenizar a fome e a pobreza no mundo e vislumbrar um futuro mais equitativo, com reais possibilidades de melhoria das condições de vida do agricultor e do homem do campo (SACHS, 1986).

Na atualidade, o conceito de sustentabilidade e as práticas centradas sob sua égide destacam-se nas agendas políticas de todo o mundo em razão da necessidade de enfrentar os desafios socioambientais e pensar em modelos de desenvolvimento a médio e longo prazo que possam garantir a manutenção das diversas formas de vida, da natureza em si, e do próprio homem.

Nesta seção proceder-se-á uma breve análise da situação do trabalho no setor agrícola francês, relacionando as práticas produtivas e ações públicas do Estado a parâmetros de sustentabilidade. Para tanto, amparar-se-á nos estudos de Soulard (2014), Yannick (2007), Béguin & Pueyo (2011) e Sachs (1986; 2002). Os três primeiros autores franceses apresentam contribuições relevantes para compreensão da situação do trabalho no setor agrícola e das ações públicas nos territórios rurais do seu país e, este último autor, economista polonês naturalizado francês, contribui para subsidiar as discussões em torno da noção de sustentabilidade.

▪ Dimensões do trabalho agrícola e dos territórios rurais na França

O trabalho agrícola na França constitui atualmente um dos principais focos de atenção das políticas setoriais desse país e da União Europeia, representando forte aporte financeiro no Produto Interno Bruto (PIB). Segundo o boletim anual do PRN du Pilat, somente no Parc Naturel Régional du Pilat em 2011, foi gerado cerca de 90 milhões de euros (PRN DU PILAT, 2011), corroborando a importância desse setor para o desenvolvimento territorial francês.

Considerado o terrain do agricultor, os territórios rurais na França ganham conotações múltiplas. Por um lado podem ser vistos como o lugar de trabalho, de pertencimento ao lugar e de desenvolvimento das práticas socioculturais. Por outro, constitui o ambiente das actions do agricultor, no sentido arendtiano quando se refere às práticas de ações coletivas e individuais. Esse conjunto de relações fomentam o ambiente de reprodução social do morador do campo, e elemento estruturante da sustentabilidade dos territórios rurais.

Ressalta-se que o uso adotado aqui das noções de espaço e território ampara-se sobremaneira na conceituação proposta por Dollfus (1993), segundo o qual as diferenças entre essas noções reside basicamente na ideia de que em determinado espaço, que é georreferenciado, se reflete a paisagem natural ou construída, enquanto que no território estão presentes os contrastes e contradições de planos, políticas, relações sociais e formas de uso do solo.

De acordo com Soulard (2014), durante a fase de modernização da agricultura francesa iniciada na década de 50 até o fim dos anos 70, o campo constituiu um setor produtivo que combinou um sistema de organização vertical da produção e piramidal, no tocante ao aparelhamento do setor em diferentes escalas, tanto em nível local – grupos de desenvolvimento agrícola, associações e cooperativas de produtores - em nível departamental – organizações profissionais agrícolas, administrações - e em âmbito nacional – políticas de desenvolvimento agrícola, que teve como consequência o aprofundamento de certas particularidades sobre a forma como o território foi visto e reconhecido enquanto lugar da produção e campo de ação e defesa dos interesses agrícolas, em que os arranjos não produtivos e as atividades mistas não eram reconhecidos (SOULARD, 2014).

No final da década de 70 foi sendo instituído um novo paradigma de desenvolvimento, amparado na necessidade de combater os problemas socioambientais oriundos do modelo econômico pautado na produtividade a qualquer custo. Essas idiossincrasias criaram relações entre o setor agrícola e o território, ganhando terreno as diretrizes apregoadas pela sustentabilidade, priorizando o desenvolvimento endógeno, local e inter-geracional e reconhecendo a polivalência e multifuncionalidade dos territórios agrícolas.

A partir da segunda metade da década de 90 novos arranjos político-ideológicos ganharam força em escala planetária, na mesma medida em que os problemas ambientais passaram a adquirir centralidade nas pautas políticas em larga escala. No bojo desse processo, a agricultura teve tratamento diferenciado em decorrência dos impactos das práticas agrícola predatórias sobre o meio ambiente e a necessidade de reverter o antigo quadro para o novo modelo de desenvolvimento proposto, agora pautado nos princípios da sustentabilidade.

Na França a rede ecológica Natura 2000, um programa que visa proteger espécies e meios naturais ameaçados em todo território europeu, deu um novo fôlego às políticas ambientais voltadas para o meio rural, entrando em evidência nos dispositivos institucionais novos atores sociais, como os caçadores, madeireiros, juntamente com os agricultores, enquanto sujeitos a serem sensibilizados e inseridos na nova lógica de desenvolvimento, amparados na estratégia pan-europeia de manutenção e proteção da diversidade biológica e paisagística. Nessa lógica, ficou evidente a necessidade de incorporar novos instrumentos subsidiários para o meio rural, por meio de ações públicas que garantissem a multifuncionalidade do campo e das atividades agrícolas enquanto estratégias propícias à concretização de uma proposta do desenvolvimento rural sustentável.

Em meio a esta conjuntura, o conceito de multifuncionalidade introduzido por Hervieu (2002 apud SOULARD, 2014), ratificou a noção da polivalência do campo para além de uma política agrícola, vislumbrando a complexidade e riqueza de possibilidades que a agricultura pode trazer como lugar multifuncional de exploração dos espaços rurais pelos agricultores. Nesse âmbito, segundo Perrier-Cornet (2002 apud SOULARD, 2014) o campo passou a ser classificado de acordo com três formas de uso, dentre as quais se evidencia:

1. O campo visto como lugar da produção ou espaço produtivo, lugar onde estão presentes diferentes atores/produtores desenvolvendo variadas atividades como agricultura, exploração florestal, caça e indústria rural;
2. O campo como zona residencial, lugar de ida e vinda de novos sujeitos, onde é possível identificar produtos e serviços residenciais, de lazer, turísticos e de preservação do patrimônio histórico-cultural e paisagístico;

3. O campo enquanto zona de espaço natural, de proteção ecológica, de manutenção dos ecossistemas e de conservação ambiental.

O reconhecimento da multifuncionalidade dos espaços rurais por meio de ações públicas possibilitou ao agricultor o desenvolvimento de diferentes práticas onde o terrain agrícola passou a ser visto e reconhecido como o lugar de produção, moradia e vivência diária e reprodutiva do agricultor, refletido nas diferentes formas de uso do território. É por essa razão que os espaços rurais na França, de acordo com Soulard (op. cit, 2014) hoje são reconhecidos como ambientes multifuncionais do agricultor e, por isso, não podem se limitar a perímetros delimitados pela produção e exploração, já que seu uso vai bem além de suas atividades produtivas.

- **Multifuncionalidade das práticas agrícolas na França**

A multifuncionalidade rural é um novo campo que permitiu ampliar a visão e análise sobre as atividades agrícolas no tocante ao que ela representa para a gestão do território em termos de benefícios econômicos, sociais e ambientais.

Atualmente as relações entre práticas agrícolas e multifuncionalidade soam quase como sinônimos no âmbito das ações públicas de gestão territorial francesa. As pesquisas desenvolvidas por Soulard (2014), indicam que o território rural na França hoje se configura em função da multifuncionalidade que ele representa, combinando diferentes níveis e formas de apropriação em função de sua configuração territorial (bairros próximos, territórios interligados e ambientes agroecológicos) com interfaces que coadunam políticas de desenvolvimento rural e proteção da natureza (SOULARD, 2014).

De fato, em se tratando de sustentabilidade do uso do solo e a multifuncionalidade das práticas agrícolas presentes no território francês, Soulard (2014), chama a atenção para a importância de conhecer a dinâmica territorial e suas interfaces de ações múltiplas, pois, é em função dos diversos tipos de usos do espaço que as atividades agrícolas se desenvolvem criando uma dinâmica espacial que se ampliam de acordo com as “*activités*” e os campos de ações do agricultor, seja nas formas de exploração agrícola, ou nos tipos de relações estabelecidas entre os diferentes atores e organizações territoriais.

No que tange à polivalência das práticas agrícolas, Coquil (2014) em sua tese de doutorado intitulada *Transition des systèmes de polyculture élevage laitiers vers l'autonomie: une approche par le développement des mondes professionnels*²⁷ cujo objetivo centrou-se em analisar as mudanças no âmbito dos sistemas autônomos mistos de criação de gado leiteiro, aponta a importância que essa atividade vem ganhando nas políticas agrícolas de fomento às atividades produtivas rurais na França, por constituir uma ferramenta que combina produção agrícola e respeito ao meio ambiente.

Segundo o autor, os sistemas mistos de criação trazem consigo uma contribuição importante à criação de animais em nível mundial, já que integram a maior parte dos efetivos da pecuária e constituem fonte principal de geração de empregos no âmbito das atividades de criação mistas (THORNTON, 2010 apud COQUIL, 2014).

Esse novo conceito e prática agrícola, de acordo com Coqui (op.cit.) remonta à Van Keulen e Schiere (2004 apud COQUIL, 2014) que os classificam como "associação/integração entre culturas e gado em um determinado contexto e com mais frequência em toda a exploração agrícola, embora a associação possa ser considerada a nível regional"²⁸. O autor em questão destaca ainda, que, embora esses modelos produtivos tenham recebido tratamentos secundários na agenda da Politique Agricole Commune (PAC) a partir de 1962, já que naquele momento a tônica guiava-se pela lógica produtivista baseada na especialização de atividades com vistas ao aumento da produção e formação de mão-de-obra, atualmente, além de representar a principal fonte de emprego e trabalho no setor de criação mista, também é reconhecido como importante atividade produtiva nos planos econômico, social e ambiental.

Na esfera econômica o sistema funciona interagindo com outros sistemas produtivos, em que os resíduos produzidos por uma unidade produtiva (atelier) podem ser reciclados e aproveitados em outras atividades dentro das zonas de produção, segundo o princípio de que "os rendimentos coletivos são mais importantes que os rendimentos isolados" (SCHIERE ET KATER, 2001 apud COQUIL, 2014). Essa lógica, de acordo com Coquil (op. cit, 2014), se opõe à prática da agricultura especializada que prioriza a produção em larga escala, levando o agricultor a especializar-se em determinada prática produtiva, com vistas ao aumento da produção,

²⁷ "Transição dos sistemas de policultivo de criação de gado leiteiro para a autonomia: uma abordagem através do desenvolvimento de mundos profissionais" (Tradução livre).

²⁸ "D'association/intégration entre cultures et élevage dans un cadre donné e plus souvent à l'échelle de l'exploitation agricole, bien que l'association puisse être considérée au niveau régional ».

deixando de aproveitar as receitas e/ou resíduos produzidos pelas atividades agroecológicas, típicos dos sistemas mistos. Esse modelo de produção, de acordo com o autor citado, além de gerar economia garante maiores ganhos para o agricultor, pois possibilita a diversificação da produção e venda dos produtos, sem deixá-lo à mercê das flutuações de preços de um único produto no mercado.

No plano social, esta prática valoriza a formação de mão-de-obra no campo, unindo o conhecimento empírico e o especializado para o fomento do multiuso das diversas culturas agrícolas com a criação de animais, possibilitando ao produtor maior inserção nos mercados locais, regionais e nacionais, e, conseqüentemente sua autonomia, com reflexos na manutenção da biodiversidade e melhoria de sua qualidade de vida (COQUIL, 2014). Do ponto de vista ambiental, ainda segundo Coquil (2014), a sustentabilidade dos sistemas de criação mista ampara-se na intensa prática da reciclagem de dejetos e resíduos, permitindo o pleno aproveitamento do material descartado em outras etapas da produção, com reflexos positivos, inclusive nos sistemas de ciclagem de nutrientes, favorecendo o controle de pragas e combatendo a erosão do solo.

Cabe ressaltar que os sistemas de criação mista são apenas uma alternativa de multiuso e da multifuncionalidade da agricultura na França. O setor agrícola francês é bastante heterogêneo no tocante à diversidade de atividades desenvolvidas no interior do campus de ação dos territórios rurais. Atualmente existem diversas práticas produtivas em vigor, desenvolvidas concomitantes ao modelo de sistemas mistos, como a agricultura especializada, a criação de grandes e pequenos animais, a silvicultura, as explorações florestais, bem como a presença de empresas agrícolas, vitícolas e florestais no campo (BÉGUIN & PUEYO, 2011).

Algumas atividades priorizam muito mais os aparatos tecnológicos (adubos químicos, maquinarias, divisão social do trabalho no campo, dentre outros) visando ao aumento da produção para atender ao mercado. Da mesma forma, existem outras que estão em processo de transição para uma agricultura mais sustentável como aquelas denominadas Sistemas de Policulturas Autônomos (COQUIL, 2014) em que entram em cena não somente os conhecimentos técnicos que a profissão agrícola exige, mas o próprio *savoir-faire* dos agricultores na concepção e execução de suas atividades.

Estas transformações que estão em curso atualmente no setor agrícola são focos de diversos estudos científicos como aqueles produzidos por Coquil (2014) e tentam demonstrar como esta mudança é importante na atualidade, principalmente quando se considera não somente a produção em si, como ocorria no passado, mas, sobretudo, a valorização do trabalhador agrícola enquanto detentor de conhecimentos próprios que podem contribuir para a sustentabilidade dos territórios e do trabalho rural. É justamente esse conjunto de fatores que caracterizam a multifuncionalidade das práticas agrícolas na França.

▪ **Os desafios da sustentabilidade no setor agrícola francês**

Desde a década de 1970, com a intensificação das transformações que vem ocorrendo no meio rural francês, diversos estudos indicam (COQUIL, 2014; BÉGUIN & PUEYO, 2011; SOULARD, 2014) que as atividades agrícolas geram impactos muitas vezes desastrosos para o meio ambiente e à saúde do agricultor. O desafio de colocar em prática políticas de sustentabilidade é grande, pois, ainda pairam sobre o setor a resistência aos antigos modelos de produção e a manutenção de velhos paradigmas de desenvolvimento já arraigados na lógica produtivista das instituições públicas e privadas e nos próprios hábitos dos agricultores.

Em artigo publicado em versões francesa e portuguesa Béguin & Pueyo (2011) fazem uma análise sobre os reflexos que as atividades agrícolas geram sobre as condições de trabalho dos agricultores, bem como os efeitos negativos atribuídos à agricultura sobre o meio ambiente. Com base nas reflexões destes autores far-se-á um breve balanço sobre a crise que o setor agrícola francês enfrenta atualmente, no tocante aos impactos sobre as condições de trabalho e saúde dos agricultores e os desafios de imprimir modelos inovadores, pautados em parâmetros de sustentabilidade.

De acordo com Béguin & Pueyo (2011), desde 1979 estudiosos já apontavam a necessidade de implementar políticas sustentáveis para o setor agrícola francês, já que há muito o meio rural vem sofrendo grandes transformações como o abandono das atividades agrícolas pelas gerações mais jovens, a ausência de políticas de valorização do trabalho agrícola e a falta de atrativos e qualificação profissional, representando sérios riscos para o próprio futuro do setor.

Ressaltam ainda Béguin & Pueyo (op. cit., 2011) que ao passo que há setenta anos a modernização agrícola na França tenha permitido melhorias estruturais no setor, atualmente a sociedade científica global vem colocando em xeque a sustentabilidade de determinados modelos produtivos rurais e seus impactos sobre a manutenção da biodiversidade, questionando a sustentabilidade social das práticas agrícolas no que se refere à equidade social no campo e suas consequências ligadas ao desmatamento, à redução da biodiversidade cultivada e à diminuição do emprego rural.

Sobre a relação trabalho-saúde do agricultor os dados oficiais e pesquisas de campo realizadas pelos autores utilizados neste estudo evidenciam que a profissão agrícola provoca uma série de perturbações e doenças ocupacionais precoces, temidas por todos os já envolvidos e aqueles que estão à mercê de envolvimento, muitas vezes vistas como inelutáveis e sem perspectivas de melhorias. Os autores são tácitos em afirmar que no setor agrícola as exposições do trabalhador aos riscos de doenças do trabalho são eminentemente maiores que em outros setores. Os resultados das pesquisas realizadas com os trabalhadores rurais apontam uma série de agravos à saúde que se sobressaem em meio à plêiade de situações de riscos da atividade, dentre as quais se destacam:

- i) Doenças posturais e articulares;
- ii) Situações fatigantes;
- iii) Posturas penosas;
- iv) Patologias provenientes da condução de equipamentos (principalmente de tratores);
- v) Doenças resultantes da utilização de máquinas com vibração
- vi) Constrangimentos térmicos e sonoros;
- vii) Exposições ambientais de ruído e calor, dentre outros.

Somado a isto, de acordo com Béguin & Pueyo (2011), entram em cena exposições aos riscos biológicos e químicos provenientes do contato com animais, do uso de pesticidas, das poeiras vegetais, bem como dos herbicidas e fungicidas, que se tornam mais perigosos à medida que aumentam as durações nas jornadas de trabalho cada vez mais longas.

Todas essas situações de riscos geram exclusão e falta de interesse dos jovens para o trabalho agrícola na França. Dentre os elementos notados nas pesquisas desenvolvidas por Béguin & Pueyo (op. cit. 2011) como fatores limitantes para a sustentabilidade do setor agrícola francês, pode-se destacar:

- i) A pouca atratividade deste setor para os mais jovens em função das severas condições de trabalho;
- ii) O abandono dos postos de trabalho pelos trabalhadores na faixa dos trinta anos por receio dos intensos desgastes e esgotamento físicos a médio e longo prazo;
- iii) A quase obrigatoriedade de abandono das atividades laborais pelos trabalhadores na faixa dos 40 anos por razões de agravos à saúde;
- iv) Ausência ou mesmo limitações de políticas públicas voltadas para a precaução e cuidados especiais para com a saúde do agricultor.

Nota-se que são grandes os desafios de implementar modelos produtivos sustentáveis no campo que levem em conta não somente a produção e o cuidado com o meio ambiente, mas também, e no mesmo nível de igualdade, a atenção devida ao trabalhador, incorporando seus conhecimentos empíricos e levando em consideração suas capacidades e limitações de resiliência física, bem como suas estratégias organizacionais, de forma que possam empoderá-los como protagonistas legítimos nos processos produtivos.

Nossa compreensão sobre o tema, resultado dos estudos realizados neste empreendimento de pesquisa, qualifica indicar que a presença de ações públicas são fundamentais, juntamente com o apoio das organizações territoriais locais (les collectivites locales²⁹) a fim de vislumbrar um futuro sustentável para o setor. Coquil (2014) aponta que na nova reforma do PAC (Politique Agricole Commune³⁰) são previstas ações de ajuda para o setor agrícola, mas não necessariamente para o agricultor. Essas ajudas são previstas, segundo duas perspectivas: i) apoio à produção especializada como já vem sendo realizada no âmbito do atual modelo de desenvolvimento agrícola de especialização e intensificação da produção no território

²⁹ “As coletividades locais” (Tradução livre).

³⁰ “Política Agrícola Comum” (Tradução livre).

francês, ii) apoios específicos atribuídos aos sistemas agrícolas favoráveis à proteção do meio ambiente.

As experiências que vêm sendo desenvolvidas nos países ao redor do mundo no sentido de implantar programas e projetos de sustentabilidade territorial no setor agrícola, como na Holanda, Suíça e Alemanha, por exemplo, que iniciaram bem antes da década de 50 reformas no mundo rural (HILDEBRAND, 1996 apud MASSÍRIS CABEZA, 2002), portanto, anterior às políticas de modernização do setor agrícola francês, nos leva a supor que em se tratando de políticas públicas de sustentabilidade para o setor agrícola, deva-se priorizar o trabalho nas suas mais variadas vertentes e, sobretudo, o trabalhador como produtor e agente transformador capaz de ajustar suas próprias escolhas e não o contrário, tendo que se ajustar às flutuações das condições do mercado para sobreviver. Nesse contexto, a presença do Estado, através das suas variadas formas de ação em consonância com as organizações da sociedade civil em regime de compartilhamento de poderes e decisões descentralizadas, poderá reverter o atual quadro que ora se apresenta. Entende-se que essa é uma condição fundamental para poder pensar em um futuro realmente sustentável para a agricultura e para os territórios rurais nesse novo milênio, situações essas que podem ser percebidas na evolução das políticas de proteção dos espaços implementadas no território francês, tema que será discutido na sessão a seguir.

2. Políticas de proteção dos espaços na França

▪ Breve histórico da institucionalização das áreas protegidas na França

A história da regulamentação das políticas de áreas protegidas na França é marcada por um conjunto de ideias e visões de mundo em que se chocam e coadunam vertentes ideológicas acerca do papel da natureza e do homem, por meio de seu trabalho e de suas práticas produtivas tradicionais, na manutenção da biodiversidade e sustentabilidade do território.

A passagem do século XIX viu emergir no cenário científico francês correntes de pensamentos advindas de outros países da Europa e dos Estados Unidos que combinavam elementos ideológicos em que a natureza em si (flora e fauna), ganhava

status de patrimônio edênico a ser preservado (modelos de parques italianos e norte-americanos), em detrimento de um tipo de gestão integrada onde homem e natureza pudessem interagir sustentavelmente (visão conservacionista).

Os primeiros projetos de parques na Europa foram criados influenciados por visões romantizadas sobre a ideia da natureza como paraíso idílico intocável que, enquanto zonas protegidas pelo poder público, teriam funções lúdicas, espirituais, econômicas e de refúgio da vida urbana. De acordo com Selmi (2009), desde o século XVIII nota-se o desenvolvimento da ideia de santuarização da natureza, principalmente em função dos escritos de autores como Jean-Jacques Rousseau (1712-1778) que contribuiu para exaltar as belezas das paisagens naturais.

Larrère (2009), em artigo publicado no compêndio do livro sobre a história dos parques nacionais franceses, ressalta que os processos de regulamentação dos espaços protegidos na França possuem uma história que remete à segunda metade do século XIX, ganhando força política durante o império colonial, momento em que os parques e reservas integrais foram sendo experimentados inicialmente nas colônias antes mesmo de disporem de uma base legal metropolitana.

De acordo com Larrère (op. cit.), os processos de institucionalização de uma política de regulamentação de áreas protegidas no território metropolitano francês podem ser notadas principalmente a partir da criação das “séries artísticas” na floresta de Fontainebleau, no Segundo Império, momento em que se desenhou os primeiros esboços do que viria a ser mais tarde o texto embrionário dos projetos de áreas protegidas, pois, foi a primeira vez que se utilizou um decreto real para proibir a extração de madeira dentro da zona metropolitana.

Influenciado por intelectuais, homens da política e artistas como Victor Hugo (1802-1885), Prosper Mérimée (1803-1870) e Charles Forbes René - Conde de Montalembert (1810-1870) que reivindicavam uma lei a favor da proteção dos monumentos históricos em reação às destruições do patrimônio arquitetural francês do período revolucionário (SELMÍ, 2009), em 1861, Napoleão III classifica por decreto 1.097 hectares da floresta de Fontainebleau como área a ser protegida contra o corte e derrubada de madeira. Deste período datam as primeiras militâncias a favor da proteção de sítios e monumentos naturais, notadamente a militância pela criação de reservas naturais integrais em prol da preservação das paisagens rurais.

Mesmo após os movimentos a favor da proteção da natureza, de acordo com Selmi (op.cit.), ainda assim, na extensão do território metropolitano encontravam-se entraves que limitavam a implementação dos primeiros parques protegidos, conforme pode ser observado no relato a seguir.

Les promoteurs des parcs et de réserves intégrales s'investissent alors dans l'empire colonial français où ils ne sont pas confrontés aux trois entraves qui ont limité leur action en métropole : un pays densément peuplé et intégralement approprié, un droit protégeant la propriété individuelle et des habitants qui, citoyens de la République, peuvent être défendus par leurs élus³¹ (SELMI, 2009)

Apoiados pelos então criados Touring Club de France (TCF) e Club Alpin Français (CAF), entidades representativas que congregavam silvicultores, caçadores, profissionais do turismo, escritores, pintores, dentre outros, a estratégia dos administradores florestais do império foi iniciar a implementação dos projetos de áreas protegidas nas colônias francesas. Em fevereiro de 1921, por meio de decreto do governo geral da Argélia foi dado início ao processo de institucionalização de áreas protegidas. Em um período de dez anos, 13 parques nacionais foram criados nos Departamentos da Argélia, Constantine e Oran, que culminou na regulamentação de mais de 27.000 ha de áreas protegidas (SELMI, 2009), e a criação do maior dos parques, Djurdjura, com uma extensão de 16.550 ha.

Na metrópole, os projetos de zonas legalmente protegidas foram elaborados durante o período entre guerras e atualizados após a Segunda Guerra Mundial. Em 1912 foram criados pequenos fragmentos protegidos (les Calanques). Em junho de 1913 organizou-se o primeiro Congresso Florestal Internacional na cidade de Paris onde vários países pronunciaram-se a favor da criação de parques nacionais em seus respectivos territórios. Nessa mesma ocasião criou-se a Associação de Parques Nacionais da França e das Colônias, fortalecendo ainda mais a ideia de implantação de áreas protegidas no território metropolitano.

A experimentação de áreas protegidas nas colônias como Argélia, Marrocos, Tunísia, Madagascar e outras da África equatorial, de acordo com Selmi (2009), por um lado permitiu aos administradores florestais da metrópole dispor de um arcabouço de

³¹ “Os promotores de parques e reservas integrais investiram no império colonial francês, onde eles não se confrontaram com três entraves que limitavam a sua ação na metrópole: um país densamente povoado e totalmente apropriado, uma lei que protege a propriedade privada e moradores que, considerados cidadãos da República podiam ser defendidos por seus representantes eleitos” (Tradução livre).

experiências tácitas e *savoir-faire* acerca dos dispositivos legais que pudessem ser implementados no território francês. Além disso, a lei que instituiu as zonas protegidas na metrópole foi elaborada durante um contexto de grandes transformações no mundo rural em que era preciso ao mesmo tempo assegurar o homem camponês no solo, sobretudo, as populações mais jovens, proteger as paisagens naturais e pensar em alternativas de desenvolvimento para o meio rural.

Ao passo que se testemunhava a saída de jovens dos meios rurais em direção aos grandes centros urbanos, os anos 1950 assistiram ao desenvolvimento de estações de esporte de inverno nos altos das montanhas. Os primeiros idealistas dos projetos de áreas protegidas como Gilbert André (LARRÈRE, 2009), idealizador dos primeiros projetos de parques culturais, que apesar de não se opor ao processo de modernização das economias rurais com a implantação dos complexos turísticos, desde já percebia os perigos que os esportes de inverno e o turismo descontrolado poderiam representar enquanto ameaça de destruição das pequenas vilas, da beleza das paisagens e a preservação dos estilos de vida das populações alpinas.

De acordo com Larrère (2009), a lei de 22 de julho de 1960, precursora daquela que mais tarde serviria de marco institucional da criação dos primeiros parques nacionais metropolitanos (1963), foi inspirada no compromisso proposto por Denys Pradelle (1913-1999) no âmbito do Projeto Savoyard. Propondo um modelo de gestão concentrada do território, os primeiros projetos de parques nacionais, de acordo com Larrère (op.cit.), deveriam comportar em sua zona central (coração do parque) reservas integrais, de forma que permitissem proteger as espécies ameaçadas pelas práticas de caça e coletas, ao mesmo tempo conservando os aspectos naturais das paisagens, ao estilo naturalista e dos promotores da ideia de parques culturais. Às zonas periféricas do parque ficariam reservadas ao acolhimento de atividades econômicas de manejo turístico direcionado, atuando como zonas tampão entre os campos “ordinários” e o parque, que teriam a função de dar suporte à preservação da vida rural e das culturas locais. Dessa forma instituía-se um modelo de legislação de parque à la francesa, associando proteção da natureza e desenvolvimento econômico, diferente dos modelos de parques norte-americanos, em que o homem não passava de um mero apreciador e visitante temporário (LARRÈRE, 2009).

A bibliografia consultada sobre a história dos espaços protegidos na França indica que as mudanças propostas na experiência relatada têm a ver com as

transformações do setor agrícola iniciada no fim dos anos 1950, que modificaram profundamente o contexto econômico e ecológico onde estão localizados os parques, principalmente nas regiões de montanhas onde prevaleciam atividades produtivas eminentemente agropastoris e que começaram a desenvolver outros sistemas mais complexos de criação como o polyculture-élevage que dentre outros benefícios socioambientais, conforme já destacado no decorrer do texto, contribuem para a fertilidade do solo, proteção contra a erosão favorecendo a rotação de diferentes culturas e assegurando certo controle sobre a circulação das águas.

A partir dos anos 60, com a introdução de novos sistemas produtivos no campo, mudanças significativas foram visíveis tanto pelo avanço nas pesquisas agronômicas como pela própria mudança da legislação rural, favorecida pela Política Agrícola Comum (PAC), na qual a agricultura deixou de ser uma atividade eminentemente de criação de animais para se tornar uma atividade intensiva e multifuncional.

Nesse contexto, o processo de produção dos sistemas mistos de criação começaram a se inserir no novo modelo produtivo do campo e as empresas agroquímicas passaram a ter domínio de mercado, modificando radicalmente as condições de produção e as paisagens. Esse processo traduziu-se em uma emigração massiva do campo e os próprios cidadãos passaram a investir no meio rural como alternativa de lazer, juntamente com as empresas de turismo rural que começaram a instalar-se no campo (LARRÈRE, 2009).

Em meio às transformações sociais e produtivas, segundo os autores pesquisados, os agricultores cada vez mais foram perdendo espaço e cedendo lugar para os residentes de final de semana que, portando aspirações muito mais de contemplação da natureza, tornando difícil conciliar atividades lúdicas com atividades eminentemente agrícolas, tendo como consequência a propagação progressiva dos chamados friches, espaços sem atividade produtiva agrícola, dominados por ervas daninhas.

Essas transformações levaram o governo francês a discutir e atualizar as leis relativas à gestão dos parques, modificando consideravelmente a estrutura e a forma de gerir as áreas protegidas.

A partir dos anos 1990, ressalta Larrère (2009), a gestão dos parques começou a integrar-se em um ambiente científico, político e social diferentes, onde foram empreendidas mudanças acerca da visão ecológica da natureza e repensou-se a proteção dos espaços sob um novo paradigma. Isto fez com que se conduzissem os objetos de

proteção da natureza, deixando o foco estritamente preservacionista para a assimilação de que as atividades humanas podem contribuir no processo da gestão do território.

No início da constituição dos parques a preocupação maior guiava-se no sentido de proteger a zona central, local onde estavam presentes as espécies mais vulneráveis. Nesse modelo, a gestão deveria estar voltada para a preservação da natureza e dos modos de vida tradicional em reação a ação turística dos empreendimentos das estações de inverno que poderiam modificar os modos de vida rural e interferir na preservação das paisagens naturais.

A partir da década de 1990, a lógica de proteção começou a mudar, influenciados pelos movimentos socioambientalistas e pelos novos paradigmas conservacionistas oriundos do ideário do desenvolvimento sustentável, apresentado e defendido na Conferência da Rio 92, que passou a incorporar a ideia de que o trabalho e as atividades humanas podem ser instrumentos importantes para a manutenção da diversidade biológica, heterogeneidade das paisagens e desenvolvimento territorial.

A lei de 14 de abril de 2006 veio ratificar a necessidade de mudanças relativas à gestão de zonas protegidas, sobretudo aos parques nacionais, parques marinhos e parques naturais regionais, se apresentando como um novo dispositivo da política nacional de áreas protegidas na França.

De acordo com as novas disposições da lei de 2006 e do decreto de 28/07/2006 relativas aos parques nacionais, considera-se atualmente não mais a existência de zonas central e periférica como previsto no início da constituição dos parques na França, mas sim um perímetro instituído como o coração do parque e sua área de adesão. Inclusive neste novo dispositivo de lei as novas áreas protegidas a serem criadas poderão dispor de vários “corações de parque” e sua antiga zona periférica ser constituída por um conjunto de territórios que apresentem uma solidariedade ecológica entre eles e o coração da área protegida (LARRÈRE, 2009).

Nesta atualização da lei de 1963, a criação de novos parques deverá obedecer à necessidade de proteção de uma área de excepcional interesse nacional e internacional, visando à conservação do patrimônio existente para as futuras gerações, pautadas em uma política de proteção integrada, de gestão e educação sobre a natureza, elaborada em conjunto com os habitantes e usuários, tendo como elo um projeto compartilhado com as organizações territoriais locais sobre o valor e importância da diversidade biológica, paisagística e dos elementos do patrimônio cultural.

Na versão atualizada da lei, de acordo com a bibliografia consultada, a carta/mapa do parque (plano de gestão na versão brasileira) deverá conter detalhadamente as características de cada zona, identificando flora, fauna, paisagens, monumentos e sua arquitetura, bem como conter elementos da história e constituição da área a ser protegida. No mesmo âmbito, o documento de planejamento (carta/mapa) deverá definir de forma clara os objetivos de proteção do patrimônio natural, cultural e paisagístico excepcionais, bem como as áreas regulamentadas para preservação e aquelas reservadas para as boas práticas a serem promovidas pelas atividades agrícolas, silvícolas e turísticas, compatíveis com os objetivos da proteção, que deverão ser revisados por um período de doze anos.

A lei e o decreto de 2006 modificaram a composição do Conselho de Administração que passou a ser constituído por representantes das organizações territoriais com interesses comuns aos grupamentos locais. Da mesma forma, institui o Conselho Econômico e Social formado por representantes de organismos, associações, personalidades e representantes de moradores e usuários que de alguma forma participam das atividades econômicas, sociais e culturais do parque ou que contribuam para o desenvolvimento territorial, assessorando sobre os rumos e diretrizes das políticas contratuais, do monitoramento da carta/mapa do parque e fomento das atividades locais.

Os Conselhos de Administração passaram a ter como objetivos centrais a responsabilidade de eleger um grupo coletivo composto pelo seu Presidente, o Presidente dos Conselhos Científico, Regional e Geral, representantes das coletividades territoriais e estabelecimentos locais, além de uma personalidade qualificada e pelo menos um representante do Estado.

Nesta nova lei, o Comitê Científico transformou-se em Conselho Científico, constituído por personalidades qualificadas das ciências da vida, da terra e das ciências humanas e sociais, encarregado de assessorar o Conselho de Administração e seu diretor, validando estudos e pesquisas necessárias à gestão do patrimônio natural, cultural e paisagístico do parque.

Nesta nova moldagem institucional uma outra forma de gerir os territórios franceses foi inaugurado, pautado em um tipo de gestão que considera o homem como elemento estruturante na condução de um tipo de gestão territorial compartilhada e sustentável, sem dependência estrita dos interesses econômicos e políticos a curto prazo.

- **Estado da arte das áreas protegidas na França**

Apesar do reconhecimento sobre a importância de uma adequada gestão de espaços protegidos para a sustentabilidade ambiental e proteção do patrimônio natural, cultural e paisagístico, o governo francês, enquanto signatário da Convenção sobre a Diversidade Biológica (CDB), segundo Martinez (2007; 2008), tem clareza que um balanço dos dispositivos sobre as áreas protegidas de seu território faz-se necessário.

De acordo com o documento elaborado pelo Comitê francês da União Mundial pela Natureza (UICN) no âmbito do grupo de trabalho sobre áreas protegidas, a França dispõe atualmente de um conjunto de instrumentos legislativos e regulamentadores da natureza relativamente completo, no entanto, algumas questões relevantes ainda precisam ser postas em discussões. A primeira delas, de acordo com Martinez (2007), diz respeito à ausência de uma verdadeira estratégia nacional de gestão das áreas protegidas.

O Comitê francês aponta que apesar do empenho do governo em implementar políticas adequadas de proteção e gestão da biodiversidade, ainda assim, se faz necessário uma legislação mais concertada que caminhe em direção aos reais interesses coletivos quando relacionados a escolha das prioridades de criação e gestão de áreas, considerando sua eficácia e abrangência. Além disso, de acordo com o documento, ainda se confundem os papéis das organizações locais, no que diz respeito à divisão de responsabilidades e atribuições, seja do Estado, das autarquias territoriais e das associações locais quando se relaciona à gestão de áreas protegidas.

Nesta mesma direção, a Comissão francesa da CDB reafirma a necessidade do país melhor definir as condições nas quais ele deva aplicar os dispositivos da Convenção da Diversidade Biológica (CDB), notadamente no que se refere às áreas protegidas. Torna-se necessário aprofundar em seu plano de ações, sobretudo no dispositivo sobre “patrimônio natural”, uma estratégia coerente que se aplique no plano nacional de áreas protegidas do território francês, afirma Martinez (2007), coordenadora da Comissão.

Reconhecendo que na atualidade o conjunto de áreas protegidas ainda não dispõe de espaços suficientes representativos de ecossistemas do planeta devidamente protegidos e não assegura ainda, como deveria ser, a proteção de diferentes tipos de

habitats, de biomas e espécies ameaçadas, o Programa da CDB, propõe uma série de medidas pautadas em quatro linhas de ações, a fim de atingir um nível adequado de sustentabilidade da gestão de áreas protegidas, dentre as quais se destacam:

- a) Ações diretas para o planejamento, definições, fortalecimento e gestão de zonas e sistemas de áreas protegidas;
- b) Governança, participação, equidade e compartilhamento de vantagens advindas com políticas de proteção de áreas;
- c) Atividades habilitantes, fortalecimento das capacidades, viabilidade financeira, fortalecimento da comunicação, educação e sensibilização sobre a importância das áreas protegidas para a população e para o planeta;
- d) Normas, avaliações e monitoramento.

Com essas 04 linhas de ações, de acordo com a Comissão francesa, espera-se atingir pelo menos 16 objetivos previstos na CDB, no qual se reconhece os fundamentos científicos, a gestão em si, a eficácia, a comunicação e o financiamento para as áreas protegidas. No que concerne à situação francesa, destaca Martinez (2007), que em comparação aos outros direitos nacionais, o dispositivo institucional sobre áreas protegidas encontra-se variado e disperso.

Ao fazer um balanço histórico dos projetos das primeiras áreas protegidas na França, a comissão da CDB reconhece que após a criação das reservas de caça reais e as séries artísticas dos séculos XIX e XX, as zonas protegidas ampliaram-se e ainda hoje há um campo fértil a ser explorado no âmbito da política de proteção dos espaços na França.

Após os passos embrionários de criação dos primeiros parques nacionais franceses em Terras Austrais e Antártica datada de 1901 e 1938, respectivamente, somada à criação das primeiras reservas naturais sob aplicação da lei relativa à proteção dos espaços em 1930, foi somente após os anos 60 que a França promulgou e reconheceu efetivamente uma legislação voltada para a gestão de áreas protegidas (MARTINEZ, 2007).

A adoção de uma variedade de textos voltados para a regulamentação de áreas protegidas tais como a lei de 1960 que instituiu a criação de parques nacionais, bem como o decreto de 1967 que reconheceu e regulamentou os parques naturais regionais, somado a lei de criação do conservatório das zonas costeiras e margens lacustres em 1975, e a lei relativa à proteção da natureza criando as reservas naturais em 1976,

conferem atualmente à França uma diversidade de abordagens relativas ao engajamento e disposição de reconhecer a importância da proteção da natureza em seu território.

Além disso, outros dispositivos institucionais como a rede Natura 2000, reforçam a predisposição da França de desenvolver ações afirmativas de proteção de seu meio natural.

Nesse mesmo âmbito, a recente Lei de 14 de abril de 2006 relativa aos parques, não só mudou as disposições institucionais de regulamentação das áreas protegidas na França, melhorando a governança territorial, mas também criou uma nova categoria de área protegida: os parques marinhos naturais (MARTINEZ, 2007).

Apesar dessa multitude de leis regulamentadoras de proteção da natureza, o Comitê francês da CDB chama a atenção para a necessidade de ampliação quantitativa e qualitativa das atuais prerrogativas institucionais francesas em reconhecer e pôr em prática certos dispositivos voltados para a institucionalização de outras áreas protegidas que sejam estratégicas para a França, sobretudo as áreas marinhas e de além-mar. Esse reconhecimento, enfatiza a Comissão francesa da CDB, constitui um pré-requisito indispensável para assegurar uma política coerente e eficaz de criação e gestão de áreas protegidas. Para tanto, de acordo com Martinez (2007; 2008) torna-se indispensável a preparação prévia de inventários científicos completos, com plena definição de uma verdadeira doutrina nacional, em que estejam asseguradas uma clara visão sobre a criação, coordenação, cooperação, parcerias e políticas integradas para as áreas protegidas francesas.

Até chegar ao atual estado da arte, a legislação francesa de áreas protegidas vem regularmente sendo revisada, procurando atualizar demandas da sociedade civil por meio de suas diferentes formas de representação, desde as coletividades locais (pays, comunidades, organizações territoriais, entre outros), ou mesmo da sociedade global, que a cada dia reconhece a necessidade de proteção do patrimônio natural e sociocultural do planeta. Desde a primeira lei de criação dos parques nacionais de 1960, considerado efetivamente o primeiro dispositivo jurídico de regulamentação dos espaços protegidos, até a última revisão datada de 14 de abril de 2006 (modificando o regime dos parques nacionais, criando os parques naturais marinhos e modificando os parques naturais regionais) a França vem reunindo esforços para criar e gerir novos espaços protegidos, tendo como parâmetro a orientação de que os espaços protegidos

constituem elemento estruturante da política de proteção e preservação do patrimônio natural do país (MARTINEZ, 2008).

Atualmente a França dispõe de uma diversidade de categorias de áreas protegidas localizadas dentro do seu espaço metropolitano e no além-mar, no qual pode-se dividir em seis grandes blocos, dentre eles:

- i) Parques (parques nacionais, parques naturais regionais, parques naturais marinhos);
- ii) Reservas (reservas naturais nacionais, reservas naturais regionais, reservas naturais da Corsa, reservas biológicas, reservas da caça e da fauna selvagem, reserva da biosfera);
- iii) Espaços Especiais Notáveis (espaços do conservatório litoral, espaços dos conservatórios regionais, espaços naturais sensíveis, espaços de proteção do biótipo, sítios classificados, sítios inscritos);
- iv) Rede Francesa Natura 2000;
- v) Zonas (zonas naturais de interesse ecológico, faunístico e florístico; zonas úmidas da conservação (sítios Ramsar);
- vi) Áreas Protegidas no Além-Mar (espaços protegidos da Polinésia Francesa, espaços protegidos da Nova Caledônia, espaços protegidos da Wallis e Futuna, espaços protegidos das Terras Austrais e Antárticas francesas, parque natural regional na Guiana e Martinica).

Em linhas gerais nota-se que a França conta com uma larga malha de categorias de áreas protegidas, que podem advir tanto de demandas do Estado como de coletividades territoriais. Estas zonas protegidas são criadas sob os fundamentos tanto da legislação ambiental, como de legislações setoriais, a exemplo dos códigos de urbanismo e florestal, gerando muitas vezes certa confusão quanto à aplicabilidade, controle e fiscalização, apresentando-se como fator limitante da sustentabilidade das áreas protegidas na França.

Somando a integralidade de áreas protegidas, o território francês dispõe na atualidade de 09 parques nacionais, 52 parques naturais regionais (50 na metrópole, 01 na Guiana e 01 na Martinica), mais de 150 reservas naturais, aproximadamente 600 “*arrêtés préfectoraux*” de proteção de biótipo e mais de 1700 fragmentos protegidos

pela rede Natura 2000, este último cobrindo 12,4% da superfície da França (UICN, 2008; SELMI, 2009; FPNRF³², 2015).

Essa multiplicidade de instrumentos legislativos confere à França a capacidade de instalar em seu território um tipo de governança que tanto pode trazer benefícios na gestão do território, no sentido de estar próximo de seus habitantes, administradores e agentes governamentais, combinando proteção e desenvolvimento manejado, como também fomentar limitações administrativas ao carecer de estratégias e aparatos institucionais nacionais, que possam potencializar a implementação de instrumentos legislativos, coadunando conservação, projetos culturais de valorização do patrimônio histórico e o saber-fazer do homem em sua relação com a natureza.

A nova lei revisada de 2006 voltada para a gestão dos parques nacionais instituiu a interdisciplinaridade nos conselhos científicos, criando um conselho econômico e social. Essa nova missão consiste em elaborar com os habitantes e usuários um projeto de território, pautado em uma visão compartilhada do valor da diversidade biológica, das paisagens e dos elementos do patrimônio cultural (LIZET, 2009).

Nesse contexto, a biodiversidade ganha um novo status atribuindo um novo valor à gestão da natureza, no qual, conforme o artigo 8j da Convenção do Rio de 1992 se reconhece que certas atividades agrícolas e silvícolas podem ser consideradas elementos estruturantes na gestão de um determinado patrimônio natural e cultural, reconhecendo o saber-fazer do homem em sua relação com a natureza como elementos determinantes na gestão territorial sustentável. Isto pode ser notado quando se analisa os dispositivos institucionais voltados para a gestão dos parques naturais regionais na França, em que homem e natureza desempenham papéis centrais e complementares no conjunto de dispositivos legislativos voltados para o desenvolvimento territorial sustentável deste país.

- **Conciliando proteção da natureza e desenvolvimento territorial: o caso dos parques naturais regionais franceses**

A história dos parques naturais regionais da França teve início na segunda metade da década de 60, a partir da política territorial implantada no âmbito da Delegação do Ordenamento Territorial (DATAR), uma estrutura interministerial

³² Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France.

composta de planejadores, engenheiros, ambientalistas e agricultores, cujo objetivo visava experimentar uma nova forma de planejamento territorial e encontrar alternativas para além dos modelos de parques nacionais que, como categoria de área protegida recém-institucionalizada, voltava-se muito mais para a preservação de espaços naturais não habitados.

Após viagem de reconhecimento dos modelos de áreas protegidas manejadas pelo homem em países como Holanda, Bélgica e Alemanha, a equipe DATAR, visando estudar e compreender esse novo conceito de gestão de espaços, organizou uma jornada de eventos na região de Provence, em 1966, que incluiu sociólogos, arquitetos, urbanistas, planejadores, técnicos, engenheiros, políticos, agricultores, silvicultores, atores e artistas que passaram a discutir e propor um novo modelo de espaços protegidos, culminando alguns meses depois na assinatura do Decreto que criou oficialmente os parques naturais regionais.

Os parques naturais regionais na França foram instituídos como áreas legalmente protegidas pelo Decreto do General de Gaulle, datado de 1º de março de 1967. Tais territórios se diferenciam dos parques nacionais eminentemente pela sua extensão (geralmente maiores que os parques nacionais) e estratégia de gestão adotada, reconhecendo a importância das atividades humanas manejadas para a conservação da natureza e promoção do desenvolvimento territorial.

Geralmente esses espaços não surgem em função da necessidade de proteção de uma determinada reserva natural que se prioriza a preservação em si, mas do intuito de promoção da pesquisa e do desenvolvimento socioeconômico e cultural, em equilíbrio com a conservação da natureza e manutenção das atividades agrícolas tradicionais. São criados para proteger e apresentar grandes áreas rurais habitadas cujas paisagens, ambientes naturais e patrimônio cultural possuem alta qualidade, mas geralmente com frágil equilíbrio ecológico. Na França, um parque natural regional (PNR) é criado pelos municípios/coletividades locais (pays, commune, ville) adjacentes que desejam implementar um projeto de território compartilhado, visando à conservação de seu patrimônio natural e cultural, nem sempre obedecendo os limites administrativos tradicionais. A criação de um parque exige a homologação pelo Estado e deve fazer parte de um território notável e desejável para proteger a qualidade da paisagem e patrimônio natural, histórico ou cultural (FPNRF, 2015).

O instrumento que subsidia as atividades de gestão é instituído pela carta/mapa do parque, que define o programa de conservação, estudo e desenvolvimento das atividades a serem implementadas no território, geralmente durante um período de 12 anos. É um documento de planejamento que define as diretrizes da gestão do parque e garante a coerência e a coordenação das ações que serão levadas a cabo pelas autoridades públicas. Diferentes temas integram o documento como a paisagem natural e construída, o planejamento urbano, a agricultura, silvicultura, empresas industriais (da madeira, da terra, do turismo), aspectos socioeconômicos e culturais, educação, a coesão intercomunitária e, finalmente, as estratégias de cogestão que serão adotadas em colaboração com as instituições públicas, os atores sociais locais, as empresas e organizações territoriais (ECO-EQUADOR, 2005-2006).

Os parques naturais regionais são geridos por uma instituição pública de cooperação e Sindicato Misto aberto, cujo Conselho de Administração é composto por membros eleitos dos representantes de comunidades locais, municípios, departamentos, regiões e parceiros socioeconômicos de entidades privadas e da sociedade civil organizada.

Esses modelos de áreas protegidas são organizados em torno de um projeto concertado de desenvolvimento territorial sustentável, fundamentado na proteção e valorização do patrimônio natural e cultural. É uma coletividade territorial isenta de impostos, pautado muito mais em missões de proteger, conservar e fomentar potencialidades locais, tendo como principais atribuições:

- ✓ Proteger o patrimônio natural e cultural do território, notadamente através da gestão adequada dos ambientes e paisagens naturais;
- ✓ Assegurar a recepção, educação e informação ao público;
- ✓ Contribuir para o desenvolvimento econômico, social, cultural e da qualidade de vida;
- ✓ Contribuir para o planejamento e gestão do território;
- ✓ Realizar ações experimentais ou exemplares que sirvam de modelos replicáveis para a sociedade como um todo (FPNRF, 2015).

Como se nota, os parques naturais regionais seguem a perspectiva da gestão territorial pautada na conciliação da proteção da natureza e desenvolvimento territorial. Essa tônica fundamenta-se na estratégia adotada tanto pelo governo francês como de outros países em reconhecer o papel das populações locais, por meio do trabalho e

manejo dos recursos naturais, na manutenção da biodiversidade e sustentabilidade dos territórios. Essas prerrogativas podem ser notadas em vários casos e experiências que vem sendo implementadas em diferentes áreas protegidas ao redor do mundo. Em relação à experiência francesa, nota-se que este modelo de gestão passou a ser adotado de forma contundente na política nacional de áreas protegidas, visível no aumento a cada ano de novas zonas de proteção de uso sustentável, que procuram conciliar proteção da natureza e desenvolvimento territorial, através de políticas regionais de fomento ao trabalho e às atividades produtivas, aliado à conservação da biodiversidade, do patrimônio histórico e cultural e manutenção dos modos de vida tradicionais, como é caso da criação e gestão do Parque Natural Regional do Pilat, que serviu de terrain para a realização dos estudos de campo na França.

▪ **Parque Natural Regional do Pilat – 42 anos de gestão territorial**

O Parque Natural Regional - PNR do Pilat localiza-se entre os Departamentos do Rhône e Loire. Possui uma extensão de 70.000 ha, com uma população de aproximadamente 54.000 habitantes e uma densidade de 80,2 habitantes/km², densidade suficientemente elevada para um parque natural, se apresentando como um dos PNR mais populosos da França (L'ECHO, 2014).

Esta área protegida teve seu decreto de criação instituído em 17 de maio de 1974, após uma década de mobilização de associações e autoridades « stéphanoises³³ » engajados em proteger o território da pressão das aglomerações das cidades vizinhas de Lyon e St. Étienne.

O parque delimita-se ao norte/oeste com a cidade de Saint-Étienne e o Vale do Gier, a leste pelo Vale do Rhône e, a sul e oeste suas fronteiras levam ao Haute-Loire e Ardèche, a poucos quilômetros da cidade de Annonay, conforme pode se observa na figura 03.

³³ Habitantes da cidade de St. Étienne (Tradução livre).

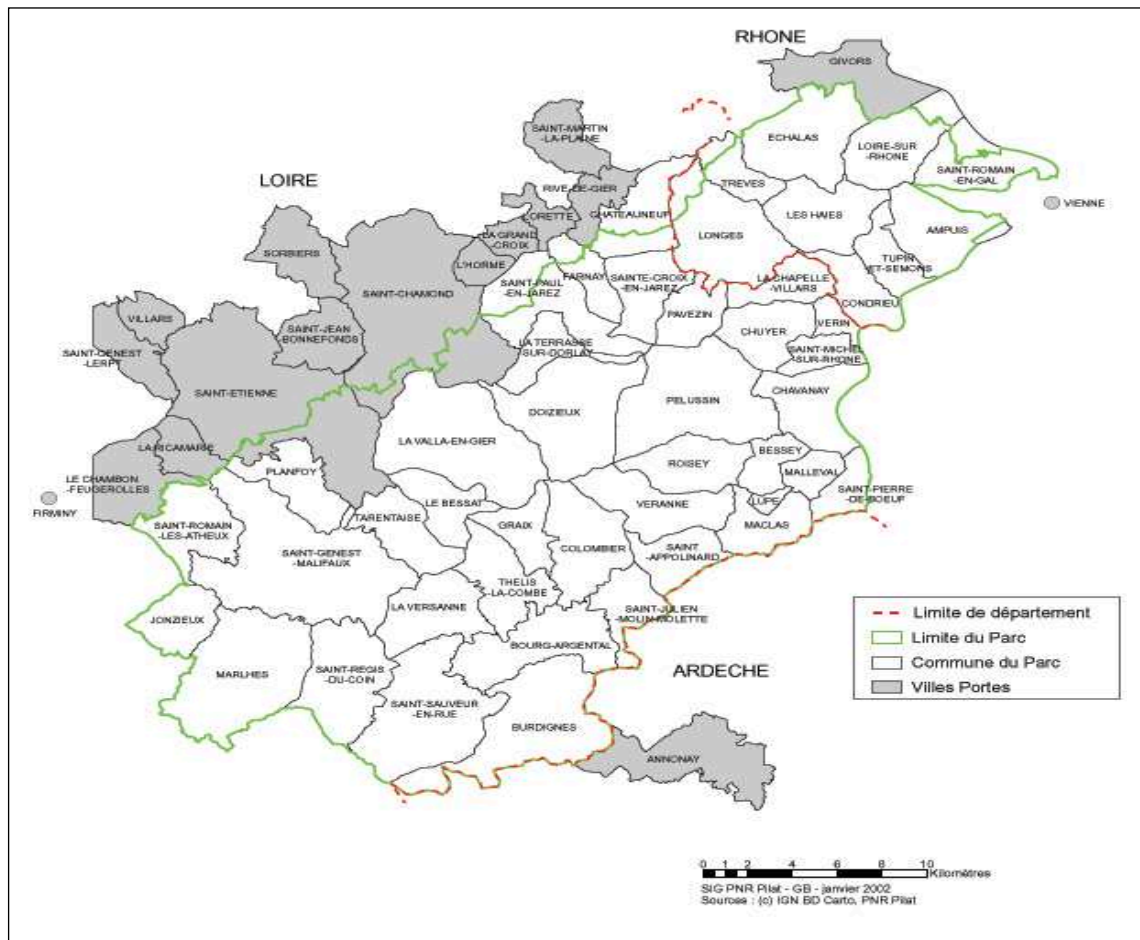


Figura 03 - Mapa das localidades e cidades do entorno do PNR do Pilat.
 Fonte: (Eco-Ecuador, 2005-2006).

A gestão do território é confiada pelo Estado a um Sindicato Misto, agrupando representantes das 47 localidades (communes) membros do PNR, dentre elas se destacam : Ampuis, Bessey, Bourg-Argental, Burdignes, Chateauneuf, Chavanay, Chuyer, Colombier, Condrieu, Doizieux, Echaldas, Farnay, Graix, Jonzieux, La Chapelle-Villars, La Terrasse-sur-Dorlay, La Versanne, La-Valla-en-Gier, Le Bessat, Les Haies, Loire-sur-Rhône, Longes, Lupé, Maclas, Malleval, Marlhès, Pavezin, Pélussin, Planfoy, Roisey, Saint-Appolinard, **Sainte-Croix-en-Jarez**, Saint-Genest-Malifaux, Saint-Julien-Molin-Molette, Saint-Michel-sur-Rhône, Saint-Paul-en-Jarez, Saint-Pierre-de-Boeuf, Saint-Régis-du-Coin, Saint-Romain-en-Gal, Saint-Romain-les-Atheux, Saint-Sauveur-en-Rue, Tarentaise, Thélis-la-Combe, Trèves, Tupin-et-Semons, Veranne e Verin.

Além destas localidades, juntam-se ao conjunto de intercommunalités as 16 cidades do entorno que participam direta e indiretamente da gestão do PNR do Pilat, dentre elas : Annonay, Firminy, Givors, La Grand-Croix, La Ricamarie, Le-Chambon-Feugerolles, L'Horme, Lorette, Rive-de-Gier, Saint-Chamond, **Saint-Étienne**, Saint-Genest-Lerpt, Saint-Jean-Bonnefonds, Saint-Martin-La-Plaine, Sorbiers e Unieux Villars.

As coletividades territoriais em conjunto com o Conselho Regional Rhône-Alpes e os Conselhos Gerais dos Departamentos da Loire e do Rhône, compõem a equipe gestora do PNR, formando um Comitê Sindical composto de 86 representantes eleitos, que se reúnem para votar o orçamento, definir o programa de ação e eleger o Presidente e o Conselho Sindical, encarregados de aplicar a política de ação descrita na carta/mapa do parque, que em conjunto com uma equipe multidisciplinar e parceiros institucionais contribuem com a execução das principais linhas de ação planejadas para esta área protegida (L'ECHO, 2014).

- **Breve histórico do processo de criação do PNR do Pilat**

A história de criação do Parque Natural Regional do Pilat está relacionada com a própria situação da França no pós-guerra dos anos 50, quando passava por grandes transformações no meio rural oriunda da rápida modernização no campo, da crise nas indústrias tradicionais, da pressão urbana e a passagem da agricultura tradicional à agricultura intensiva que ameaçava destruir as paisagens naturais e os modos de vida do homem do campo.

A atuação de Claude Berthier, professor do colégio Claude Fauriel em Saint-Étienne e delegado do Touring Club de France (TCF) foi primordial para a concretização do projeto, já que desde essa época visionava o interesse turístico do maciço do Pilat, incluindo a capacidade de atração desta área natural para as populações urbanas do entorno (ECO-EQUADOR, 2005-2006). No ano de 1946, em um artigo na revista do TCF este intelectual já mencionava a necessidade de criação de um parque natural protegido na região do Pilat, que aos poucos foi ganhando força.

Na década de 1960 o médico Bernard Etienne Muller, deputado do Departamento da Loire de 1964 a 1967, juntamente com a Associação dos Amigos do Parque e as redes departamentais e intercomunitárias da região levaram adiante o

projeto de criação de um parque natural. Em 29 de dezembro de 1965, inspirado por um debate parlamentar, Bernanrd Muller desenvolveu em uma carta circular quatro argumentos para a criação de um parque natural no Pilat. Dentre suas principais arguições, de acordo com o boletim Eco-Ecuador (2005-2006), o parlamentar destacava a proximidade desta área com as cidades de Saint-Étienne, Lyon e seus aglomerados urbanos; a presença de uma área natural, bem como a extensão das florestas contínuas que favoreciam a institucionalização de uma área destinada à proteção dos recursos florestais e fixação do homem no campo. Além disso, a criação de aglomerados de edifícios, hotéis e aldeamentos turísticos na região ameaçam os modos de vida tradicionais, além da necessidade de proteção e manutenção de uma flora e fauna únicas reforçavam a necessidade de criação de um parque regional no maciço do Pilat, até sua regulamentação em 1974 (ECO-EQUADOR, 2005-2006).

Em entrevista à revista *L'Echo des Chirats* (2014), boletim informativo em comemoração aos 40 anos do PNR do Pilat, o sociólogo André Micoud, membro dos Conselhos Científicos dos parques Camargue, Pilat e Queyras, destaca que o processo de criação do Parque do Pilat não foi de toda forma tão harmonioso, pois apesar de naquele momento ter havido uma vontade por parte de alguns cidadãos « stéphanoises », sobretudo os administradores das cidades (préfets) e aqueles ligados às letras, que influenciados pela corrente de pensamento da época em torno do decreto de institucionalização dos parques naturais regionais em 1967, propuseram a criação de uma área protegida nos moldes da categoria PNR, embora a maior parte dos moradores do maciço do Pilat não tenha sido consultada e não tivesse muita clareza sobre os objetivos de um PNR, na época associado muito mais a atividades de lazer para a população urbana.

Essa situação só foi sendo modificada após um intenso trabalho do Centro de Estudos Sociológicos Aplicados da Loire (Cresal) que permitiu detectar certos problemas na comunicação e entendimentos dos moradores que, apoiados pelo Sindicato Misto, a Associação dos Amigos do Parque do Pilat e outros parceiros, desenvolveram intensos trabalhos de sensibilização junto à população. De acordo com o sociólogo, mesmo na atualidade ainda continuam trabalhando para esclarecer os moradores e usuários sobre a missão do Parque e o papel de cada entidade parceira na gestão do mesmo, apesar de ainda permanecerem algumas incompreensões.

Na última revisão da carta/mapa do parque para o período 2013-2025, segundo Micoud (2014), a população teve uma participação bem mais intensa, sendo o alvo e os atores principais no processo de preparação deste documento de planejamento, que foi elaborado com base nas 96 reuniões de trabalhos realizados entre os anos 2009 e 2011, voltados para discutir os principais eixos de ações da carta/mapa e fomentar a participação democrática e cidadã da população sobre as missões e diretrizes da gestão do parque.

- **Instrumentos e estratégias de gestão do PNR do Pilat**

Carta/mapa do Parque

O PNR do Pilat teve sua primeira carta/mapa assinada em 17 de maio de 1974 e, em 1991 obteve sua segunda ratificação aprovada pelo Estado onde atualizou sua situação e definiu sua missão para os próximos dez anos. Posteriormente, a carta foi aprovada pelo Estado em 2012 e a cada 12 anos, como outros parques regionais franceses, deve ser revista a fim de manter o rótulo PNR (ECO-EQUADOR, 2005-2006).

Atualmente, após a última revisão o PNR do Pilat já tem sua carta prospectiva discutida e aprovada pelas coletividades locais (communes e intercommunalités) para 2025, subdividida em cinco eixos principais de ações, dentre eles:

1. **Gestão controlada dos espaços e dos recursos** – visando implementar um tipo de gestão sustentável para o território do Pilat, o primeiro eixo da carta prospectiva pretende concretizar a missão do parque e manter a imagem positiva da marca PNR junto aos habitantes/trabalhadores locais e coletividades parceiras por meio de ações e estratégias tais como: (i) manejo da biodiversidade e sua evolução; (ii) proteção e gestão dos espaços naturais notáveis; (iii) preservação da rede de corredores vegetais e aquáticos; (iv) valorização dos elementos estruturais da paisagem como a costa rhodanienne e as bordas do Pilat; (v) utilização de uma abordagem sustentável para o planejamento urbano através do uso eficiente dos recursos, a fim de garantir uma identidade rural e promover um novo estilo de vida coletivo para os habitantes, trabalhadores e parceiros do parque.

2. **Modos de vida mais sóbrios e mais solidários** – este eixo se inscreve na perspectiva de valorização e conservação dos modos de vida e projetos arquiteturais existentes. De acordo com a proposta da nova carta essas ações deverão ser implementadas por meio de várias linhas de atuação, dentre elas: (i) adaptação dos habitats existentes; (ii) construção para favorecer os laços sociais, a sobriedade proprietária e energética; (iii) desenvolvimento e promoção da eco-mobilidade através da Casa da Mobilidade; (iv) gestão de infraestruturas compatíveis com as questões do território; (v) promoção de comportamentos de lazer de baixo impacto sobre o meio ambiente; (vi) desenvolvimento de ofertas de lazer flexíveis para todos os públicos; (vii) fomento à descoberta do patrimônio humano do Pilat; e (viii) incentivo a uma vida cultural dinâmica.
3. **Modos de produção sustentáveis ligadas ao consumo local** – voltada para potencializar as atividades produtivas locais, o terceiro eixo da carta vislumbra: (i) melhorar o desempenho ambiental das empresas agrícolas; (ii) diversificar e valorizar localmente os produtos e serviços da agricultura do Pilat; (iii) valorizar a profissão do agricultor; (iv) garantir a gestão sustentável das florestas, antecipando as mudanças climáticas; (v) descobrir formas de valorização local dos recursos madeireiros; (vi) favorecer as práticas dos operadores turísticos segundo os princípios do turismo sustentável; (vii) promover o território como um destino ecoturístico; (viii) melhorar a performance ambiental e social das coletividades e negócios locais; (ix) implementar uma política concertada de desenvolvimento econômico e de serviços; (x) manter e criar atividades geradoras de empregos não realocáveis; (xi) buscar prioritariamente a sobriedade e eficácia do consumo energético; (xii) desenvolver localmente as energias renováveis, respeitando o meio ambiente e as paisagens em benefício do território e dos atores locais; (xiii) assegurar a coerência dos planos climáticos-energéticos territoriais.
4. **Um parque-ator do e além do território regional** – neste eixo a ideia central é tornar o PNR do Pilat um território pró-ativo através de práticas sustentáveis e de fortalecimento político-institucionais, por meio de ações como: (i) organização da sinergia entre o Sindicato Misto do parque e as coletividades do território; (ii) desenvolvimento de relações com as metrópoles e coletividade vizinhas; (iii) favorecimento de reflexões prospectivas e antecipação de desafios

futuros; (iv) transformação do parque em um lugar privilegiado para a experimentação e a pesquisa; (v) participação nas redes departamentais, regionais, nacionais e europeias; (vi) fomento de projetos de cooperação inter-territoriais e internacionais.

5. **Mobilização de todos os cidadãos para uma nova era** – por fim, seguindo a tônica de transformação do parque em um território ativo, a carta-mapa 2013-2025 vislumbra implementar práticas socioeducativas visando à formação de recursos humanos em atores cidadãos compromissados com o presente e o futuro do parque por meio de estratégias a serem adotadas como: (i) educação e sensibilização dos mais jovens sobre e para o território; (ii) difusão de conhecimentos ao grande público; (iii) compartilhamento do projeto territorial com a população do parque e seus entornos e; (iv) desenvolvimento de capacidades entre os habitantes (PLAN DE PARC DE LA CHARTE DU PILAT ‘OBJECTIF 2025’, 2011).

Esses 05 eixos traduzem as principais propostas de ações prospectivas a serem adotadas pelas coletividades que compõem o Sindicato Misto e para o próprio Estado, que deverão ser materializadas em políticas públicas e ações concretas no parque, visando ao desenvolvimento territorial e sustentabilidade das futuras gerações, pelo menos até o ano 2025. De acordo com o documento de avaliação de gestão do Parque, a nova carta/mapa já está validada por meio do decreto interministerial de 23 de outubro de 2012 e reconhecida como parte da Agenda 21 pelo Ministério da Ecologia, do Desenvolvimento Sustentável e da Energia desde junho de 2013 (PNR DU PILAT, 2011).

Parcerias interinstitucionais

Assim como as demais categorias de áreas protegidas na França, o PNR do Pilat dispõe de um malha de parcerias interinstitucionais que subsidiam a organização político-institucional e planos de ações desenvolvidos no parque. Estes incluem as Associações de Proteção do Meio Ambiente, Câmaras Consulares (agricultura, comércio e indústria,) Centros Regionais de Propriedades Florestais, Instituto Nacional de Florestas, Federação de Caçadores e Pescadores da região, além de Comissões Departamentais de Turismo, dentre outros (Quadro 01). Além desses atores, o PNR do Pilat trabalha em parceria com diversos cientistas que monitoram ações do parque

endossando abordagens, assessorando sobre questões importantes tais como estudos de impacto ambiental, inventários, estabelecimento de protocolos científicos, reflexões e orientações sobre corredores ecológicos, entre outros (ECO-EQUADOR, 2005-2006).

Quadro 01 - Parceiros institucionais do Parque Natural Regional do Pilat.

Fonte: (Eco-Ecuador, 2005-2006).

<p>Région Rhône-Alpes Conseil Général de la Loire Conseil Général du Rhône Communes du territoire et Villes-Portes Fédération des Parcs naturels régionaux de France Ministère de l'Environnement, de l'énergie et de la mer DIREN Rhône-Alpes Union européenne Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC Rhône-Alpes) Direction Départementale de l'Équipement Ministère de la Jeunesse et des Sports Education nationale Communauté de Communes de la Région de Condrieu Communauté de Communes de la Déôme Communauté de Communes du Pilat Rhodanien SIVOM du Haut-Pilat Syndicat Intercommunal du Pays du Gier Saint-Étienne Métropole Office National des Forêts (ONF) Centre Régional de la Propriété forestière (CRPF) Fédérations Départementales de Chasse et Pêche Fédération Rhône-Alpes pour la Protection de la Nature (FRAPNA) Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) Comité d'Expansion Economique 42 Chambres consulaires : Agriculture, Métiers, Commerce & Industrie Conseil Economique et Social de la Région Rhône-Alpes Conseil Scientifique du Parc Maison de l'Eau et de l'Environnement (CPIE de Marlihes) Centre d'Observation de la Nature de l'Ile du Beurre (CONIB) Guides Animateurs du Pilat Fédération des Habitants, Usagers et Amis du Parc L'Eau qui bruit Maison de Tourisme du Parc Comité Régional de Tourisme Comité Départemental du Tourisme de la Loire (CDT LOIRE) Comité Départemental du Tourisme du Rhône (CDT RHONE) Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiative du Parc et des Villes-Portes Inter Parcs Massif Central (IPAMAC) Association de sauvegarde de la Chartreuse de Sainte-Croix-en-Jarez Esplanade de Saint-Etienne APTANA Association Culturelle du Pilat Graine de Malice Conservatoire Botanique National du Massif Central</p>	<p>CDES de la Loire et du Rhône ADASEA de la Loire CEIPAL Comité de développement agricole du Haut-Pilat Confédération Paysanne FDSEA Bourg-Argental Groupement des Sylviculteurs du Pilat INRA-ENSAIA de Nancy Syndicats caprins de la Loire et du Rhône Syndicat de défense de la "Rigotte de Condrieu" Action Conseil ADIE Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE) Cap Emploi Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de la Loire (DDTEFP) Fonds Formation CES GRETA MIFE Saint Etienne Mission locale Gier Pilat Plates Formes d'Initiative Locale (ARPI – LIDIE) AFAQ Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) BE CESAME Cabinet SITELLE Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne EDF ESRI Rhônalénergie Environnement Hespul Hélioise SDAP Service Départemental d'Incendie et de Sécurité (SDIS) Société d'Encouragement aux Métiers d'Art (SEMA) Société Elf Société ONYX Syndicat Départemental d'Energies du Rhône (SYDER) Syndicat Intercommunal d'Energies de la Loire (SIEL)</p>
---	---

▪ **Atividades desenvolvidas no parque**

Seguindo a tônica dos parques regionais franceses, o PNR do Pilat tem como principal missão "proteger e melhorar o desenvolvimento natural, cultural e humano do seu território" (PNR DU PILAT, 2011).

A assistência arquitetônica é um dos pontos em que o parque tem trabalhado desde meados da década de 1970, e até então continua sendo sua prioridade. Para tanto, fomenta diversas atividades sócio-produtivas e culturais visando ao atendimento dos objetivos da carta/mapa. Dentre as principais atividades desenvolvidas no interior desta área protegida se destacam:

a) Turismo e lazer

A atividade turística se apresenta como um dos principais focos de desenvolvimento local, congregando diversos atrativos como sítios naturais, elementos do patrimônio arquitetônico local, paisagens intocadas, festivais gastronômicos e musicais, tradições culturais e produtos regionais, constituindo-se como uma das mais importantes atividades na geração de emprego e renda.

Além disso, caminhadas e esportes de inverno concentram grande parte das atividades turísticas e de lazer, amparados por um conjunto de trilhas e caminhos florestais para passeios a cavalo e práticas de ciclismo, bem como os desportos aquáticos praticados no Condrieu, o maior rio artificial da França situado em Saint-Pierre-de-Boeuf.

Os recursos hídricos do Pilat desempenham um papel vital no desenvolvimento econômico da região. Dada à utilização da água potável das montanhas, a proteção deste recurso é um grande desafio para os gestores do parque, já que as atividades da indústria química e a presença de uma usina nuclear na margem esquerda do rio Rhône são ameaças de forte poluição para toda a região (ECO-EQUADOR, 2005-2006).

✓ Carta europeia de turismo sustentável

A carta europeia de turismo sustentável em áreas protegidas é uma ferramenta de gerenciamento do turismo sustentável e um selo de qualidade, uma vez que o parque a possui para alcançar uma estratégia global e implementar um plano de ação para a gestão do turismo sustentável na Europa. O PNR do Pilat aderiu à carta europeia em 2003 e como tal, teve que se adequar aos princípios da sustentabilidade ao tratar de

temas como a proteção e valorização do patrimônio cultural e paisagístico, o desenvolvimento econômico e social, preservação e a melhoria da qualidade de vida dos moradores, bem como dominar o atendimento e melhorar a qualidade da oferta, de acordo com os princípios deste documento de gestão.

b) Agricultura e floresta

Com cerca de 1.800 empregos (16% dos postos de trabalho no território do parque), a agricultura continua a ser um importante setor no conjunto das atividades produtivas do parque do Pilat. A fim de elaborar produtos genuínos e garantir a sua origem, a agricultura do PNR do Pilat está cada vez mais se voltando para o beneficiamento de alimentos com certificação de origem controlada (AOC) e de origem protegida (AOP), como é o caso do Rigotte de Condrieu, um tipo de queijo de cabra que após mais de dez anos de trabalho conseguiu estes importantes selos de certificação. Além disso, os vinhos estão entre os produtos de primeira qualidade do parque, identificados por seus rótulos de certificação como o Côte-Rôtie, Saint-Joseph, o Condrieu ou o Château-Grillet, este dois últimos considerados entre os melhores vinhos brancos da Côte du Rhône, conhecidos mundialmente.

Atualmente, aproximadamente 1.335 fazendas estão presentes na área, mas apenas 650 sendo exploradas profissionalmente por trabalhadores operacionais que trabalham em tempo integral, com uma área de exploração agrícola de cerca de 25 hectares em média por fazenda (ECO-EQUADOR, 2005-2006).

As ações agrícolas do parque procuram obedecer às diretrizes da nova Política Agrícola Comum (PAC), promovendo os sistemas de produção sustentáveis, apoiando o desenvolvimento de produtos e serviços de qualidade e garantindo a coerência das políticas agrícolas. De acordo com estudo realizado sobre esta zona protegida (ECO-EQUADOR, 2005-2006), são fomentadas a produção de diversos produtos no território do parque, com destaque para a criação de vacas leiteiras, cabras, produção de vinhos, frutas, dentre outras (criações domésticas de alguns tipos de aves para comercialização de carnes, ovos e penas).

Quanto à produção florestal, cobrindo cerca de 35.000 ha do território, a floresta é um importante recurso natural do maciço do Pilat, no entanto, ainda permanece subutilizada, conforme destacam os gestores do parque (L'ECHO, 2014). Cerca de dezessete (17) empresas empregam aproximadamente 170 funcionários, colocando a

indústria madeireira como essencialmente primária no setor de processamento, que se constitui em atividades de serraria, aplainamento e marcenaria.

c) Ações culturais

A política cultural do parque visa a apoiar e desenvolver iniciativas culturais, coordenando ofertas no seu território para promover o intercâmbio e criação de redes de cooperação com outros territórios ou outros parceiros dentro da Europa, assim como outros parques naturais.

As ações do parque são ricas e diversificadas com várias iniciativas como festivais e eventos culturais, exposições, residências artísticas, artes cênicas, música, artes visuais, práticas amadoras, dentre outros.

Em suma, fazendo um balanço geral pode-se aferir que o parque do Pilat vem concretizando o tipo de política territorial vislumbrada pelos precursores dos modelos de áreas protegidas na França. Após 42 anos de criação esta área protegida vem contribuindo para implementar um modelo de desenvolvimento territorial que coaduna preservação, valorização das riquezas naturais e culturais e melhoria da qualidade de vida do homem do campo.

Em matéria de desenvolvimento agrícola o parque tem favorecido um tipo de sustentabilidade ao contribuir para o desenvolvimento econômico, social e cultural, além do caráter da proteção e cuidado com o meio ambiente, tudo isso por si só já valeram a pena os investimentos alocados na sua criação e consolidação como área protegida.

A carta/mapa prospectiva para o ano de 2025 deixa claro a preocupação desta zona protegida em implementar um tipo de política territorial transparente e coerente, se consolidando claramente como uma importante ferramenta de gestão territorial que tem atuado sobre uma problemática que vem se reproduzindo no decorrer dos anos na França, que é manter o dinamismo territorial na relação entre as diferentes organizações e divisões do seu território (pays, commune, ville, département e région).

Claro que uma análise crítica se faz necessária, principalmente quando se relaciona àquilo que é projetado com o que realmente é realizado, que no âmbito da análise do trabalho a Ergonomia denomina de “trabalho prescrito e trabalho real”, nesse

caso o trabalho real, aquele finalizado, dificilmente será como o projetado. É nessa perspectiva que iremos analisar os reflexos das políticas de proteção dos espaços sobre as formas de trabalho dos moradores/trabalhadores do Parque Natural Regional do Pilat, com a pesquisa de campo realizada na commune Sainte-Croix-en-Jarez.

3. Estudo de caso - reflexos das políticas territoriais francesas na commune Sainte-Croix-en-Jarez, PNR do Pilat

▪ Commune Sainte-Croix-en-Jarez – de mosteiro religioso a centro histórico-cultural protegido

Sainte-Croix-en-Jarez é uma pequena vila do sudeste da França, situada na região Rhône-Alpes, pertencente à coletividade territorial da cidade de Saint-Étienne e desde 2015, com a reforma departamental passou a fazer parte do distrito do Pilat - N° 8, no Departamento da Loire (<http://trouveruneville.fr/ville/42/sainte-croix-en-jarez>). Suas coordenadas geográficas distribuem-se em 45° 28' 44" Norte e 4° 38' 49" Leste, com altitudes Min. 349 m – Max. 955 m (Figura 04).

Situada no Parque Natural Regional do Pilat a 420 metros de altitude (Figura 05), Sainte-Croix-en-Jarez teve uma população estimada no ano de 2013 de 437 habitantes, com uma densidade populacional de 36 habitantes por km². Os habitantes deste antigo mosteiro fundado em 1277-80, são conhecidos como les Cartusiens et les Cartusiennes. Possui uma rica paisagem arquitetural com pinturas religiosas e pedrarias murais datados do início do século XIV (<https://fr.geneawiki.com>, 2016).



Figura 04- Localização de Sainte-Croix-en-Jarez no território do distrito do Pilat.
Fonte: Pesquisa de campo, 2015.

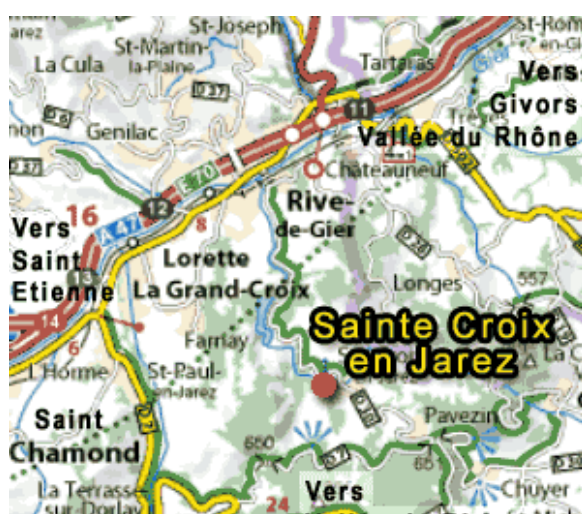


Figura 05 Localização de Sainte-Croix-en-Jarez no território do Parque Natural Regional do Pilat.
Fonte: www.recoin.fr

- **Histórico da commune**

Sainte-Croix-en-Jarez possui uma história marcada pela combinação de um conjunto de fatores que a moldaram em um rico carrefour sociocultural, unindo a tradição medieval, nascida de sua relação com a religião católica por meio da ordem religiosa dos Chartreux que por lá se instalou e, na contemporaneidade pelos novos arranjos territoriais advindos dos movimentos ecológicos de proteção da natureza e conservação do patrimônio histórico-cultural.

Esta pequena vila já foi palco de grandes eventos no passado que a transformaram na atualidade em lugar de passagem e ponto de intersecção de milhares de turistas que para lá se dirigem em busca de conhecer sua história, ter acesso aos produtos de origem agrícola bioecológicos e contemplar as belezas naturais, resultado do intenso trabalho de diversas coletividades territoriais (representantes governamentais e não governamentais, iniciativa privada, entidades representativas de trabalhadores, etc) que atuam coletivamente imbuídas de preservar a história, a arquitetura patrimonial e desenvolver ações visando à manutenção dos serviços ambientais e melhoria da qualidade de vida dos moradores e trabalhadores locais.

Sainte-Croix-en-Jarez é um antigo mosteiro fundado entre os anos de 1277-80 por uma viúva que viu seu marido desaparecer na região de Saint Acre. Beatrice de la Tour du Pin, viúva de William de Roussillon teria fundado esse mosteiro em função de querer honrar a memória de seu marido, construindo um lugar dedicado somente à oração, que mais tarde foi repassada à ordem religiosa dos Chartreux, fundada por Saint Bruno em 1084, que segundo relatos dos moradores da região recebeu esse nome em função do famoso licor produzido pelos monges do maciço da Chartreuse.

No período revolucionário esse lugarejo foi alvo de ataques e ações dos insurretos que a deixaram de “cabeça para baixo”. A ordem religiosa se manteve até 1792 após confisco da propriedade durante a Revolução. Em 1794 foi vendido em leilão, dividido em 44 lotes para famílias que se estabeleceram em seu interior. Após o período revolucionário o mosteiro permaneceu sob o nome de Sainte-Croix-en-Pavezin em decorrência de sua relação com o município vizinho de Pavezin. Em 1888 tornou-se uma commune independente, recebendo o nome de Sainte-Croix-en-Jarez.

Após sua autonomia política a commune já teve vários administradores (maires) e atualmente está sob a administração de Daniel TORGUES (Figura 06) com exercício de mandato para 2014-2020.



Figura 06 - Entrevista com o administrador (le maire) de Sainte-Croix-en-Jarez.
Fonte: Pesquisa de campo, 2015.



Figura 07 - Vista do prédio da prefeitura (mairie) de Sainte-Croix-en-Jarez.
Fonte: Pesquisa de campo, 2015.

▪ Serviços oferecidos

Sainte-Croix-en-Jarez dispõe de treze principais tipos de serviços comerciais oferecidos à população (<http://trouveruneville.fr/ville/42/sainte-croix-en-jarez>), dividido em nove setores, com destaque para o artesanato (edifícios e monumentos arquitetônicos culturais), o setor de acomodações, as atividades de manutenção de casas (pedreiros, carpinteiros, hidráulica, aquecimentos), turismo, atividades físicas (caminhadas, prática de tênis, futebol, dentre outros), manutenção de carros, equipamentos agrícolas, reparos em geral e serviços de creches e restaurantes, conforme evidenciado nas figuras 08, 09, 10 e 11.



Figura 08 - Vista do patrimônio arquitetural de Sainte-Croix-en-Jarez.
Fonte: Pesquisa de campo, 2015.



Figura 09 - Serviço de creche oferecido em Sainte-Croix-en-Jarez.
Fonte: Pesquisa de campo, 2015.



Figura 10 - Serviços de manutenção de equipamentos agrícolas.

Fonte: Pesquisa de campo, 2015.



Figura 11 - Atividades desportivas oferecidas aos moradores e turistas de Sainte-Croix-en-Jarez.

Fonte: Pesquisa de campo, 2015.

▪ Trabalho e atividades produtivas em Sainte-Croix-en-Jarez

Assim como nas demais sociedades humanas, o trabalho em Sainte-Croix-en-Jarez exerce função primordial de garantir sobrevivência, dar humanidade e proporcionar liberdade aos indivíduos, no sentido arendtiano quando se refere ao trabalho como atividade da ação e da práxis. É o meio pelo qual os trabalhadores exercem suas “*activités*”, incorporando no processo de produção os conhecimentos técnicos, suas experiências práticas e seus *savoir-faire* de forma multidimensional na realização concreta das atividades que o trabalho agrícola exige.

Em Sainte-Croix-en-Jarez o uso do espaço segue a dinâmica das demais áreas rurais na França, sendo praticada um tipo de agricultura multifuncional, possibilitando criar uma dinâmica de uso polivalente do espaço, tanto no exercício da prática laboral como nos diversos tipos de relações sociais estabelecidas entre os trabalhadores e seus respectivos ambientes de moradia e trabalho.

As pesquisas de campo indicam que em Sainte-Croix-en-Jarez as atividades ligadas à agricultura e os serviços vinculados ao turismo como hotelaria e restaurantes (Figura 12) ocupam um lugar estratégico no conjunto das *activités* desenvolvidas pelos moradores/trabalhadores locais, apesar de notar-se uma multifuncionalidade nas práticas laborais que atuam como subsidiárias no conjunto das atividades produtivas geradoras de renda, conforme mostra a figura 13.

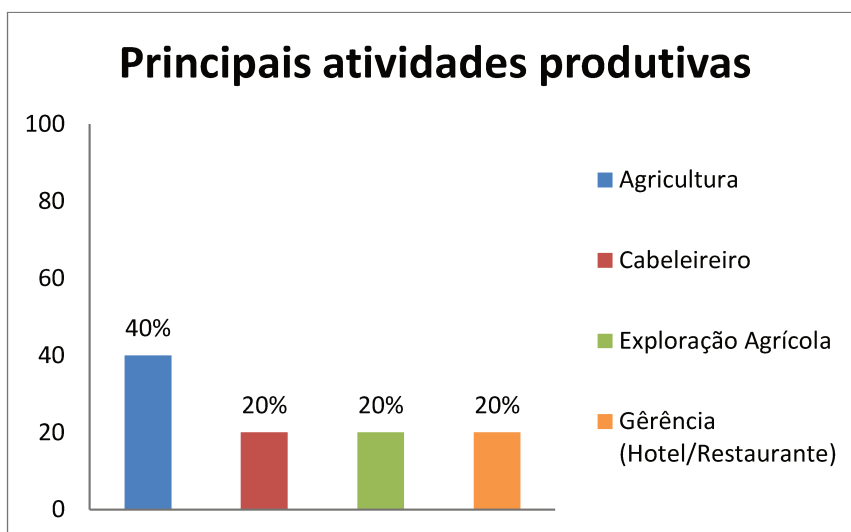


Figura 12 - Principais atividades produtivas em Sainte-Croix-en-Jarez.
 Fonte: Pesquisa de campo, 2015.

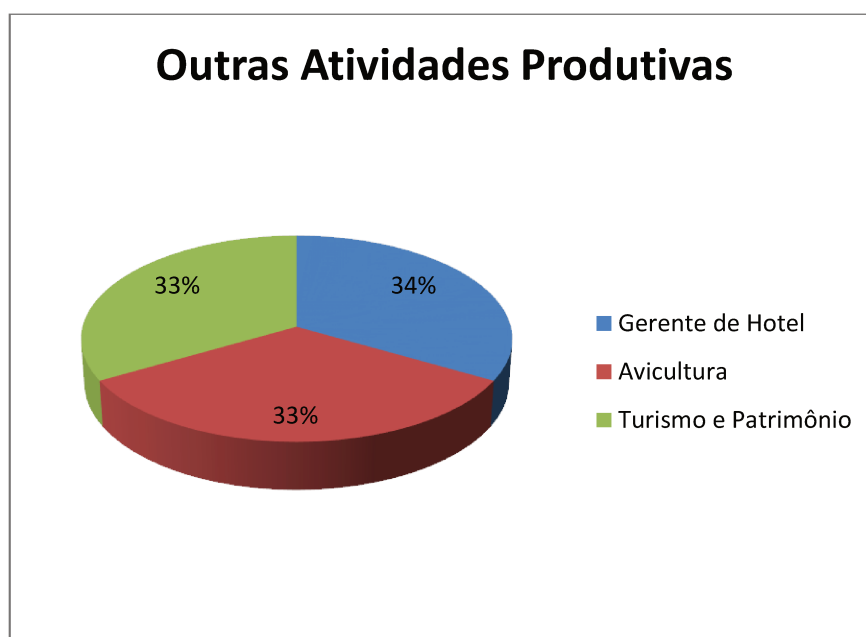


Figura 13 - Atividades produtivas subsidiárias em Sainte-Croix-en-Jarez.
 Fonte: Pesquisa de campo, 2015.

Como já destacado anteriormente, o trabalho em Sainte-Croix-en-Jarez é exercido de forma multidimensional pelos moradores e trabalhadores desta localidade, em que entram em cena diferentes estratégias laborais no conjunto das atividades

produtivas. Essas atividades constituem uma das bases sólidas da economia local e se apresentam como ações amplas e transversais no âmbito do projeto de gestão do PNR do Pilat, vislumbrado nas linhas de ações de sua carta/mapa cujos temas voltam-se para o fomento das atividades agrícolas, da proteção do meio ambiente, do turismo, do patrimônio arquitetural, dentre outras.

- **Família e atividades produtivas**

No que diz respeito à participação da família no processo produtivo, os dados de campo sugerem uma maior participação do homem nas práticas laborais vinculadas às atividades agrícolas, com pouca inserção dos jovens na força de trabalho.

A maioria dos entrevistados se apresentou do sexo masculino (83%, Figura 14) com uma média de filhos de até 03 indivíduos por núcleo familiar (Figura 15). Nota-se que a média de filhos da família rural francesa apresenta-se baixa, quando comparada com o tamanho das famílias rurais amazônicas, em média de até 08 filhos por família, sugerindo que esta condição possa estar influenciando diretamente na pouca participação dos jovens no conjunto das atividades agrícolas na França, além da tendência natural desta parcela da população em abandonar o meio rural por uma série de fatores como a pouca atratividade do setor e as duras jornadas de trabalho, conforme já mencionado no decorrer da pesquisa.

Nos levantamentos de campo, quando da aplicação dos formulários e realização das entrevistas, observou-se o protagonismo do chefe da família (homem) no controle e domínio das informações relativas ao trabalho agrícola (agricultura, pecuária, charcuteria, etc), sugerindo o domínio masculino neste ramo do trabalho, apesar de saber da presença da mão de obra feminina no conjunto das atividades agrícolas francesas.

É válida destacar que estas informações aferidas, principalmente no que se refere à divisão sexual do trabalho agrícola na localidade pesquisada, talvez seja apenas uma percepção parcial, sendo necessária uma maior inserção do pesquisador junto ao mundo rural francês, que poderá ser realizada em outra oportunidade de pesquisa.

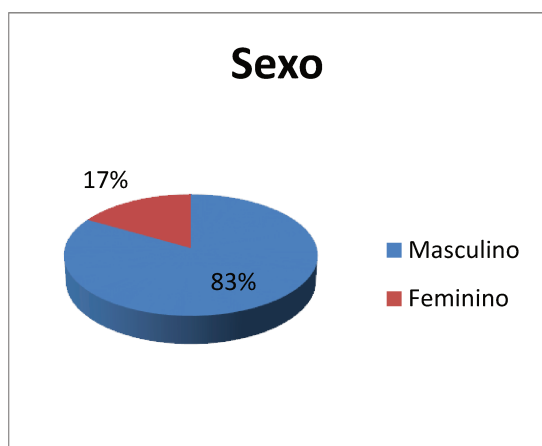


Figura 14 - Divisão de gênero dos entrevistados na pesquisa de campo em Sainte-Croix-en-Jarez. Fonte: Pesquisa de campo, 2015.

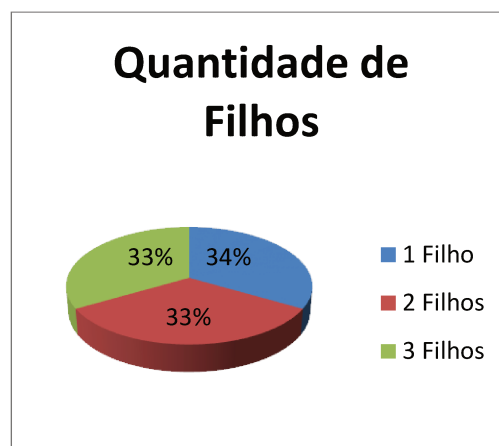


Figura 15 - Média do número de filhos por família em Sainte-Croix-en-Jarez. Fonte: Pesquisa de campo, 2015.

Outro aspecto que merece ser destacado é a valorização do contrato do casamento entre as famílias rurais francesas e uma tendência para concentração do modelo de família nuclear, onde pai, mãe e filho ocupam uma única residência. Do total de entrevistados, 66% se declarou casado, 17% solteiro e 17% divorciado, conforme destaca a figura 16. Quando perguntado sobre o número de pessoas por residência, a maioria declarou morar com até quatro (04) pessoas em uma única residência (Figura 17), diferentemente da realidade rural amazônica, cuja média atinge até 07 pessoas por núcleo familiar. Essas diferenças na composição familiar verificadas na França e no Brasil, além de eminentemente estarem vinculado aos aspectos culturais de cada país, também podem ser reflexo das políticas oficiais adotadas no passado, advindas após os momentos de crise econômica pós-guerra. Inclusive atualmente as políticas sociais francesas tem sido implementadas no sentido de fomentar o aumento do número de filhos por casal, já que as prospecções oficiais indicam uma tendência cada vez maior de envelhecimento da população e índices cada vez mais reduzidos dos jovens na participação da força de trabalho da população economicamente ativa.

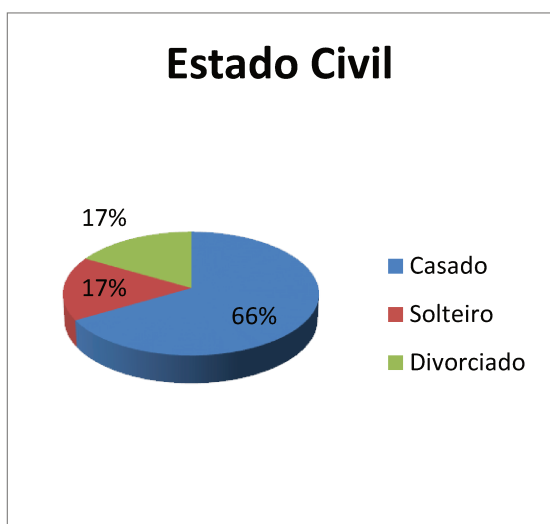


Figura 16 - Estado civil dos entrevistados em Sainte-Croix-en-Jarez.
Fonte: Pesquisa de campo, 2015.

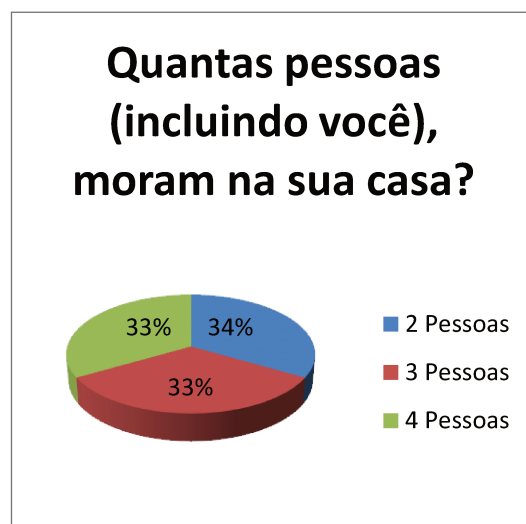


Figura 17 - Média do número de moradores por residência em Sainte-Croix-en-Jarez.
Fonte: Pesquisa de campo, 2015.

- **Multifuncionalidade do território e das práticas agrícolas em Sainte-Croix-en-Jarez**

A diversidade de solos e climas explica a grande variedade de produtos e atividades agrícolas praticados em Sainte-Croix-en-Jarez, com destaque para o cultivo de hortas, pomares e vinhas, bem como a criação de animais (Figuras 18 e 19).



Figura 18 - Sistema de criação de animais em Sainte-Croix-en-Jarez.
Fonte: Pesquisa de campo, 2015.



Figura 19 - Vista parcial do cultivo de hortas em Sainte-Croix-en-Jarez.
Fonte: Pesquisa de campo, 2015.

A criação de aves e o beneficiamento de seus derivados tais como a produção de ovos (Figura 20), além da fabricação de uma variedade de queijos, mel, leites, doces, polpas (Figuras 21) e produtos de charcuterie como linguças, salsichas, presuntos, salames, etc, (Figuras 22 e 23) são exemplos da multifuncionalidade das actividades dos produtores de Sainte-Croix-en-Jarez. Essa polivalência de atividades é o reflexo da multiplicidade de políticas territoriais voltadas para o setor agrícola presente em toda extensão do Parque Natural Regional do Pilat, verificado na pesquisa de campo e nos boletins e relatórios de gestão desta zona protegida, já destacados anteriormente na pesquisa.



Figura 20 - Produção de ovos em Sainte-Croix-en-Jarez.

Fonte: Pesquisa de campo, 2015.



Figura 21 - Placa indicando os principais produtos produzidos, beneficiados e comercializados em Sainte-Croix-en-Jarez.

Fonte: Pesquisa de campo, 2015.



Figura 22 - Agricultor com produtos beneficiados e vendidos em Sainte-Croix-en-Jarez.

Fonte: Pesquisa de campo, 2015.



Figura 23 - Variedade de produtos beneficiados localmente e comercializados diretamente com o consumidor em Sainte-Croix-en-Jarez.

Fonte: Pesquisa de campo, 2015.

No que diz respeito à sustentabilidade ecológica do uso dos solos, as práticas de manejos desenvolvidas pelos agricultores baseados nos sistemas agroecológicos que combinam a diversificação de cultivos e usos múltiplos dos territórios, favorecem a ciclagem de nutrientes e o combate à erosão do solo, através dos sistemas de barragens e irrigação (Figura 24), culminando na prática de um tipo de agricultura sustentável, principalmente em relação à proteção das águas e dos lençóis freáticos, atualmente uma das maiores preocupações das políticas de proteção ambiental do governo francês.



Figura 24 - Barragem de proteção contra a erosão dos solos em Sainte-Croix-en-Jarez.
Fonte: Pesquisa de campo, 2015.



Figura 25 - Realização de entrevista com produtor rural de Sainte-Croix-en-Jarez.
Fonte: Pesquisa de campo, 2015.

A dinâmica do uso do território, caracterizado pela variedade de técnicas de cultivo e as atividades de trabalho a eles associados, garantem um tipo diversificado de produtos, como já ressaltado anteriormente. Além disso, a estrutura turística e de fomento à produção implantada no Parque do Pilat pelo governo e coletividades territoriais favorece a comercialização direta dos produtores com o consumidor final (Figura 26), seja nas lojas/mercados ou mesmo com cooperativas de determinados segmentos produtivos como o leite, trazendo benefícios diretos para o produtor, que se traduz na melhoria da renda e qualidade de vida do trabalhador/morador local.

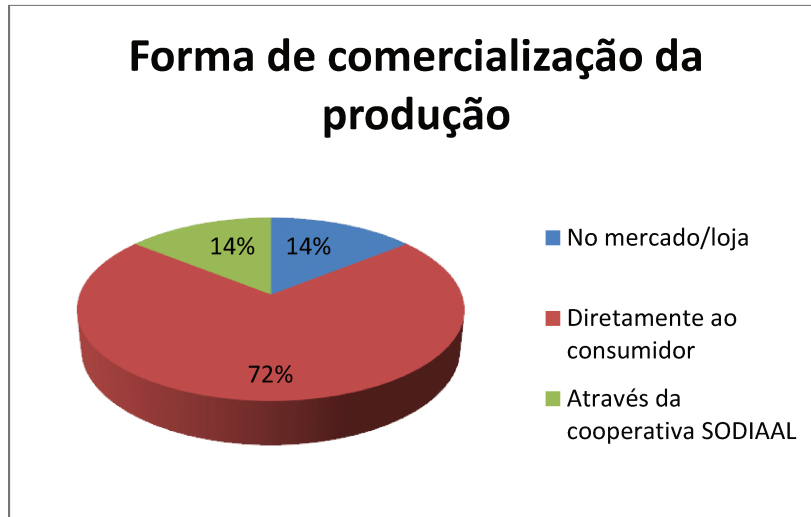


Figura 26 - Forma de comercialização da produção em Sainte-Croix-en-Jarez.

Fonte: Pesquisa de campo, 2015.

- **Reflexos das políticas de proteção dos espaços sobre o trabalho e as atividades produtivas**

As políticas de gestão dos espaços protegidos na França tem tido diversos reflexos no conjunto das atividades produtivas em Sainte-Croix-en-Jarez. Pelo fato da commune pertencer e estar plenamente inserida no circuito da política de gestão do Parque Natural Regional do Pilat, a maioria dos moradores/trabalhadores entrevistados concorda em reconhecer que o parque favorece as atividades produtivas, conforme evidenciado na figura 27.

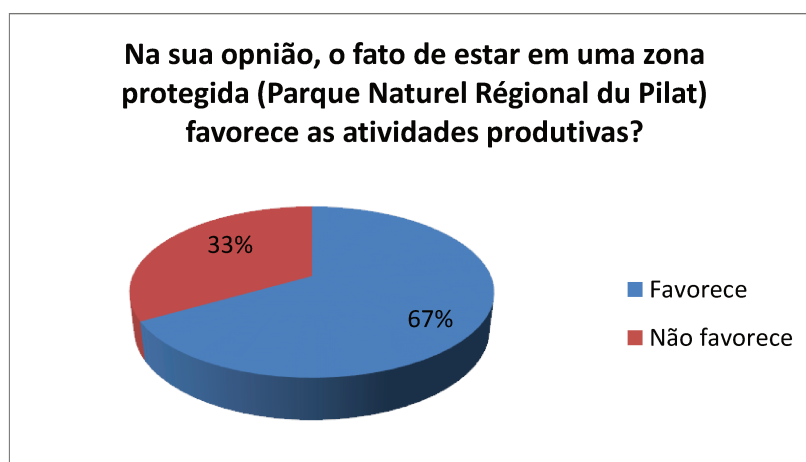


Figura 27 - Reflexos das políticas de proteção dos espaços sobre as atividades produtivas em Sainte-Croix-en-Jarez.

Fonte: Pesquisa de campo, 2015.

O favorecimento se concretiza principalmente em função das subvenções recebidas das coletividades governamentais (Figura 28) e na possibilidade de comercialização direta de seus produtos junto aos consumidores, seja na própria localidade ou em mercados próximos.

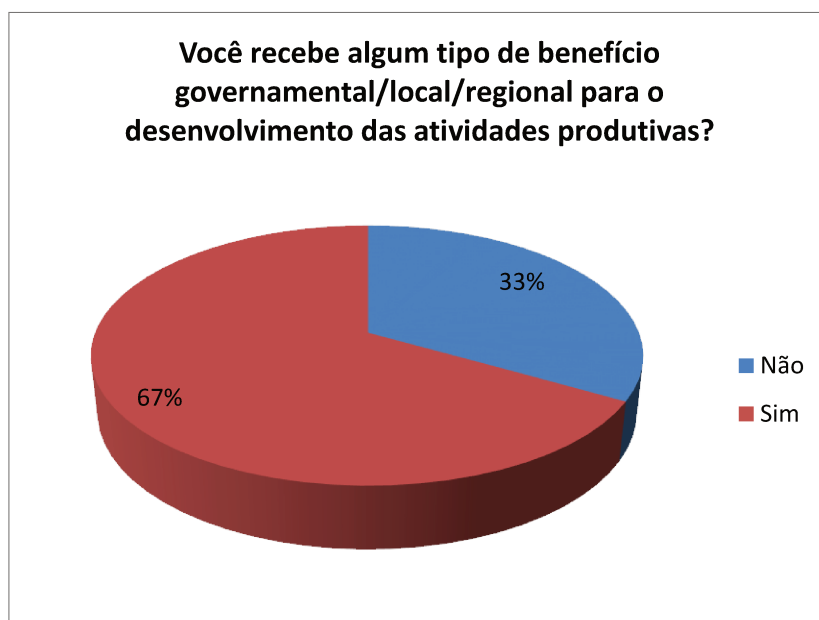


Figura 28 - Recebimento de benefícios governamentais para o desenvolvimento de atividades produtivas em Sainte-Croix-en-Jarez, Fonte: Pesquisa de campo, 2015.

Quando perguntado se o fato do entrevistado morar e/ou trabalhar em uma área protegida tenha favorecido ou não o desenvolvimento de suas práticas produtivas, a grande maioria (Figura 27) reconheceu a importância das políticas públicas de fomento à produção rural, principalmente em função do turismo e dos modelos de mercados de circuito-curto que possibilita a comercialização direta dos produtos cultivados e beneficiados localmente com o consumidor final, já evidenciado anterioremente. Somente um entrevistado (criador de gado), apontou o não favorecimento em função das ações de fiscalização no interior do PNR do Pilat em não permitir a utilização de produtos ou práticas agrícolas causadoras de impactos ambientais, sobretudo nos sistemas de água dos lençóis freáticos da região.

A prática do turismo e a venda dos produtos diretamente ao consumidor ou cooperativas (Figura 29) despontam como importantes ramos da economia local, favorecido pela estrutura financiada pelo PNR do Pilat e demais atores

governamentais como a União Europeia, através da Política Agrícola Comum (PAC), bem como as ajudas recebidas da iniciativa privada, como destacado na figura 30.

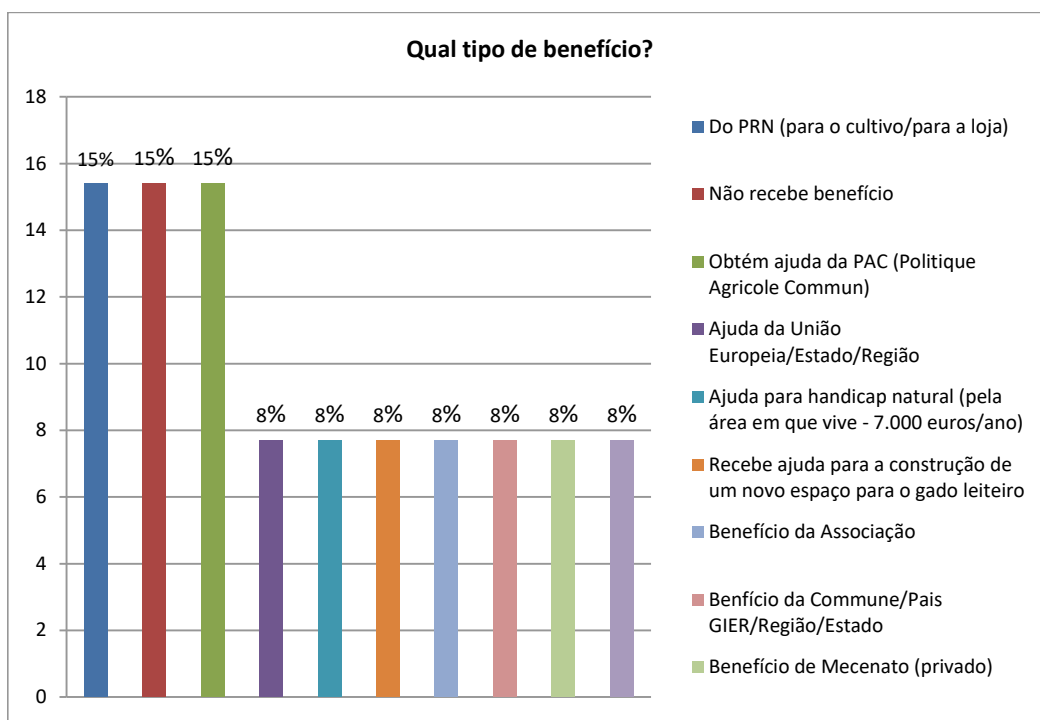


Figura 30 - Tipos de benefícios do governo aos produtores da commune Sainte-Croix-en-Jarez, pelo fato de estarem em uma área protegida.
Fonte: Pesquisa de campo, 2015.

Conforme já mencionado anteriormente neste estudo, uma preocupação constante na política de gestão do PNR do Pilat é proporcionar aos trabalhadores/moradores do parque um ambiente favorável para o desenvolvimento de suas práticas laborais que possam ser materializados na qualidade de vida de seus habitantes. Em Sainte-Croix-en-Jarez os reflexos dessas políticas podem ser notados de diferentes formas, seja no acesso à educação formal (como parte das ações governamentais em nível nacional), já que todos os moradores e trabalhadores entrevistados declararam possuir formação escolar técnica (Figura 31), seja no acesso às políticas de subvenções proporcionada pela malha institucional presente em Sainte-Croix-en-Jarez (Figura 32), como o Sindicato Misto que, juntamente com os demais parceiros do parque vem imprimindo ações integradas nesta commune.

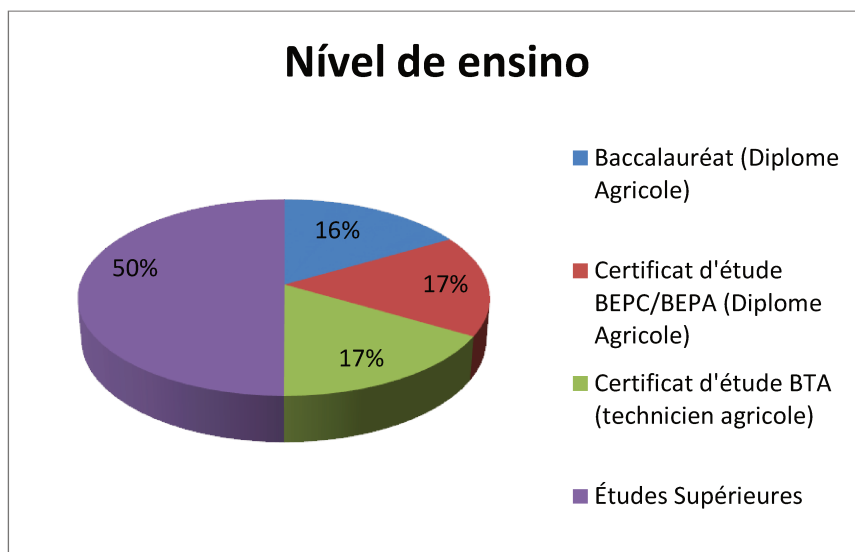


Figura 31 - Nível de ensino dos moradores/trabalhadores entrevistados em Sainte-Croix-en-Jarez.
 Fonte: Pesquisa de campo, 2015.

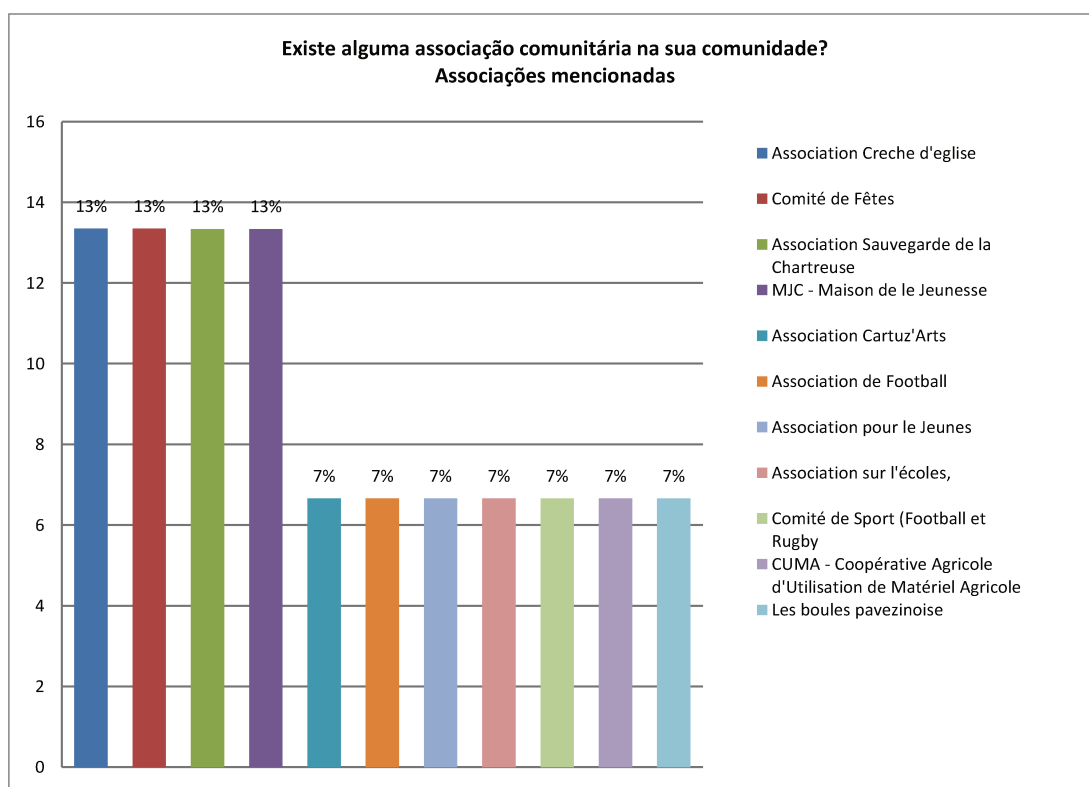


Figura 32 - Organizações institucionais presentes em Sainte-Croix-en-Jarez.
 Fonte: Pesquisa de campo, 2015.

Na realidade todas as ações socioeconômicas, culturais e ambientais notadas em Sainte-Croix-en-Jarez são reflexos de um conjunto de políticas coerentes implementadas no âmbito do projeto de gestão territorial definido na carta/mapa do PNR do Pilat, permitindo à commune e seus habitantes se beneficiarem de uma série de ações do Parque, tais como:

- Serviços de acompanhamentos da equipe técnica pluridisciplinar do parque;
- Acesso aos meios financeiros suplementares para as atividades dos projetos locais;
- Assessoria nos projetos de interesses coletivos da commune e do parque;
- Trocas de experiências inovadoras com outras coletividades territoriais com vistas a planejar ações sustentáveis para a localidade e para o próprio parque;
- Manutenção da identidade rural e da sua interação com aglomerações rurais da região;
- Acesso a ambientes naturais preservados;
- Uma melhor compreensão da vida de seu território;
- Ajuda, aconselhamento e apoio para antecipar questões e decisões importantes para o futuro da localidade (L'ECHO, 2014).

Estas e outras ações do governo francês como atividades de formação, gestão, fomento do turismo, qualificação para a prática do artesanato e gestão ambiental (Figura 33) fazem de Sainte-Croix-en-Jarez um lugar atrativo para a implementação de políticas públicas integradas à proposta da gestão territorial integrada e sustentável, transformado em qualidade de serviços tanto para turistas como para os próprios moradores e trabalhadores locais, com reflexos nítidos na qualidade ambiental, territorial e nos meios e modos de vida local.

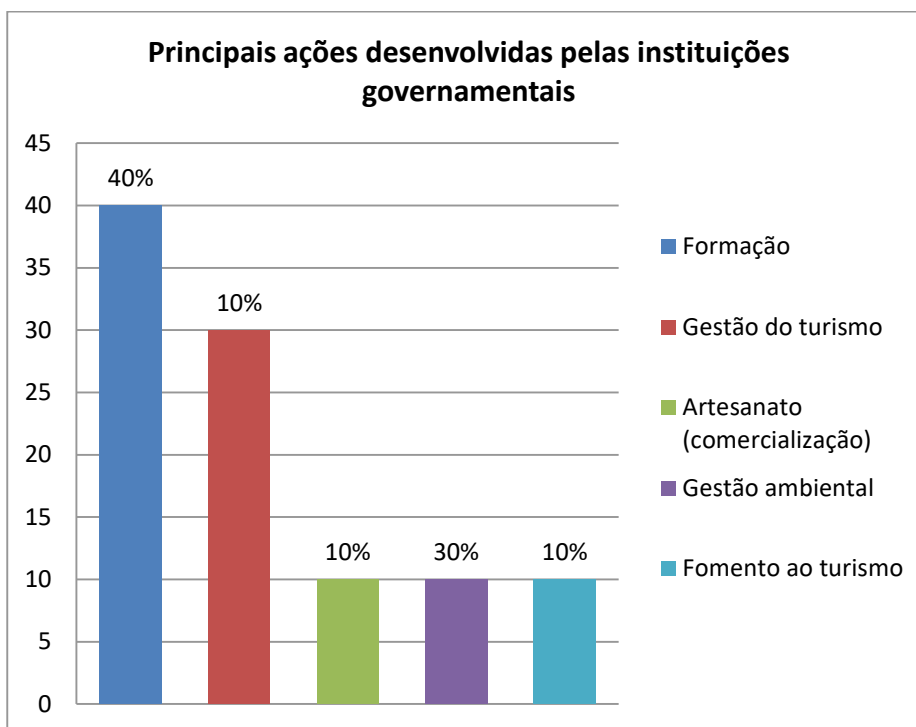


Figura 33 - Principais ações das organizações territoriais em Sainte-Croix-en-Jarez.
Fonte: Pesquisa de campo, 2015.

▪ Governança territorial em Sainte-Croix-en-Jarez

Entendendo o sentido da governança territorial como um conjunto concertado de ações do Estado e da sociedade civil em prol da gestão do território, em Sainte-Croix-en-Jarez a governança se apresenta em diferentes níveis e escalas.

Nesta localidade as políticas territoriais vêm sendo implementadas por meio da ação de uma rede de organizações governamentais e não governamentais que atuam em diferentes frentes de ações, seja no processo de formação e capacitação, seja no fomento de atividades produtivas, fortalecimento organizacional e apoio ao turismo, conforme pode ser notado na figura 34.

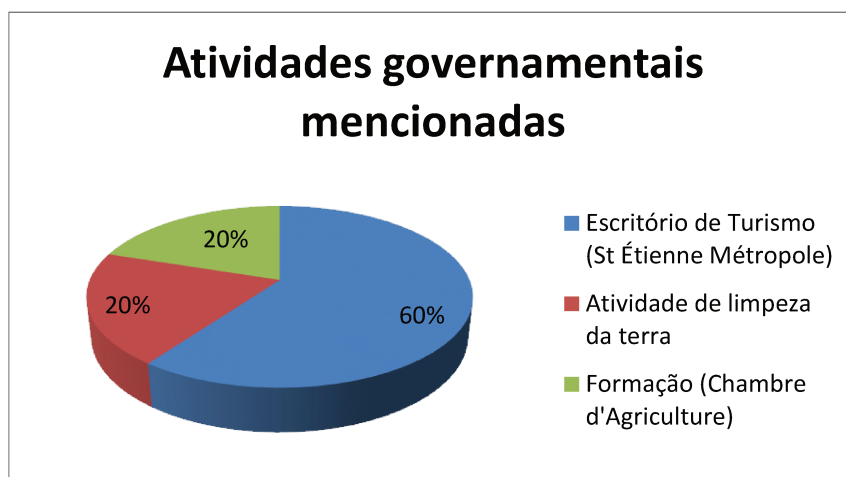


Figura 34 - Principais ações governamentais em Sainte-Croix-en-Jarez.
Fonte: Pesquisa de campo, 2015.

Dentre os vários atores presentes em Sainte-Croix-en-Jarez pode-se citar a atuação do Sindicato Misto do Parque do Pilat, da Comunidade de Aglomerações Saint-Étienne Metropole, da Associação de Sauvegarde de la Chartreuse de Sainte-Croix-en-Jarez, dentre outras (Quadro 02), esta última presidida por Jean Michel CHAUVET, atuando principalmente na proteção das edificações históricas e fomento de eventos socioculturais como exposições, pinturas, culinária, esportes, turismo e outros, visando à “animação” da commune.

Para participar diretamente da gestão de Sainte-Croix-en-Jarez é necessário que cada ator social (Associação, Estado/PNR do Pilat, coletividade territorial, iniciativa privada e moradores) seja proprietário de imóveis ou de terras. Em contrapartida, amparado pela Lei Malraux dos anos 60 que rege sobre o dispositivo jurídico do patrimônio histórico e cultural a fim de assegurar a preservação dos monumentos e edificações históricas, os proprietários dos imóveis recebem vantagens fiscais para a preservação dos monumentos históricos, o que tem proporcionado implantar um sistema de preservação e valorização dos monumentos históricos, pautados em projetos de fomento e valorização cultural do PNR.

A Associação de Sauvegarde de la Chartreuse de Sainte-Croix-en-Jarez é composta de 90 membros, gerida por um Conselho de Administração eleitos por representantes da localidade, do PNR do Pilat e do Departamento do Conselho Regional do Rhône-Alpes, que se reúnem cinco vezes por ano para discutir políticas e ações

voltadas para a commune, para o território do Parque do Pilat e para a área de influência da região da Chartreuse.

Quadro 02 – Organizações institucionais atuantes em Sainte-Croix-en-Jarez.
Fonte: Pesquisa de campo, 2015.

- * Agglomération Saint-Étienne Métropole
- * Association Sauvegarde de la Chartreuse de Sainte-Croix-en-Jarez
- * Association pour la Crèche Provençale
- * Association pour le Jeunes
- * Association Cartuz'Arts
- * Association sur l'écoles
- * Chambre d'Agriculture
- * Coopérative SODIAAL
- * Conseil Général Rhône-Alpes
- * Comité de Fêtes
- * Comité de Sport (Football et Rugby)
- * Confédération des Paysants
- * Conseil Municipal
- * CUMA - Coopérative Agricole d'Utilisation de Matériel Agricole
- * Les boules pavezinoise (village de Pávezin)
- * Mécénat (privé)
- * MJC - Maison de le Jeunesse
- * Office de Tourisme (St Étienne Métropole)
- * PAC (Politique Agricole Commun)
- * Pays du Gier
- * PNR du Pilat
- * Union European

O canteiro de organizações governamentais e não-governamentais em Sainte-Croix-en-Jarez reflete por si só o modelo de governança territorial presente nas políticas de áreas protegidas na França. Ações públicas integradas e descentralizadas, presença de entidades representativas de trabalhadores e da iniciativa privada, bem como o favorecimento da participação cidadã por meio das instituições político-institucionais tem garantido ao PNR do Pilat implantar um modelo de gestão sustentável do ponto de vista político, econômico, cultural e ambiental. As pesquisas de campo evidenciam a pré-disposição da participação da população rural francesa, através de suas organizações territoriais nas tomadas de decisões no âmbito das macropolíticas de gestão de seus territórios, conforme pode ser notado nas figuras 35 e 36.

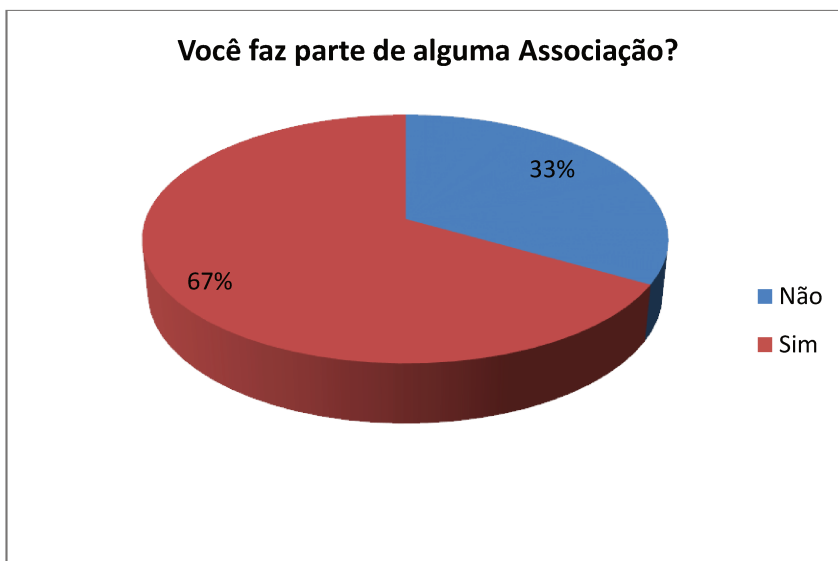


Figura 35 – Percentual da população entrevistada filiada a organizações institucionais (associação) em Sainte-Croix-en-Jarez.

Fonte: Pesquisa de campo, 2015.

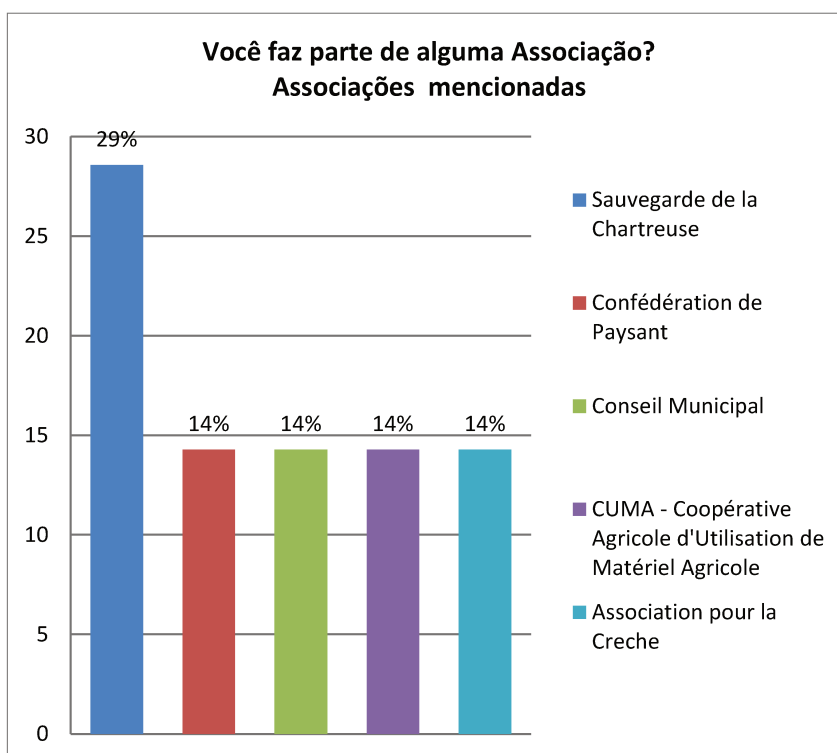


Figura 36 – Principais organizações institucionais (associações) presentes em Sainte-Croix-en-Jarez.

Fonte: Pesquisa de campo, 2015.

O modelo de gestão participativa e a variedade de organizações político-institucionais presentes em Sainte-Croix-en-Jarez, caracterizam o grau de autonomia que a organização territorial desta commune dispõe atualmente no conjunto de políticas voltadas para o território francês, que em nossa interpretação vem configurar um modelo de gestão territorial adequado, seja pelo nível de compartilhamento de ações e poderes entre o Estado e as organizações da sociedade civil, seja pela preocupação com os danos ambientais sobre o uso do território, fomentando um tipo de trabalho multifacetado e atividades produtivas sustentáveis de baixo impacto ecológico, segundo os princípios da sustentabilidade apresentada no decorrer do estudo.

4. Síntese do Capítulo

A reflexão que se desenvolveu aqui procurou analisar alguns efeitos das políticas territoriais implementadas atualmente na França sobre os sistemas de produção e trabalho de moradores de áreas protegidas. Para tanto, fez-se uma breve digressão sobre o cenário atual do trabalho e dos sistemas de produção rural no contexto das políticas de proteção dos espaços naquele país, abordando alguns desafios governamentais para o alcance de um tipo de gestão territorial sustentável.

Em linhas gerais pode-se dizer que as políticas de gestão territorial francesa se fazem presentes nas áreas protegidas em diferentes formas e escalas, em que entram em cena variados atores e coletividades territoriais, ganhando dimensões de descentralização das ações públicas e autonomia das coletividades locais em nível de competências político-administrativas para o gerenciamento de seus territórios.

Esse tipo de governança está presente não somente na gestão de áreas protegidas, mas também nas ações intercomunais de fomento ao trabalho e às atividades produtivas das populações moradoras e trabalhadoras da *campagne*³⁴.

Nota-se que a presença de ações públicas no meio rural, juntamente com o apoio das organizações locais (*les collectivités locales*) na gestão de seus territórios é fundamental a fim de vislumbrar um futuro sustentável para o setor agrícola francês.

Acredita-se que assim como na França, outros países que utilizam instrumentos legais para gerir seus territórios por meio de áreas protegidas, devam pensar em políticas públicas concertadas como estas que vêm sendo implementadas na atualidade no território francês, levando em consideração o trabalho rural nas suas mais variadas vertentes, fomentando as atividades produtivas sustentáveis e, sobretudo, incentivando a participação cidadã dos diferentes atores que compõem a cena territorial, enquanto agentes transformadores, capazes de vislumbrar um futuro sustentável para si e para seus territórios.

³⁴ Meio rural (Tradução livre).

Capítulo 3 – Políticas de proteção dos espaços no Brasil

O termo “áreas protegidas” possui diferentes conotações ao redor do mundo, variando de acordo com o sistema de gestão que rege as formas de uso dos territórios de determinado país. Esta expressão foi introduzida pela UICN para designar um território especialmente gerido pelo poder público com perímetros delimitados e objetivos de proteção definidos. No Brasil o equivalente a esta categoria de proteção é conhecida como “unidade de conservação” e não existe o mesmo termo em outros países para definir uma zona especialmente protegida.

“Áreas protegidas” na política ambiental brasileira engloba não somente as unidades de conservação, mas também as terras indígenas e outros espaços de proteção ambiental como fragmentos florestais e alguns tipos de parques urbanos utilizados para lazer e proteção de determinado perímetro de relevância socioambiental.

O marco legal que rege o conjunto de unidades de conservação no Brasil denomina-se SNUC – Sistema Nacional de Unidades de Conservação, instituído e regulamentado pela Lei 9.985 de 18 de julho de 2000, gerido pelo Conselho Nacional de Meio Ambiente (CONAMA), que tem por incumbência acompanhar a implementação do Sistema pelo órgão central do Ministério do Meio Ambiente (MMA), responsável pela coordenação no território nacional do conjunto de unidades de conservação.

Neste capítulo, o termo áreas protegidas no Brasil, estará comumente se referindo às unidades de conservação, enquanto território especialmente protegido pelo poder público com sua área, perímetro e localização definidos por Decreto ou Lei.

O texto que se apresenta aborda a influência das políticas de unidades de conservação nos processos de gestão territorial no Brasil e no Estado do Amazonas, analisando seus reflexos nos sistemas de produção e trabalho de populações moradoras dessas áreas protegidas. No decorrer do capítulo, discute-se a forma como ocorreu o processo de institucionalização do Sistema de Unidades de Conservação e os dispositivos institucionais da política ambiental brasileira até culminar na regulamentação do Sistema Estadual de Unidades de Conservação do Amazonas (SEUC), criado através da Lei Complementar nº 53/2007. Por fim, faz-se uma análise dos reflexos da política de áreas protegidas sobre os sistemas de trabalho em uma

comunidade amazônica, através de um estudo de caso na Reserva de Desenvolvimento Sustentável do Rio Negro, no Estado do Amazonas.

1. Sistema Nacional de Unidades de Conservação do Brasil - SNUC

O Brasil construiu a gestão de seu território pautado muito mais em modelos provenientes de terras do além-mar do que propriamente nas suas características e potencialidades territoriais. As primeiras áreas protegidas brasileiras foram criadas ao estilo dos jardins botânicos e hortos florestais europeus e dos Estados Unidos que tinham um caráter extremamente restritivo de uso dos recursos naturais.

Por outro lado, apesar da implantação de uma política de gestão territorial ter advindo de um caráter exógeno às características da sociedade brasileira, no qual o homem aparecia como entrave e ameaça à manutenção da biodiversidade, com o avanço das discussões em nível mundial acerca das estratégias de proteção da natureza, desde a década de 1990 os governos brasileiros vêm desenhando políticas de gestão territorial em bases mais ou menos sustentáveis, levando em consideração as características socioambientais de cada lugar e região.

Com a institucionalização da Política Nacional do Meio Ambiente no começo dos anos 80, o Brasil passou a inaugurar um modelo de gestão territorial mais descentralizado, em que entraram em cena diversos segmentos da sociedade civil organizada, intervindo e apontado caminhos para a implementação de um tipo de gestão compartilhada do meio ambiente.

Mais tarde, em 2000, com a promulgação da Lei no 9.985, instituindo o Sistema Nacional de Unidades de Conservação (SNUC) que estabelece os critérios e normas para criação, implantação e gestão das unidades de conservação, a gestão territorial brasileira passou a se pautar em políticas ambientais, baseadas em critérios técnicos e científicos levando em consideração aspectos da fauna, flora e modos de vida das populações humanas.

Como já destacado anteriormente neste empreendimento de pesquisa, na segunda metade do século XX, dois movimentos ideológicos convergiram na maneira de empregar a noção de uso dos recursos naturais e gestão do território. De um lado, observou-se um enfoque voltado para a preservação da natureza em si, e, do outro para

um modelo de gestão do território baseado na ideia de controle e submissão do meio ambiente às necessidades humanas, através da técnica e do conhecimento.

Essas correntes ideológicas nortearam a implantação de políticas ambientais ao redor mundo influenciando a forma de gerir os territórios. No caso do Brasil, sobretudo após a Rio-92 em que foi assinada a Convenção da Diversidade Biológica reconhecendo a importância das atividades humanas para a conservação ambiental, incorporou-se nos dispositivos institucionais as unidades de conservação como instrumentos de sustentabilidade da gestão e desenvolvimento territorial.

Apesar da história de criação das áreas protegidas no mundo datar desde o final do século XIX, no Brasil, o marco regulatório de institucionalização da gestão das unidades de conservação possui uma história recente, tendo aparecido nos anais institucionais nos últimos 16 anos.

Os primeiros parques brasileiros foram criados desde a década de 1930, no entanto, durante um período que se estendeu por mais de 60 anos notou-se a ausência de dispositivos institucionais que pudessem gerir as áreas protegidas em bases legais, já que a ideia dominante naquele momento girava em torno da delimitação de uma determinada zona para isolá-la das ações e influências antrópicas.

De acordo com Araújo (2007), a primeira proposta de concepção de unidades de conservação no Brasil data do fim do período Imperial, em 1876, quando os irmãos André e Antônio Rebouças indicaram duas áreas para criação de parques nacionais, uma localizada na ilha do Bananal, no rio Araguaia, e as Setes Quedas, no rio Paraná, vislumbrando a promoção do turismo, inspirados na experiência norte-americana da criação do Parque Nacional de Yellowstone em 1872. No entanto, segundo o autor, as condições conjunturais daquele momento não foram propícias para a concretização daquela proposta, pois ainda prevalecia a doutrina de expansão das fronteiras agrícolas a ferro e fogo no Brasil, que se estendeu mais fortemente do período Imperial à Primeira República.

Durante aquele período, o café despontava como produto número um de exportação do Brasil, estimulando as fronteiras agrícolas e a grilagem de terras, que, “por meio de inúmeros artifícios fraudulentos, milhares de hectares de terras públicas

foram legalizadas por grileiros” (ARAÚJO, 2007), contribuindo para expandir a lavoura cafeeira, no qual instalou-se grandes especulações imobiliárias e onde fortaleceu ainda mais o distanciamento de uma política de proteção legal de áreas públicas. Nessa época o poder político e econômico concentrava-se nas mãos das oligarquias agroexportadoras que não estavam dispostas a ceder espaços para proteção da natureza em detrimento da possibilidade de aumentar seus ganhos com a expansão das atividades econômicas.

Até o final do século XIX e a primeira década da República poucos avanços foram notados para a institucionalização de unidades de conservação no Brasil, tendo alguma discussão sobre a temática da degradação ambiental no início do século XX com a contribuição do escritor e jornalista Euclides da Cunha, que nos seus escritos “Fazedores de desertos” e “Entre as ruínas”, chamava a atenção para os desperdícios de lenhas ao longo das ferrovias e o esgotamento dos solos por conta do abandono das lavouras de café, tanto que, após sua intervenção jornalística sobre o tema a classe média urbana começou a aderir à campanha em prol da minimização dos impactos ambientais causados por essas práticas predatórias (ARAÚJO, 2007).

Nesse período surgem algumas lideranças encabeçando discussões a favor da conservação da natureza, com destaques para Alberto Loefgren (1854-1918), Orville Derby (1851-1915), Herman von Ihering (1850-1930) e Edmundo Navarro de Andrade (1881-1941) (DEAN, 2000 apud ARAÚJO, 2007). Sob a influência de Alberto Loefgren, que iniciou uma campanha em prol da institucionalização de um código florestal para regularizar a criação de parques e serviços nacionais de florestas, o governo federal estabeleceu a criação da estação biológica do Itatiaia, que mais tarde se tornou o primeiro parque nacional brasileiro.

De acordo com Araújo (2007), a década de 1920 caracterizou-se por um período de grande efervescência política e cultural no Brasil, inspirados nas concepções culturais da belle époque em que entrou em cena o clima intelectual, cultural e artístico da França, se estendendo de aproximadamente 1880 até o fim da Primeira Guerra Mundial em 1918, em que as elites brasileiras tomaram como referência o estilo de vida da então capital cultural mundial, Paris. Nesse período o Brasil caminhava para a discussão sobre a necessidade de elaboração de um projeto de identidade nacional, que culminaria na Semana de Arte Moderna em 1922, no entanto, ainda não havia

claramente motivações suficientes para apoiar a proteção de áreas legais, muito menos preservar as belezas naturais brasileiras. Provavelmente, por causa do clima intelectual, cultural e artístico vigente durante a belle époque, não se tenha registrado movimentos importantes a favor da proteção da natureza no Brasil, ficando restrito a ações pontuais de alguns escritores que conclamavam a necessidade de proteção das florestas e da biodiversidade tupiniquins (ARAÚJO, 2007).

Motivados pelo clima da Semana de Arte Moderna de 1922, alguns intelectuais iniciaram reflexões consistentes sobre diversos aspectos da sociedade brasileira, conclamando a necessidade de valorização do patrimônio cultural nacional e a urgência em atentar para a preservação e proteção dos recursos naturais, sobretudo, em função da escassez de combustíveis verificada durante a Primeira Guerra Mundial. Diante disto, em 1921 foi criado o Serviço Florestal do Brasil como pasta especial do Ministério da Agricultura, Indústria e Comércio através do Decreto Legislativo nº 4.421, indicando as primeiras referências aos parques nacionais (ARAÚJO, 2007).

Nos anos 1930, o golpe militar liderado por Getúlio Vargas que suplantou o governo de Júlio Prestes, governando o país de 1930 a 1945, inaugurou um novo ciclo na política econômica, cultural e ambiental do país. Com a revolução de 1930 o Brasil lançou as bases para a implantação do modelo da política de Estado Social, que se consolidou com a institucionalização da Constituição de 1934. A nova Constituição decretou o fim da política econômica liberal e implantou um novo estilo de desenvolvimento, consolidado com o modelo de Estado Social, deslocando as preocupações para a questão social e ambiental.

Com a instauração do governo provisório pelo Decreto nº 19.398, de 11 de novembro de 1930, amparado pela ideologia nacionalista, deu-se início a uma nova ordem, onde a temática ambiental recebeu atenção, ainda que limitada, culminando na promulgação de diversos códigos regulamentando o uso racional dos recursos naturais, do qual estão inseridos os códigos das águas, das minas, das florestas, de caça e de pesca (ARAÚJO, 2007).

No âmbito da temática das unidades de conservação, o código florestal, transformado em lei em janeiro de 1934 por meio do Decreto nº 23.793/1934 deu especial atenção à gestão das florestas nacionais que as classificou sob a categoria de

protetoras, remanescentes, modelo e de rendimento, abrindo espaço para a formação de parques nacionais, estaduais e municipais, inspirados no modelo suíço, de caráter bastante restritivo, com ênfase no desenvolvimento do turismo, tal qual aqueles implementados no território norte-americano. Com isso inaugurava-se uma nova base legal para a institucionalização de áreas protegidas à la bresilienne, por meio dos modelos de unidades de conservação.

No mesmo ano de 1934, com vistas a fortalecer o recém aprovado Código Florestal Brasileiro e fomentar a criação do Sistema de Parques Nacionais, foi realizado na cidade do Rio de Janeiro a Primeira Conferência Brasileira de Proteção à Natureza que dedicou especial atenção à sensibilização da sociedade sobre os imensos danos ambientais causados pela devastação florestal em todo Brasil. Da mesma forma, o relator da Conferência, Alberto Sampaio um dos capitaneadores da nova geração de conservacionistas, enfatizou em seu discurso a necessidade de valorização e uso racional dos recursos naturais enquanto instrumentos de desenvolvimento econômico e objeto de valorização estética.

Diversos defensores conclamaram a necessidade de institucionalização de um Sistema de Proteção da Natureza, tal qual vinha ocorrendo ao redor do mundo, demonstrando a atualização dos organizadores sobre a temática em voga. De acordo com Araújo (2007), Roquete Pinto enfatizou em um artigo a preocupação de Alberto Sampaio desde 1931 sobre a necessidade de elaboração de um projeto brasileiro voltado para a temática dos parques nacionais, que já vinha sido enfatizado quando da realização da Convenção Internacional do Turismo, organizado pelo Touring Clube do Brasil, entidade que congregava e ainda congrega diversos segmentos da iniciativa privada, cujo objetivo era divulgar as belezas naturais brasileiras, abrindo campanha para a proteção ambiental, que na ocasião já recomendava a criação de alguns parques nacionais, culminando na criação do Parque Nacional Serra dos Órgãos (PARNA SO) em 1939.

Em meio a este cenário favorável, em 1937 foi criado o Parque Nacional de Itatiaia, primeira unidade de conservação brasileira, tendo como principais objetivos incentivar a pesquisa científica, fomentar o lazer às populações urbanas e proteger a natureza, abrangendo uma extensão de 11.943 ha, em substituição a Estação Biológica

de Itatiaia, mantida desde 1914 pelo Jardim Botânico do Rio de Janeiro (ARAÚJO, op. cit., 2007).

Nos anos seguintes, a partir de 1939 foi dada continuidade à criação de novas áreas protegidas com a institucionalização do Parque Nacional de Foz do Iguaçu e a Serra dos Órgãos, fortalecidos com a consolidação de uma Seção de Parques Nacionais no âmbito do Serviço Florestal Brasileiro. Dessa forma, a década de 1930 se encerra como marco na criação das primeiras áreas legalmente protegidas no Brasil.

Nos anos de 1940, com as atenções voltadas para a Segunda Guerra Mundial, o início da década representou pouco avanço para a criação de novas unidades de conservação. Somente próximo da segunda metade dessa década que as políticas governamentais começaram a dar alguma atenção para a temática de áreas protegidas no Brasil. Em 1945, foi criado o primeiro Refúgio da Vida Silvestre no Espírito Santo e, em, 1946 criou-se a Floresta Nacional do Araripe-Apodi, abrangendo os estados do Ceará, Pernambuco e Rio Grande do Norte, a primeira categoria de unidade de conservação dessa natureza. Nesse mesmo período, a Constituição de 1946 inaugurou um novo cenário de ocupação intensiva da região amazônica ao estabelecer incentivos fiscais com vistas à ocupação da região, tanto que em 1953 Getúlio Vargas (1882-1954) regulamentou o artigo 199 da Constituição Federal, delimitando a Amazônia Legal e em 1966, por meio da Lei 5.173/66 extinguiu a Superintendência do Plano de Valorização Econômica da Amazônia – SPVEA e criou a Superintendência do Desenvolvimento da Amazônia – SUDAM (LEI 5.173/1966), instaurando um novo ciclo de desenvolvimento e ocupação da região amazônica.

- **Os avanços da legislação ambiental e a consolidação das unidades de conservação no Brasil**

A era Vargas é considerada o marco regulatório de criação das primeiras unidades de conservação no Brasil e pontapé inicial de aplicação de medidas regulatórias de ocupação do interior do país, com destaque para as regiões Norte e Centro-Oeste.

Nessa nova concepção de ordenamento do território brasileiro, a Amazônia ganhou foco de atenção ao receber diversos projetos e programas de ocupação da

região, e como já é notório, trouxe consigo fortes impactos sobre a biodiversidade, ocasionando conflitos territoriais de várias ordens.

No âmbito desses programas de ocupação as unidades de conservação ganharam força e fomentaram discussões calorosas sobre a forma como foram sendo criadas e implementadas.

Na década de 1950, já sob o governo de Juscelino Kubitscheck (1956-1961) imbuído do lema “50 anos em 5”, deu-se início a construção da nova capital federal na região Centro-Oeste, visando integrar o território nacional e uma efetiva ocupação do interior do Brasil. Destaca-se nesse período a construção das rodovias Belém-Brasília e Brasília-Acre em 1958, marcando definitivamente o processo de ocupação intensiva da região amazônica, que segundo Araújo (2007) representou um aporte populacional de 500% em uma década.

A partir dos anos 60 novas unidades de conservação foram criadas com destaque para o curto período que Jânio Quadros (1917-1992) esteve na Presidência, renunciando no primeiro ano de mandato. Nesse curto período foram criados os Parques Nacionais de Caparaó em Minas Gerais e Espírito Santo; Sete Cidades, no Piauí; São Joaquim, em Santa Catarina; Tijuca, no Rio de Janeiro; e Sete Quedas, no Paraná. Já sob o regime parlamentarista em 1961 foram criados os Parques Nacionais de Brasília, no Distrito Federal; do Monte Pascoal, na Bahia, e a Floresta Nacional de Caxiuaçu, no Pará (ARAÚJO, 2007).

Com a instauração do golpe militar em 1964, amparado na Doutrina de Segurança Nacional, novos objetivos foram pensados e implementados para atenuar as grandes diferenças regionais no Brasil. Nesse processo a Amazônia foi recebendo cada vez mais atenção das políticas de ocupação e integração nacional, tanto que, em 1966 foi criada a Superintendência de Desenvolvimento da Amazônia (SUDAM), substituindo a Superintendência do Plano de Valorização Econômica da Amazônia – SPVEA. Com essa nova política voltada para a região amazônica, sua abrangência legal foi redefinida passando a englobar os estados do Acre, Amapá, Amazonas, Mato Grosso, Pará, Rondônia, Roraima, Tocantins, parte do Maranhão e cinco municípios de Goiás. Como estratégia de ocupação da região, o governo federal instituiu a criação do

Banco da Amazônia e a Zona Franca de Manaus em 1967, inaugurando uma nova era no marco regulatório de ordenamento territorial da região amazônica.

Nos anos 1970 sob o governo Médici (1969-1974), cuja doutrina de gestão foi marcada pelo lema ‘Integrar para não Entregar’, criou-se o Programa de Integração Nacional – PIN (DECRETO-LEI 1.106/1970). Com essa política o governo objetivava acelerar a inserção das regiões Norte e Nordeste na economia nacional, melhorar as condições para a expansão do capital e minimizar a crise de desemprego no Nordeste e no Centro-Sul, assentando em projetos de colonização os migrantes dessas duas regiões. Nesse programa, previu-se a construção imediata das rodovias Transamazônica (BR-230), Cuiabá-Santarém (BR-163) e Manaus-Porto Velho (BR-319), cujo discurso oficial amparava-se na ideia de transferir contingentes para ocupar a região sob o lema “para terras sem homens da Amazônia, os homens sem terras do Nordeste”.

Em 1971 foi lançado o Programa Proterra (Programa de Redistribuição de Terras) enquanto estratégia de complementação e fortalecimento do Programa de Integração Nacional – PIN, que visava reorientar as estratégias de desenvolvimento regional da Amazônia Legal através de incentivos fiscais no setor industrial, prevendo uma faixa de terra de até 10 Km nas margens das rodovias que seriam abertas para promover a colonização e reforma agrária.

Com a criação do I PND – Plano Nacional de Desenvolvimento para o biênio 1972-1974 a ocupação da Amazônia a qualquer custo passava a ganhar mais uma vez ordem de prioridade na agenda política nacional, prevendo o mapeamento dos solos, das reservas minerais e demais recursos naturais da região, realizada pelo Projeto Radam Brasil ligado ao Ministério das Minas e Energias, que subsidiou durante anos as ações de Zoneamento Ecológico Econômico na região amazônica. Nesse mesmo período, influenciado pela I Conferência de Meio Ambiente e Desenvolvimento do Programa das Nações Unidas em 1972, na cidade de Estocolmo, no ano de 1973 foi criada a Secretaria Especial do Meio Ambiente do Brasil.

Como é notório, os vários projetos de integração nacional implementados pelos governos militares na Amazônia Legal trouxeram sérios danos socioambientais irreversíveis para a região, como exemplo pode-se citar o Projeto Polamazônia, um programa de Polos, que ao invés de promover ampla colonização ao longo da rodovia

Transamazônica, se restringiu a promover programas agropecuários, agroindustriais, florestais e minerais em algumas áreas prioritárias da região que mais tarde foi abandonado deixando marcas deletérias na região. Nesse programa recomendava-se a criação de algumas categorias de unidades de conservação dentre elas Parques Nacionais, Reservas Biológicas, Florestas Nacionais e Parques Indígenas em cada um dos 15 polos definidos prioritariamente pelo Projeto (ARAÚJO, 2007).

Com o lançamento do II Plano Nacional de Desenvolvimento no final de 1974, novas metas de desenvolvimento para a Amazônia foram lançadas, dessa vez a prioridade era desenvolver sem causar grandes impactos ambientais, inclusive designando a criação de Parques, Florestas e Reservas Biológicas. Com o II PND foram lançadas as bases para a criação do Plano do Sistema de Parques Nacionais, juntamente com os planos de manejo para Parques e Reservas Biológicas, com metas específicas de criação para a Amazônia de 18,5 milhões de hectares de áreas protegidas, contra 5 milhões para o restante do país (ARAÚJO, 2007).

A partir de 1979 com a proposta do Plano do Sistema de Unidades de Conservação do Brasil, embasado nas proposições da Comissão de Parques e Áreas Protegidas da UICN que estabelecia objetivos, normas e categorias de áreas protegidas, novos rumos e critérios para criação de unidades de conservação no Brasil são pensados e implementados, agora baseados em estudos e aparatos técnico-científicos.

Composta de duas etapas principais, o Plano do Sistema de Unidades de Conservação do Brasil propunha na primeira etapa estabelecer os critérios técnico-científicos e inventariar as principais áreas nacionais, em especial na Amazônia, com potenciais para criação de unidades de conservação. No total foram identificadas 34 áreas potenciais dos quais 09 áreas foram rapidamente implementadas, com destaque para os Parques Nacionais do Pico da Neblina, no Amazonas, Pacaás Novos, em Rondônia, Serra da Capivara, no Piauí, Reservas Biológicas de Trombetas, no Pará, Jaru em Rondônia e Atol das Rocas no Rio Grande do Norte. Nesse bojo, em 1980 foram criados os Parques Nacionais do Jaú, no Amazonas, do Cabo Orange, no Amapá, as Reservas Biológicas do Lago Piratuba, no Amapá, e de Una, na Bahia. Em 1981, são criados os Parques Nacionais de Lençóis Maranhenses, no Maranhão, e do Pantanal Mato-Grossense, no Mato Grosso (IBDF & FBCN, 1982 apud ARAÚJO, 2007).

Posteriormente novos objetivos advindos da biologia da conservação foram sendo incorporados à ideia de criação de áreas legalmente protegidas que pudessem proporcionar à população contato com reservas florestais e preservação de determinados elementos da biodiversidade, por meio dos modelos de parques, influenciando políticas de conservação ambiental ao redor do mundo, dentre eles o Brasil.

A literatura sobre áreas protegidas no Brasil aponta que os primeiros parques brasileiros como o Parque Nacional de Itatiaia (RJ) e o Parque Nacional do Iguaçu (PR) foram instituídos segundo critérios subjetivos, obedecendo a valores estéticos e políticos. Durante mais de 60 anos o Brasil ficou sem uma legislação que estabelecesse critérios objetivos, baseados em estudos mais consistentes para criação e gestão de áreas protegidas.

Foi somente no início da década de 1980, com o lançamento da proposta da segunda etapa do Plano do Sistema de Unidades de Conservação do Brasil, que ampliou-se a proposta de um sistema de áreas protegidas para o restante do território brasileiro. No âmbito dessa política 30 novas áreas protegidas foram propostas para o território nacional, representando a primeira tentativa de organização de um sistema nacional de unidades de conservação no Brasil, que já vinha tomando forma desde 1981 com a promulgação da Lei nº 6.938, que instituiu a Política Nacional do Meio Ambiente, prevendo a criação de novas categorias de unidades de conservação como as Áreas de Proteção Ambiental (APA) e Reservas e Estações Ecológicas (ARAÚJO, 2007).

A partir de 1985, com o processo de redemocratização do país, fruto do enfretamento de diversos movimentos sociais com a política econômica vigente extremamente concentradora e destruidora da natureza, somada às visões catastróficas sobre o futuro do planeta, apregoados, sobretudo pelo Clube de Roma em 1972, a Política Nacional de Meio Ambiente ganhou novos ares com o nascimento do socioambientalismo no Brasil.

Esse tipo de movimento, anteriormente denominado ecologismo social ou ambientalismo camponês (Viola, 1991 apud. Diegues, 2000) chamava a atenção para a necessidade de manter o acesso das populações tradicionais aos recursos naturais de

seus territórios, valorizando o extrativismo sustentável, o manejo dos recursos pesqueiros e sistemas de produção baseados em tecnologias alternativas.

Na Amazônia, segundo Almeida (2005), a partir de 1988, com a nova Constituição brasileira e a paulatina abertura política, surgem no cenário regional diversos movimentos sociais, representados notadamente por entidades e movimentos como a Comissão Pastoral da Terra (CPT), Conselho Nacional dos Seringueiros (CNS), Movimentos dos Atingidos por Barragens (MAB), Movimentos dos Pescadores Artesanais, Movimento de Ribeirinhos e os Movimentos Indígenas. Nesse cenário político, houve um redirecionamento ou mesmo ruptura com as formas de pensamentos utilizados para abordar a região, até então tratada apenas como um quadro natural, depositária de paisagens exuberantes e espécies animais exóticas.

Esta nova forma de ver a Amazônia, trouxe em seu bojo a percepção de que os ecossistemas amazônicos são constituídos também de relações sociais e de antagonismos, como um campo de lutas em torno do controle do patrimônio genético, do uso de tecnologias e das formas de conhecimento e de apropriação dos recursos naturais, levando a uma politização do saber sobre a natureza e por extensão uma politização da própria natureza (ALMEIDA, 2005).

À medida que foram se aguçando as disputas por territórios e uso dos recursos naturais, a atuação e abrangência desses movimentos sociais foram ganhando corpo paulatinamente, redesenhando a sociedade civil na Amazônia. No centro dessas discussões surgem as unidades de conservação como instrumentos de gestão dos conflitos e usos dos territórios. Envoltos a polêmicas e discussões, para alguns pesquisadores a ideia de reservar áreas especiais para a proteção da natureza tem a ver com princípios altruístas, segundo o qual é importante proteger espaços públicos para todas as gerações (presentes e futuras). No entanto, para outros cientistas, a concepção de criação de áreas protegidas tem a ver muito mais com interesses comerciais de empresas em promover o turismo nessas áreas.

Aproveitando a onda de esverdeamento do capital via criação de unidades de conservação e, valendo-se do conhecimento sobre o potencial que essas UC's representam, alguns Estados da Amazônia vem rediscutindo e redimensionando determinadas categorias de proteção integral, com objetivos bem definidos para a

promoção do turismo e quase nenhum investimento na formação e capacitação técnica de recursos humanos, sobretudo dos moradores/trabalhadores locais para inseri-los no circuito do mercado do chamado turismo ecológico.

Segundo o Cadastro Nacional de Unidades de Conservação – CNUC (www.mma.gov.br), até o ano vigente existem no Brasil cerca 1.762 unidades de conservação de diferentes categorias, distribuídos em 886 UC's federais, 729 estaduais e 147 municipais, cobrindo aproximadamente 1,5 milhão de quilômetro quadrados, a mesma extensão territorial do Estado do Amazonas. Na Amazônia Legal estão catalogadas 315 UC's, sendo 179 estaduais e 136 federais (www.socioambiental.org.br), dos quais aproximadamente 111 UC's encontram-se em território amazonense.

Nesse período foi criado o Conselho Nacional dos Seringueiros que veio inaugurar uma nova etapa dos movimentos de resistências à expropriação de terras e em favor da criação das Reservas Extrativistas em que entraram em cena diversas organizações não-governamentais e movimentos sociais que deram vozes às populações moradoras de áreas protegidas.

Com a realização da Rio-92 no Rio de Janeiro, foi instituído o Programa-Piloto para Proteção das Florestas Tropicais do Brasil – PPG7 propondo um novo modelo de gestão de florestas tropicais no Brasil, baseados no ideário do desenvolvimento sustentável que, contando com recursos provenientes da União Europeia, Canadá, França, Alemanha, Itália, Japão, Estados Unidos e Reino Unido, reuniu inicialmente uma soma de 34 milhões de dólares, visando à melhoria da gestão de unidades de conservação com a criação de Parques e Reservas, Florestas Nacionais, Reservas Extrativistas e Terras Indígenas, bem como a realização do zoneamento ecológico-econômico, monitoramento, vigilância, controle, fiscalização e fortalecimento institucional de órgãos estaduais de meio ambiente (www.mma.gov.br, 2016).

Após esse período de fortalecimento das políticas nacionais de meio ambiente, vários outros programas foram sendo criados como o Programa Nacional da Diversidade Biológica (Pronabio), que trouxe consigo o Projeto de Conservação e Utilização Sustentável da Diversidade Biológica Brasileira (Probio) e o Fundo Brasileiro para a Biodiversidade (Funbio), este último vinculado à iniciativa privada.

Fazendo um balanço do processo de institucionalização do sistema de áreas protegidas no Brasil, é notório o avanço na Política Nacional de Meio Ambiente a partir de 1930, no entanto até o final dos anos 1980 a legislação sobre unidades de conservação encontrava-se bastante dispersa. Em 1988, no âmbito do Programa Nacional de Meio Ambiente (PNMA), o Instituto Brasileiro de Desenvolvimento Florestal (IBDF) tomou a iniciativa de estabelecer uma legislação abrangendo essa temática. Para tanto, encomendou a elaboração de um anteprojeto de lei para instituir o Sistema Nacional de Unidades de Conservação à Fundação Pró-Natureza (Funatura), organização não-governamental dirigida por Maria Tereza Jorge Pádua, uma das principais autoras das duas etapas do Plano do Sistema de Unidades de Conservação do Brasil, elaboradas em 1979 e 1982, respectivamente.

Em 2000, finalmente foi instituído o Sistema Nacional de Unidades de Conservação (SNUC), lei esta que passou a estabelecer critérios e normas para criação, implantação e gestão das unidades de conservação federais, estaduais e municipais em todo Brasil.

- **Jogos e contradições para a institucionalização do Sistema Nacional de Unidades de Conservação**

O Sistema Nacional de Unidades de Conservação (SNUC) foi instituído pela Lei nº 9.985, de 18 de julho de 2000, que regulamenta o artigo 225 (incisos I, II, III e IV) da Constituição Federal. É o instrumento que estabelece os critérios e normas para a criação, implantação e gestão das unidades de conservação em nível federal, estadual e municipal no Brasil.

No âmbito do SNUC (2000), unidade de conservação é definida como:

“espaço territorial e seus recursos ambientais, incluindo as águas jurisdicionais, com características naturais relevantes, legalmente instituído pelo poder público, com objetivos de conservação e limites definidos, sob regime especial de administração, ao qual se aplicam garantias adequadas de proteção”.

Atualmente o Sistema Nacional de Unidades de Conservação ocupa o quarto lugar em áreas legalmente protegidas, abrangendo cerca de 1,4 milhões de km² ou em torno de 15% do território nacional (MMA, 2016).

A aprovação do SNUC representou a inauguração de um modelo de gestão territorial no Brasil pautado em estratégias e arranjos institucionais que pôs fim a sobreposições e ambivalências de dois sistemas distintos de gerenciamentos de unidades de conservação que vinham se desenhando no Brasil desde a criação do IBDF em 1967 e a SEMA – Secretaria Especial de Meio Ambiente, em 1973.

Apesar de sua sanção ocorrer em meio a inúmeras críticas e embates entre diferentes grupos que defendiam doutrinas ideológicas distintas, não deixou de representar um efetivo avanço na democracia brasileira e instauração de um modelo de gestão territorial compartilhada, em que delineou-se a abertura do poder público para a participação de diferentes segmentos da sociedade civil organizada, movimentos sociais, organizações não-governamentais, do próprio poder público e da iniciativa privada.

Da mesma forma que o SNUC representou a institucionalização de um sistema unificado de gestão de áreas protegidas, veio estabelecer critérios objetivos de gestão das unidades de conservação pautados em modelos técnico-científicos vislumbrando aspectos ecológicos, ambientais, políticos e sociais, já que até meados da década de 1970 esses critérios obedeciam a parâmetros eminentemente subjetivos.

O Sistema Nacional de Unidades de Conservação do Brasil começou a ser discutido desde o final dos anos 1970 e nas décadas seguintes foi objeto de correlações de forças e impasses profundos em que entraram em choque duas correntes ideológicas distintas: a preservacionista e a conservacionista.

Após ser encomendado um anteprojeto de lei à Fundação Pró-Natureza (Funatura), o texto do projeto do SNUC, amparado nas discussões provenientes de diversas reuniões de trabalho e seminários públicos com representantes das organizações da sociedade civil que se desenrolaram em Brasília e São Paulo, foi encaminhado o anteprojeto ao Instituto Brasileiro de Recursos Naturais Renováveis (Ibama), autarquia recém criada que havia sucedido o IBDF, e após discussões e readequações pelo Conama foi encaminhado à Casa Civil da Presidência da República.

O que parecia caminhar para a aprovação do anteprojeto sem muitas atribulações políticas, tudo passou a mudar quando o primeiro relator entre 1992-1995, o deputado Fábio Feldman introduziu profundas mudanças ao substitutivo do Projeto de Lei

2.892/92. Essas mudanças ocorreram em função da pressão de correntes ideológicas preservacionistas, que o próprio relator se identificava, vislumbrando a criação de um Sistema de Unidades de Conservação que prezava um tipo de proteção *strictus sensu*, onde as populações humanas eram tratados como empecilhos para a gestão dos territórios, priorizando a pesquisa e conhecimento dos ecossistemas em detrimento da presença das populações humanas nos espaços sob regime de proteção.

Somente em 1994, quando o deputado Feldman readequou a proposta com a versão original e, em 1995, quando foi substituído pelo deputado Fernando Gabeira para assumir a relatoria que o anteprojeto ganhou maior projeção e participação popular quando foram realizados amplos debates e audiências públicas, acrescentando novas propostas advindas das consultas populares.

Até o ano de 1997 os impasses prevaleciam em detrimento de manobras do próprio governo (ARAÚJO, 2007) que se estendeu até 1998 quando entidades preservacionistas e conservacionistas se reuniram buscando romper com os impasses existentes, no qual conseguiram aprovar alguns dispositivos que agradaram, sobretudo, a corrente conservacionista. Em 1999 o deputado Gabeira em negociação com o governo acatou modificações propostas pelo projeto governista, conseguindo avançar.

Finalmente em junho de 2000, após oito anos de tramitação no Congresso Nacional o projeto de Lei do SNUC foi aprovado e sancionado pelo vice-presidente da época, pondo fim a um longo impasse em que vários setores do ambientalismo se mobilizaram em torno da necessidade de atenção à presença humana em unidades de conservação, na medida em que passou a acatar a coexistência de dois grupos de unidades de conservação distintos: as unidades de conservação de proteção integral e as unidades de conservação de uso sustentável.

A distinção entre esses dois grupos reside no fato que no primeiro as restrições de uso por populações humanas são bem amplas, já que o objetivo básico é a preservação de determinadas espécies da flora e da fauna, admitindo o uso somente de forma indireta para pesquisas científicas, turismo, educação ambiental dentre outros, sem, no entanto, causarem alterações significativas de seus atributos naturais, com exceção dos casos previstos na Lei.

No âmbito desse primeiro grupo, de acordo com o SNUC (2000) inserem-se as seguintes categorias de unidades de conservação e suas respectivas características:

- (i) Estação Ecológica;
- (ii) Reserva Biológica;
- (iii) Parque Nacional;
- (iv) Monumento Natural;
- (v) Refúgio de Vida Silvestre.

(i) - A Estação Ecológica tem como objetivo a preservação da natureza e a realização de pesquisas científicas. Nessa categoria de UC só podem ser permitidas alterações dos ecossistemas no caso de:

I - medidas que visem à restauração de ecossistemas modificados;

II - manejo de espécies com o fim de preservar a diversidade biológica;

III - coleta de componentes dos ecossistemas com finalidades científicas;

IV - pesquisas científicas cujo impacto sobre o ambiente seja maior do que aquele causado pela simples observação ou pela coleta controlada de componentes dos ecossistemas, em uma área correspondente a no máximo três por cento da extensão total da unidade e até o limite de hum mil e quinhentos hectares.

(ii) Reservas Biológicas – visam à preservação integral da biota e demais atributos naturais existentes em seus limites, sem interferência humana direta ou modificações ambientais, excetuando-se as medidas de recuperação de seus ecossistemas alterados e as ações de manejo necessárias para recuperar e preservar o equilíbrio natural, a diversidade biológica e os processos ecológicos naturais. É proibida a visitação pública, exceto aquela com objetivo educacional, de acordo com regulamento específico.

(iii) - Os Parques Nacionais têm como objetivo básico a preservação de ecossistemas naturais de grande relevância ecológica e beleza cênica, possibilitando a realização de pesquisas científicas e o desenvolvimento de atividades de educação e interpretação ambiental, de recreação em contato com a natureza e de turismo ecológico. A visitação pública está sujeita às normas e restrições estabelecidas no Plano

de Manejo da unidade, às normas estabelecidas pelo órgão responsável por sua administração, e àquelas previstas em regulamento.

(iv) - O Monumento Natural objetiva preservar sítios naturais raros, singulares ou de grande beleza cênica. A visitação pública está sujeita às condições e restrições estabelecidas no Plano de Manejo da unidade, às normas estabelecidas pelo órgão responsável por sua administração e àquelas previstas em regulamento.

(v) - Refúgio de Vida Silvestre é uma categoria de UC que tem como objetivo proteger ambientes naturais onde se asseguram condições para a existência ou reprodução de espécies ou comunidades da flora local e da fauna residente ou migratória. A visitação pública está sujeita às normas e restrições estabelecidas no Plano de Manejo da unidade, às normas estabelecidas pelo órgão responsável por sua administração, e àquelas previstas em regulamento.

No segundo grupo, denominados de unidades de uso sustentável, admite-se a presença de populações humanas que já desenvolvam relações históricas com os ambientes e territórios, no qual parcelas dos recursos podem ser utilizados de forma sustentável, mediante acompanhamentos e orientações técnicas advindas de instrumentos de manejo, cujo objetivo básico é compatibilizar a conservação da natureza e o desenvolvimento sustentável das populações habitantes dessas áreas. As UCs de uso sustentável estão voltadas para a manutenção e melhoria da qualidade de vida das populações humanas em consonância com a conservação da natureza e o uso sustentável dos seus recursos naturais. Dentro desse segundo grupo, de acordo com o SNUC (op. cit.) se inserem as seguintes unidades de conservação:

- (i) Área de Proteção Ambiental;
- (ii) Área de Relevante Interesse Ecológico;
- (iii) Floresta Nacional;
- (iv) Reserva Extrativista;
- (v) Reserva de Fauna;
- (vi) Reserva de Desenvolvimento Sustentável;
- (vii) Reserva Particular de Patrimônio Natural.

(i) - A Área de Proteção Ambiental é uma área em geral extensa, com um certo grau de ocupação humana, dotada de atributos abióticos, bióticos, estéticos ou culturais especialmente importantes para a qualidade de vida e o bem-estar das populações humanas, e tem como objetivos básicos proteger a diversidade biológica, disciplinar o processo de ocupação e assegurar a sustentabilidade do uso dos recursos naturais. É constituída por terras públicas ou privadas.

(ii) - A Área de Relevante Interesse Ecológico é uma área em geral de pequena extensão, com pouca ou nenhuma ocupação humana, com características naturais extraordinárias ou que abriga exemplares raros da biota regional, e tem como objetivo manter os ecossistemas naturais de importância regional ou local e regular o uso admissível dessas áreas, de modo a compatibilizá-lo com os objetivos de conservação da natureza. É constituída por terras públicas ou privadas.

(iii) - Floresta Nacional é uma área com cobertura florestal de espécies predominantemente nativas e tem como objetivo básico o uso múltiplo sustentável dos recursos florestais e a pesquisa científica, com ênfase em métodos para exploração sustentável de florestas nativas. É de posse e domínio públicos, sendo que as áreas particulares incluídas em seus limites devem ser desapropriadas de acordo com o que dispõe a Lei. Nas Florestas Nacionais é admitida a permanência de populações tradicionais que a habitam quando de sua criação, em conformidade com o disposto em regulamento e no plano de manejo da unidade.

(iv) - A Reserva Extrativista é um território utilizado por populações extrativistas tradicionais, cuja subsistência baseia-se no extrativismo e, complementarmente, na agricultura de subsistência e na criação de animais de pequeno porte, e tem como objetivos básicos proteger os meios de vida e a cultura dessas populações, e assegurar o uso sustentável dos recursos naturais da unidade. É de domínio público, com uso concedido às populações extrativistas tradicionais conforme o disposto no art. 23 do SNUC e em regulamentação específica, sendo que as áreas particulares incluídas em seus limites devem ser desapropriadas, de acordo com o que dispõe a Lei.

(v) - Reserva de Fauna é uma área natural com populações animais de espécies nativas, terrestres ou aquáticas, residentes ou migratórias, adequadas para estudos técnico-científicos sobre o manejo econômico sustentável de recursos faunísticos. É de

posse e domínio públicos, sendo que as áreas particulares incluídas em seus limites devem ser desapropriadas de acordo com o que dispõe a lei.

(vi) – A Reserva de Desenvolvimento Sustentável abriga populações tradicionais, cuja existência baseia-se em sistemas sustentáveis de exploração dos recursos naturais, desenvolvidos ao longo de gerações e adaptados às condições ecológicas locais e que desempenham um papel fundamental na proteção da natureza e na manutenção da diversidade biológica. Tem como objetivo básico preservar a natureza e, ao mesmo tempo, assegurar as condições e os meios necessários para a reprodução e a melhoria dos modos e da qualidade de vida e exploração dos recursos naturais das populações tradicionais, bem como valorizar, conservar e aperfeiçoar o conhecimento e as técnicas de manejo do ambiente, desenvolvido por estas populações. A Reserva de Desenvolvimento Sustentável é de domínio público, sendo que as áreas particulares incluídas em seus limites devem ser, quando necessário, desapropriadas, de acordo com o que dispõe a lei.

(vii) - A Reserva Particular do Patrimônio Natural é uma área privada, gravada com perpetuidade, com o objetivo de conservar a diversidade biológica. Só poderá ser permitida na Reserva Particular do Patrimônio Natural, conforme se dispuser em regulamento:

I - a pesquisa científica;

II - a visitação com objetivos turísticos, recreativos e educacionais;

De acordo com a lei regulamentadora do SNUC, a criação de uma unidade de conservação deve ser precedida de estudos técnicos e de consulta pública que permitam identificar a localização, a dimensão e os limites mais adequados para a UC. Sua gestão deve ser de responsabilidade do órgão que a criou (município, estado ou união) acompanhado de um Conselho Gestor (consultivo ou deliberativo), formado por representantes de órgãos governamentais e da sociedade civil. Da mesma forma, é condição sine qua non a elaboração e implementação do Plano de Manejo, documento técnico que apresenta as diretrizes de planejamento necessários e imprescindíveis para que a unidade de conservação possa ser sensatamente protegida e manejada.

Vale enfatizar que desde o período pós Rio-92 os avanços na legislação ambiental brasileira são visíveis. Em meio a esse cenário, as áreas protegidas ganharam

cada vez mais força nas agendas políticas e passaram a se expandir em todo o Brasil. Na Amazônia, encontraram terreno fértil nos programas e projetos externos à região que, amparados em relatórios catastróficos sobre o futuro da humanidade e o papel da Amazônia frente a esses novos processos ambientais, tomou relevo nas políticas territoriais e passaram a se expandir em toda região, especialmente no Estado do Amazonas, conforme será analisado a seguir.

2. Amazonas: das políticas de assentamentos rurais ao Sistema Estadual de Unidades de Conservação – SEUC

Em toda década de 1970 a política territorial do Amazonas esteve pautada em processos de assentamento rurais. Inicialmente desenvolvido no sul do Estado pelo Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária – INCRA, esses programas oficiais visavam, sobretudo, à demarcação de faixas de terra em áreas de fronteira e ao longo das rodovias federais como indispensáveis à segurança nacional (Decreto Lei nº 1164/71).

Os Projetos Integrados de Colonização (PIC's) foram a grande estratégia do governo federal para territorializar o Estado, com vistas à regularização fundiária das posses e atenuar os inúmeros focos de tensão no campo advindos da modernização cafeeira que expropriou uma grande parcela de trabalhadores, notadamente nos Estados do Espírito Santo e Paraná. Na atualidade esses projetos continuam sendo implementados, agora com um viés conservacionista sob a denominação de PDS's – Projetos de Desenvolvimento Sustentável (www.incra.gov.br, 2016), a.

A partir dos anos 1980 novas estratégias foram pensadas para gerir o território amazonense, passando a ser adotados a partir desse momento instrumentos de ordenamento territorial como o zoneamento ecológico-econômico e as unidades de conservação. No ano de 1982, com base nos mapeamentos dos solos e recursos minerais realizados pelo Projeto Radam que já vinha realizando estudos na Amazônia desde o começo dos anos 70 (1973-1983), além do já criado Plano do Sistema de Unidades de Conservação pelo governo federal para atuar prioritariamente na Amazônia, foram realizados estudos de campo no território amazonense e identificadas áreas potenciais para a criação de unidades de conservação nos municípios de Manacapuru (Lagos do

Jacaré, Paracuúba, Inajá e Cururu), Manaquiri (Lago Araçatuba), Careiro-Manacapuru (Lagos Castanho e Mamuri), Careiro (Rio Jurara), Urucará (Igarapé Piuraquara), Parintins (complexo Lagos do Macuricanã, Lago Uiacurapá, Lago da Valéria, Rio Mumuru) e Barreirinha (Igarapé Açu, ilha dos Papagaios), que apesar dos esforços despendidos, nenhuma UC foi criada e homologada efetivamente (SANTOS, 2013).

Na década seguinte, com o intuito de implementar os projetos de criação de áreas protegidas na região amazônica, no início de 1990 o governo federal realizou uma reunião internacional na cidade de Manaus, intitulado Workshop 90 - Áreas Prioritárias para a Conservação da Amazônia, realizado de 10 a 21 de janeiro com participação de mais de cem cientistas e conservacionistas, representantes de todos os países da Pan-Amazônia (RYLANDS & PINTO, 1998). Desse Workshop foram definidas 22 áreas prioritárias para criação de unidades de conservação, cujos critérios obedeceram, sobretudo aspectos biogeográficos e geomorfológicos da região. No Estado do Amazonas, como resultado dos esforços deste Workshop foram contempladas seis (06) áreas que se tornaram efetivamente unidades de conservação, dentre os quais se destacam a Reserva Biológica Morro dos Seis Lagos; as Reservas de Desenvolvimento Sustentável Mamirauá e Amanã; as Áreas de Proteção Ambiental Caverna do Maroaga, Margem Direita do Rio Negro e Margem Esquerda do Rio Negro e o Parque Estadual do Rio Negro (SANTOS, 2013).

A partir de 1989 e toda década dos anos 1990 as áreas protegidas via unidades de conservação começaram a crescer exponencialmente no território amazonense, fechando a década de 90 com um total de sete unidades de conservação e uma extensão de 5.708.506 ha de áreas legalmente protegidas (ONU/CEPAL, 2007).

Após 2003 viu-se configurar uma nova etapa da política de gestão territorial via criação de unidades de conservação no Amazonas. Nesse período deu-se início a implementação do Programa Zona Franca Verde, que apesar de não ter significado grandes transformações na qualidade de vida das pessoas, representou um grande incremento na conservação dos recursos florestais por meio da criação de unidades de conservação (SANTOS, 2013). De 2002 até 2009, a área protegida no Estado somente por meio de unidades de conservação estaduais passou de 7,3 milhões de hectares para quase 19 milhões, significando um aumento de 157% (Figura 37).



Figura 37 - Incremento de áreas protegidas por unidades de conservação no Amazonas, de 2002 a 2009. Fonte: CEUC/SDS, 2011 apud SANTOS, 2013.

Somando as 47 unidades de conservação federais, 42 estaduais (SEMA, 2016), 23 UC's municipais e 172 Terras Indígenas, a área protegida do Estado do Amazonas é de aproximadamente 54% de sua superfície (Figura 38), com cerca 97,4% da floresta conservada (SEMA, 2015) e taxas de desmatamento decrescendo de 12,1% em 2003 para 4,7% em 2006 (ONU/CEPAL, 2007).

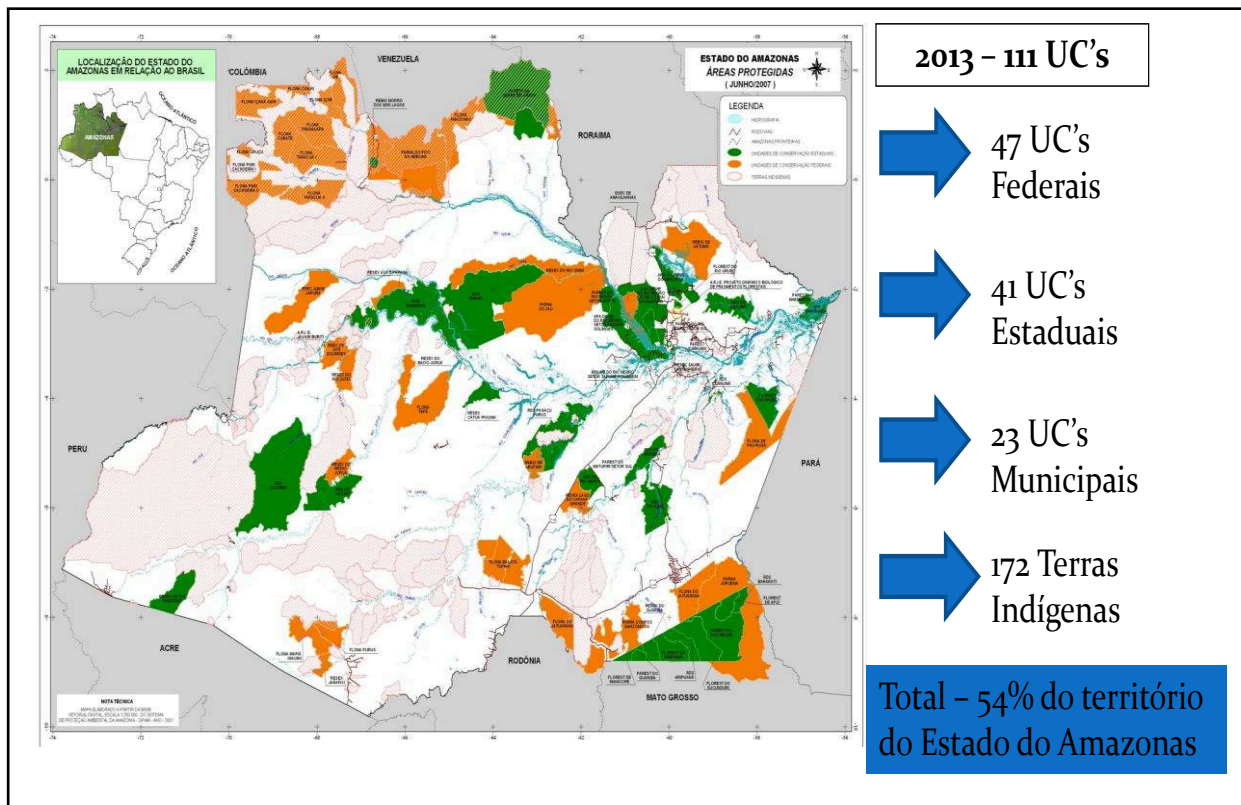


Figura 38 – Mapa das áreas protegidas do Estado do Amazonas (Brasil)
 Fonte: SDS, 2013.

A partir do primeiro triênio do ano 2000, a agenda ambiental passou a ganhar maior atenção por parte do governo do Amazonas no conjunto das políticas públicas do Estado. Isso pode ser evidenciado com a criação do Sistema SDS em 2003, formado pela Secretaria de Estado do Meio Ambiente e Desenvolvimento Sustentável (SDS), Instituto de Proteção Ambiental do Amazonas (IPAAM), Fundação Estadual de Povos Indígenas (FEPI), Agência de Desenvolvimento Sustentável do Amazonas (ADS), e a Companhia de Gás do Amazonas (CIGÁS), instituídos pela Lei 2.783/2003.

Em 2007 como parte das comemorações da Semana de Meio Ambiente e com os avanços na criação de novas unidades de conservação foi criado o Sistema Estadual de Unidades de Conservação do Amazonas (SEUC) e incorporado ao Sistema SDS o Centro Estadual de Unidades de Conservação do Amazonas (CEUC) enquanto órgão gestor das unidades de conservação do Estado. Da mesma maneira, foi criado e incorporado ao sistema SDS o Centro Estadual de Mudanças Climáticas (CECLIMA), órgão responsável pela implementação das políticas voltadas para as mudanças climáticas, estruturado em função das frentes de ações de implementação das UC's, cuja política voltava-se prioritariamente para o enfrentamento das questões ambientais como

a perda da biodiversidade, as mudanças climáticas, a conservação dos recursos naturais e a manutenção dos serviços ambientais da floresta amazônica.

A criação do Centro Estadual de Unidades de Conservação (CEUC), enquanto unidade gestora das UC's estaduais, mostrou o interesse do governo em priorizar as unidades de conservação como principal instrumento para a gestão territorial do Estado naquele momento, já que até então a responsabilidade pela gestão das UC's estaduais estava a cargo do Instituto de Proteção Ambiental do Estado (IPAAM), responsável também pela emissão de licenciamentos ambientais e fiscalização.

Pode-se dizer que a institucionalização do CEUC significou avanços na incorporação dos direitos das populações moradoras das unidades de conservação estaduais, notados com a criação do Departamento de Populações Tradicionais de Unidades de Conservação, setor responsável dentre outras, pela gestão e fortalecimento dos Conselhos Gestores, um dos principais instrumentos de participação democrática, formados por representantes das populações moradoras das UC's, da sociedade civil organizada e representações governamentais.

Em relação ao Sistema Nacional de Unidades de Conservação (SNUC), a lei estadual do SEUC que estabelece os critérios, normas para criação, implantação e gestão das unidades de conservação estaduais, na época significou um grande avanço na política de gestão territorial, inovando no estabelecimento de infrações e penalidades ao dedicar um capítulo da Lei para tais fins, incluindo ressalvas com vistas a regularizar o ordenamento fundiário das UC's e garantir acesso dos moradores às políticas de créditos fundiários. Além disso, a Lei estadual do SEUC incorporou a criação de novas categorias de unidades de conservação como a Estrada Parque, Rio Cênico, e Reserva Particular de Desenvolvimento Sustentável, como unidades de uso direto e sustentável, não previstas no SNUC.

Somado a isto, as políticas estaduais implementadas via unidades de conservação buscaram, ainda, frear o processo de desmatamento, principalmente na região sul do Estado que vinha sofrendo pressões em função do avanço da frente agropecuária e da conseqüente expansão da fronteira agrícola vinda do Sul/Sudeste e Centro Oeste do Brasil. Apesar do número muito reduzido de rodovias, fruto da não conclusão dos processos de abertura e pavimentação de estradas iniciado pelo Governo

Federal na década de 1970, dificultando a interligação desta região com o restante do território amazonense, há que se reconhecer o esforço do governo estadual em combater o desmatamento e preservar a biodiversidade como fruto principal da política de gestão territorial implementada naquele momento.

Em linhas gerais, nota-se que até a primeira década dos anos 2000 as políticas que vinham sendo implementadas no Estado do Amazonas procuravam seguir uma linha que coadunava proteção da natureza, reconhecimento dos saberes tradicionais na gestão dos territórios e ações de fomento ao desenvolvimento territorial. A criação do Centro Estadual de Unidades de Conservação do Amazonas – CEUC em 2007, demonstrou o compromisso do governo em tornar as unidades de conservação instrumentos viáveis para um tipo de gestão territorial sustentável, por meio do compartilhamento da gestão com a sociedade civil organizada, movimentos sociais e parcerias com a iniciativa privada no financiamento e execução de programas e ações afirmativas.

No entanto, no último ano de 2015 com a reestruturação da Secretaria de Estado do Meio Ambiente e Desenvolvimento Sustentável (SDS), que passou a denominar-se Secretaria de Estado do Meio Ambiente (SEMA), mudanças significativas foram impostas na política territorial do Estado, regredindo em muitos aspectos, sobretudo, na gestão das unidades de conservação já criadas, ocasionando diversos embates entre movimentos sociais, representantes das populações moradoras de UC's e o governo. Essa reestruturação do órgão gestor da política ambiental do Estado ocasionou reflexos significativos nas formas de organização do trabalho dos moradores locais, pois com a redução do quadro de técnicos para assessorar na elaboração dos documentos jurídicos necessários para a realização de atividades produtivas ligadas ao manejo florestal, pesqueiro e agropecuário (planos de manejos), os moradores das UCs ficaram cada vez mais limitados para a plena realização de suas atividades produtivas como a pesca comercial, exploração florestal, extração de produtos florestais, dentre outros, já que, por não possuírem formação técnica, muito menos orientação jurídica para a elaboração de tais documentos, ficaram cada vez mais a mercê da atuação de organizações não governamentais e instituições privadas, cujas demandas por ações de formação e capacitação nessas áreas aumentam cada vez mais.

Talvez o maior impacto ocasionado pela reestruturação da SDS tenha sido a redução do quadro técnico de funcionários para a implementação dos Planos de Gestão, documento este que se compara à carta/mapa das áreas protegidas na França, responsável pelo estabelecimento das missões, objetivos e diretrizes implementadas nas unidades de conservação, conforme se nota na fala de um dos coordenadores de campo do Departamento de Mudanças Climáticas e Gestão de Unidades de Conservação (DEMUC), departamento responsável pela gestão das UCs estaduais, criado pela fusão do Centro Estadual de Mudanças Climáticas (CECLIMA) e o Centro Estadual de Unidades de Conservação (CEUC):

“Com a reestruturação da Secretaria, os Centros foram transformados em Departamentos e Assessorias. Nessa reestruturação os Centros perderam força executiva, pois devem implementar as ações previstas nos Planos anteriores a 2015, só que agora com um número reduzido de técnicos. Existem os técnicos nos Departamentos e os chefes de UCs que estão na ponta da execução das políticas de gestão territorial. Atualmente o papel da SEMA é implementar os programas que já haviam sido planejados até 2015. Após 2015 foi criado somente mais uma UC (RDS Puranga Conquista, desmembrada do Parque Rio Negro Setor Sul), totalizando 42 UCs estaduais” (V.R.G, assessora técnica – DEMUC, 2016).

Atualmente as ações de implementação das UC's estão voltadas prioritariamente para acompanhamentos de alguns programas e subprogramas que já vinham sendo executados, previstos nos Planos de Gestão. Os projetos de geração de emprego e renda para os moradores das UCs estaduais ainda são limitados e os resultados necessitam se concretizar, salvo nas UC's acompanhadas pela Fundação Amazônia Sustentável (FAS), responsável pela implementação do Programa Bolsa Floresta, que após oito anos de ação junto a quinze (15) UC's estaduais e mais recentemente a RDS Puranga Conquista, totalizando dezesseis (16) UCs sob sua ação, alguns resultados já podem ser notados³⁵. Mesmo diante de todo o esforço despendido, o desafio é grande no sentido de implementar as 42 unidades de conservação estaduais já instituídas.

Até o ano de 2016 a SEMA vem executando alguns programas e projetos nas UC's estaduais, em parceria com instituições públicas e privadas, conforme se nota nas tabelas 04, 05, 06, 07 (Apêndice). Dentre as instituições parceiras cabe mencionar a

³⁵ Conforme pode ser notado no estudo de caso realizado na RDS do Rio Negro, lócus de nosso estudo de campo no Brasil.

Fundação Amazônia Sustentável – FAS, entidade sem fins lucrativos que congrega instituições públicas e privadas, cuja missão é “promover o envolvimento sustentável, conservação ambiental e melhoria da qualidade de vida das comunidades moradoras e usuárias das Unidades de Conservação do Estado do Amazonas” (FAS, 2008).

Desde 2008, a FAS vem implantando o Programa Bolsa Floresta, criado pelo governo do Estado em setembro de 2007, através da Lei de Mudanças Climáticas e Lei Complementar 53, sobre o Sistema Estadual de Unidades de Conservação do Amazonas – SEUC. Inicialmente o Programa Bolsa Floresta foi implementado pela Secretaria de Estado do Meio Ambiente e Desenvolvimento Sustentável - SDS, envolvendo 06 UC's estaduais. A partir de março de 2008 a Fundação Amazônia Sustentável assumiu a responsabilidade de implantar e expandir o PBF a outras unidades de conservação. Atualmente o PBF se constitui como o principalmente programa voltado para UC's estaduais de uso sustentável, abrangendo 16 zonas protegidas, das quais se destacam:

1. Reserva de Desenvolvimento Sustentável Amanã;
2. Reserva de Desenvolvimento Sustentável Canumã;
3. Reserva de Desenvolvimento Sustentável Cujubim;
4. Reserva de Desenvolvimento Sustentável do Juma;
5. Reserva de Desenvolvimento Sustentável Mamirauá;
6. Reserva de Desenvolvimento Sustentável Piagaçu-Purus;
7. Reserva de Desenvolvimento Sustentável Rio Amapá;
8. Reserva de Desenvolvimento Sustentável Rio Madeira;
9. Reserva de Desenvolvimento Sustentável do Rio Negro;
10. Reserva de Desenvolvimento Sustentável Uacari;
11. Reserva de Desenvolvimento Sustentável do Uatumã;
12. Reserva Extrativista Catuá-Ipixuna;
13. Reserva Extrativista Rio Gregório;
14. Floresta Estadual de Maués;
15. Área de Proteção Ambiental Rio Negro;
16. Reserva de Desenvolvimento Sustentável Puranga Conquista.

Conforme já mencionado, o Programa Bolsa Floresta (PBF) foi instituído pela Política Estadual de Mudanças Climáticas (PEMC), como instrumento de gestão de

pagamento pelos serviços ambientais no Estado do Amazonas, direcionados às famílias moradoras e do entorno de UC's de uso sustentável, como incentivo a ações voluntárias para combater o desmatamento. Para tanto, as famílias assinam um termo de compromisso de adesão se comprometendo a realizar desmatamento zero nas suas áreas produtivas (áreas de floresta primária), bem como matricular e manter seus filhos na escola (FAS, 2016).

O PBF é composto por 4 componentes, divididos em:

1. Bolsa Floresta Familiar, destinado a cada família um valor de R\$ 50,00 mensal;
2. Bolsa Floresta Renda, voltado para apoiar as cadeias produtivas;
3. Bolsa Floresta Social, destinado a apoiar as área de educação, saúde, transporte e comunicação;
4. Bolsa Floresta Associação, recurso anual destinado a apoiar as ações das associações das UCs, num percentual de 10% (dez por cento) dos recursos investidos no bolsa floresta familiar, por ano.

Cada unidade de conservação recebe um montante de investimentos de acordo com a quantidade de famílias cadastradas, que neste caso necessitam estar regularizadas em suas documentações como Carteira de Identidade e CPF, enquanto condição sine qua non para ter acesso a essas políticas sociais. Este se apresenta como um fator limitante na implementação dessa política, pois, ainda hoje grande parte das populações rurais tem dificuldades de se regularizar em suas documentações. O aumento dos investimentos anuais está condicionado à entrada de novas famílias no PBF por UC, desde que consigam sua documentação, atinjam a maioria de 18 anos e sejam casadas (SANTOS, 2013).

Os recursos que dão suporte ao Programa Bolsa Floresta são provenientes, sobretudo, da iniciativa privada (Fundação Bradesco), que inicialmente fez um investimento da ordem de R\$ 20 milhões e compromisso de investimento de mais R\$ 50 milhões, distribuídos em um período de cinco anos (SANTOS, 2013). Além disso, prevê-se negociação na bolsa de créditos de carbono, oriundo do desmatamento evitado, que poderão apoiar o Programa nos próximos anos, desde que os índices de desmatamento continuem a decair.

Os dados oficiais da FAS (2012) indicam um total de investimento de mais de R\$ 30 milhões nas UC's nos últimos cinco anos, voltados em sua maioria para questões como o combate ao desmatamento, fortalecimento organizacional, e geração de renda. Contudo, nota-se que apesar da vontade política e do esforço da FAS em envolver os vários segmentos da sociedade na implementação de um tipo de gestão territorial compartilhada nas UC's estaduais do Amazonas, dentre eles os movimentos sociais e a própria iniciativa privada, ainda assim nota-se que são incipientes os resultados das ações, no que se refere à melhoria das condições materiais de vida das populações moradoras das UC's beneficiadas pelo Programa Bolsa Floresta, apesar de serem perceptíveis certos movimentos de mudanças contextuais, seja no fortalecimento das organizações político-institucionais das UCs beneficiadas pelo PBF, seja na mudança de postura e pensamento dos moradores das UC's em relação ao uso sustentável dos recursos naturais, ou mesmo no fomento de oportunidade de geração de renda, através de programas, projetos e ações de formação e capacitação dos vários atores sociais das comunidades, conforme pode ser evidenciado nos resultados da pesquisa de campo realizado na RDS do Rio Negro.

- **Instrumentos da gestão territorial compartilhada nas unidades de conservação do Amazonas**

- ✓ **Planos de Gestão**

O SNUC (2000) estabelece como instrumentos necessários à gestão das unidades de conservação pelo menos duas ferramentas importantes para a implementação de um tipo de gestão compartilhada, quais sejam os Planos de Manejo e os Conselhos Gestores.

Esses dois instrumentos de gestão territorial deverão ser constituídos de forma democrática e compartilhada com os diversos atores que fazem parte do cenário territorial da unidade de conservação a ser criada e gerida, prevendo a participação das representações da sociedade civil organizada, da iniciativa privada, do governo e das populações locais.

Na política ambiental do Estado do Amazonas, os Planos de Manejo são denominados Planos de Gestão, que na prática são os mesmo instrumentos definidos pelo SNUC. Os Planos de Gestão constituem os instrumentos de planejamento que estabelecem as diretrizes de ações que deverão ser implementadas, indicando a missão e os objetivos da UC. São constituídos de programas e subprogramas pelos quais as ações a serem implementadas deverão estar bem definidas, voltadas para a administração da unidade de conservação, o manejo dos diversos recursos naturais (florestal, pesca, agroextrativista, e outros), programas de geração de renda, bem como identificadas as zonas de amortecimento e corredores ecológicos que irão interligar as diferentes zonas de proteção da UC.

Apesar da legislação prever um prazo de até cinco anos para a elaboração dos Planos de Gestão após a criação da UC, no Estado do Amazonas, algumas unidades de conservação ainda não possuem esse instrumento (13 do total de 42 UCs), conforme pode ser notado na tabela 01.

Tabela 01 - Planos de Gestão e Conselhos Gestores de UCs no Estado do Amazonas

NOME DA UNIDADE DE CONSERVAÇÃO	Município	ÁREA (ha)	ANO DE CRIAÇÃO	CONSELHO GESTOR (Portaria)	PLANO DE GESTÃO
APA Caverna do Maroaga	Presidente Figueiredo e Rio Preto da Eva	374.700,00	1990	SDS/GS-114/09	Possui (2012)
APA da ME do Rio Negro - Setor Aturiá / Apuauzinho	Manaus, Presidente Figueiredo e Novo Airão	559.097,79	1995	Não possui	Previsto
APA da MD Rio Negro - Setor Paduari / Solimões	Novo Airão, Iranduba e Manacapuru	461.740,67	1995	Não possui	Previsto
APA da ME do Rio Negro - Setor Tarumã-Açu / Tarumã Mirim	Manaus	56.793,00	1995	Não possui	Previsto
APA Nhamundá	Nhamundá e Parintins	195.900,00	1990	Não possui	Previsto
APA Guajuma	Nhamundá	28.370,00	1989	Não possui	Previsto
Floresta Estadual Canutama	Canutama e Tapauá	150.588,57	2009	SDS/GS- 008/14	Possui (2014)
Floresta Estadual de Maués	Maués	438.440,32	2003	SDS/GS- 002/10	Possui (2012)
Floresta Estadual de Apuí	Apuí	185.946,16	2005	SDS/GS - 055/10	Possui (2010)
Floresta Estadual de Manicoré	Novo Aripuanã	83.381,03	2005	SDS/GS - 055/10	Possui (2010)
Floresta Estadual do Aripuanã	Apuí	336.040,06	2005	SDS/GS - 055/10	Possui (2010)
Floresta Estadual do Sucunduri	Apuí	492.905,27	2005	SDS/GS - 055/10	Possui (2010)

Cont. Tabela 01 - Planos de Gestão e Conselhos Gestores de UCs no Estado do Amazonas

NOME DA UNIDADE DE CONSERVAÇÃO	Município	ÁREA (ha)	ANO DE CRIAÇÃO	CONSELHO GESTOR (Portaria)	PLANO DE GESTÃO
Parque Estadual do Sucunduri	Apuí	808.312,18	2005	SDS/GS - 055/10	Possui (2010)
Reserva de Desenvolvimento Sustentável Aripuanã	Apuí	224.290,81	2005	SDS/GS - 055/10	Possui (2010)
Reserva de Desenvolvimento Sustentável Bararati	Apuí	113.606,43	2005	SDS/GS - 055/10	Possui (2010)
Reserva Extrativista do Guariba	Apuí e Novo Aripuanã	150.465,32	2005	SDS/GS - 055/10	Possui (2010)
Parque Estadual do Guariba	Novo Aripuanã	72.296,33	2005	SDS/GS - 055/10	Possui (2010)
Floresta Estadual de Tapauá	Canutama e Tapauá	881.704,00	2009	SDS/GS- 011/14	Possui (2014)
Floresta Estadual do Rio Urubu	Rio Preto da Eva	27.342,00	2003	Não possui	Não possui
Parque Estadual do Rio Negro - Setor Norte	Novo Airão	146.028,00	1995	SDS/GS-067/08	Possui (2009)
Parque Estadual do Rio Negro - Setor Sul	Manaus	77.950,86	1995	SDS/GS-253/10 de 02/12/2010	Possui (2013)
Parque Estadual da Serra do Aracá	Barcelos	1.818.700,00	1990	Não possui	UC em redelimitação
Parque Estadual do Matupiri	Borba e Manicoré	513.747,47	2009	SDS/GS- 015/14 de 16/01/2014	Possui (2014)
Parque Estadual Sumaúma	Manaus	52,62	2003	SDS/GS-051/07	Possui (2009)

Cont. Tabela 01 - Planos de Gestão e Conselhos Gestores de UCs no Estado do Amazonas

NOME DA UNIDADE DE CONSERVAÇÃO	Município	ÁREA (ha)	ANO DE CRIAÇÃO	CONSELHO GESTOR (Portaria)	PLANO DE GESTÃO
Reserva de Desenvolvimento Sustentável Amanã	Barcelos Codajás, Coari e Maraã	2.313.000,00	1998	SDS/GS-070/14	Em elaboração
Reserva de Desenvolvimento Sustentável Canumã	Borba	22.354,86	2005	Não possui	Previsto
Reserva de Desenvolvimento Sustentável Cujubim	Jutaí	2.450.381,56	2003	SDS/GS-043/08	Possui (2009)
Reserva de Desenvolvimento Sustentável de Uacari	Carauari	632.949,02	2005	SDS/GS-010/08	Possui (2008)
Reserva de Desenvolvimento Sustentável do Juma	Novo Aripuanã	589.611,28	2006	SDS/GS-129/09	Possui (2010)
Reserva de Desenvolvimento Sustentável do Matupiri	Borba	179.083,45	2009	SDS/GS- 010/14	Possui (2014)
Reserva de Desenvolvimento Sustentável do Rio Amapá	Manicoré	216.108,73	2005	SDS/GS-059/07	Possui (2010)
Reserva de Desenvolvimento Sustentável do Rio Negro	Novo Airão, Iranduba, Manaus e Manacapuru	102.978,83	2008	SDS/GS-254/10	Em elaboração
Reserva de Desenvolvimento Sustentável do Uatumã	São Sebastião do Uatumã e Itapiranga	424.430,00	2004	SDS/GS-033/08	Possui (2010)

Cont. Tabela 01 - Planos de Gestão e Conselhos Gestores de UCs no Estado do Amazonas

NOME DA UNIDADE DE CONSERVAÇÃO	Município	ÁREA (ha)	ANO DE CRIAÇÃO	CONSELHO GESTOR (Portaria)	PLANO DE GESTÃO
Reserva de Desenvolvimento Sustentável Igapó-Açú	Beruri, Borba e Manicoré	397.557,32	2009	SDS/GS- 012/14	Possui (2014)
Reserva de Desenvolvimento Sustentável Mamirauá	Fonte Boa, Japurá, Maraã, Uarini, Japurá e Tonantins	1.124.000,00	1996	SDS/GS-015/10	Possui (1998)
Reserva de Desenvolvimento Sustentável Piagaçu – Purus	Anori Beruri Tapauá e Coari	1.008.167,00	2003	SDS/GS-177/09 de 27/10/2009	Em elaboração
Reserva de Desenvolvimento Sustentável Rio Madeira	Novo Aripuanã, Borba e Manicoré	283.117,00	2006	SDS/GS-016/10 de 05/02/2010	Possui (2014)
Reserva Biológica Morro dos Seis Lagos	São Gabriel da Cachoeira	36.900,00	1990	Não possui	Não possui
Reserva Extrativista Catuá Ipixuna	Tefé e Coari	217.486,00	2003	SDS/GS-001/08	Possui (2010)
Reserva Extrativista Canutama	Canutama	197.986,50	2009	SDS/GS- 013/14	Possui (2014)
Reserva Extrativista do Rio Gregório	Ipixuna e Eirunepé	305.268,47	2007	SDS/GS-03/09	Possui (2013)
Reserva de Desenvolvimento Sustentável Puranga Conquista	Manaus	86.233,43	2014	SDS/GS-182/14	Não possui

Fonte: SEMA, 2016.

A elaboração dos Planos de Gestão requer uma grande quantidade de recursos humanos e financeiros, pois, os roteiros metodológicos são complexos exigindo estudos minuciosos da flora, fauna, estudos dos solos, recursos hídricos e demais informações que serão relevantes para a gestão da unidade de conservação. No caso do Amazonas, as distâncias são grandes e os deslocamentos são onerosos, já que geralmente tornam-se necessário a composição de equipes multidisciplinares de pesquisadores de diversas áreas do conhecimento. Em nosso entendimento, esse conjunto de fatores (roteiros metodológicos complexos, limitações financeiras e distâncias continentais) se apresentam como uma das limitações mais relevantes para a real efetivação das unidades de conservação no Brasil e mais especificamente, no Estado do Amazonas.

✓ **Conselhos Gestores**

Os Conselhos Gestores são os instrumentos públicos onde estão presentes os segmentos que atuam direta e indiretamente na gestão das unidades de conservação. São os instrumentos de gestão que garantem de fato o compartilhamento da gestão entre o governo, a sociedade civil organizada e a iniciativa privada. Podem ser constituídos de duas categorias: Conselhos Consultivos, voltados para a gestão de UC's de proteção integral e Conselhos Deliberativos, presentes nas UC's de uso sustentável.

Essas entidades territoriais são presididas pela instituição gestora da UC (município, estado ou governo federal), que tem a missão de consultar e discutir em conjunto com os representantes dos segmentos da sociedade (governamental, não governamental e iniciativa privada), políticas públicas pertinentes à gestão da unidade de conservação.

Os Conselhos Deliberativos são compostos por representantes do órgão gestor, geralmente presidindo os fóruns de discussão, juntamente com representantes diretos dos moradores das localidades/comunidades, organizações governamentais e não-governamentais e representantes das iniciativas privadas. Os Conselhos Deliberativos constituem espaços que além de consultar e opinar, deliberam em conjunto com representantes das coletividades territoriais, temas e questões pertinentes ao planejamento e compartilhamento da gestão da unidade de conservação. Nos Conselhos Deliberativos as populações moradoras das UC's e representantes da sociedade civil são

de fato empoderadas, já que podem tomar decisões diretas, discutindo e deliberando problemas levantados para posteriores encaminhamentos que irão entrar nas pautas de gestão daquele espaço protegido.

É de competência dos Conselhos Gestores:

“1) acompanhar a elaboração, implementação e revisão do Plano de Manejo [Gestão], quando couber, garantindo o seu caráter participativo; 2) buscar a integração da Unidade de Conservação com as demais unidades e espaços territoriais especialmente protegidos e com o seu entorno; 3) conhecer, discutir, propor e divulgar as ações da Unidade de Conservação, promovendo ampla discussão sobre o seu papel e a sua gestão; 4) esforçar-se para compatibilizar os interesses dos diversos segmentos sociais relacionados com a Unidade; 5) opinar, no caso de Consultivo, ou ratificar, no caso de Deliberativo, a contratação e os dispositivos do termo de parceria com Oscip, na hipótese da gestão compartilhada da Unidade. Sua fiscalização também faz parte das atribuições do Conselho; 6) manifestar-se sobre obra ou atividade potencialmente causadora de impacto na Unidade, em sua zona de amortecimento, mosaicos ou corredores ecológicos; 7) identificar os problemas e conflitos, propor soluções, bem como identificar as potencialidades de manejo da Unidade de Conservação, em articulação com os atores envolvidos.” (HIGUCHI, 2013).



Figura 39 – Conselho Gestor da RDS Uatumã.
Fonte: Pesquisa de campo, 2007.

No Brasil e no Estado do Amazonas os Conselhos Gestores têm sido os principais instrumentos de participação coletiva dos segmentos sociais e representações

das populações moradoras das unidades de conservação (Figura 39). Apesar dos avanços nas leis do SNUC e SEUC, nota-se que ainda há UCs estaduais que não possuem (ou não estão regularizados) esse importante instrumento de gestão (Tabela 01) e necessitam caminhar na direção de uma real gestão compartilhada, fomentando o protagonismo das populações locais na gestão das unidades de conservação.

A seguir apresenta-se um panorama das comunidades de unidades de conservação estaduais, resultado de pesquisas científicas e consultorias técnicas realizadas pelo autor desde 2006, envolvendo comunidades de UC's e seus entornos. Esta parte do trabalho visa apresentar ao leitor aspectos dos modos de vida das populações rurais de unidades de conservação do Amazonas, para relacioná-las por meio de análise comparativa, com os reflexos das políticas de gestão territorial sobre o trabalho e modos de vida dos moradores de unidades de conservação do Amazonas, notadamente daquela serviu de base da pesquisa de campo.

- **Meios e modos de vida de populações de unidades de conservação no Estado do Amazonas**

Sobre os modos de vida das populações moradoras de unidades de conservação no Amazonas, em trabalho de consultoria técnica realizado para o Centro Estadual de Unidades de Conservação – CEUC no ano de 2010 acerca do perfil socioeconômico de 14 Unidades de Conservação (UCs) estaduais abrangidas pelo Programa Bolsa Floresta – PBF (BARROS, 2010), foi possível compreender que os modos de vidas dos moradores de unidades de conservação do Estado do Amazonas, são aqueles típicos das populações rurais amazônicas, usuárias dos diferentes ambientes que caracterizam o bioma amazônico, como as várzeas, os igapós e a terra firme.

A vida dessas populações é regulada pela dinâmica da cheia e vazante dos rios. As moradias são construídas nas áreas mais altas dos núcleos comunitários (Figura 40), local onde se encontram a escola, igreja, centro social, campo de futebol e onde são desenvolvidas grande parte de suas atividades socioculturais, como festejos e reuniões comunitárias. Há também as moradias dos ambientes de várzea, adaptadas às dinâmicas de subida e descida dos rios, como estratégia de sobrevivência e reprodução social das populações locais, conforme figura 41.



Figura 40 - Núcleo comunitário de uma das comunidades da Reserva Extrativista Catuá-Ipixiuna, Tefé-Am.

Fonte: Pesquisa de campo, 2007.



Figura 41 - Moradia típica de populações de ambientes de várzea.

Fonte: Pesquisa de campo, 2008.

Os principais meios de transportes utilizados pelos moradores locais são aqueles comumente das populações rurais amazônicas, com destaque para a “rabeta” – motor de

baixa propulsão que realiza trajeto de curta distância (Figura 42); o barco popular ou “barco de linha” – que realiza o transporte para os núcleos urbanos, e o barco comunitário, geralmente para o deslocamento intercomunitário e/ou sede municipal.



Figura 42 – Principais meios de transportes de populações moradoras de UC's no Estado do Amazonas. Fonte: Pesquisa de campo, 2008.

Quanto às formas de organização socioprodutivas, Chaves (2001a) pesquisadora que há mais de 20 anos desenvolve estudos e projetos de intervenção social na Amazônia, dá destaque ao fato dessas populações estarem organizadas em formas de comunidades³⁶, constituídas de vários grupos domésticos, que assumem formas próprias de gestão e intervenção sobre o território e o meio natural, condicionados pelas condições materiais de produção.

A agricultura, a pesca e a extração de produtos madeireiros e não-madeireiros (Figuras 43 e 44) constituem as principais atividades produtivas das populações moradoras de unidades de conservação estaduais, com destaque para a pesca e a produção de farinha (Figuras 45 e 46), responsáveis pelo abastecimento de grande parte do pescado e farinha consumidos na cidade de Manaus (BARROS, 2010).

³⁶ O termo comunidade há muito vem sendo discutido por sociólogos, antropólogos e extensionistas que trabalham com populações rurais, sem, contudo, chegar a um consenso acerca desta definição. O termo aqui empregado refere-se ao lugar de pertencimento dos moradores locais, enquanto território de contrastes e contradições, e onde são estabelecidas relações sociais, econômicas, políticas e culturais, representando uma identidade para os seus integrantes (RIBEIRO & FABRÉ, 2003).



Figura 43 – Produção agrícola de UC's estaduais.
Fonte: Pesquisa de campo, 2008.



Figura 44 – Produtos extrativistas da floresta amazônica – atividade produtiva das populações de UC's estaduais.
Fonte: Pesquisa de campo, 2008.



Figura 45 - Filho de pescador tecendo rede de pesca, uma das principais atividades produtivas do estado do Amazonas.

Fonte: Banco de dados, 2006.



Figura 46 – Produção de farinha – atividade produtiva típica de populações de UC's estaduais.

Fonte: Banco de dados, 2006.

Apesar das populações rurais terem um papel relevante na produção de produtos alimentícios, suprindo grande parte das demandas da cidade de Manaus, sobretudo o fornecimento de pescado, ainda assim, os trabalhos dessas populações não são vistos e reconhecidos pelas políticas oficiais, sendo tratados em geral como trabalhos invisíveis, secundários. Como consequência, nos últimos anos, notou-se a intensificação de embates e conflitos, notadamente pelo direito ao acesso à terra e regularização fundiária, conforme pode ser notado em documentos oficiais, como aqueles produzidos pela Comissão Pastoral da Terra (CPT), que no ano de 2013 publicou em seu relatório anual

o aumento dos conflitos em torno do uso da terra em unidades de conservação. Segundo a CPT (2013),

“Na Amazônia, há 174 pessoas ameaçadas de morte por conflitos no campo (...) muitas áreas da Amazônia continuam sendo terra sem lei, palco habitual de atuação de pistoleiros impondo pela força os interesses dos poderosos. No Estado do Amazonas, há 40 pessoas ameaçadas de morte por pistoleiros e fazendeiros que ocupam terras públicas ilegalmente. Muitas delas são expulsas de seus assentamentos agrários”.

Como forma de amortizações desses conflitos os governos estadual e federal criaram programas socioambientais voltados especificamente para unidades de conservação (Programas Bolsa Floresta e Bolsa Verde), como estratégia de diminuição da violência no campo, por meio de promessas de regularização fundiária e adesão compulsória dos moradores de UC's aos novos arranjos das políticas de conservação ambiental, cujo princípio subsiste na ideia de manutenção da floresta em pé, como única condição de acesso aos programas oficiais.

Esses novos dispositivos presentes nas atuais políticas de gestão das áreas protegidas vêm tendo reflexos nos meios e modos de vida das populações que habitam e trabalham no interior dessas zonas protegidas, sobretudo nas formas de trabalho e práticas produtivas. Nas pesquisas de campo foi possível notar nas falas de entrevistados que nem todos podem realizar plenamente suas atividades produtivas, pois, como não possuem formação técnica para a elaboração dos planos de manejo (florestal, de uso da terra e de pesca), ficam limitados para o exercício de suas atividades, necessárias para a reprodução social dessas populações.

Em 05/05/2014, o governo federal instituiu obrigatoriedade a todos os produtores rurais de aderirem ao Cadastro Ambiental Rural (CAR), previsto no Código Florestal Brasileiro e aprovado há dois anos como forma de controle das ações desenvolvidas no interior das propriedades rurais. Ao nosso ver, esses novos dispositivos, apesar de serem necessários, atualmente são fatores limitantes para a sustentabilidade das populações rurais, uma vez que, no caso brasileiro, e mais especificamente na Amazônia, a maior parte da população rural não possui formação técnica ou mesmo nível mínimo de ensino formal para elaboração deste tipo de

documentação técnico-jurídico, limitando o pleno desenvolvimento de suas atividades produtivas, incidindo em enfrentamentos e conflitos entre a legislação ambiental e as práticas socioculturais de sobrevivência historicamente desenvolvidas por essas populações.

Durante a realização da Conferência Estadual dos Povos e Comunidades Tradicionais, realizada na cidade de Manaus em 2013, os moradores das unidades de conservação do Estado do Amazonas deixaram claro suas prioridades no âmbito da gestão das UC's estaduais - desenvolver ações concretas que visem à melhoria das suas condições de vida e o pleno exercício de suas atividades produtivas.

Como nota-se, os desafios à gestão territorial de UC's na Amazônia são muitos, que se forem bem discriminados seriam necessários mais estudos para elucidá-los. No caso do Estado do Amazonas, território de realização da pesquisa de campo e onde o autor tem maior imersão investigativa, alguns entraves para um tipo de gestão territorial sustentável podem ser apontados, dentre os principais se destacam:

- Grande extensão territorial do Estado;
- Dificuldades de acesso que implicam em enormes gastos com transporte e infraestrutura;
- Poucos recursos humanos para fiscalização e monitoramento;
- Uso clandestino e irregular dos recursos naturais e do território, gerando conflitos socioambientais de diversas naturezas;
- Limitações de políticas públicas setoriais de amplo acesso dos produtores rurais ao fomento às atividades e cadeias produtivas sustentáveis;
- Limitações de ações públicas na melhoria das infraestruturas comunitárias (energia elétrica, água potável, saúde e comunicação);
- Limitações de políticas de formação e fortalecimento organizacional no campo;
- Limitações de ações de ampliação da educação formal dos produtores rurais;
- Escassez de políticas de fomento ao escoamento da produção e mercados-curtos sustentáveis, dentre outros.

Em linhas gerais, percebe-se que muito há o que se fazer para o alcance de um modelo sustentável de gestão dos territórios amazônicos. Caberá aos governos, à sociedade civil organizada, juntamente com a iniciativa privada, eleger e pautar como tema de prioridade políticas públicas concertadas e adaptadas às realidades amazônicas, com vistas a melhoria da gestão ambiental e à qualidade de vida das populações que habitam esse enorme território de proporções continentais. Espera-se que estudos como este possam servir de subsídios para ações instrumentais visando à efetivação de um modelo de gestão territorial compartilhada, à luz dos princípios da sustentabilidade. A seguir apresentam-se os resultados da pesquisa de campo empreendida na Reserva de Desenvolvimento Sustentável do Rio Negro, UC que serviu de lócus para a investigação no terrain brasileiro.

- **Perfil socioeconômico da Reserva de Desenvolvimento Sustentável do Rio Negro**

A RDS do Rio Negro é uma unidade de conservação estadual que foi regulamentada através da Lei Estadual Nº 3355 de 26/12/08, a partir do desmembramento da Área de Proteção Ambiental (APA) Margem Direita do Rio Negro (Setor Puduari Solimões). Limita-se com os municípios de Manacapuru, Novo Airão e Iranduba (Figura 47), sendo sua gestão de responsabilidade da SEMA, por meio do DEMUC e parcerias institucionais como a FAS e a Associação das Comunidades Sustentáveis do Rio Negro (Associação-Mãe da RDS).

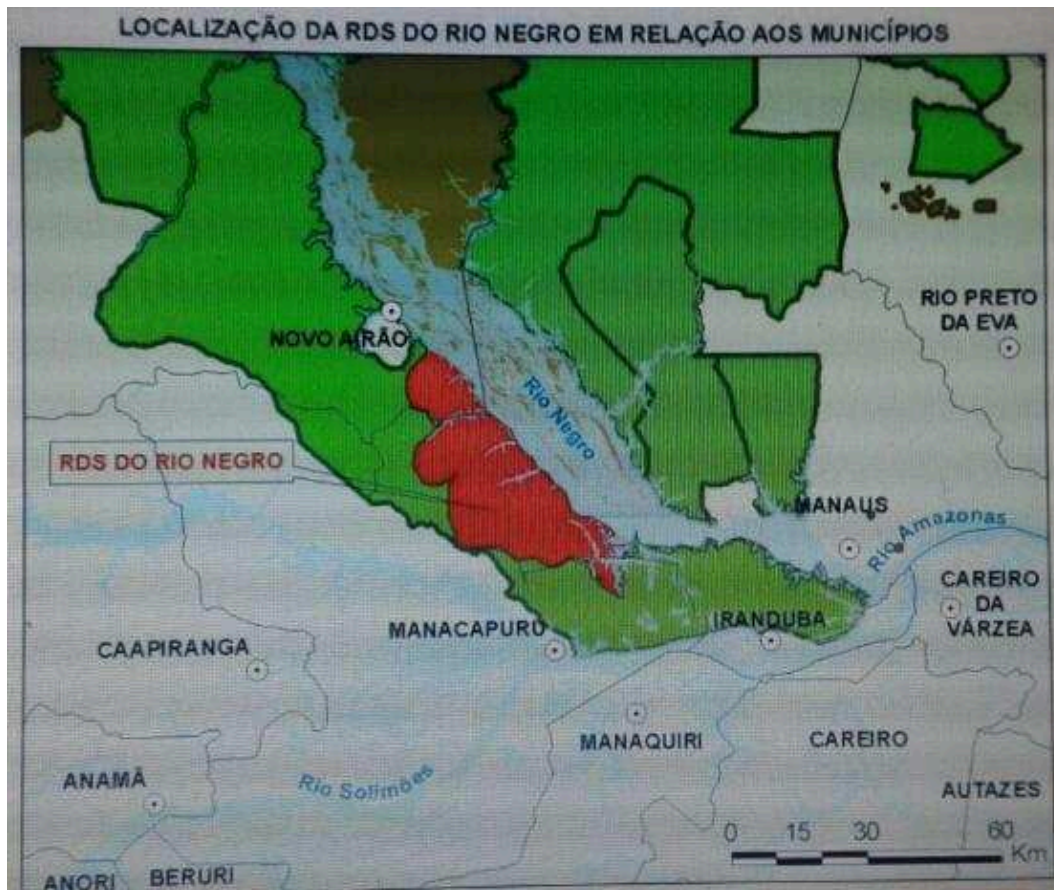


Figura 47 - Localização da RDS do Rio Negro em relação aos municípios fronteiriços.
 Fonte: SDS, 2013.

A RDS possui uma área total de 102.978,83 ha (Figura 48), tendo como objetivos principais preservar a natureza e, ao mesmo tempo, assegurar as condições e os meios necessários para a reprodução e a melhoria dos modos e da qualidade de vida das populações e o manejo dos recursos naturais, através da valorização do saber-fazer local, a conservação e o aperfeiçoamento das técnicas de manejo desenvolvidas pelos moradores locais (CEUC, 2013).



Figura 48 – Placa de identificação da RDS do Rio Negro.
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

Esta unidade de conservação integra o Mosaico de Áreas Protegidas do baixo rio Negro (portaria nº 483, 14/12/2010), que reúne 11 UCs municipais, estaduais e federais de diferentes categorias na região metropolitana de Manaus. Sua criação foi motivada em função dos cenários prospectivos de possíveis desmatamentos vislumbrados em função da construção da Ponte sobre o rio Negro, inaugurada em 2011 e do perfil de multiuso do território pelas comunidades rurais, através da polivalência das atividades produtivas praticadas pelos moradores locais (PLANO DE GESTÃO – RDS DO RIO NEGRO, 2016).

O acesso à RDS ocorre tanto por via fluvial do rio Negro através de recreios e barcos de linha (Figura 49), como por via terrestre partindo de Novo Airão, Manacapuru ou Manaus, se distanciando cerca de 16 km de Novo Airão e 46 km de Manaus em linha reta. O trecho Manaus-Novos Airão pode ser realizado pela estrada asfaltada AM-070; pela AM-352 (trecho Manaus-Manacapuru) e pela Estrada do Manairão (trecho Manacapuru-Novos Airão).



Figura 49 – Barco de linha, meio de transporte fluvial dos moradores da RDS do Rio Negro.

Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

A RDS possui uma população de aproximadamente 791 famílias (PLANO DE GESTÃO-RDS RIO NEGRO, 2016), distribuídas ao longo de 19 comunidades rurais, dentre as quais se destacam: Terra Santa, Marajá, Nossa Senhora do Perpétuo Socorro, São Francisco do Bujaru, São Tomé, Tiririca, Santo António do Acajatuba, Tumbira, Saracá, Santo Antônio, Nova Esperança, Santa Helena do Inglês, Nossa Senhora da Conceição, Terra Preta, Nossa Senhora de Fátima, Carão, Camará, Nova Aliança (entorno da UC) e XV de Setembro (Tabela 02). Estas localidades estão distribuídas em sua maioria às margens do rio Negro, ao longo dos lagos, igarapés e demais corpos d'água que servem de afluentes do rio principal, conforme figura 50.

Tabela 02 – Relação das comunidades da Reserva de Desenvolvimento Sustentável do Rio Negro.

Comunidade	Ano de criação	Nº de residências georreferenciadas
Terra Santa	1945	81
Marajá	1955	32
Nossa Senhora do Perpetuo Socorro	1976	104
São Francisco do Bujaru	1980	66
São Tomé	1982	48
Tiririca	1985	20
Santo Antônio do Acajatuba	1985	38
Tumbira	1986	45
Saracá	1986	50
Santo Antônio	1988	13
Nova Esperança	1989	58
Santa Helena do Inglês	1989	33
Nossa Senhora da Conceição	1989	66
Terra Preta	1990	84
Nossa Senhora de Fátima	1991	67
Carão	1993	14
Camará	1995	38
Nova Aliança (entorno da UC)	2001	25
XV de Setembro	2002	46

Fonte: Plano de Gestão – RDS do Rio Negro, 2016.

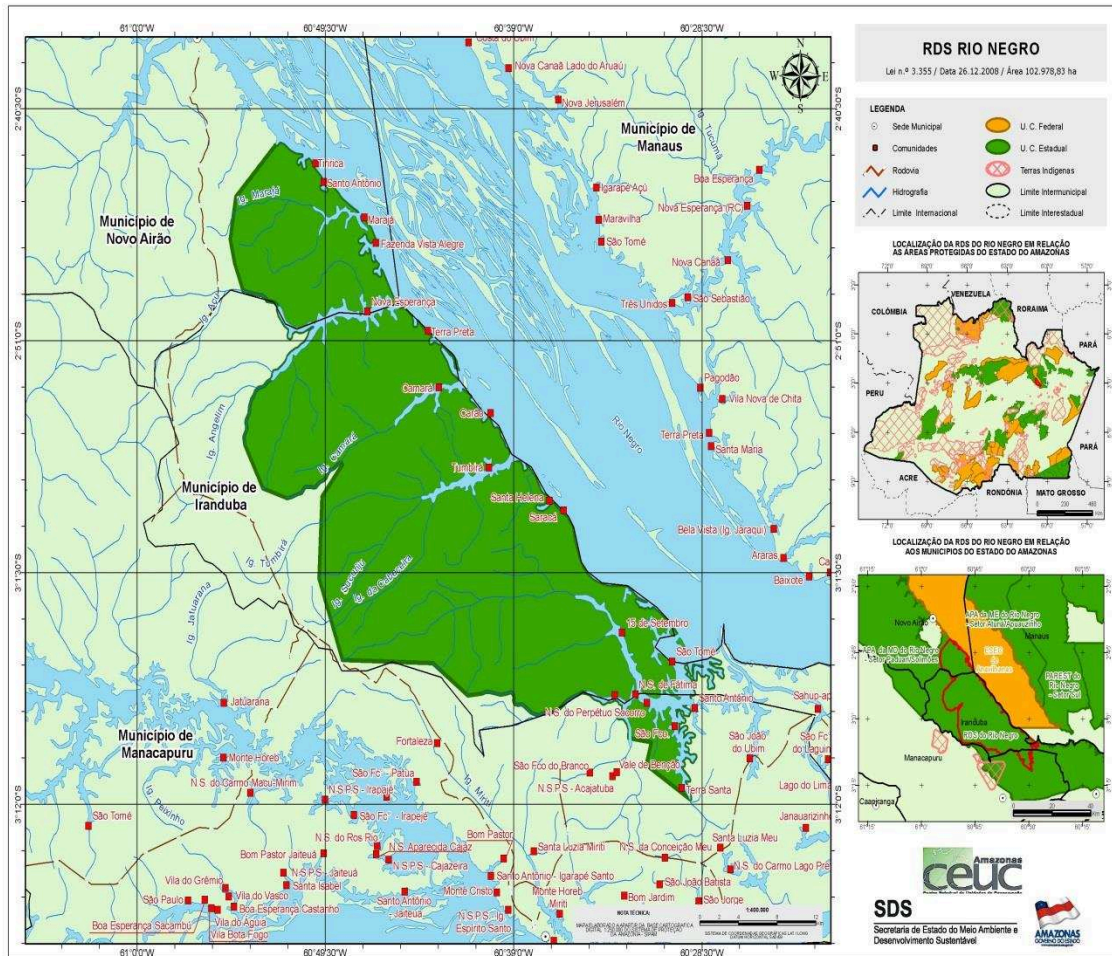


Figura 50 – Mapa de localização das comunidades da Reserva de Desenvolvimento Sustentável do Rio Negro.

Fonte: IPAAM, 2010.

Para fins administrativos, a RDS foi dividida em três polos: i) Polo 1 – composto de 04 comunidades (Tiririca, Santo Antônio, Marajá, Nova Esperança), pertencentes ao município de Novo Airão; ii) Polo 2 – envolvendo 06 comunidades (Terra Preta, Camará, Carão, Tumbira, Santa Helena do Inglês, Saracá) localizadas no município de Iranduba; iii) Polo 3 – constituído de 09 comunidades (São Tomé, Santo Antônio de Acajatuba, XV de Setembro, Nossa Senhora de Fátima, Nossa Senhora do Perpétuo Socorro, Nossa Senhora da Conceição, São Francisco do Bujaru, Terra Santa e Nova Aliança) pertencentes aos municípios de Iranduba e Manacapuru.

A região foi ocupada há muito pelas populações indígenas e mais tarde pelas populações rurais. As comunidades rurais se instalaram há pelo menos 70 anos, sendo a mais antiga datada de 1945 (comunidade Terra Santa) e a mais contemporânea de 2002 (comunidade XV de Novembro). As moradias se distribuem ao longo do rio Negro, nas

margens dos principais lagos, igarapés, furos e outros corpos d'água da região e, mais recentemente, nos ramais e vicinais que atravessam a RDS (Figura 51).

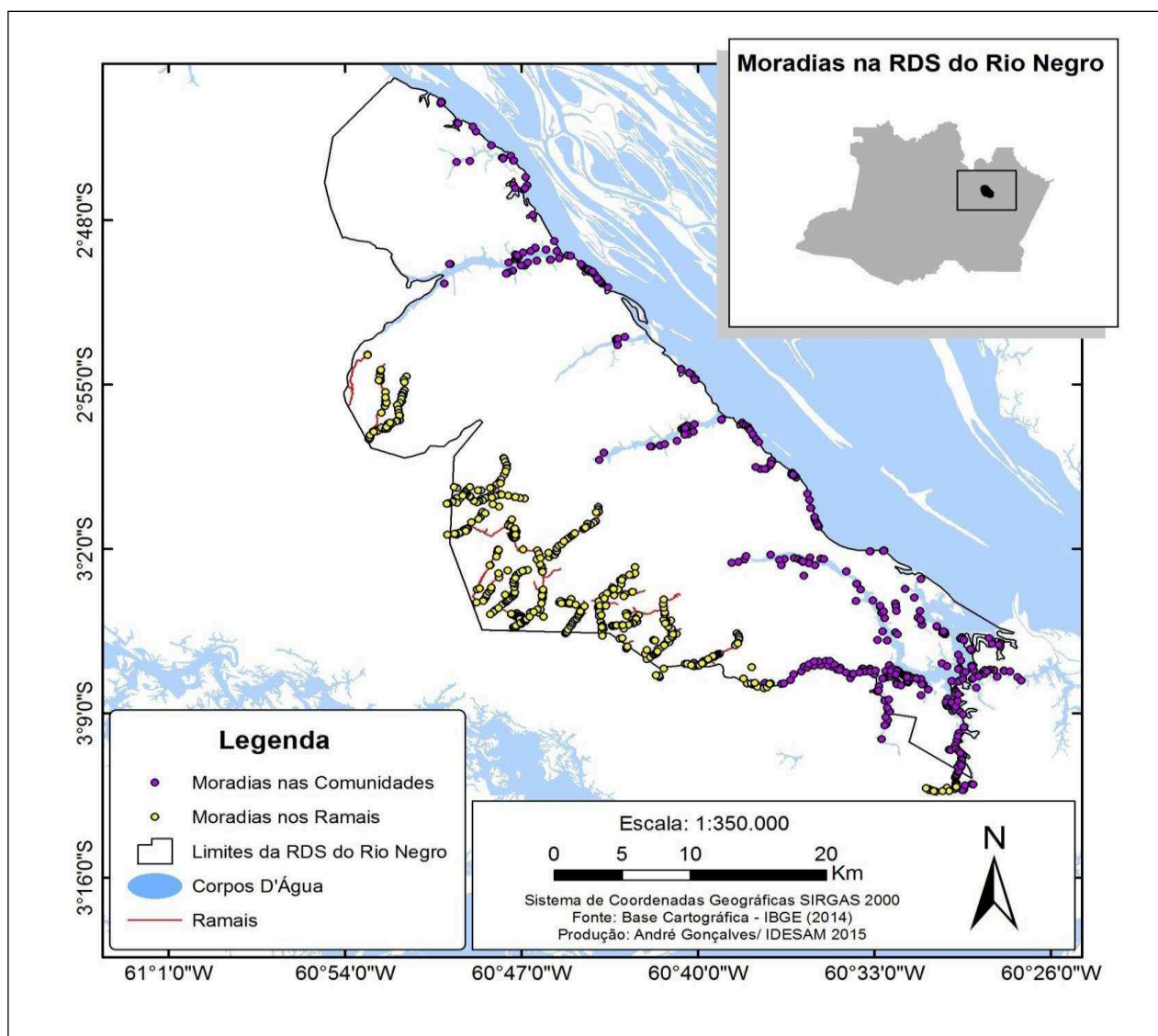


Figura 51 - Distribuição das moradias ao longo da RDS do Rio Negro.

Fonte: Plano de Gestão – RDS do Rio Negro, 2016.

Muitas dessas localidades que estão se formando ao longo dos ramais foram se constituindo em função da especulação imobiliária advinda após a construção da Ponte sobre o rio Negro, e, portanto, não são reconhecidas pela SEMA como pertencentes à unidade de conservação, pois se constituíram após a homologação da RDS em 2008, apesar de existirem casos de moradores que já habitavam ramais antes de 2008 (PLANO DE GESTÃO – RDS RIO NEGRO, 2016). Diante de tal situação, algumas localidades estão reivindicando o direito de pertencer à unidade de conservação, o que

tem gerado conflitos com o órgão gestor da RDS, principalmente com a expectativa de terem acesso às políticas públicas voltadas para as unidades de conservação, dentre elas o Programa Bolsa Floresta.

Os modos de vida das populações moradoras desta área protegida estão plenamente adaptados à dinâmica dos ciclos ecológicos da natureza. Suas existências dependem dos múltiplos usos do território e da polivalência da exploração dos recursos naturais. As casas são construídas às margens do rio principal ou seus afluentes, nas áreas mais altas (Figura 52), local onde se assenta o núcleo comunitário (centro social, igreja, escola, campo de futebol, dentre outros) que serve de espaço para os principais eventos sociais, como celebrações religiosas e reuniões comunitárias (Figura 53).



Figura 52 – Subida do porto da comunidade Tumbira.

Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

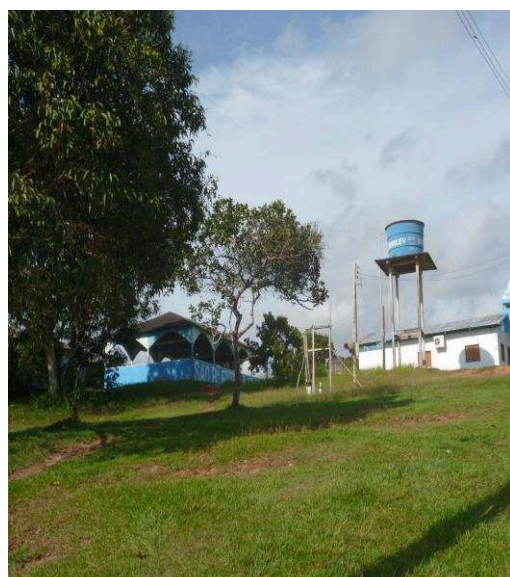


Figura 53 – Vista do núcleo comunitário da comunidade N. Sra. de Fátima.

Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

As moradias possuem de dois a três cômodos e são construídas de forma que possam seguir a dinâmica de subida e descida das águas do rio. Algumas construções possuem estruturas de madeiras, zinco ou alumínio, outras de alvenarias ou mistas (com telhas do tipo Brasilit ou de barro), localizadas principalmente nos ambientes de terra firme que não necessitam de assoalhos suspensos. Outras residências estão localizadas nas áreas mais baixas, sujeitas às inundações e são construídas suspensas,

com material de madeira, a fim de se proteger da subida das águas do rio, típico dos modos de vida das populações ribeirinhas da Amazônia³⁷ (Figuras 54 e 55).



Figura 54 – Empreendimento turístico na comunidade Santa Helena do Inglês, construído na área mais baixa da comunidade, típico dos estilos de moradias ribeirinhas.

Fonte: Pesquisa de campo, 2016.



Figura 55 – Estilos de moradias da RDS do Rio Negro em ambientes de terra firme.

Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

Os serviços de infraestrutura das comunidades da RDS do Rio Negro se assemelham às demais localidades rurais amazônicas. Os principais meios de transportes fluviais se assentam no uso de equipamentos de baixa e média propulsão como rabetas (motor de popa com potência de 5,5 hp adaptados em canoas de madeira), voadeiras (motor de maior potência, em torno de 25 a 115 hp, utilizados em botes de alumínio) e os barcos de linha que realizam trajetos maiores, comumente utilizados para transporte às sedes municipais (Figuras 56 e 57). Além das vias fluviais é possível ter acesso à RDS por meio de transportes terrestres como ônibus, carros e motocicletas. O período de maior dificuldade de acesso à Reserva concentra-se no mês de agosto, provavelmente em função da vazante do rio Negro, já que o principal meio de locomoção das populações locais reside naqueles utilizados por via interflúvios.

³⁷ O entendimento adotado para definir populações ribeirinhas se aproxima daquele apresentado por Little (2001 apud BARROS, 2006) que as caracteriza como “populações tradicionais que podem ou não ser populações indígenas, já que há comunidades de ribeirinhos que estão se identificando como indígenas, enquanto outras renegam sua identidade, mas que de todo modo representam uma população ambientalmente diferenciada considerando que seu modo de adaptação é sintonizada com os fluxos hídricos dos rios”.



Figura 56 – Meio de transporte do tipo voadeira - RDS do Rio Negro.

Fonte: Pesquisa de campo, 2016.



Figura 57 – Meio de transporte do tipo rabeta utilizados pelos moradores da RDS do Rio Negro.

Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

O acesso à energia é diferenciado entre os moradores dessa área protegida. Das dezenove comunidades que estão presentes na RDS, dezesseis delas tem acesso à rede pública de eletrificação, advinda com o Programa Luz para Todos (PLANO DE GESTÃO – RDS RIO NEGRO, 2016). Ainda assim, três comunidades (Marajá, Santo Antônio e Tiririca) tem acesso à energia somente pelo uso de geradores comunitários, com energia fornecida basicamente uma parte da noite (três a quatro horas), levando os moradores locais a intercambiar uso de velas e lamparinas para iluminação de suas residências.

A captação de água para consumo é obtida pela maioria das comunidades por meio de poço comunitário, seguida pelo consumo direto do rio e cacimbas. Atualmente uma das frentes de ações do governo do Estado, por meio do Programa Água para Todos está sendo a instalação de tanques d'água, conforme figura 58, como forma de minimizar as doenças veiculadas ao uso da água como a diarreia, uma das principais patologias presentes entre os moradores locais.



Figura 58 – Uso de tanques para captação de água da chuva na RDS do Rio Negro - comunidade Tumbira.
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

▪ **Organização político-institucional**

As comunidades da RDS do Rio Negro organizam-se em grupos sociais, a fim de garantir a manutenção da vida comunitária. Dentre os diferentes grupos sociais existentes destacam-se aqueles ligados às igrejas/congregações religiosas, os grupos de mulheres, de pais e mestres, de jovens, de pescadores, de marceneiros, de agricultores, de artesãs, dentre outros. Da mesma forma, essas localidades organizam-se juridicamente em forma de Associações Comunitárias, no âmbito do modelo organizativo implantado pela igreja católica, através do Movimento de Educação de Base - MEB e das Comunidades Eclesiais de Base – CEBs nos anos 80, a fim de garantir o acesso a determinadas políticas públicas (BARROS, 2006). Apesar das 19 comunidades da RDS possuírem Associações Comunitárias, apenas 07 delas estão com suas Associações regularmente registradas com CNPJ (PLANO DE GESTÃO – RDS RIO NEGRO, 2016), indicando certa fragilidade no âmbito político-organizacional.

Em 2009 foi fundada a Associação de Comunidades Sustentáveis da RDS do Rio Negro, conhecida como “Associação-Mãe”, tendo representantes das dezenove localidades que fazem parte da UC. É através desta Associação que são garantidos os recursos do Programa Bolsa Floresta - PBF para o fortalecimento organizacional

comunitário, no qual são destinados 10% (dez por cento) por ano dos recursos investidos no subprograma bolsa renda.

- **Trabalho e atividades produtivas**

Nas comunidades rurais amazônicas, o trabalho está inserido no conjunto de actividades, que garante a reprodução social e material do homem. Nesta dimensão, o trabalho é um processo que envolve o homem e a natureza, havendo trocas de energias entre ambos, como apregoava Karl Marx (1818-1883).

Essa multidimensionalidade do trabalho garante ao homem amazônico uma relação quantitativa e qualitativa com a natureza, envolvendo dimensões biológicas, cognitivas, afetivas, psicológicas e culturais, enquanto ação integradora e agregadora, à luz das proposições feitas por Teiger (1993) e Béguin (2005), ao caracterizar o trabalho como “*activité*”, adotado pela Ergonomia de Língua Francesa.

É através do trabalho realizado que o homem rural amazônico garante sua sobrevivência e permanência nesse mundo, já que é por meio do esforço físico e de sua obra, enquanto atividade que exige o *savoir-faire* adquirido ao longo de sua existência, que o permite conhecer a dinâmica e os ciclos da natureza, que são repassados de geração em geração. Dessa forma, o homem rural amazônico consegue reconhecimento social e permanência além da vida, já que os conhecimentos empíricos sobre a natureza são eternizados pelo repasse, através da oralidade e da *activité* realizada, a outras gerações, geralmente seus filhos, genros e agregados que fazem parte do mesmo núcleo familiar.

Em geral, de acordo com Fraxe (2000), entre as populações rurais amazônicas, por volta de 08 anos a criança camponesa da várzea [e da terra firme] insere-se no processo de trabalho, idade em que deixa de pertencer somente à unidade de consumo e passa a ser incluída na unidade de produção (FRAXE, 2000:80). Continua Fraxe (op. cit.), na maioria das vezes quem administra a divisão do trabalho é o patriarca, como a atividade pesqueira que é comandada pelo pai. Às mulheres cabem a organização do trabalho doméstico, criação de pequenos animais e atividades de roça, que são ensinadas

e iniciadas pelas crianças mulheres. Os homens e mulheres idosas realizam tarefas leves, ligadas geralmente a atividades de subsistência.

Sobre a atividade produtiva da pesca, Barros & Ribeiro (2005) destacam que desde muito cedo as populações rurais amazônicas passam a estabelecer relações com a atividade pesqueira. As crianças do sexo masculino em um primeiro momento acompanham os pais nas práticas laborais, aprendendo a identificar os ambientes, os métodos e técnicas de pesca e, em um segundo momento, por volta dos 12 anos de idade deixam de realizar atividades secundárias de apoio e passam a ocupar cada vez mais posição central.

Ainda segundo Barros & Ribeiro (op.cit.), à medida que os “novos atores” vão se incorporando à dinâmica estrutural da atividade da pesca, pela prática e pela aquisição das habilidades herdadas dos mais antigos, paulatinamente passam a desempenhar funções na execução de tarefas, até assumir a atividade central nas relações com o ecossistema e no acesso ao espaço aquático. Aos poucos os filhos do sexo masculino vão assumindo a responsabilidade de contribuir para suprir as necessidades da família, dando continuidade ao círculo que se processa no interior da economia doméstica das populações rurais amazônicas, os mais velhos se retirando das atividades produtivas ou diminuindo a intensidade, e os mais novos assumindo posição-chave.

Quanto às formas de organização para o trabalho rural, na Amazônia prevalecem dois tipos de organização produtiva, o grupo de trabalhador polivalente (FURTADO, 1993), que intercambia diferentes atividades de acordo com os ciclos de subida e descida dos rios como a agricultura, a pesca, o extrativismo vegetal e a pecuária de pequena escala, e o grupo de “trabalhadores profissionais”, monovalentes, que ocupam seu tempo quase exclusivamente com uma única atividade, geralmente de prestação de serviços, durante todo o ano.

Além desses modelos de organização produtiva, nota-se nas comunidades rurais amazônicas aqueles tipos organizativos praticados em formas de ajuda mútua, como os ajuris, mutirões ou parcerias, realizadas geralmente pelos moradores de um núcleo comunitário (CHAVES, 2001b) geralmente voltados para organização de festejos, manutenção de equipamentos sociais como igreja, escola, campo de futebol, dentre outras.

Além dessas atividades já mencionadas, entre populações rurais da Amazônia existem as práticas laborais conhecidas como “trabalho acessório” que, embora praticado por uma pequena parcela de trabalhadores rurais, esse tipo de trabalho é caracterizado pela prestação de serviços (limpeza de terrenos, ajudante nas atividades de construção naval, empregada doméstica, dentre outros) em troca de um salário temporário, em alguns meses do ano, a fim de complementar a renda familiar.

Na RDS do Rio Negro é possível identificar todas as modalidades de trabalho descritas acima, já que as comunidades locais são preñes de características das populações rurais amazônicas. Dentre as principais atividades produtivas destacam-se a produção de farinha, pesca, extração e beneficiamento de madeira (Figuras 59 e 60), artesanato, turismo e prestação de serviços, atividades estas que garantem renda para os moradores locais, somado ao recebimento de benefícios sociais como bolsa floresta, bolsa família, seguro-defeso e aposentadorias que contribuem para o incremento da renda familiar. De acordo com o Plano de Gestão da RDS do Rio Negro (versão preliminar-consulta pública, 2016), até o ano de 2014, 559 famílias foram beneficiadas pelo Programa Bolsa Floresta, como uma média de distribuição de R\$ 926,52 por família/ano, representando um aporte não desprezível na renda local.



Figura 59 – Casa de farinha, local de produção agrícola na RDS do Rio Negro.
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.



Figura 60 – Marcenaria, atividade produtiva legalizada por meio de planos de manejo florestal na RDS do Rio Negro.
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

Fazendo um balanço geral da efetividade de gestão da RDS do Rio Negro, nota-se a importância do Programa Bolsa Floresta na gestão socioambiental desta UC, principalmente em função da atuação da Fundação Amazônia Sustentável - FAS, que

tem desenvolvido relevantes ações de formação e capacitação para os moradores/trabalhadores desta área protegida. O turismo e atividades como artesanato e manejo florestal (com 11 Planos de Manejo Simplificados de Pequena Escala aprovados pelo IPAAM), vêm despontando no conjunto de atividades produtivas, além do manejo dos recursos pesqueiros, contribuindo no incremento da renda das famílias locais.

Antes da recategorização da RDS, segundo o Sr. R. B., morador da comunidade Tumbira, algumas comunidades dos polos 1 e 2 desta UC trabalhavam de forma ilegal na exploração madeireira e, atualmente, com os trabalhos de formação e capacitação desenvolvidos pela FAS, notadamente aqueles voltados para elaboração de planos de manejo florestal, empreendedorismo, turismo de base comunitária, manejo da pesca e fomento às atividades agrícolas, os moradores locais passaram a desenvolver suas atividades de forma legal, com reflexos positivos na qualidade da gestão e na vida dos habitantes, como é destacado na fala do morador local, “*muito ainda há o que se fazer, no entanto, quando comparado ao que era no passado, na época que pertencia à categoria de Área de Proteção Ambiental muito se avançou, com destaque para a melhoria na área de educação*”, R. B., antigo administrador de comunidade.

Como se nota, as ações provenientes de um modelo de desenvolvimento indutor, capitaneado por políticas compartilhadas podem ser implementadas, quando se percebe que a sustentabilidade não é um elemento isolado no conjunto da gestão de um determinado território. Os reflexos dessas políticas aparecem na medida em que se avança no propósito de fomentar o protagonismo local, embora nem sempre esses resultados venham à tona na mesma rapidez como se deseja, já que as mudanças sociais variam de acordo com a dinâmica interna de cada grupo social, como será verificado a seguir, com a exploração dos resultados do estudo de caso realizado na comunidade Tumbira, pertencente a RDS do Rio Negro.

3. Estudo de caso: reflexos das políticas territoriais na comunidade Tumbira, RDS do Rio Negro

A comunidade Tumbira está localizada na margem direita do rio Negro (Figura 61) fazendo parte das dezenove (19) comunidades pertencentes à RDS do Rio Negro. Administrativamente está ligada ao município de Iranduba, Estado do Amazonas, embora mantenha relações com outros municípios próximos como Manacapuru e Novo Airão. Foi fundada no ano de 1986 (Figura 62), há trinta anos, com aproximadamente 10 famílias e atualmente congrega 38 núcleos familiares, com cerca de 200 habitantes.

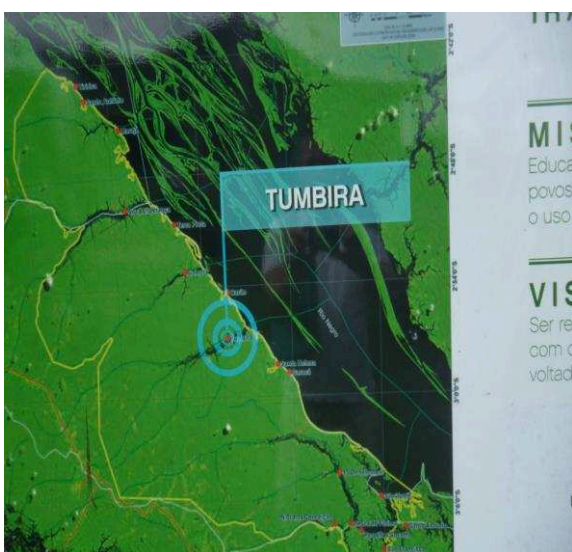


Figura 61 – Localização da comunidade Tumbira no território da RDS do Rio Negro.
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.



Figura 62 – Faixa comemorativa do ano de fundação da comunidade Tumbira.
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

▪ Organização e morfologia social da comunidade Tumbira

Assim como nas demais localidades rurais da Amazônia, a comunidade Tumbira é constituída de diferentes elementos arquitetônicos que dão forma e corpo à comunidade, como a escola, o centro social, a igreja e o campo de futebol (Figuras 63 e 64).



Figura 63 – Sede social da comunidade Tumbira.
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.



Figura 64 – Campo de futebol da comunidade Tumbira.
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

Os principais prédios da comunidade são basicamente a igreja católica (Figura 65), a escola (Figura 66), o equipamento predial implantado pela FAS utilizado para alojamento de técnicos, pesquisadores e comunitários de outros núcleos quando estão em processos de formação e capacitação (Figura 67) e a pousada/restaurante do Sr. José Roberto (Figura 68), empreendimento que fornece alimentação e hospedagem para moradores da região e turistas de diferentes localidades.



Figura 65 – Vista da igreja da comunidade Tumbira.
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.



Figura 66 – Estrutura do prédio da escola da comunidade Tumbira.
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.



Figura 67 – Estrutura do complexo predial da FAS - comunidade Tumbira.
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.



Figura 68 – Restaurante e pousada do Sr. Roberto - comunidade Tumbira.
Fonte: Ave Lola Espaço de Criação, 2015.



Figura 69 – Agentes de saúde em deslocamento para capacitação na comunidade Tumbira.
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

Assim como algumas localidades rurais amazônicas, a comunidade Tumbira dá a impressão de constituir-se apenas em uma paisagem monótona, perdida na imensidão do território amazônico. No entanto, ao se aproximar e entrar em contato com a vida comunitária percebe-se uma série de contrastes e contradições, combinando diferentes elementos sociais, ambientais e culturais da tradição e da modernidade (SILVA & BARROS, 2000).

Por localizar-se estrategicamente à margem do rio Negro, suas populações desenvolvem diferentes meios de adaptação aos ciclos da natureza. Os modos de vida dos seus moradores seguem a mesma dinâmica das demais áreas rurais da Amazônia, notadamente das populações que habitam as margens dos rios e lagos. Como estratégia

de adaptação às dinâmicas ambientais e fazer parte da configuração sócio-espacial, nesta localidade grande parte das moradias está incrustada nas áreas mais elevadas do núcleo comunitário (Figura 70), apesar de notar-se também a presença de casas do tipo palafitas (Figura 71), construídas em função da enchente e vazante do rio, seguindo as dinâmicas sociais e ambientais que a vida do homem ribeirinho exige.



Figura 70 – Moradias construídas em ambientes de terra firme na comunidade Tumbira.
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.



Figura 71 – Moradia do tipo palafita, construída em ambientes mais baixos para adaptar-se à subida e descida do rio Negro - comunidade Tumbira.

Outros contrastes sociais são notados na combinação de hábitos típicos das populações rurais da Amazônia como o cultivo de hortas e plantas medicinais com a incorporação de diferentes elementos da vida moderna como antenas parabólicas (Figura 72) e serviços bancários, resultado das diferentes ações e parcerias entre FAS/Comunidade e iniciativa privada (Figura 73).



Figura 72 – Equipamentos urbanos (antenas parabólicas) incorporados na comunidade Tumbira.
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.



Figura 73 – Novos elementos da modernidade (serviços bancários) sendo incorporados na comunidade Tumbira.
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

Os principais meios de transportes utilizados pelos moradores locais são aqueles típicos das populações ribeirinhas, com destaque para o uso da “rabeta”, do “barco de linha” – que realiza o transporte para os núcleos urbanos, e o barco comunitário, geralmente utilizado para o transporte de alunos e deslocamento intercomunitário e/ou para sedes municipais (Figuras 74 e 75).



Figura 74 – Barco comunitário utilizado pelos moradores da comunidade Tumbira e demais comunidades da RDS Rio Negro.
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.



Figura 75 – meio de transporte do tipo voadeira, utilizados na comunidade Tumbira.
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

▪ Trabalho e atividades produtivas na comunidade Tumbira

No que se refere às diferentes formas de uso do território e da natureza por meio do trabalho, Chaves (2001a; 2001b), ressalta que o intercâmbio entre sociedade e natureza deve ser visto e analisado à luz das necessidades históricas de uma determinada sociedade e, que nesse processo laborativo deve-se considerar dentre outros aspectos, as necessidades dos homens e da própria sociedade no processo de transformação da natureza que, ao agir um sobre o outro, acabam sendo transformados, por meio de interconexões.

Estudos sobre a Amazônia (BARROS, 2006; CHAVES, 2001a; 2014; FRAXE, 2000, FURTADO, 1993) apontam que o homem amazônico, na sua relação com os vários ambientes (várzea, terra firme, igapó) possui uma capacidade ímpar de adaptar-se às dinâmicas da natureza para atender às suas necessidades de sobrevivência e reprodução social, desenvolvendo diferentes práticas produtivas na sua *Vita Activa*, no sentido harendtiano, em que entram em cena uma tripla conotação: (i) *le travail*, utilizado para satisfazer suas necessidades biológicas de sobrevivência como a agricultura, a pesca e a exploração florestal; (ii) *l'œuvre*, que garante sua eternização nesse mundo – no caso do homem rural amazônico entendemos que *l'œuvre* está presente em seus conhecimentos adquiridos (oralmente e empiricamente) sobre o território e as dinâmicas da natureza que são repassados para outras gerações; e, (iii) *l'action* –exercido através das suas diferentes formas organizativas de atuar junto à comunidade e na gestão do território.

Da mesma forma, a noção de natureza, entendida aqui como um conteúdo holístico, carregado de significados e interpretações em que associam-se elementos mítico-antropomórficos, que exprimem aspectos religiosos das sociedades primitivas, prenhe de elementos, comportamentos e sentidos dados às ações humanas (CHAVES, 2001b), bem como uma estrutura ou lei que rege os fenômenos naturais, ou pelo menos o sentido atribuído à gênese, nascimento ou um ciclo de vida (CASSINI apud CHAVES, 2001b) às vezes conciliando tanto elementos mítico, associado às sociedades tradicionais, e mecanicista, associado aos saberes acadêmico-científicos (CHAVES, op. cit.).

É nesse bojo que analisar-se-á a relação do homem amazônico, através de seu trabalho, com a natureza, levando em conta a polivalência do uso dos territórios e as

diferentes atividades produtivas praticadas pelo trabalhador/morador da RDS do Rio Negro, incluindo a comunidade Tumbira.

Na comunidade Tumbira, assim como nas demais localidades rurais amazônicas, as principais atividades produtivas estão associadas às dinâmicas da natureza. Em determinadas épocas do ano as populações se dedicam à prática agrícola, em outros momentos voltam-se para atividades extrativas como pesca e extração de produtos florestais.

Os dados da pesquisa indicam que as populações locais utilizam como estratégia de sobrevivência o intercâmbio de algumas atividades agrícolas como a produção de farinha (Figura 76), exploração madeireira, marcenaria, artesanato, turismo e pesca, que possibilitam a reprodução social e garantem as condições materiais de sobrevivência.

Dentre as principais atividades geradoras de renda se destacam a agricultura, a pesca, a extração e beneficiamento da madeira por meio das marcenarias instaladas na comunidade, produção de farinha, artesanato, turismo, prestação de serviços e salários advindos de contrato de trabalho para instituições como a FAS, o município e o Estado, no caso dos professores e agentes de saúde (Figura 77).

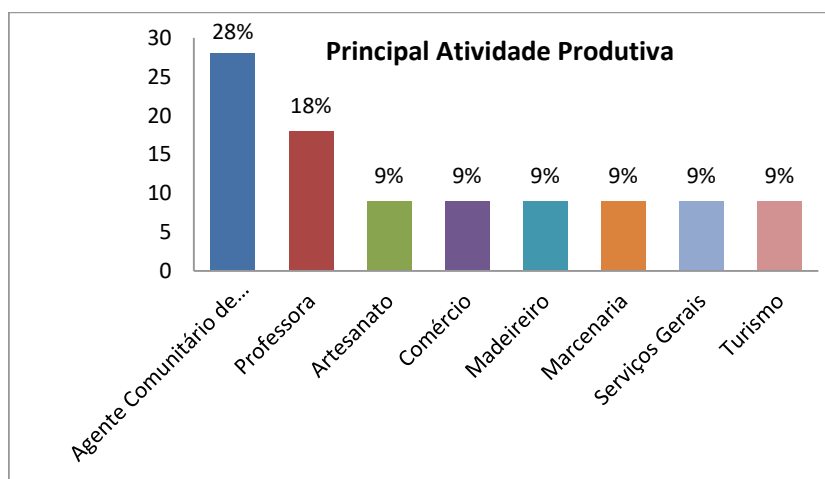


Figura 76 – Principais atividades produtivas desenvolvidas pelos moradores da comunidade Tumbira.

Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

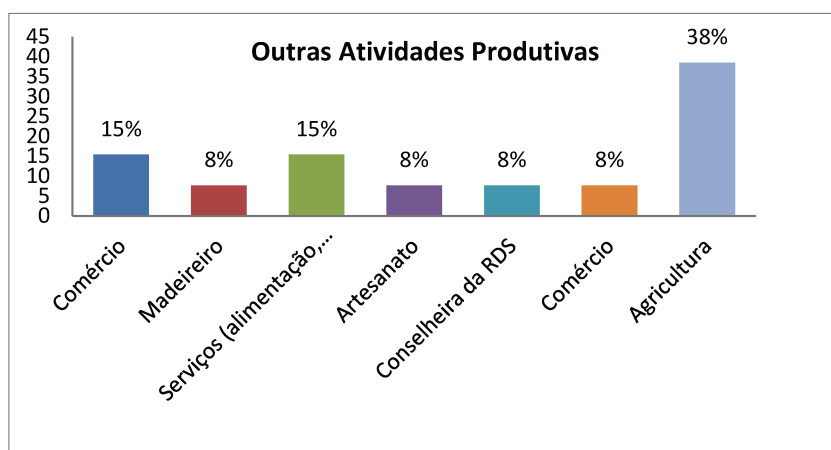


Figura 77 – Atividades produtivas secundárias da comunidade Tumbira.
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

Além das atividades mencionadas, a prestação de serviços ligados ao turismo (hotelaria, alimentação, artesanato, etc) e o acesso a benefícios sociais como o bolsa floresta, o bolsa família, o seguro-defeso e a aposentadoria garantem complemento e, em alguns casos, se apresentam como principal fonte de renda das famílias locais (Figuras 78).

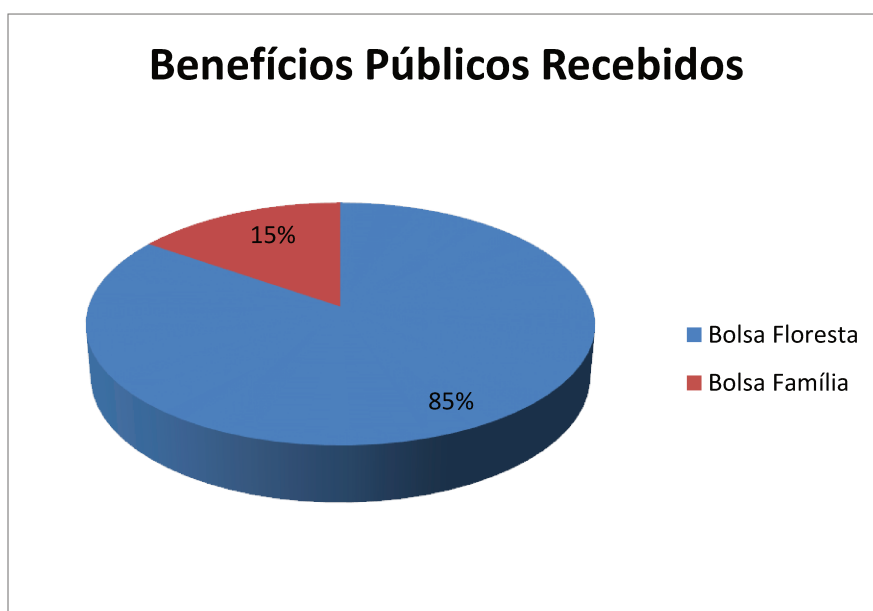


Figura 78 – Principais benefícios públicos recebidos pelos moradores da comunidade Tumbira.
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

▪ Família e atividades produtivas

Na comunidade Tumbira a organização produtiva baseia-se no modelo de agricultura familiar. A maioria das famílias está inserida no modelo de família nuclear: o chefe de família (homem), sua esposa e seus filhos, embora existam as famílias do tipo extensa, em que mais de um núcleo familiar habita uma mesma residência. Os dados da pesquisa de campo evidenciam uma média elevada de filhos por núcleo familiar (principalmente quando comparado à média das famílias francesas), como também um elevado índice de pessoas por habitação (Figuras 79 e 80), ratificando a tendência de tamanho das famílias amazônicas, em sua maioria com muitos membros habitando uma única unidade nuclear.

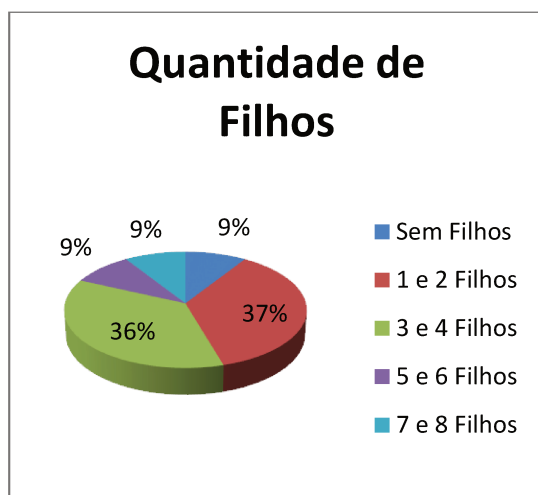


Figura 79– Média do número de filhos dos moradores da comunidade Tumbira
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

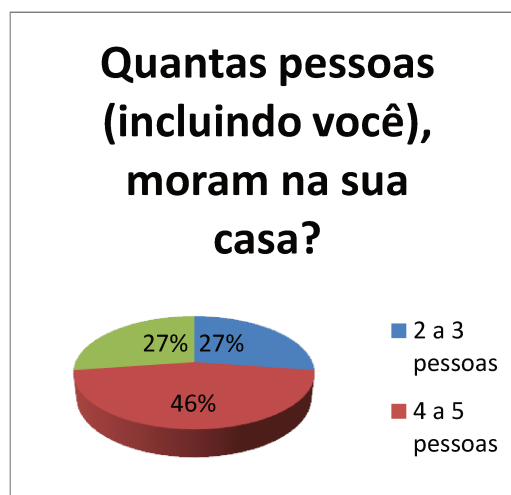


Figura 80 – Média do número de pessoas por residência da comunidade Tumbira.
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

Na comunidade Tumbira, embora socialmente o pai seja reconhecido como o chefe da família, é nítida a participação da mulher nas atividades produtivas e decisões comunitárias. Os dados de campo indicam tendência de protagonismo do sexo feminino frente às atividades de trabalho e participação na política. Atualmente o presidente da comunidade Tumbira é representado por uma mulher, Sra. Izolena da Silva Garrido (Figura 81). Do total de entrevistados, 64% foram do sexo feminino (Figura 82), evidenciando o protagonismo das mulheres nesta comunidade, embora se saiba que os

homens, principalmente os pescadores, madeireiros e marceneiros sejam maioria em suas respectivas atividades produtivas.



Figura 81 – Sra Izolena, atual presidente da comunidade Tumbira
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

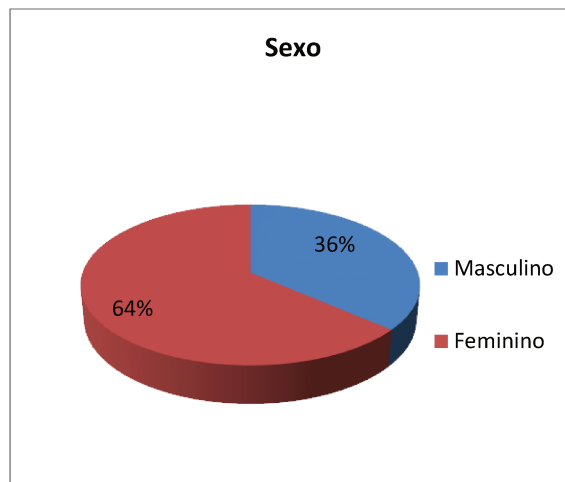


Figura 82 – Percentual de gênero dos entrevistados na pesquisa de campo.
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

Como é típico das famílias rurais amazônicas, a maioria dos casais das comunidades da RDS do Rio Negro, incluindo a comunidade Tumbira vive em regime de união consensual, sem a prática da cerimônia do casamento, conforme pode ser evidenciado nos dados de campo (Figura 83), diferentemente das famílias rurais francesas, que tem no modelo de casamento formal uma prática social e cultural evidente. Estes dados podem estar relacionado com as práticas de comportamento e valores socioculturais que variam de uma região para outra, ficando evidente a necessidade de um estudo investigativo sobre essa temática, envolvendo outros métodos e técnicas de investigação, como a pesquisa participante.

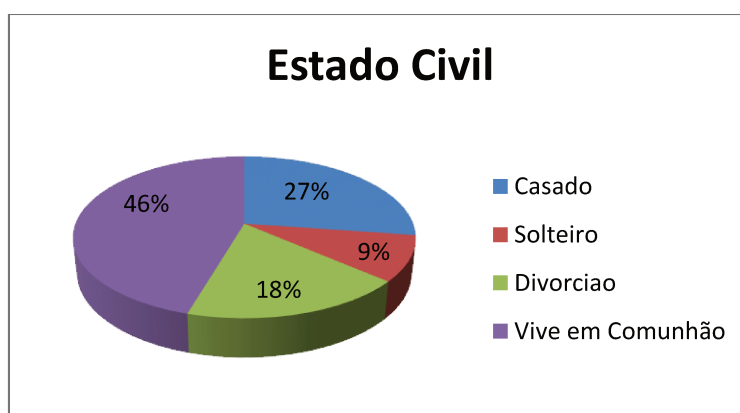


Figura 83 – Estado civil dos moradores das comunidades Tumbira.
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

▪ Governança territorial na comunidade Tumbira

Considerada como resultado de um processo social, a governança territorial – reflexo das políticas implementadas sobre um determinado espaço – traduz o processo pelo qual são garantidos direitos dos atores sociais de desenvolverem suas práticas de uso do território por meio do trabalho e suas atividades produtivas, bem como pelas práticas socioculturais para garantir sua sobrevivência e reprodução social, incluindo o direito de preservação de sua identidade como ator político e social.

Neste âmbito, a governança territorial assume conotações políticas na medida em que são reivindicados pelas coletividades territoriais o direito de garantir os meios necessários de participarem direta e indiretamente do planejamento e da condução das estratégias indutoras de desenvolvimento territorial.

Um dos grandes desafios na atualidade é a implementação de políticas territoriais descentralizadoras que levem em consideração a gestão dos recursos de uso comum, tais como os serviços florestais, pesqueiros e agrícolas, a fim de evitar o esgotamento de tais recursos, contrapondo-se à teoria da “Tragédia dos Comuns”, popularizada por Garret Hardin (1968), segundo a qual “em situações de livre acesso a apropriação privada, a exaustão e a degradação do recurso explorado é inevitável” (PEREIRA, 2004 apud BARROS, 2006).

O Estado do Amazonas, pelo fato de deter uma das maiores biodiversidades do planeta, dando uma grande contribuição em serviços e produtos ambientais, responsáveis dentre outros, pela manutenção do clima na Terra, as políticas de gestão territorial mediante a criação de áreas especialmente protegidas (unidades de conservação), tem assumido conotações de interesses geopolíticos internacionais, que vem sendo traduzida em arranjos institucionais de diversas ordens, com reflexos na concretização de parcerias nas esferas governamentais, não governamentais e iniciativas privadas na implementação de projetos e programas com vistas à proteção da floresta e manutenção de serviços socioambientais.

As pesquisas de campo na comunidade Tumbira indicam que os resultados desses arranjos interinstitucionais, traduzidos em políticas de governança territorial tem tido reflexos positivos nas formas de trabalho e nos meios de vida das populações moradoras dessa área, embora se acredite que esses reflexos ainda se apresentem de

forma tímida e embrionária, quando comparado com as políticas implementadas no território francês.

Quando perguntado se o fato de estarem em uma unidade de conservação, favorece ou não o trabalho e as atividades produtivas, os entrevistados da RDS do Rio Negro, incluindo moradores/trabalhadores da comunidade Tumbira são tácitos em reconhecer o apoio da FAS nesse processo (Figura 84). Esse apoio se mostra de diversas maneiras, sobretudo no que se refere ao fomento das atividades produtivas e acesso a bens e serviços como: atividades de formação na área de gestão ambiental, acesso a programas e projetos comunitários, favorecimento na comercialização de produtos, implantação e melhoria na infraestrutura comunitária, oportunidade de criação de novos postos de trabalho através do fomento ao turismo, dentre outros, conforme pode ser evidenciado na figura 85.

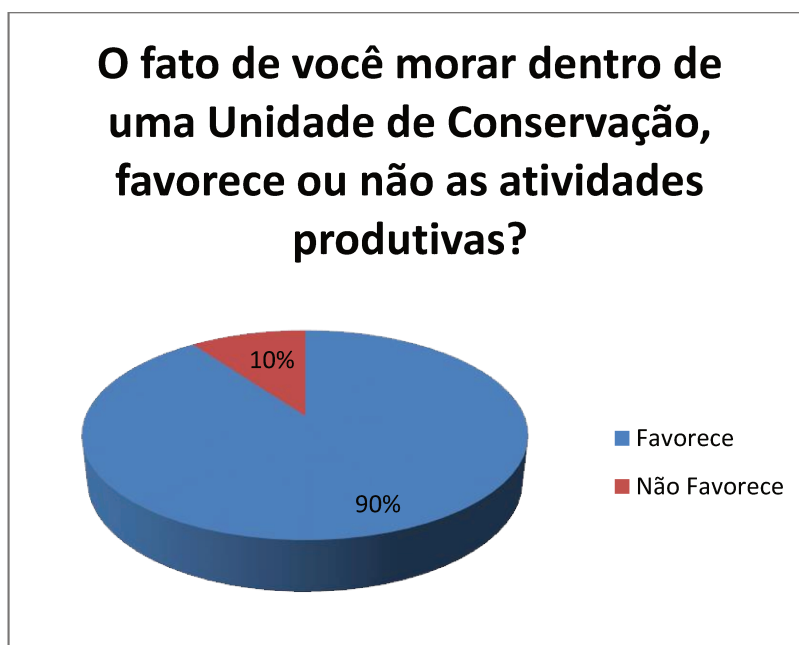


Figura 84 – Reflexos das políticas territoriais sobre o trabalho dos moradores das comunidades da RDS do Rio Negro, incluindo a comunidade Tumbira.
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

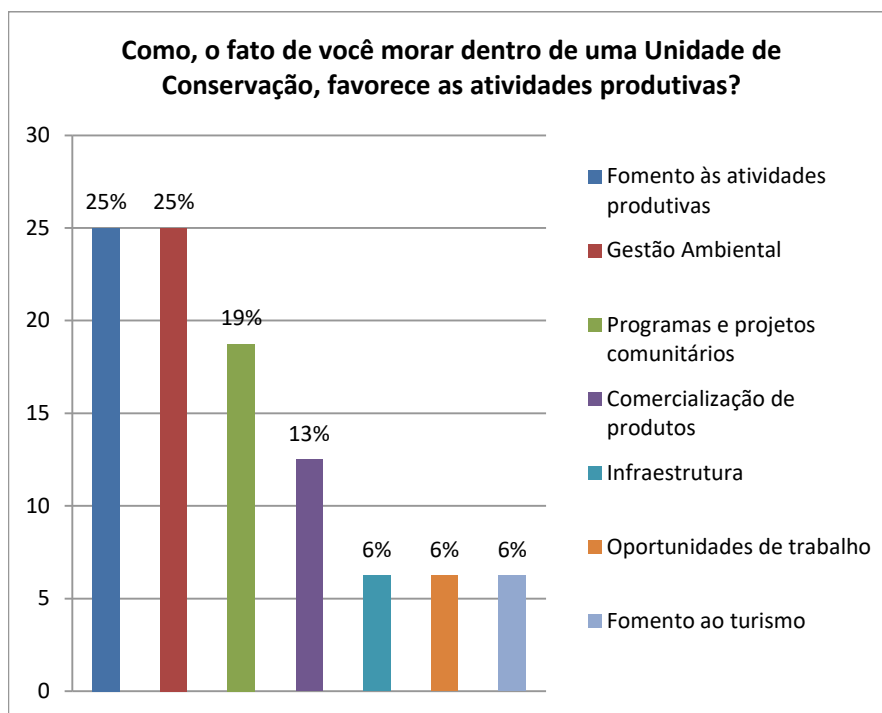


Figura 85 – Principais reflexos das políticas territoriais sobre as atividades produtivas dos moradores das comunidades da RDS do Rio Negro, incluindo a comunidade Tumbira.

Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

Apesar dos esforços do governo no desenvolvimento de diferentes ações na implementação de um tipo de governança territorial compartilhada (Figura 86) e dos investimentos humanos e financeiros nas UCs estaduais beneficiadas com o Programa Bolsa Floresta, somente no ano de 2012 os investimentos das FAS somaram mais de 10 milhões de reais (SANTOS, 2013), além das parcerias institucionais para implementação de cursos de formação e capacitação, talvez o maior desafio dos governos e das instituições que co-implementam a gestão nas unidades de conservação no Estado do Amazonas será superar o foço que ainda se estende nos níveis de educação formal entre os moradores das zonas rurais.

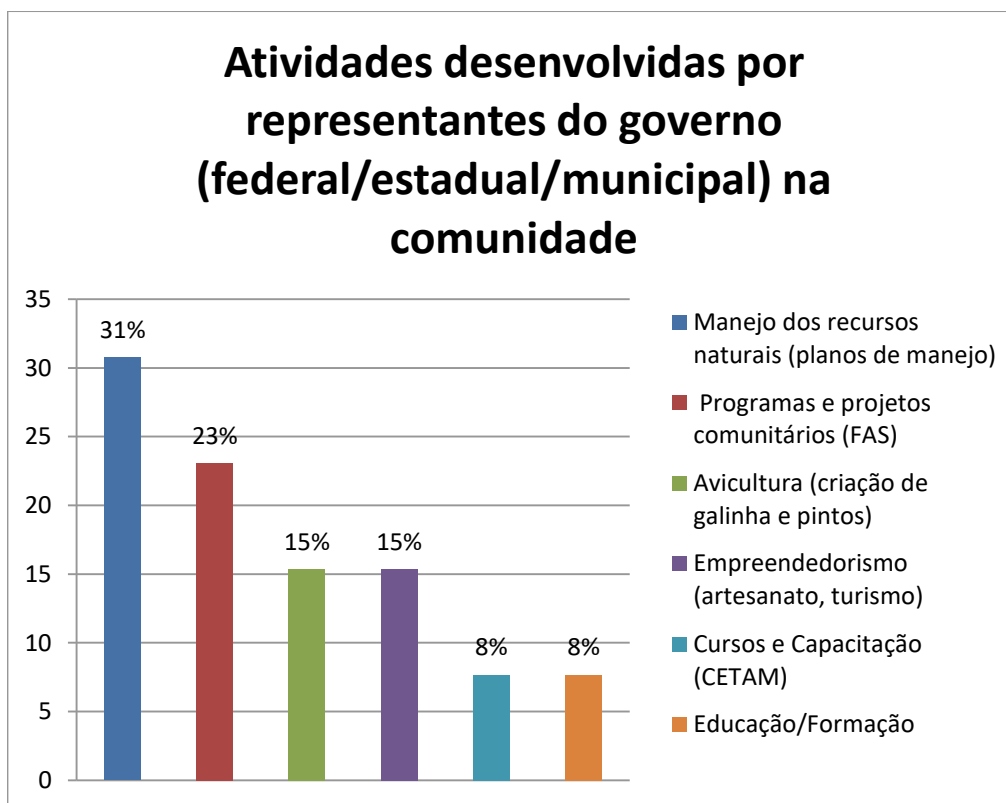


Figura 86 – Principais atividades desenvolvidas pelo governo e seus representantes nas comunidades da RDS do Rio Negro, incluindo a comunidade Tumbira.
Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

Fazendo uma análise dos dados de campo é possível perceber que muito há o que se fazer para melhorar os índices dos níveis de instrução das populações rurais amazônicas, principalmente entre a população adulta, objeto de estudo desta pesquisa (Figura 87). Entre os moradores entrevistados das comunidades da RDS do Rio Negro que estavam presentes na comunidade Tumbira no momento da pesquisa (comunidade Tumbira, Terra Preta, XV de Setembro e Nossa Senhora de Fátima), a metade do universo amostral declarou possuir somente o ensino fundamental incompleto (50%) e o restante distribuído entre os índices de ensino médio completo, ensino superior e sem instrução, conforme mostra a figura 88.

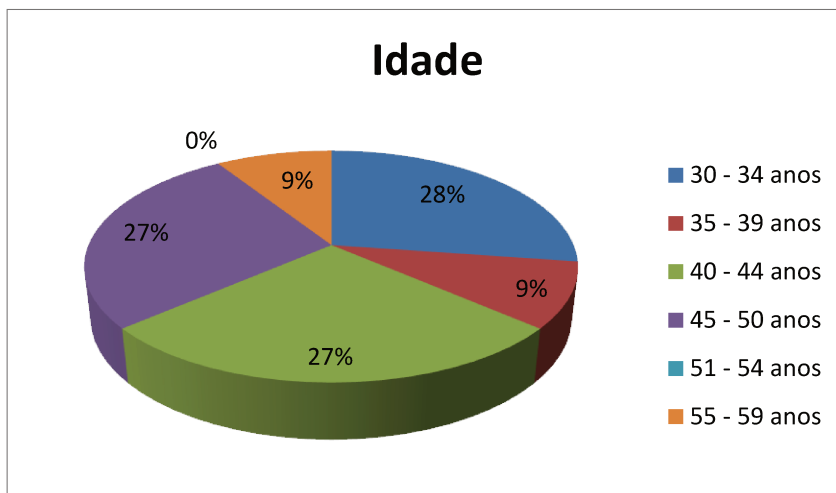


Figura 87 – Média de idade dos entrevistados das comunidades da RDS do Rio Negro, incluindo a comunidade Tumbira.
 Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

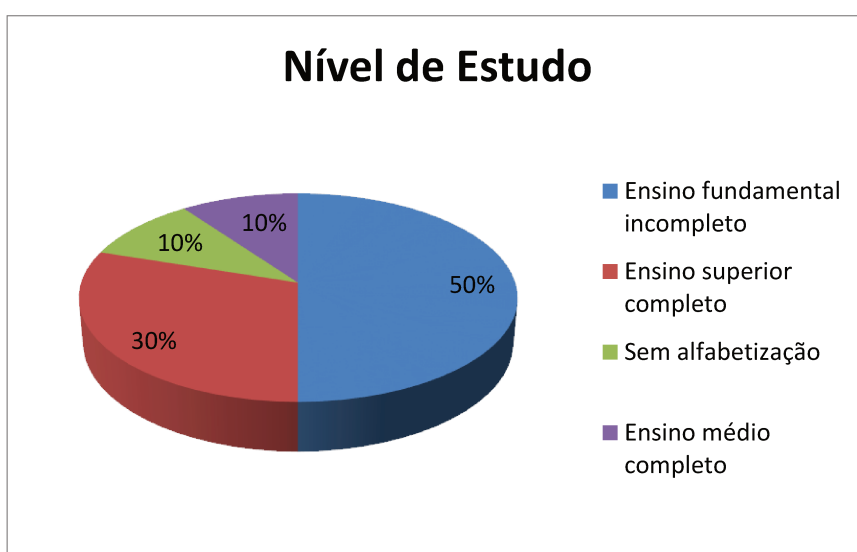


Figura 88 – Nível de instrução dos moradores das comunidades da RDS do Rio Negro, incluindo a comunidade Tumbira.
 Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

Cabe destacar que esses índices de instrução se elevam em função do fato de mais de 40% do universo amostral ter sido constituído de agentes comunitários de saúde (28%) e professores (18%), que são obrigados a possuírem o ensino formal para exercerem suas atividades laborativas. Se as demais categorias de trabalhadores como pescadores e madeireiros estivessem incluídos no universo amostral da pesquisa, pois

naquele momento estavam no exercício do trabalho e não puderam participar da investigação, os índices de analfabetismo talvez seriam bem mais elevados.

Esse fato nos leva a refletir sobre a importância da implementação de políticas de educação voltadas para as populações rurais, já que historicamente no Brasil essa camada da sociedade esteve à margem do acesso à educação formal, diferentemente do que acontece em outros países como a França, que há muito extinguiu o analfabetismo em seu território. Vale destacar ainda o quão importante é superar essa problemática, principalmente quando se queira implementar um tipo de gestão territorial que se diz sustentável, já que não basta preocupar-se somente com a proteção da natureza e sua biodiversidade, mas, também, e em pé de igualdade, com políticas de inclusão por meio do acesso universal à educação e formação continuada, para que de fato, as populações possam gerir ativamente seus territórios, conscientes de sua importância na efetivação de um modelo de gestão territorial compartilhada.

- **Organização político-institucional**

No interior da comunidade Tumbira nota-se a coexistência de vários grupos sociais com diferentes modalidades de atuações, voltadas, sobretudo, para a manutenção das atividades socioprodutivas e culturais. Merece destaque os grupos religiosos, grupo de pescadores, de marceneiros, grupo de mulheres, de artesãs, agentes ambientais, dentre outros.

Além dos grupos sociais, existem as organizações político-institucionais, constituídas em formas de Associações Comunitárias, já que na atualidade, é através desses modelos de organizações que as populações locais têm acesso a determinadas políticas públicas. Como já ressaltado anteriormente, esse modelo organizativo no Brasil teve início na década de 1980 com a atuação da igreja católica através das CEBs (Comunidades Eclesiais de Base), enquanto estratégia de inserção do meio rural no conjunto das políticas setoriais, advindas no processo de redemocratização do país. Atualmente esse modelo organizacional se estende a quase todas as localidades que possuem grupos organizados, a fim de poder ter maior participação política e na maioria das vezes acesso a benefícios sociais, tanto no meio rural como nas áreas urbanas. Como o processo de legalização das Associações é burocrático e custoso, muitas

comunidades, acabam ficando na ilegalidade ou dependentes da atuação de instituições/organizações externas, que atuam no processo de organização comunitária.

Na RDS do Rio Negro, incluindo a comunidade Tumbira, apesar da maioria dos entrevistados afirmar ser filiado a alguma Associação Comunitária (Figura 89) e haver a existência de uma série de associações comunitárias (Figura 90), somente sete (07) comunidades estão com suas associações legalizadas, conforme evidencia a tabela 03.

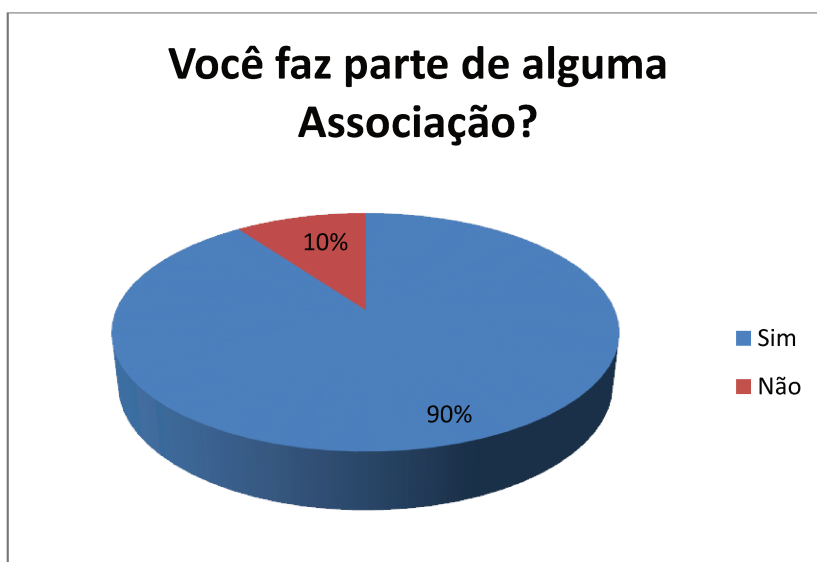


Figura 89 – Participação dos moradores das comunidades da RDS do Rio Negro em Associações Comunitárias, incluindo a comunidade Tumbira. Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

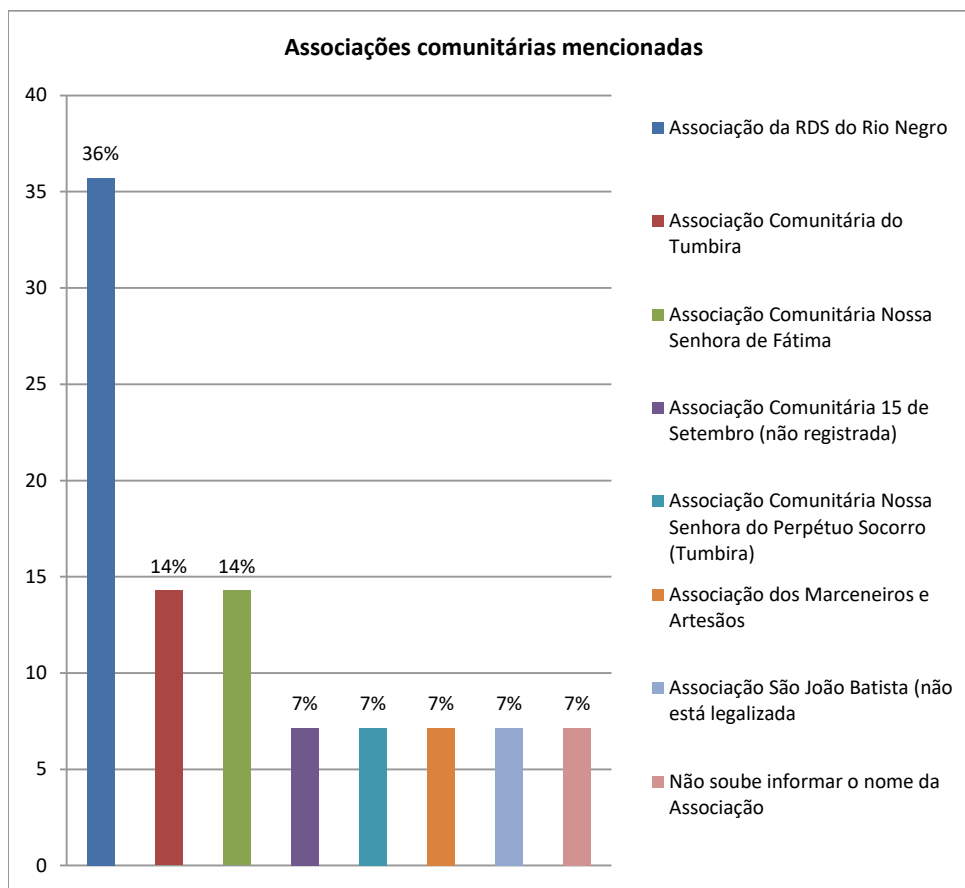


Figura 90 – Principais Associações Comunitárias mencionadas pelos moradores das comunidades da RDS do Rio Negro, incluindo a comunidade Tumbira.
 Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

Tabela 03 – Organizações comunitárias da RDS do Rio Negro.

No	Comunidade	Polo	Associação comunitária	CNPJ	Frequência de reuniões
1	Tiririca	I	Associação dos Produtores agrícolas da Comunidade do Tiririca.	Sim	Apenas quando necessário
2	Santo Antônio	I	Associação de moradores do Santo Antônio	--	Apenas quando necessário
3	Marajá	I		--	Mensalmente
4	Nova Esperança	I	Associação Agrícola da Comunidade Nova Esperança do Igarapé Açu	Sim	Mensalmente
5	Terra Preta	II	Associação dos Moradores da Comunidade Terra Preta	--	Mensalmente
6	Camará	II	Associação Comunitária Nossa Senhora de Fátima do Igarapé do Camará	Sim	Apenas quando necessário
7	Carão	II	--		Mensalmente
8	Tumbira	II	Associação de moradores da comunidade do Tumbira.		Mensalmente
9	Santa Helena Inglêss	II	Associação dos produtores agrícolas da comunidade Santa Helena dos Ingleses		Mensalmente
10	Saracá	II	Associação comunitária do Saracá		Bimestralmente
11	São Tomé	III	Associação dos pescadores do São Tomé	--	Mensalmente

Cont. Tabela 03 – Organização comunitária da RDS do Rio Negro.

No	Comunidade	Polo	Associação comunitária	CNPJ	Frequência de reuniões
12	Santo Antônio do Acajatuba	III	Associação dos moradores do tiririca	--	Bimestralmente
13	XV de Setembro	III	Associação Comunitária XV de Setembro	--	Mensalmente
14	Nossa Senhora de Fátima	III	Associação dos moradores de Nossa Senhora de Fátima	Sim	Apenas quando necessário
15	Nossa Senhora do Perpetuo Socorro	III	Associação dos moradores do Perpétuo Socorro	Sim	Apenas quando necessário
16	Nossa Senhora da Conceição	III	Associação dos moradores de Nossa Senhora da Conceição	Sim	Mensalmente
17	Terra Santa	III	Associação Comunitária Terra Santa	Sim	Mensalmente
18	São Francisco do Bujaru	III	Associação dos Produtores Rurais do São Francisco do Bujaru	--	Quinzenalmente
19	Nova Aliança	III	Associação Comunitária Nova Aliança	--	Apenas quando necessário

Fonte: Plano de Gestão da RDS Rio Negro, 2016.

No que diz respeito ao tema da organização político-institucional das comunidades da RDS do Rio Negro, os resultados dos levantamentos de campo deixam em relevo a percepção de situações contraditória nas práticas organizativas das populações moradoras dessa área protegida. Ao passo que há uma variedade de instituições/organizações atuantes na RDS, como a Associação das Comunidades Sustentáveis da RDS do Rio Negro, conhecida entre os moradores como Associação-Mãe, com participação e representação das 19 comunidades que compõem essa unidade de conservação, além dos grupos associativos de marceneiros, artesãos e associações comunitárias, nota-se que apesar do Programa Bolsa Floresta dedicar um componente (Bolsa Floresta Associação) para o fortalecimento organizacional das comunidades, parece que essas ações ficam concentradas em torno da Associação-Mãe, pois como evidencia-se na tabela 03, a maioria das associações comunitárias não estão legalizadas ou mesmo encontram-se inadimplentes junto à Secretaria da Fazenda (Sefaz).

Nota-se ainda que apesar dos moradores estarem filiados a alguma Associação Comunitária, os mesmos não tem muito esclarecimentos sobre a importância dessas organizações para a vida comunitária, já que alguns desconhecem o próprio nome das organizações a que estão filiados, sugerindo não haver ações afirmativas de conscientização e esclarecimentos sobre a importância dessas instituições nos processos de gestão comunitária e territorial.

Cabe um estudo mais aprofundado sobre a temática a fim de melhor elucidar as questões levantadas. Por outro lado fica evidente a importância da atuação de instituições indutoras ao fortalecimento organizacional, a exemplo da FAS, evidenciado nas ações desenvolvidas por esta instituição e seus parceiros, reconhecidas pelos entrevistados como importantes para a gestão comunitária e organizacional, conforme pode ser notado na figura 91.

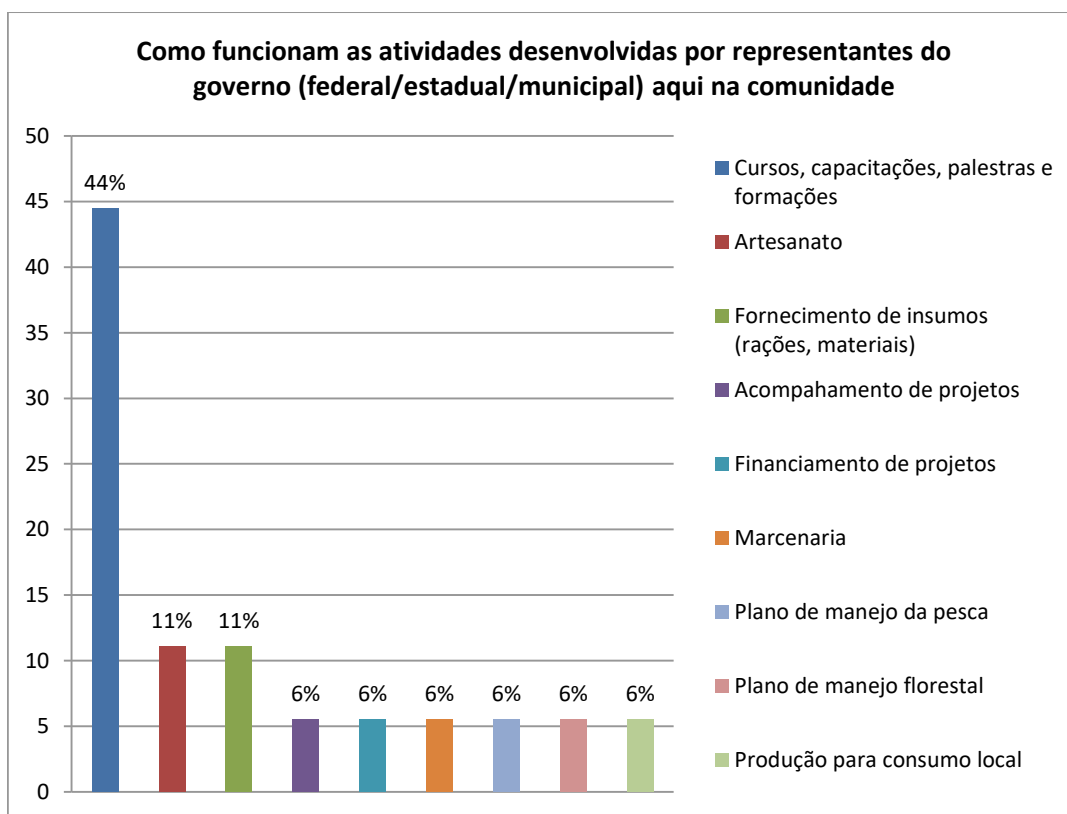


Figura 91 – Principais ações desenvolvidas pelos representantes do governo no processo de gestão comunitária mencionadas pelos moradores das comunidades da RDS do Rio Negro, incluindo a comunidade Tumbira.

Fonte: Pesquisa de campo, 2016.

4 – Síntese do capítulo

A incursão que se fez no terrain brasileiro pretendeu realizar um análise global das políticas de gestão territorial implementadas no Brasil e, particularmente no Estado do Amazonas. Para tanto, fez-se uma breve digressão sobre a forma como foram e estão sendo executadas as políticas de gestão territorial em áreas protegidas, sob o signo das unidades de conservação.

As pesquisas de campo realizadas na RDS do Rio Negro indicam reflexos que podem ser considerados, em um primeiro momento, positivos para a sustentabilidade dos territórios e do trabalho das populações que habitam esse espaço pesquisado.

Sabe-se que nem todas as UC's estaduais vêm tendo a mesma atenção das políticas territoriais, já que a maior parte delas não tem acesso a Programas como o Bolsa Floresta. Caberá um estudo mais abrangente para perceber como as outras unidades de conservação estaduais estão sendo implementadas e quais os reflexos da gestão nos meios e modos de vida das populações locais.

O estudo de caso realizado na comunidade Tumbira, pretendeu ser pontual, na medida em que servirá de base para comparar com o modelo de gestão territorial implementado no território francês, e espera-se que sirva de parâmetro para avaliar, em termos comparativos, a sustentabilidade das políticas de gestão territorial no Brasil e na França, objeto de atenção do quarto e último capítulo desta tese doutoral.

Capítulo 4 – Análise comparativa dos dispositivos institucionais do Brasil e da França na gestão de áreas protegidas

O método comparativo já vem sendo utilizado desde os primórdios da Sociologia, notadamente por Émile Durkheim, Karl Marx e Max Weber para análise de diferentes dispositivos da sociedade, tornando-se atualmente parte intrínseca do conjunto de instrumentos metodológicos das Ciências Sociais, já que nesse atual momento a complexidade dos fenômenos sociais é tamanha que nem sempre é possível interpretá-los à luz dos métodos convencionais.

Existe uma variedade de estudos comparativos, contudo, os mais conhecidos em nível de pesquisas societais são os estudos de casos e as análises de variáveis. Os estudos de caso comportam instrumentos que se diferenciam fundamentalmente de outras estratégias de investigação pela sua abordagem qualitativa, permitindo triangular dados de uma questão central e, ao mesmo tempo analisar diferentes situações das mais diversas áreas do conhecimento. Já as análises de variáveis têm como principal objetivo comprovar algumas hipóteses abstratas que derivam de teorias. Se baseiam em métodos estatísticos, por meio da manipulação de dados empíricos para estabelecer e descobrir correlações entre si.

Os estudos comparativos reúnem características que permitem ao pesquisador combinar diferentes estratégias metodológicas para explicar a heterogeneidade dos fenômenos e relações que o homem estabelece com seu meio, a fim de dar respostas a problemas de grande envergadura social. Na Sociologia esse instrumento vem sendo utilizado especialmente para comparar fenômenos macrossociais, bem como analisar fenômenos que ocorrem em duas ou mais sociedades (VIDAL, 2013).

Inspiradas na indução, inaugurada por Francis Bacon e mais tarde aprofundado pelo empirista John Stuart Mill no século XIX, os métodos comparativos, dependendo da resposta que se quer encontrar, permitem ao pesquisador fazer análises transversais de determinadas variáveis, podendo ter como fins apenas a descrição de dados ou aprofundamento de explicações voltadas para a generalização ou verificação de determinadas teorias.

Dentre os diferentes métodos e técnicas utilizadas nas análises comparativas (co-variação, multi-variação de casos) a mais citada pela literatura especializada é conhecida como método de contraste de contexto (SKOCPOL E SOMER apud

SCHNEIDER & SCHIMITT, 1998), caracterizado pelo jogo de comparação de dois ou mais casos, buscando identificar os pontos de intersecção e suas diferenças entre si, podendo ser classificadas como: a) de sistemas similares e b) de sistemas diferentes. Ambas as técnicas têm uma lógica similar, consistindo em fatores causais isolados ou em eliminação de variáveis (SCHNEIDER & SCHIMITT, 1998).

Na técnica de sistemas similares, são escolhidos objetos de pesquisa que são semelhantes ao máximo de variáveis, já nos sistemas diferentes, são eliminadas as variáveis externas e selecionados os sistemas não diferenciados para comparar o fenômeno a pesquisar. As técnicas são basicamente de caráter qualitativo, embora se utilize também em determinados casos abordagens quantitativas.

Como é notório, todo método possui suas plenitudes e limitações. As análises comparativas baseadas nos aspectos das semelhanças ou igualdade partem do pressuposto que duas ou mais instâncias de um fenômeno investigado compartilham somente uma entre várias possibilidades, uma entre várias circunstâncias causais em comum. Este método é considerado de simples aplicação, pois pode se efetivar de forma direta com o objeto de estudo. Se um pesquisador quer conhecer a causa de um fenômeno, primeiro identifica as instâncias do mesmo e logo trata de determinar quais circunstâncias invariavelmente são as causas do seu aparecimento.

Por outro lado, como bem destaca Forni (2012), o método do consenso ou semelhança é incapaz de analisar uma situação típica dos fenômenos sociais, qual seja a multicausalidade, quando um mesmo fenômeno é produzido por diferentes causas. Isto pode se tornar uma situação problemática em um estudo dos fenômenos sociais, já que como ressalta o autor, a multicausalidade é quase regra dos processos de investigação social.

Foi buscando superar essas limitações epistemológicas que segundo Forni (op. cit.), John Stuart Mill pensou no método da diferença, que consiste em uma dupla aplicação do método da semelhança, Neste método buscam-se similitudes coletivas e diferenças cruciais, sendo esta última as que explicam a presença ou ausência do fenômeno. Apesar do avanço nas análises do método da diferença, este também possui suas limitações epistêmicas, já que existem casos que podem não apresentar resultados similares em um primeiro momento, mas podem ser, todavia, similares em outras

circunstância, tornando-se problemático em uma investigação comparativa, pois, de acordo com o autor, os casos podem apresentar tanta complexidade que se torna impossível compartilhar ou explicar semelhanças que as únicas diferenças existentes sejam justamente as que explicam os aspectos diferenciados de um dado fenômeno.

Quanto aos estudos de caso, de acordo com Vidal (2013), esta estratégia metodológica pode ser organizada em torno de uma análise conceitual dispensando uma grande teoria explicativa, salvo em caso de se utilizar microteorias que ajudam a conformar os conceitos que serão analisados. Destaca ainda o autor que o estudo de caso é uma estratégia de pesquisa e cada estratégia representa uma série de vantagens e desvantagens, dependendo basicamente de três aspectos:

- 1) Tipo de questões norteadoras ou perguntas estabelecidas pelo pesquisador;
- 2) Tipo de controle do pesquisador sobre o fenômeno a ser estudado e;
- 3) Tipo de fenômeno que se pretende estudar.

Sobre a análise realizada neste empreendimento de pesquisa, pode-se dizer que as três questões elencadas pelo autor se fazem presentes vertical e transversalmente de diferentes formas e conteúdos, que metodologicamente poderiam ser agrupados da seguinte maneira:

- 1) Questão norteadora da pesquisa: quais os reflexos dos dispositivos institucionais de gestão territorial no Brasil e na França sobre as formas de trabalho e sistemas de produção das populações moradoras de áreas protegidas?
- 2) Tipo de controle do pesquisador sobre o fenômeno estudado: experiência profissional e acadêmica do pesquisador no Brasil e a expertise adquirida nos estudos realizados na França; acesso a informações produzidas sobre o fenômeno;
- 3) Tipo de fenômeno estudado: de caráter eminentemente social, mas permeado de relações com a política, o meio ambiente, a cultura, a ciência e a tecnologia.

Com vistas a cumprir o objetivo central do exercício investigativo desta tese doutoral, o texto que se apresenta irá analisar comparativamente os reflexos das políticas de proteção dos espaços no Brasil e na França, por meio de estudo de casos e análise de variáveis em duas áreas protegidas, o PRN do Pilat (França) e a RDS do Rio Negro (Brasil), a partir das seguintes variáveis:

1. Dispositivos institucionais na gestão de áreas protegidas no Brasil e na França;

2. Participação do Estado, das organizações da sociedade civil e da iniciativa privada nos processos de criação e gestão de áreas protegidas;
3. Identificação dos instrumentos de políticas públicas de fomento às atividades produtivas das populações moradoras de áreas protegidas;
4. Reflexos das políticas de gestão territorial sobre as formas de trabalho das populações moradoras/trabalhadoras de áreas protegidas no Brasil e na França.

O texto está organizado em duas partes principais. Na primeira parte apresenta-se a análise das variáveis que subsidiaram as reflexões sobre as políticas de gestão territorial no Brasil e na França e, no segundo momento, faz-se uma breve análise dos efeitos das políticas territoriais nos sistemas de produção e trabalho das populações moradoras de áreas protegidas.

1 - Dispositivos institucionais na gestão de áreas protegidas no Brasil e na França

Fazendo uma análise comparativa dos dispositivos institucionais presentes no arcabouço legal da gestão territorial de áreas protegidas no Brasil e na França, é possível indicar uma série de semelhanças e diferenças, no qual pode-se aferir correlações importantes para a compreensão dos contrastes e contradições que se formaram ao longo da constituição histórica da legislação para a conservação da natureza e do desenvolvimento territorial nesses dois países.

Os dispositivos institucionais brasileiro e do Estado do Amazonas voltados para a gestão de áreas protegidas possuem um histórico que se mostra extenso, que inclui uma série de decretos, atos e menções de intensões. Da mesma forma, nota-se um cenário semelhante no conjunto de dispositivos institucionais francês, salvo algumas exceções, como o fato deste último país ter iniciado a gestão de áreas protegidas institucionalmente em suas Colônias e só mais tarde se estendido ao território metropolitano. Apesar dessas diferenças nota-se uma série de correlações entre os dois países, conforme pode ser elencado a seguir:

- Tanto o Brasil como a França iniciaram suas tentativas de construir um arcabouço legal para criação de áreas especialmente protegidas desde final do século XIX, quando do registro da intenção de criar uma área protegida no Brasil em 1876 por indicação dos irmãos Rebouças na ilha do Bananal, no rio

Araguaia e Sete Quedas, no rio Paraná. No território francês essas indicações podem ser notadas desde 1861 quando Napoleão III classifica por decreto 1.097 hectares da floresta de Fontainebleau como área a ser protegida contra o corte e derrubada de madeira, considerado o texto embrionário dos projetos de áreas protegidas dentro da zona metropolitana francesa;

- Desde as primeiras décadas do século XX o governo brasileiro já vem mostrando preocupação em criar pastas ministeriais especiais para gerir áreas protegidas, em 1921 com a criação do Serviço Florestal do Brasil e posteriormente em 1934, com a institucionalização do decreto nº 23.793/1934, o Brasil deu especial atenção à gestão das florestas nacionais que as classificou sob a categoria de protetoras, remanescentes, modelo e de rendimento, abrindo espaço para a formação de parques nacionais, estaduais e municipais, vindo inaugurar o processo de institucionalização de unidades de conservação no Brasil. Na França o processo de institucionalização de áreas protegidas inicia-se primeiramente em terras além-mar e em suas colônias. Em 1901 e 1938 foram criados os primeiros parques nacionais franceses em Terras Austrais e Antártica, respectivamente. No ano de 1921 dá-se início à implementação dos projetos de áreas protegidas nas colônias francesas, começando pela Argélia e depois se estendendo a outras colônias como Marrocos, Tunísia, Madagascar e outros territórios da África equatorial. Cabe destacar que apesar da França iniciar a “experimentação” de gestão de áreas protegidas em suas colônias, o governo francês teve a preocupação de organizar Fóruns e Congressos de cunho mundial sobre o tema, contribuindo para disseminar a ideia de gestão de áreas protegidas, inclusive conseguindo adeptos ao redor do mundo, possibilitando “incubar” a noção de proteção da natureza pelo viés da gestão territorial em seu país. Cabe verificar como esses modelos de projetos de criação e gestão de áreas protegidas foram construídos, implantados e, sobretudo repercutidos nas colônias que serviram de laboratório para sua incubação;
- Comparando Brasil e França em termos de institucionalização de áreas protegidas em seus territórios, nota-se que apesar da França ter sido precursora na disseminação da ideia e ter experimentado a gestão de áreas protegidas por lei em suas colônias, o Brasil iniciou bem antes, em 1937, o marco legal de

proteção de seu território por meio de unidades de conservação, com a criação do Parque Nacional de Itatiaia. No território metropolitano francês, apesar de desde 1930 já terem sido criados as primeiras reservas naturais sob aplicação da lei relativa à proteção dos espaços, somente em 1960 foi promulgado uma lei específica para a criação de áreas protegidas nos moldes de unidades de conservação como são conhecidas no Brasil. Além do mais, somente em 1963 foi instituído o primeiro Parque Nacional na França. É notório ressaltar que apesar da demora na promulgação da Lei relativa aos Parques na França, desde o início de sua regulamentação institucional o país vem desenhando estratégias de proteção e desenvolvimento de seu território, o que não ocorreu em relação ao Brasil, que após a criação do primeiro Parque Nacional, somente 43 anos depois foi instituído um instrumento legal de uso e manejo das Unidades de Conservação, com a Lei Nº 9.985/2000, instituindo o Sistema Nacional de Unidades de Conservação (SNUC);

- Outras diferenças que podem ser destacados entre Brasil e França nos dispositivos institucionais sobre gestão de áreas protegidas diz respeito à atenção do país francês em estar constantemente atualizando suas leis e órgãos de gestão territorial. No ano de 2006, através da Lei de 14 de abril de 2006, a França publicou um novo dispositivo da política nacional de áreas protegidas, revisando a Lei de 1960 relativa aos Parques Nacionais, Parques Marinhos e Parques Naturais Regionais. sob a coordenação do Ministério da Ecologia, da Energia da Gestão e do Desenvolvimento Sustentável e em 2014 reestruturou o órgão responsável pela implementação da legislação territorial ao criar o Comissariado Geral para a Igualdade dos Territórios – criado em 31 de maio de 2014, resultado da fusão de três entidades: Delegação Interministerial para o Planejamento Regional e Atratividade Regional (DATAR), Secretaria-Geral do Comitê Interministerial para as Cidades (CIV) e Agência Nacional para a Coesão Social e Igualdade de Oportunidades. No Brasil, desde a promulgação da Lei relativa ao SNUC, não se nota atualização em sua legislação, apesar dos estudos científicos apontarem a dinâmica das transformações que vem sofrendo o território brasileiro nos últimos anos e a necessidade de revisão e atualização da legislação em relação à gestão de áreas protegidas.

- No Estado do Amazonas (Brasil), existe uma legislação própria sobre meio ambiente e gestão de áreas protegidas (unidades de conservação), com a institucionalização do Sistema Estadual de Unidades de Conservação – SEUC e a criação do Sistema SDS em 2007, permitindo avanços consideráveis na gestão sustentável de seu território, embora nos últimos anos tenha-se notado grande retrocesso quanto ao aparelhamento de seus órgãos e revisão/atualização da legislação para a gestão sustentável das unidades de conservação. Na região Rhône-Alpes (França) desde 2014, com a reforma territorial implementada pelo governo logo após as eleições de 2015, o governo vem discutindo e implementando um modelo de gestão territorial condizente com as novas territorialidades advindas com o processo de reestruturação da economia e do território europeu, tanto que em 2014 a região Rhône-Alpes, passou a fazer parte da região Auvergne-Rhône-Alpes, reagrupando as regiões Auvergne e Rhône-Alpes, no qual estão presentes 12 departamentos e uma metrópole, sob o status de collectivité territoriale, conforme detalhado na tabela 04 (Apêndice).

2 - Participação do Estado, das organizações da sociedade civil e da iniciativa privada nos processos de criação e gestão de áreas protegidas

Tanto a legislação brasileira como a francesa asseguram o direito à participação dos cidadãos, da sociedade civil organizada, da iniciativa privada e dos próprios órgãos governamentais na gestão de seus territórios.

Os processos de gestão das áreas protegidas no Brasil e na França envolvem uma complexa malha de agentes institucionais, que asseguram um tipo de gestão compartilhada do território entre os diversos atores sociais (governo, sociedade civil organizada, iniciativa privada) que atuam direta e indiretamente na gestão do território, cuja participação ocorre de diversas formas e em vários níveis.

No Brasil o órgão majoritário da gestão de áreas protegidas é o Ministério do Meio Ambiente, responsável pela coordenação e execução de políticas públicas voltadas para o meio ambiente, inclusive a gestão de áreas protegidas. Criado em 15 de março de 1985 pelo governo de José Sarney, o Ministério do Meio Ambiente veio substituir a Secretaria Especial de Meio Ambiente, ligada ao Ministério do Interior, criado em 1973.

Desde a criação da primeira UC no Brasil em 1937, os processos de gestão das áreas protegidas passaram por diversos órgãos. De 1938 a 1962 as UCs federais estavam sob a administração do Serviço Florestal, a partir de 1989 passaram à responsabilidade do Instituto Brasileiro do Meio Ambiente e dos Recursos Naturais Renováveis - IBAMA. A partir de 2007, com a criação do Instituto Chico Mendes de Conservação da Biodiversidade – ICMBIO, este órgão passou a gerir as unidades de conservação federais. Em níveis estadual e municipal as unidades de conservação são geridas pelos órgãos estaduais e municipais de meio ambiente.

Na França as áreas protegidas são geridas por uma instituição pública de cooperação e o Sindicato Misto Aberto, cujo Conselho de Administração é composto por membros eleitos dos representantes de comunidades locais, municípios, departamentos, regiões e parceiros socioeconômicos de entidades privadas e da sociedade civil organizada. Até o ano de 2014 a gestão do território francês pertencia à pasta do Ministério da Ecologia, da Energia da Gestão e do Desenvolvimento Sustentável e a partir de 2016 passou à responsabilidade do Comissariado Geral para a Igualdade dos Territórios, ligado diretamente ao também reformulado Ministério do Meio Ambiente, da Energia e do Mar.

No Brasil os principais instrumentos de participação dos segmentos territoriais, incluindo as populações moradoras de UCs são os Planos de Manejo (UCs federais e municipais)/Planos de Gestão (UCs estaduais-AM) e os Conselhos Gestores das Unidades de Conservação.

O Plano de Manejo é o documento que estabelece a missão e as diretrizes da UC, a partir de diversos estudos, incluindo diagnósticos do meio físico, biológico e social. Estabelece as normas, restrições para o uso, ações a serem desenvolvidas e manejo dos recursos naturais da UC, seu entorno e, quando for o caso, os corredores ecológicos a ela associados, podendo também incluir a implantação de estruturas físicas dentro da UC, visando minimizar os impactos negativos, garantir a manutenção dos processos ecológicos e prevenir a simplificação dos sistemas naturais (MMA, 2016).

Os Conselhos Gestores são os espaços políticos pelo qual se dá a participação efetiva dos atores e segmentos territoriais. São os órgãos responsáveis pela fiscalização do cumprimento do Plano de Manejo, podendo ser de duas categorias: a) Conselho Consultivo e, b) Conselho Deliberativo, dependendo da categoria de proteção da UC. O estudo deixou em evidência que apesar de haver um prazo de até cinco anos para a institucionalização dos Conselhos e Planos de Manejo após a criação da UC, grande parte das unidades de conservação ainda não possui os Planos de Manejo concluídos e Conselhos formados (conforme Tabela 01). O nível de participação dos segmentos territoriais ocorre de forma diferenciada, no caso das UC's de proteção integral, cujo Conselho Consultivo, pode somente opinar e não deliberar sobre questões da gestão da UC, as decisões são tomadas de forma muito mais verticalizadas, já que o governo é o órgão legal que preside o Conselho e, o tomador de decisão final, apesar de notar-se avanços nas participações dos representantes dos moradores e segmentos da sociedade civil organizada em UCs estaduais e federais de uso indireto nos últimos anos. No caso dos Conselhos Deliberativos nota-se uma participação muito mais horizontalizada e paritária entre representantes dos governos, da iniciativa privada, da sociedade civil organizada e dos representantes dos moradores das UC's, apesar desse último segmento ter a participação ainda tímida em grande parte dos Conselhos, pois, na maioria das vezes, carecem de formação e capacitação técnica para atuarem de forma mais pró-ativa nas arenas políticas das quais participam.

Na França os principais instrumentos de participação das coletividades territoriais se dão através da Carta/Mapa da área protegida e do Sindicato Misto. A Carta/Mapa se configura como o mesmo princípio dos Planos de Manejo no Brasil. É a carta/mapa que estabelece os caminhos e rumos que a área protegida deve seguir. Trata-se de um documento de planejamento com ampla participação da sociedade, envolvendo desde expertises científicos a representantes dos trabalhadores e moradores das áreas protegidas. O governo e a sociedade civil, através das coletividades territoriais são bastante incisivos quanto a necessidade de construção da Carta/Mapa da área protegida, podendo esta deixar de existir e perder seu decreto se as coletividades territoriais não a elaborarem nos prazos estipulados, por isso a pesquisa sugere que todas as áreas protegidas na França, cuja categoria se incluem nos modelos de Parques possuem seu documento de planejamento, como condição *sine qua non* para sua existência.

Além da Carta/Mapa, outro espaço de participação das coletividades ocorre através do Sindicato Misto e dos Conselhos de Administração do Parque. Estes são os representantes legais da sociedade civil organizada, das populações moradoras da área protegida e da iniciativa privada. São tipos de estruturas de cooperação intercomunal, ou seja, envolve uma rede de coletividades que pode ser territorial, de segmentos de trabalhadores, de setores produtivos e de organizações comunitárias. Os Sindicatos Mistos existem a fim de permitir às coletividades se associarem entre elas e entre os estabelecimentos públicos. Os Conselhos de Administração asseguram a pluralidade de participação na gestão das áreas protegidas.

Os dados da pesquisa indicam que tanto no Brasil como na França as políticas governamentais vêm fomentando e permitindo o acesso à participação de forma democrática dos diversos segmentos da sociedade na gestão das áreas protegidas. Talvez a grande diferença entre esses dois países ocorra no nível de qualificação dos atores sociais envolvidos nos processo da gestão, sobretudo, as populações moradoras dessas zonas. Nota-se que as diferenças nos níveis de educação formal são grandes entre os moradores das áreas protegidas dos dois países em questão. Enquanto que na França o analfabetismo já deixou de existir oficialmente, e os dados da pesquisa ratificam tal informação, no Brasil os índices de analfabetismo são preocupantes, principalmente o chamado analfabetismo funcional, situação em que os sujeitos muitas vezes sabem assinar seu nome, mas não conseguem ler e interpretar corretamente informações. Cabe

ressaltar que apesar de no Brasil e mais especificamente na Amazônia os índices de educação formal entre as populações rurais se apresentarem baixos, esta condição não impede a participação das populações locais nos processos de gestão das unidades de conservação. Muitas vezes a participação da população rural é muito mais profícua e regular que os representantes das populações urbanas, o que se questiona aqui é a qualidade da participação em termos de esclarecimentos sobre a legislação ambiental e o domínio das argumentações nas arenas públicas de comunicação, necessárias para a efetividade de um modelo gestão compartilhada das áreas protegidas.

Além disso, apesar de existir uma notável rede de programas e projetos institucionais voltados para a criação e implementação das áreas protegidas no Brasil e na França, percebe-se que no Brasil essas políticas carecem de ações concertadas, no sentido de permitir que as ações possam atingir de forma mais consistentes as populações moradoras das unidades de conservação, fazendo valer o princípio da sustentabilidade como uma noção que transcende a relação homem-natureza, já que envolve processos interculturais que são unívocos enquanto unidades que não se separam, dentre eles a educação, a formação, a melhoria das condições materiais de vida, o cuidado com o meio ambiente, o fomento à autonomia, à liberdade e à participação, a fim de que as populações moradoras das zonas protegidas possam, a médio e longo prazo, se instrumentalizar suficientemente para serem os verdadeiros protagonistas na gestão de seus territórios. Na tabela 05 (Apêndice) apresenta-se a síntese dos principais instrumentos e estratégias de participação das coletividades territoriais na gestão de áreas protegidas no Brasil e na França.

3 - Instrumentos de políticas públicas de fomento às atividades produtivas das populações moradoras de áreas protegidas

Em que pese as políticas de fomento às atividades produtivas nas áreas protegidas no Brasil e na França, os dados da tabela 06 (Apêndice) indicam certa preocupação dos governos desses dois países em implementar políticas de apoio ao trabalho e às atividades produtivas dos moradores e trabalhadores das zonas protegidas, através de projetos e programas institucionais.

Na Amazônia (Brasil), a diversidade biológica e ecológica da região constitui um diferencial que tem atraído a atenção do mundo todo em apoiar ações que visem ao desenvolvimento local, em consonância com a conservação da biodiversidade e preservação do patrimônio genético da região. Nesse campo, o Brasil é considerado um líder mundial na construção de modelos de desenvolvimento sustentável (FREITAS, 2014), que incluem projetos e programas de proteção da biodiversidade e implementação de instrumentos de planejamento territorial e manutenção dos serviços ambientais da floresta amazônica como aqueles voltados para o combate ao desflorestamento, às queimadas, bem como os de apoio à realização do zoneamento ecológico-econômico do território amazônico e criação de unidades de conservação, enquanto instrumentos de políticas de alcance mundial, voltados para a manutenção do clima na Terra. Isto porque já é de conhecimento de todos da enorme diversidade social e biológica que a floresta amazônica brasileira comporta, “sendo possível encontrar cerca de 23 milhões de habitantes, 163 povos indígenas de diferentes troncos étnicos e linguísticos, um terço da reserva mundial de latifúndio, uma quinta parte da superfície de água doce do mundo, além de sua importância na mecânica, termodinâmica e estabilidade química dos processos atmosféricos em nível mundial” (FREITAS, 2014:100).

No Estado do Amazonas, com cerca de 95% de sua cobertura vegetal preservada, a região apresenta um enorme potencial de exploração sustentável de suas florestas, nos quais o potencial madeireiro chega a 30 milhões de metros cúbicos por ano (SDS, 2005). No entanto, apesar da situação privilegiada do Estado em relação à sua biodiversidade, os recursos florestais existentes ainda são comercializados apenas como matéria-prima, sem nenhum ou pouco beneficiamento. Isto implica em sub aproveitamento deste recurso, já que boa parte da produção ainda é oriunda do

desmatamento ilegal e do corte seletivo não sustentável, salvo algumas exceções, como já vem ocorrendo na RDS do Rio Negro, que por meio de ações de projetos e programas de formação e capacitação voltados para elaboração de planos de manejo e aproveitamento da madeira por meio do manejo florestal sustentável em pequena escala, comunitário e empresarial, essa iniciativa já vem se traduzindo em melhorias na qualidade do trabalho, das atividades e dos produtos advindos da exploração sustentável da madeira.

Outra atividade produtiva que merece destaque, pela sua importância econômica, social e ambiental, é a pesca. Esta atividade é importante tanto no suprimento de proteína animal para a população amazônica, como também é a atividade responsável pela maior parte da ocupação de mão-de-obra, geração de renda e arrecadação do Estado do Amazonas (SDS, 2005). Apesar disso, ainda se verificam grandes contradições neste setor no que se refere ao fomento às suas potencialidades para a exploração sustentável deste recurso, que se traduz na ausência de infraestrutura condizente com o potencial deste setor para a economia regional. O desperdício do pescado, a precariedade das estruturas de estocagem e beneficiamento e a pouca preocupação com a sustentabilidade são alguns dos principais desafios que o poder público, juntamente com a iniciativa privada vem enfrentando para alavancar o setor em patamares sustentáveis e condizentes com sua enorme potencialidade.

Nas áreas protegidas do Estado do Amazonas, o governo vem desenvolvendo diversas frentes de ações no sentido de potencializar a exploração sustentável deste recurso. Na RDS do Rio Negro, sabendo da grande importância da atividade pesqueira no conjunto das atividades produtivas das populações moradoras desta zona protegida, várias frentes de ações vêm sendo desenvolvidas, desde a capacitação dos moradores locais para a elaboração e implementação de planos de manejos pesqueiros, até o fomento e fortalecimento das cadeias produtivas da pesca, visando minimizar os conflitos socioambientais inerentes deste setor (BARROS, 2006), que se destaca no conjunto das atividades geradoras de trabalho e renda da população amazônica.

No que se refere às atividades de extração de produtos da floresta como óleos vegetais, cipós e frutos como a castanha-do-brasil (*Bertholletia excelsa* H.&B. Lecythidaceae), também conhecida como castanha-do-pará e castanha-da-amazônia, os potenciais são enormes e todavia sub-explorados. As demandas no mercado

internacional para esses produtos são grandes, principalmente das indústrias farmacêuticas na busca da industrialização e comercialização em larga escala em busca da exploração dos princípios ativos encontrados nas plantas da Amazônia.

Em função desses fatores, as tendências de desenvolvimento sustentáveis para a Amazônia a médio prazo são enormes, combinando estratégias que possam somar usos de tecnologias para inventariar e explorar industrialmente com base em princípios sustentáveis os ecossistemas amazônicos e estender a exploração sustentável para a melhoria da qualidade de vida das populações que manejam e dependem destes recursos para sua sobrevivência. No Estado do Amazonas e mais especificamente na RDS do Rio Negro, alguns mecanismos de fomento ao uso sustentável da biodiversidade e às atividades produtivas vem sendo realizadas, amparadas pelo Programa Bolsa Floresta, que sem dúvida, se constitui como principal instrumento institucional de fomento do trabalho e das atividades produtivas das populações moradoras de unidades de conservação estadual na atualidade.

No território francês nota-se uma série de políticas afirmativas voltadas para o fomento do trabalho e das atividades produtivas dos moradores de áreas protegidas. Isto porque a política adotada pela União Europeia e pela própria França, reconhece a multiplicidade do trabalho agrícola, pautando-se em modelos de ações concertadas que vão desde o processo de formação dos agricultores, incluindo capacitação para a exploração multifacetada dos produtos agrícolas, além do fortalecimento organizacional através de sindicatos e cooperativas, que resultam em benefícios diretos para os produtores e consumidores finais.

Na região Auvergne-Rhône-Alpes (antiga região Rhône-Alpes), a produção agrícola é caracterizada por uma diversidade de produtos e serviços, favorecidos pelos tipos de terrenos e condições naturais, resultando em um tipo de agricultura multifacetada com destaque para a produção de leite, de gado leiteiro, hortifrúti, carnes diversas, viticulturas e produtos oriundos do beneficiamento das culturas locais como queijos e vinhos, além daqueles voltados para a charcuteria como salsichas, linguiças mortadelas, dentre outros.

A região Rhône-Alpes é também conhecida como uma das primeiras áreas da França a implantar o chamado mercado de circuito-curto, prática que se caracteriza pela

diversificação de atividades produtivas, incluindo o beneficiamento de produtos agrícolas e comercialização direta para o consumidor final. Aliás, no conjunto de áreas protegidas francesas, essa zona foi a primeira área industrial da França, o que permitiu desenvolver o turismo como grande mola propulsora do desenvolvimento local, favorecendo a implantação de um tipo de gestão controlada dos espaços e dos recursos naturais, bem como fomentar modos de vida sóbrios e solidários, que se traduz em qualidade de vida para os moradores e trabalhadores da região. Dentre as principais ações de fomento ao trabalho e às atividades produtivas desenvolvidas pelo governo francês nessa região se destacam:

- Ajuda de handicap natural (áreas pantanosas e de friches);
- Ajuda para construção de novos espaços para o gado leiteiro;
- Fomento e gestão do turismo;
- Fomento a atividades produtivas como o artesanato;
- Ações de formação e beneficiamento de produtos locais;
- Fortalecimento das organizações político-institucionais como associações, sindicatos, cooperativas;
- Fortalecimento das organizações territoriais (Communes/Pays/Gier);
- Desenvolvimento do turismo, do trabalho e das organizações territoriais locais.

Em linhas gerais, nota-se que as políticas de fomento às atividades produtivas no território francês apresentam um painel infra-estrutural forte e acolhedor para os turistas e visitantes. Para tanto os moradores/trabalhadores das áreas protegidas dispõem de apoio para manter e potencializar suas habilidades produtivas que se traduz em conquistas de selos de qualidades para seus produtos e serviços, cujos reflexos podem ser notados na própria qualidade do trabalho e dos meios de vida dos moradores desta zona protegida, conforme se nota nos dados da tabela 06 (Apêndice).

4 - Reflexos das políticas de gestão territorial sobre as formas de trabalho das populações moradoras/trabalhadoras de áreas protegidas no Brasil e na França

Fazendo uma análise global dos reflexos das políticas territoriais sobre o trabalho dos moradores e trabalhadores de áreas protegidas, a pesquisa mostrou que os processos de desenvolvimento territorial são reflexos das políticas adotadas pelas instâncias governamentais, em variados níveis de participação da sociedade civil.

O exercício científico permitiu compreender que a gestão sustentável de um território deve ser pautada em políticas concertadas e compartilhadas com os vários segmentos e entidades territoriais que possam garantir a inclusão social, econômica e cultural das populações nos processos de desenvolvimento e na melhoria da qualidade de vida do homem e do ambiente.

Os países que implantaram modelos de governança territorial pautados na égide do desenvolvimento endógeno e inclusivo, no qual o homem, por meio do seu trabalho e de seus saberes locais, está no centro das políticas governamentais, e onde é possível aliar desenvolvimento territorial, participação da sociedade civil nas decisões políticas e estratégias de proteção ambiental, hoje colhem os frutos dessas medidas adotadas no passado, como é o caso do território francês.

No Brasil, apesar dos esforços governamentais dos últimos anos em adotar medidas pautadas no compartilhamento da gestão ambiental, visando à sustentabilidade do seu território, muito ainda há que se caminhar para chegar a um patamar condizente com os indicadores considerados ideais pelas organizações internacionais de proteção da natureza (IUCN, PNUD) quando se pensa em modelos de desenvolvimento sustentável para o planeta. Talvez o maior desafio do Brasil seja superar os índices de deficiências educacionais presentes na população brasileira, notadamente aqueles verificados no meio rural, já que o componente humano, a nosso ver, é parte fundamental para a proteção da biodiversidade e sustentabilidade do planeta.

Os dados da pesquisa de campo traduzem muito bem os reflexos das políticas de gestão territorial adotadas pelos governos brasileiro e francês. Apesar de no terrain brasileiro (RDS do Rio Negro) diversas ações estarem sendo implementadas através da Fundação Amazônia Sustentável, com apoio do governo estadual e diversas

organizações governamentais, não governamentais e iniciativa privada (conforme tabela 05 - Apêndice) com vistas ao fomento e potencialização do trabalho e das atividades produtivas dos moradores da unidade de conservação pesquisada, muito ainda poderá ser realizado para que os esforços institucionais se traduzam de fato na melhoria das condições de vida do homem do campo, apesar de notar-se mudanças em andamento, como ações de projetos e programas de fomento às atividades produtivas (agricultura, pesca e manejo florestal) e geração de novos postos de trabalho advindos dos processos de formação e capacitação, sobretudo aqueles ligados ao artesanato e turismo. Além disso, cabe destacar a mudança de postura dos moradores em relação ao cuidado e uso sustentável dos recursos naturais que vem se processando na contemporaneidade, fruto das ações institucionais por meio da potencialização das associações comunitárias e demais instâncias políticas, representativas dos moradores/trabalhadores de unidades de conservação.

Há que se reconhecer que o modelo adotado pelo governo do Estado do Amazonas em permitir que uma entidade não governamental possa implementar políticas de desenvolvimento territorial, como vem sendo implantado pela FAS, envolvendo parcerias entre as diferentes secretarias estaduais, órgãos do governo federal, prefeituras municipais, movimentos sociais e participação das populações locais, merece ser replicado em outras áreas protegidas do Amazonas, já que, considerando a extensão territorial do Estado e a insuficiência de profissionais concursado para implementar as políticas socioambientais nas unidades de conservação, os desafios são imensuráveis, se apresentando como um grande entrave e fator limitante para a sustentabilidade territorial do Estado.

Os dados de campo indicam que programas e projetos estão sendo implementados com vistas à formação e capacitação do morador/trabalhador das UCs, capitaneado pelo Programa Bolsa Floresta que vem sendo implantado em 16 unidades de conservação do Estado e cujas ações visam ao desenvolvimento local baseado no fomento à geração de renda, fortalecimento organizacional e manutenção da floresta em pé. No entanto, cabe a pergunta: como se encontram as demais 26 unidades de conservação estaduais que não contam com o aporte do Programa Bolsa Floresta e com a atuação da Fundação Amazônia Sustentável? Será que com a retirada do Programa e da Fundação Amazônia Sustentável o Estado vai conseguir manter os mesmos níveis de

gestão como vem sendo realizados na atualidade? Caberão pesquisas futuras responderem a tais questionamentos.

Quanto à situação francesa, apesar dos dados de campo indicar níveis considerados bons para um tipo de gestão territorial compartilhada, e aí se incluem as condições sociais e materiais dos moradores das áreas protegidas, conforme já discutido anteriormente, ainda assim, cabe uma análise crítica sobre a situação das áreas protegidas na França. Pesquisadores e críticos já apontam que apesar da França dispor de um conjunto de instrumentos legislativos e regulamentadores da natureza, ainda assim nota-se a ausência de uma verdadeira estratégia nacional de áreas protegidas, como por exemplo, a institucionalização de um Sistema Nacional de Áreas Protegidas como aquele adotado no Brasil desde o ano 2000. Do ponto de vista institucional a França não dispõe de nenhuma agência central, com responsabilidade exclusiva para administrar e gerir as áreas protegidas, atualmente esta pasta está sob o encargo do Ministério do Meio Ambiente, da Energia e do Mar, responsável pela execução das políticas ambientais em geral, incluindo aquelas voltadas para as áreas protegidas, ficando a mercê de numerosas instituições regionais, que apesar de suas experiências na gestão dos territórios, não dispõem de autonomia suficiente para gerir questões pertinentes a áreas protegidas.

Como já afirma Martinez (2007), talvez seja interessante a França aprofundar em seu plano de ações, uma estratégia coerente que se aplique no plano nacional de áreas protegidas. E, apesar de dispor de uma infinidade de categorias de proteção da natureza, o território francês ainda carece de espaços representativos de ecossistemas do planeta devidamente protegidos, incluindo diferentes tipos de habitats, biomas e espécies ameaçadas, já destacado pela comissão francesa de áreas protegidas do Programa da CDB.

Como pode ser notado na tabela 07 (Apêndice), os reflexos das políticas territoriais sobre o trabalho e as condições de vida do morador das áreas protegidas na França são notórios, sobretudo aqueles capitaneados pelo turismo, fomento às atividades agrícolas e ações de incentivo à participação dos diversos segmentos territoriais, refletindo em um tipo de gestão territorial compartilhada e sustentável.

Os dados da pesquisa e a percepção do autor do estudo ratificam as informações levantadas, e, apesar do estudo ter sido pontual a uma área protegida tanto no Brasil

como na França, estudos futuros poderiam ser realizados e compartilhados entre os países em questão, a fim de pensar em estratégias globais de proteção da natureza, de fomento ao trabalho e da melhoria das condições de vida dos moradores das zonas protegidas dos dois países envolvidos na pesquisa e quiçá se estender para todo o planeta.

5. Considerações Finais

Os grandes desafios postos pela crise ecológica mundial demonstram cada vez mais a necessidade de políticas, cujos campos de ação devam ultrapassar os limites setoriais que a estrutura governamental tende a se apresentar. A gestão dos territórios é um desses ramos que a cada dia vem demandando ações de caráter transdisciplinar e transectorial.

A sustentabilidade, enquanto princípio ontológico da conservação ambiental e do desenvolvimento humano que outrora se apresenta para a humanidade tende a ser uma alternativa de suporte epistemológico para as políticas territoriais, frente aos novos desafios paradigmáticos enfrentados pela sociedade global. As áreas protegidas, personificadas nas políticas territoriais como instrumentos de orientação ao desenvolvimento sustentável se apresentam atualmente quase como única alternativa das ações governamentais visando conciliar preservação do meio ambiente, desenvolvimento humano e conservação do patrimônio histórico-cultural.

O estudo permitiu notar que apesar dos esforços dos governos e sociedade civil organizada em implementar modelos de gestão territorial compartilhada, muitos problemas e conflitos socioambientais ainda se fazem presentes nas áreas protegidas e seus entornos, principalmente na Amazônia, onde o conflito por acesso à terra ainda é uma realidade. Isto porque, como foi salientado no decorrer da pesquisa, os desafios para implementar modelos sustentáveis de proteção da natureza e desenvolvimento humano ainda são grandes. Por exemplo, no caso da região amazônica, onde outrora a região dispõe de pouca atenção do governo federal, com ações pontuais e escassas, muitas comunidades estão tendo que migrar para as áreas protegidas a fim de terem acesso e determinadas políticas públicas exclusivas para unidades de conservação, aumentando ainda mais os problemas de gestão existentes nestas áreas.

O exercício investigativo permitiu perceber que por mais que esteja em andamento uma variedade de ações governamentais em algumas unidades de conservação no Estado do Amazonas, notadamente aquelas atendidas pelo Programa estadual Bolsa Floresta, os reflexos dessas ações ainda são limitados no que diz respeito à qualidade de vida associada às práticas de trabalho das populações moradoras dessas áreas. Além disso, muitos problemas e conflitos ainda são vigentes nas áreas protegidas no Brasil e, mais especificamente na Amazônia. O documento preliminar do Plano de

Gestão da RDS do Rio Negro (2016), aponta uma série de situações conflituosas que outrora se apresenta nesta unidade de conservação, mas que poderiam ser estendidos a outras UCs estaduais do Amazonas, dentre elas pode-se destacar:

I. Organização comunitária: baixa participação nas atividades comunitárias, limitações na comunicação entre comunidades e ausência de planos e programas de gestão intercomunitária;

II. Infraestrutura comunitária: limitações no fornecimento de energia, ausência de sistemas de esgotos e manutenção de ramais que possam servir como canais de escoamento da produção;

III. Uso dos recursos naturais: conflitos referentes ao uso de recursos naturais com outras comunidades e pessoas externas à UC;

IV. Instituições não governamentais: críticas e problemas sobre projetos desenvolvidos por instituições não governamentais nas comunidades da UC, como projetos inacabados, falta de comunicação com comunitários, falta de alinhamento com outras instituições, dentre outros;

V. Terra: conflito por terras como vendas ilegais e invasões;

VI. Saúde: problemas relacionados a recursos humanos e financeiros para a saúde, falta de agentes de saúde, postos de saúde e combustível para transporte dos doentes em casos de emergência;

VII. Educação: problemas relacionados a recursos humanos e financeiros para a educação, como falta de professores, problemas no transporte escolar, manutenção de infraestrutura das escolas, dentre outros;

VIII. Gestão da UC: críticas e problemas com a gestão da UC, como não cumprimento de prazos para projetos e falta de alinhamento com outras instituições;

IX. Meio ambiente: problemas ambientais como desmatamento na terra firme e nas margens dos rios, além da poluição de praias e rios;

X. Turismo: práticas de turismos predatórios e insustentáveis, na maioria das vezes por pessoas de fora da UC; ocorrência de turismo particular, ausência de implementação de um tipo de turismo de base comunitária;

XI. Emprego e renda: falta de capacitação técnica e oportunidades de emprego para todas as comunidades que fazem parte da RDS;

XII. Infraestrutura da UC: ausência de placas de sinalizações, equipamentos explicativos e estrutura interna que possa orientar e compartilhar informações sobre as regras de uso coletivo para a visitação da UC (PLANO DE GESTÃO, RDS DO RIO NEGRO, 2016).

Apesar das dificuldades enfrentadas pelos governos brasileiros em implementar as unidades de conservação tal como encontram-se definidas nos Planos de Gestão, acredita-se ser plenamente exequível a aplicação de políticas que possam conciliar desenvolvimento territorial, proteção dos recursos naturais e elevação da qualidade de vida humana, que, em nossa compreensão se concretizará por meio de ações de fomento e valorização do trabalho e das atividades produtivas sustentáveis, tal como vem sendo realizados em outros lugares, a exemplo da França.

O relatório de trabalho envolvendo a embaixada brasileira e o governo francês (DELELIS, 2010) sobre áreas protegidas na França e os mosaicos de unidades de conservação no Brasil, propõe medidas para o alcance de um tipo de gestão territorial em bases sustentáveis, sugerindo ações que poderiam ser adotadas no território brasileiro, que no nosso entendimento, podem servir de orientações de políticas públicas. Dentre os vários aspectos, destacamos:

- (i) Ênfase na valorização dos produtos e produtores de áreas protegidas, com foco na certificação de qualidade de origem dos produtos e serviços;
- (ii) Elaboração de planos de desenvolvimento territorial, agregando valor à identidade sociocultural do território;
- (iii) Organização de um modelo de turismo eco-cultural de base comunitária;
- (iv) Pagamento pelos serviços socioambientais oferecidos pelo território protegido;
- (v) Exploração da marca “área protegida”, incorporando elementos simbólicos da cultura e do modo de vida das populações locais, com vistas à valorização dos produtos e serviços oriundos de áreas protegidas;
- (vi) Articulação entre os espaços e as políticas territoriais a níveis locais, regionais e nacionais, envolvendo ministérios, secretarias e coletividades territoriais;

- (vii) Fomento ao trabalho e às atividades produtivas sustentáveis, que levem em consideração a polivalência do trabalho agrícola e o uso multifuncional dos territórios.

No caso da França, ao reconhecer as áreas protegidas como pedra angular da conservação *in situ* da diversidade biológica (MARTINEZ, 2007), este país terá como desafio para esse novo milênio não só ampliar suas zonas de proteção dos espaços (op. cit., 2007), como também permitir que essas novas formas de governanças venham acompanhadas de informações acessíveis, que possam subsidiar a implementação de políticas territoriais que o novo momento histórico exige.

Em relação ao Brasil, acredita-se que somente altos investimentos em pesquisas que envolvam ciência, tecnologia e inovação, levando em consideração os aspectos culturais de cada grupo étnico e especificidades socioambientais de cada região, poderiam dar certos para este país com dimensões continentais que é o Brasil. No caso da Amazônia, como bem destaca Freitas (2014) a região já possui uma predisposição para a implementação de programas de sustentabilidade em diferentes escalas.

Sabe-se que os desafios à gestão compartilhada de UC's na Amazônia são muitos. No entanto, alguns entraves podem ser superados, desde que pensadas e implementadas políticas arrojadas, condizentes às necessidades das populações e dos territórios. Como forma de contribuição deste estudo, elencamos algumas ações que poderão contribuir para superar os entraves que outrora considera-se primordiais para o alcance de um modelo de desenvolvimento territorial sustentável, dentre eles destaca-se:

- ✓ Elaboração e implementação de políticas de gestão territorial para a Amazônia que leve em consideração a grande extensão territorial da região;
- ✓ Planejamentos adequados de gastos com transporte e infra-estrutura para implementação das Ucs, dada as condições socioambientais da região amazônica;
- ✓ Investimentos em contratação e formação de mão de obra para fiscalização e monitoramento do território aquático da Amazônia;
- ✓ Ações integradas que possam acabar com o uso clandestino e irregular dos recursos naturais e do território amazônico;

- ✓ Ações de mitigação dos conflitos socioambientais de diversas naturezas, principalmente pelo uso da terra;
- ✓ Políticas públicas setoriais de amplo acesso dos produtores rurais ao fomento às atividades e cadeias produtivas sustentáveis;
- ✓ Ações de melhoria da infraestrutura comunitária (energia elétrica, água potável, saúde e comunicação)
- ✓ Políticas de formação e fortalecimento organizacional intercomunitário;
- ✓ Ações de ampliação da educação formal dos produtores rurais da Amazônia;
- ✓ Políticas de fomento ao escoamento da produção e alinhamento aos mercados-curtos sustentáveis no território amazônico;
- ✓ Necessidade de ordenamento do turismo na e para a região amazônica, baseada em sistemas de trabalho sustentáveis, em que homem e natureza possam receber os investimentos necessários para a manutenção da floresta em pé, dos recursos naturais e inserção das populações locais nos circuitos de produção e comercialização;
- ✓ Necessidade de um Plano Estadual de Turismo no Amazonas, a exemplo do que já vem sendo realizado na França, notadamente voltado para as áreas protegidas;
- ✓ Fomento a implantação de redes de sustentabilidade direcionadas para as áreas protegidas, com ênfase na geração de emprego, renda e manutenção da biodiversidade;
- ✓ Fortalecimento das cadeias e arranjos produtivos sustentáveis, incluindo programas de certificação de produtos advindos de áreas sustentavelmente manejadas, alinhado a políticas de inclusão social a fim de tornar a vida dos moradores de áreas protegidas na Amazônia dignas de certificação de qualidade de vida.
- ✓ No caso do território francês, institucionalização de um Sistema Nacional de Áreas Protegidas que seja representativo das necessidades de proteção dos espaços e dos recursos naturais, notadamente dos recursos florestais e marinhos daquele país.

Todas essas proposições deverão vir de um trabalho coletivo, integrado e compartilhado nas três esferas do poder público, em pé de igualdade com os diversos segmentos e representações da sociedade civil organizada, do setor privado e das instituições de ciência e tecnologia.

Por último, tornar-se mister pensar na ampliação de políticas voltadas para áreas protegidas como vem sendo implementadas em outras regiões do planeta, acompanhado de um modelo de gestão compartilhado em que os vários segmentos territoriais possam participar em nível de igualdade, com investimentos maciços em ciência, tecnologia e inovação para a proteção da natureza, manutenção do patrimônio histórico-cultural e inclusão social e econômica dos moradores de áreas protegidas, por meio do fomento à educação e práticas produtivas sustentáveis.

6 – Referências

ALMEIDA, A. W. B. **A dimensão política dos “conhecimentos tradicionais” na Amazônia.** In: Cadernos CEAS - Centro de Estudos e Ação Social. Salvador, 2005.

ALONSO, A.; COSTA, V. **Ciências sociais e meio ambiente no Brasil: um balanço bibliográfico.** In: Revista Brasileira de Informações Bibliográficas em Ciências Sociais, ANPOCS. No. 53, 1o.semestre de 2002.

_____. **Por uma sociologia dos conflitos ambientais no Brasil.** Encontro do Grupo Meio Ambiente e Desenvolvimento da Clacso – Rio de Janeiro, 22 e 23 de novembro de 2000 (paper).

ARAÚJO, M. A. R. **Unidades de Conservação no Brasil: da república à gestão de classe mundial.** Belo Horizonte: SEGRAC, 2007.

ARENDET, H. **Condition de l'homme moderne.** Paris: Calmann-Lévy, 2002.

BARBALHO, C. R. S. e MORAES, S. O. **Guia para normatização de teses e dissertações.** Manaus: UFAM, 2005.

BARROS, J. F. **Uso dos recursos pesqueiros e conflitos socioambientais em uma área manejada de várzea na Amazônia Central.** Manaus. UFAM: 2006. Dissertação de Mestrado.

BARROS, J.F. **Perfil socioeconômico das unidades de conservação do estado do Amazonas abrangidas pelo programa bolsa floresta.** Manaus: [s.p.], 2010.

BARROS, J.F; SANTOS, M. C. N; CERDEIRA, R. G. P. **De la zonificación ecológica-económica al ordenamiento territorial: desafíos y perspectivas de gestión territorial participativa en la Amazonia brasileña.** In ROBLEDOS, M.A.; LÓPEZ, E. D.; SOLÍS, V. V.; PÉREZ, O. R. (eds). Ordenamiento territorial y participación social: problemas y posibilidades. México: UASLP, 2013.

BECKER, B. K.; COSTA, R. K.; SILVEIRA, C. B.; (orgs). **Abordagens políticas da espacialidade.** Rio de Janeiro: UFRJ, 1983.

BECKER, B. K. **Geopolítica da Amazônia.** Revista de Estudos Avançados 19 (53), 2005.

BÉGUIN, P. **Cours d'introduction à l'ergonomie.** Lyon: Université Lumière Lyon2, 2013 (Comunicação Pessoal).

_____. **Propos sur le développement du concept d'activité.** Revue Portugaise Laboréal, 2005.

BÉGUIN, P. & PUEYO, V. **Quelle place au travail des agriculteurs dans la fabrication d'une agriculture durable.** Pistes, Vol 13, n° 1, 2011. <http://www.pistes.uqam.ca/v13n1/articles/v13n1a1.htm>

BOLÍVIA. **El Ordenamiento Territorial en Bolívia**. Unidad de Administración Territorial (UAT), 2002.

BRASIL. Ministério do Planejamento, Orçamento e Gestão. Secretaria de Gestão. Comissão Europeia. **Textos de referência em planejamento e gestão territorial / Ministério do Planejamento, Orçamento e Gestão**. – Brasília: MP, 2006.

BURSZTYN, M. (org.). **A difícil sustentabilidade política energética e conflitos ambientais**. Rio de Janeiro: Ed. Garamond Ltda, 2001.

CANDOTTI, E. **Desenvolvimento Sustentável na Amazônia**. In: LASTRES, H.M.M (orgs). A nova geração de políticas de desenvolvimento produtivo: sustentabilidade social e ambiental. Brasília: CNI, 2012.

CASTRO, E. **Tradição e Modernidade: a propósito de processos de trabalho na Amazônia**. Novos Cadernos NAEA vol. 2, nº 1 - dezembro 1999.

CHAVES, M.P.S.R. et.al. (Org.). **Inovação, Desenvolvimento e Sustentabilidade na Amazônia**. Manaus: FUA, 2014.

CHAVES, M.P.S.R. **Uma experiência de pesquisa-ação para a gestão comunitária de tecnologias apropriadas na Amazônia: o estudo de caso do assentamento de reforma agrária Iporá**. Campinas, 2001a

_____. **Uso de recursos naturais e populações tradicionais: da escassez de recursos aos limites de acesso**. Venezuela, 2001b

CHIFUCO, N. C. **O conflito e o fenômeno de venda de terras no contexto de turismo, sua origem e mecanismos da sua prevenção**. II

CÓDIGO CIVIL BRASILEIRO. Brasília: Biblioteca do Senado Federal, 2012.

COMITE FRANÇAIS DE L'UICN. **Les espaces protégés français : une diversité d'outils au service de la protection de la nature**. Carole Martinez (Coord.), Paris, 2008.

COQUIL, X. **Transition des systèmes de polyculture élevage laitiers vers l'autonomie: une approche par le développement des mondes professionnels**. Paris: AgroParisTech, 2014. Tese de Doutorado.

DALLABRIDA & BECKER. **Governança Territorial um primeiro passo na construção de uma proposta teórico-metodológica**. Desenvolvimento em Questão, vol. 1, núm. 2, julho-dezembro, 2003, pp. 73-97, Universidade Regional do Noroeste do Estado do Rio Grande do Sul (www.redalyc.org).

DEL PRETTE, M.E. & KRUGER, H. **Referências Metodológicas de um ZEE participativo**. In Cadernos de Cooperação Técnica nº 06/2007. Manaus: Agência de Cooperação Técnica Alemã – GTZ, (2007)

DELELIS, C. J. et. al. **Mosaïques d'aires protégées: réflexions et propositions de la coopération franco-brésilienne**. Brasília: Ministério do Meio Ambiente, MMA; Embaixada da França no Brasil - cds UnB, 2010.

DIEGUES, A. C. **Desenvolvimento sustentável ou sociedades sustentáveis: da crítica dos modelos aos novos paradigmas**. São Paulo em Perspectiva, 6 (1-2): 22-29, jan/jun, 1992.

_____. **O mito moderno da natureza intocada**. São Paulo: HUCITEC, 3ª.Ed., 2000.

_____. **A Gestão Integrada dos Recursos Naturais e do Meio Ambiente: conceitos, instituições e desafios de legitimação**. In: Cavalcanti, C. (org.). **Desenvolvimento e natureza: estudos para uma sociedade sustentável**. Recife: Fundação Joaquim Nabuco, 2003.

DOLLFUS, Oliver. Geopolítica do sistema-mundo. In: SANTOS, Milton. Fim de século e globalização. São Paulo: HUCITEC, 1993.

DRUMOND, M. **Participação comunitária no manejo de unidades de conservação: manual de técnicas e ferramentas**. Belo Horizonte: Instituto Terra Brasilis de Desenvolvimento Sócio-Ambiental, 2002.

DURKHEIM, E. **Da divisão do trabalho social**. 2ª ed. São Paulo: Martins Fontes, 2004.

ECO-EQUADOR. **Le Parc Naturel Régional du Pilat: une gestion raisonnée et équilibrée des ressources naturelles**. ENSAIA , 2005-2006.

FALZON, P. **Ergonomia**. São Paulo: Ed. Blucher, 2007.

FÉDÉRATION DES PARCS NATURELS RÉGIONAUX DE FRANCE (2015) In <http://www.parcs-naturels-regionaux.fr> (acessado em 11.01.2016).

FORNI, P. **De Bacon y Mill a la lógica difusa : la investigación comparativa en Ciencias Sociales**. Revista de investigación Social, nº 09, diciembre de 2012, pp. 28-56.

FRAXE, T.J.P. **Homens anfíbios: etnografia de um campesinato das águas**. Ceará : Annablume, 2000.

FREITAS, M. & SILVA FREITAS, M.C. **La sostenibilidad – el mundo amazónico del hombre**.[?]: América Star Books, 2014.

FREITAS, M. **La naturaleza de la sostenibilidad y la Amazonia: una “mirada” hacia el futuro**. In. FREITAS, M. & SILVA FREITAS, M.C. La sostenibilidad – el mundo amazónico del hombre.[?]: América Star Books, 2014.

FRIEDMANN, G. **Qu'est-ce que le travail?** In. Annales. Économies, Sociétés, Civilisations. 15e année, N. 4, 1960. pp. 684-701.

FURTADO, L.G. **Pescadores do rio Amazonas: um estudo antropológico da pesca ribeirinha numa área amazônica**. Boletim do Museu Paraense Emílio Goelgi, 1993.

GODARD, O. **O desenvolvimento sustentável: paisagem intelectual.** In: CASTRO, E. (Org.). Faces do Trópico Úmido: conceitos e questões sobre desenvolvimento e meio ambiente. Belém: Ed. Cejup, 1997.

GODARD, O. **A Gestão Integrada dos Recursos Naturais e do Meio Ambiente: conceitos, instituições e desafios de legitimação.** In: CAVALCANTI, C. (Org.). Desenvolvimento e natureza: estudos para uma sociedade sustentável. Recife: Fundação Joaquim Nabuco, 2002.

GONDIM, N. **A Invenção da Amazônia.** 2ª ed. Manaus: Valer, 2007.

GTZ. AGÊNCIA DE COOPERAÇÃO TÉCNICA ALEMÃ – **Referências Metodológicas de um ZEE Participativo** In: Cadernos de Cooperação Técnica nº 6/2007. Manaus, Subprograma de Políticas de Recursos Naturais, Ministério do Meio Ambiente, (2007).

HANNIGAN, J. **Environmental Sociology: a social constructionist perspective.** Londres, Routledge, 1995.

HIGUCHI, M. I.; FREITAS, C.C; HIGUCHI, N. (Orgs.). **Morar e viver em unidades de conservação no Amazonas: considerações socioambientais para os planos de manejo.** Manaus: [s.n.], 2013.

JENTOFT, S. **Co-management -the way forward.** In WILSON, D.C;Nielsen, J.R. & Degenbol, P. **The fisheries co-management experience: accomplishments, challenges and prospects. The Institute for fisheries management and coastal community development.**Hirtshals, Denmark. Klumer Academic Publishers. Dordrecht/Boston/London, 2003.

KOHLHEPP, G. **Conflitos de interesse no ordenamento territorial da Amazônia brasileira.** Estudos Avançados. São Paulo. V. 16, nº 45, 2002.

LAKATOS, Eva Maria. **Metodologia científica.** 6ª.ed., São Paulo: Atlas, 2011.

LAMELAS, R. **Hacia el co-manejo de los recursos naturales em una región costera: El CEBSE en la República Dominicana.** Instituto Panos e Instituto Caribeño de Recursos Naturales, 1999.

LARRÈRE, Raphaël. Histoire (s) et mémoires des parcs nationaux. In LARRÈRE, Raphaël (coord.). **Histoire des parcs nationaux – comment prendre soin de la nature?** Paris/Versailles: Éditions Quae/Muséum national d’histoire naturelle, 2009.

LEPLAT, J. & MONTMOLLIN, M. **As relações de vizinhança da ergonomia com outras disciplinas.** In: Falzon, P. Ergonomia. São Paulo: Ed. Blucher, 2007.

LITTLE, P. E. **Os conflitos socioambientais: um campo de estudo e de ação política.** In: BURSZTYN, M. (org.). **A difícil sustentabilidade: política energética e conflitos ambientais.** Rio de Janeiro: Ed. Garamond Ltda, 2001.

LIZET, Bernadette. Faire en sorte que le territoire des autres devienne le territoire de tous. In LARRÈRE, Raphaël (coord.). **Histoire des parcs nationaux – comment**

prendre soin de la nature? Paris/Versailles: Éditions Quae/Muséum national d'histoire naturelle, 2009.

MARULANDA, O. **Cultura y manejo integrado de los recursos en la perspectiva ambiental del desarrollo.** In: LEFF, H. (Coord). Los problemas del conocimiento y la perspectiva ambiental del desarrollo. 2.ed. México: Siglo Veintiuno, 2000.

MARTINEZ, Carole (Coord.). **Les espaces protégés français. Une diversité d'outils au service de la protection de la nature.** Comité français de l'UICN, Paris, 2008.

_____ (ed.) - **Analyse du dispositif français des aires protégées au regard du Programme de travail «Aires protégées» de la Convention sur la diversité biologique - Etat des lieux et propositions d'actions.** Comité français de l'UICN, Paris, France, 2007– 53 pp + annexes.

MARX. K. **O capital**, Livro 1, tomo 1. São Paulo, 1996.

MASSIRIS CABEZA, Á. **Ordenación del territorio en América Latina.** Scripta Nova. Revista electronica de geografía e ciencias sociales, Universidad de Barcelona, vol. VI, No 125, 1 de octubre de 2002. <http://www.ub.es/geocrit/sn/sn-125.htm>.

MENDÉZ, E. **Gestión ambiental e ordenación del territorio.** Mérida (Venezuela): Universidad de los Andes, Facultad de Ciencias Forestales, Instituto de Geografía y Conservación de los Recursos Naturales, 1990.

NAÇÕES UNIDAS (CEPAL). **Análise ambiental e de sustentabilidade do Estado do Amazonas**, Santiago, Chile, 2007.

PARENTE, V. M. **A economia da pequena produção na várzea: sobrevivência das famílias ribeirinhas.** In. RIBEIRO, O. & FABRÉ, N. (Orgs). **Sistemas Abertos Sustentáveis (SAS).** Manaus: Edua, 2003.

PÉREZ, A. **Bases conceptuales para el ordenamiento territorial en Colombia.** Biblioteca virtual del Banco de la República, 15 de diciembre de 2004. <http://www.lablaa.org/blaavirtual/geografia/geografia/orden2.htm>.

PARC NATUREL REGIONAL DU PILAT. **QUE RETENIR DE L'ANNÉE 2013 DU PARC DU PILAT: BILAN ANNUEL D'ACTIVITÉ.** Pélussin: PNR du Pilat, 2013 (www.parc-naturel-pilat.fr).

PLAN DE PARC DE LA CHARTE 'OBJECTIF 2025'. **Mon parc naturel régional Pilat 2025: un avenir à partager.** Pélussin: Maison du Parc, 2011 (www.parc-naturel-pilat.fr).

PLANO DE GESTÃO DA RESERVA DE DESENVOLVIMENTO SUSTENTÁVEL DO RIO NEGRO: Versão Consulta Pública. Manaus: SEMA, 2016.

PUEYO, V. **Analyse ergonomique du travail** Lyon: Université Lumière Lyon2, 2013 (Comunicação Pessoal).

RAFFESTIN, C. **Por uma Geografia do poder.** São Paulo: Ática, 1993.

RIBEIRO, G. L. **Ambientalismo e Desenvolvimento Sustentado: nova ideologia/utopia do desenvolvimento**. In. Revista Série Antropológica nº 23: UNB, 1992.

RIBEIRO, M.O.A. & FABRÉ, N. (Orgs.). **Sistemas Abertos Sustentáveis – SAS: uma alternativa de gestão ambiental na Amazônia**. Manaus: Edua, 2003.

RYLANDS, A. B. & PINTO, L. P. de S. **Conservação da Biodiversidade na Amazônia Brasileira: uma análise do sistema de unidades de conservação**. Rio de Janeiro: FBDS, 1998.

SACHS, I. **Ecodesenvolvimento: crescer sem destruir**. São Paulo: Vértice, 1986.

_____. **Caminhos para o Desenvolvimento Sustentável**. Rio de Janeiro: Garamond, 2002.

SACHS, I. **Estratégias de transição para o século XXI**. In: BURSZTYN, M. Para Pensar o Desenvolvimento Sustentável. São Paulo: Brasiliense, 1993. p. 29-56.

SANTOS, F.P. **Gestão de UC's no Amazonas: avanços e desafios para a conservação ambiental**. Revista Geonorte, V.8, N.1, p.102-124, 2013 (ISSN-2237-1419).

SCHNEIDER, S.; SCHMITT, C. O uso do método comparativo nas ciências sociais. Cadernos de Sociologia, Porto Alegre, v.9, 1998, p.49-87.

SCHWARTZ, Y. **La conceptualisation du travail, le visible et l'invisible**. L'Homme et la société/2, Nº 152, p. 47-77, 2004.

SECRETARIA DE ESTADO DO MEIO AMBIENTE E DESENVOLVIMENTO SUSTENTÁVEL DO AMAZONAS (SDS). **Subsídios para o plano de gestão do Corredor Central da Amazônia**. Manaus. Amazonas, 2005b.

SELMI, A. L'émergence de l'idée de parc national en France: de la protection des paysages à l'expérimentation coloniale. In LARRÈRE, Raphaël (coord.). **Histoire des parcs nationaux – comment prendre soin de la nature?** Paris/Versailles: Éditions Quae/Muséum national d'histoire naturelle, 2009.

SILVA, M. C. **Metamorfoses da Amazônia**. Manaus, EDUA, 2000.

SILVA, M. C. ; BARROS, J. F. Uma comunidade da várzea: organização e morfologia social. In. Somanlu: Revista de Estudos Amazônicos do Programa de Pós-Graduação em Sociedade e Cultura na Amazônia. Manaus: Edua, 2000.

SOULARD, C-T. **Pratiques, politiques publiques et territoires : construire une géographie agricole des villes**. Université Bordeaux Montaigne/UFR Géographie – Aménagement. Version 1, 29 Jun, 2014 (Mémoire d'habilitation à diriger des recherches).

TEIGER, C. **L'approche ergonomique: du travail humain à l'activité des hommes et des femmes au travail**. In. Education Permanente, Nº 116/1993-3.

THEODORO, S.H.(org.). **Conflitos e Uso Sustentável dos Recursos Naturais**. Rio de Janeiro: Garamond, 2002.

TOMAZI, N. D. **Iniciação à Sociologia**. São Paulo: Atual, 2000.

TORRES, iraildes Caldas. **A formação social da Amazônia sob a perspectiva de gênero**. In: NORONHA, Nelson Matos de e ATHIAS, Renato (org.). *Ciência e saberes na Amazônia: indivíduos, coletividades, gênero e etnias*. Recife: Editora Universitária da UFPE, 2006.

VIANNA, L. P. **De invisíveis a protagonistas: populações tradicionais e unidades de conservação**. São Paulo: Fapesp, 2008.

VIDAL, J. P. **Metodologia comparativa e estudo de caso**. Belém: Papers do NAEA 308, 2013.

VIGLIOLA, José Luiz Oliveira. **El Ordenamiento Territorial: moda o necesidad?**. In: *Revista Dinâmica Cooperativa* N° 120, 2001.

VIOLA, E. ; LEIS, H. *Evolução das Políticas Ambientais no Brasil, 1971-1991: do bissetorialismo preservacionista para o multissetorialismo orientado para o desenvolvimento sustentável*. In: HOGAN, J. ; VIEIRA P. F. (Orgs.) **Dilemas do socioambientalismo e desenvolvimento sustentável**. Unicamp, Campinas, 1995.

YANNICK, S. **Les territoires du développement durable en France: analyse des référentiels de la décentralisation et de leurs traductions locales dans les espaces ruraux**. Colóquio Internacional sobre Desenvolvimento Territorial Sustentável. Florianópolis, 2007

Hyperlinks principais visitados

<http://amazoniareal.com.br/amazonia-tem-174-pessoas-ameacadas-de-morte-por-conflitos-no-campo-diz-cpt/> (acessado em maio de 2014).

<http://www.cartesfrance.fr> (acessado em fevereiro de 2016).

<https://fr.geneawiki.com> (acessado em novembro de 2016).

<http://www.icnf.pt> (acessado em novembro de 2016)

<http://www.idesam.org.br> (acessado em fevereiro de 2016)

<http://www.mma.gov.br> (acessado em diversas ocasiões).

<http://www.sds.am.gov.br> (acessado em diversas ocasiões).

<http://ww.socioambiental.org.br> (acessado em maio de 2016).

<http://www.ufam.edu.br> (acessado em fevereiro de 2016).

7 - Apêndice

A – Formulário de entrevista aplicado no terrain francês.

B – Formulário de entrevista aplicado no terrain brasileiro.

C – Tabela 04 – Dispositivos institucionais na gestão de áreas protegidas no Brasil e na França.

D – Tabela 05 - Participação do Estado, das organizações da sociedade civil e da iniciativa privada nos processos de criação e gestão de áreas protegidas.

E – Tabela 06 - Identificação dos instrumentos de políticas públicas de fomento às atividades produtivas das populações moradoras de áreas protegidas.

F – Tabela 07 - Reflexos das políticas de gestão territorial sobre as formas de trabalho das populações moradoras/trabalhadoras de áreas protegidas no Brasil e na França.

G – Painel de imagens – Região Rhône-Alpes, França.

H – Painel de imagens – RDS do Rio Negro - Estado do Amazonas, Brasil.

UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2
PROGRAMME DOCTORAL DE SOCIOLOGIE ET ANTHROPOLOGIE

QUESTIONNAIRE - PARC NATUREL REGIONAL DU PILAT

Interviewer: _____ Date: _____

Formulaire d'identification

Zone protégée: _____

Localisation	Departament	Région
--------------	-------------	--------

Nom: _____

Prénom: _____

Sexe () M () F Âge () _____

Situation familiale

État civil: () marié () divorcé () célibataire () veuf / veuve

Combien de personnes, (vous y compris), vivent dans votre maison ? _____

Combien d'enfants avez-vous? () _____

Exercez vous une activité rémunérée? () Oui () Non

Laquelle? _____

Éducation - Niveau d'études

() école maternelle/primaire () certificat d'étude () collège/lycée () baccalauréat

() études supérieures

Aspects économiques

Principale activité de production _____

Autres Activités Productives

() Agriculture () Elevage () Pêche () Commerce () industrie () Production de fromage

() Forestier () Tourisme () Artisanat () Services () Autres

Laquelle _____

Quelle forme de vente de production? _____

Recevez-vous une subvention de la collectivité locale/région pour le développement des activités productives?

() Oui () Non

Laquelle?

À votre avis, le fait d'être dans une zone protégée (Parc Naturel Régional du Pilat) favorise-t-elle ou affecte-t-elle les activités productives?

() Favorise () Ne favorise pas () N'a aucune influence

Comment?

Les questions agricoles

Êtes-vous propriétaire de la terre que vous travaillez?

() Oui () Non

Organisation et participation:

Y-a-t-il une vie associative ici? () Oui () Non

Laquelle? _____

Faites-vous partie d'une association? () Oui () Non

Nom de l'Association _____

Y-a-t-il une activité d'une collectivité locale? (gouvernement)

() Oui () Non

a) Laquelle? _____

b) Comment fonctionne-t-elle? (principales actions qui se développent)

B – Formulário de entrevista aplicado no terrain brasileiro

UNIVERSIDADE FEDERAL DO AMAZONAS - UFAM
INSTITUTO DE CIÊNCIAS HUMANAS E LETRAS - ICHL
PROGRAMA DE PÓS-GRADUAÇÃO SOCIEDADE E CULTURA NA AMAZÔNIA

FORMULÁRIO SOCIOECONÔMICO E POLÍTICO-INSTITUCIONAL

Entrevistador: _____ Data: _____

Formulário de identificação

Unidade de Conservação:		
Comunidade	Município	Estado
Nome do entrevistado:		
Sexo () M () F Idade ()		
Situação familiar		
Estado civil: () casado (a) () divorciado (a) () solteiro (a) () viúvo (a)		
Quantas pessoas (incluindo você), moram na sua casa?		
Quantos filhos você possui? ()		
Você exerce alguma atividade remunerada? () Sim () Não		
Qual? _____		
Educação – Nível de estudo		
() sem alfabetização () ensino fundamental incompleto () ensino fundamental completo		
() ensino médio incompleto () ensino médio completo () ensino superior incompleto		
() ensino superior completo		
Aspectos econômicos		
Principal atividade produtiva _____		
Outras atividades produtivas exercidas		
() Agricultura () Pesca () Pecuária () Extrativismo () Comércio () Indústria		
() Madeireiro () Turismo () Artesanato () Serviços () Outros		
Qual? _____		
Qual a forma de comercialização da produção? _____		
Você recebe algum tipo de benefício público do governo federal/estadual/municipal para o desenvolvimento de suas		

atividades produtivas?

() Sim () Não

Qual?

Você recebe algum outro benefício público do governo federal/estadual/municipal?

() Sim () Não

Qual?

Na sua opinião, o fato de você morar dentro de uma Unidade de Conservação, favorece ou não as atividades produtivas?

() Favorece () Não favorece () Não tem influência nenhuma

Como?

Questão agrícola

Você é proprietário do terreno que trabalha?

() Sim () Não

Organização político-institucional:

Existe alguma Associação Comunitária aqui na sua comunidade? () Sim () Não

Qual? _____

Você faz parte de alguma Associação? () Sim () Não

Nome da Associação _____

Existe alguma atividade desenvolvida por representantes do governo (federal/estadual/municipal) aqui na sua comunidade?

() Sim () Não

a)Qual? _____

b) Como funcional? (principais ações desenvolvidas)

C - Tabela 04- Variável 1 - Dispositivos institucionais na gestão de áreas protegidas.

Variável	Brasil	França
Dispositivos institucionais na gestão de áreas protegidas	<p>Denominação institucional = Unidades de Conservação.</p> <p>1876 – Primeiras indicações de criação de unidades de conservação no Brasil (irmãos Rebouças) – ilha do Bananal, no rio Araguaia; Sete Quedas, no rio Paraná.</p> <p>1921 - Criação do Serviço Florestal do Brasil, enquanto pasta especial do Ministério da Agricultura, Indústria e Comércio através do Decreto Legislativo nº 4.421, indicando as primeiras referências aos parques nacionais.</p> <p>1934 - O Decreto nº 23.793/1934 deu especial atenção à gestão das florestas nacionais que as classificou sob a categoria de protetoras, remanescentes, modelo e de rendimento, abrindo espaço para a formação de parques nacionais, estaduais e municipais, inaugurando a institucionalização de unidades de conservação no Brasil.</p> <p>1934 - Realização na cidade do Rio de Janeiro da Primeira Conferência Brasileira de Proteção à Natureza..</p> <p>1937 – Criação da primeira unidade de conservação brasileira (Parque Nacional de Itatiaia).</p> <p>De 1938 a 1962 – as UCs estavam sob administração do Serviço Florestal.</p> <p>1940 – O Brasil adere à Convenção de Londres (Convenção para a Preservação da Fauna e da Flora em Estado Natural, na tentativa de padronização internacional para designação das diferentes categorias de áreas protegidas).</p>	<p>Denominação institucional = Áreas Protegidas (Aires Protégés).</p> <p>1861 - Napoleão III classifica por decreto 1.097 hectares da floresta de Fontainebleau como área a ser protegida contra o corte e derrubada de madeira, considerado o texto embrionário dos projetos de áreas protegidas dentro da zona metropolitana francesa.</p> <p>1901 e 1938 - Criação dos primeiros parques nacionais franceses em Terras Austrais e Antártica, respectivamente.</p> <p>1906 - Lei de 21 de abril de 1906, substituída pela Lei de 2 de Maio de 1930, sobre a proteção dos monumentos naturais e sítios de características artística, histórico, científico, lendário ou pitoresca.</p> <p>1912 – Criação de pequenos fragmentos protegidos (les Calanques) no território metropolitano francês.</p> <p>1913 - Organização do Primeiro Congresso Florestal Internacional na cidade de Paris. Na ocasião vários países se pronunciaram a favor da criação de parques nacionais em seus respectivos territórios.</p> <p>1913 – criação da Associação de Parques Nacionais da França e das Colônias.</p> <p>1921 – Início da implementação dos projetos de áreas protegidas nas colônias francesas. Em fevereiro de 1921, por meio de decreto o governo geral da Argélia deu início ao processo de institucionalização de áreas protegidas naquela colônia.</p>

C – Cont. Tabela 04- Variável 1 - Dispositivos institucionais na gestão de áreas protegidas.

Variável	Brasil	França
Dispositivos institucionais na gestão de áreas protegidas	<p>1945 - A era Vargas (1930-1945) é considerada o marco regulatório de criação das primeiras unidades de conservação no Brasil e pontapé inicial de aplicação de medidas regulatórias de ocupação do interior do país, com destaque para as regiões Norte e Centro-Oeste.</p> <p>1948 – o Brasil ratifica a Convenção de Londres (Decreto Legislativo nº 3/1948).</p> <p>1948 – o Brasil participa do Congresso Internacional sobre Proteção da Natureza no castelo de Fontainebleau, na França.</p> <p>1960 - A partir dos anos 60 novas unidades de conservação foram criadas no Brasil como os Parques Nacionais de Caparaó em Minas Gerais e Espírito Santo; Sete Cidades, no Piauí; São Joaquim, em Santa Catarina; Tijuca, no Rio de Janeiro; e Sete Quedas, no Paraná. Já sob o regime parlamentarista em 1961 foram criados os Parques Nacionais de Brasília, no Distrito Federal; do Monte Pascoal, na Bahia, e a Floresta Nacional de Caxiuana, no Pará (ARAÚJO, 2007).</p> <p>De 1962 a 1967 – as UCs passaram a ser administradas pelo Departamento de Recursos Naturais Renováveis – DRNR.</p> <p>De 1967 a 1989 – O Instituto Brasileiro de Desenvolvimento Florestal – IBDF tornou-se o órgão responsável pela administração das UCs no Brasil.</p>	<p>1923 – Realização em Paris do I Congresso Internacional para a Proteção da Natureza.</p> <p>1930 - Criação das primeiras reservas naturais sob aplicação da lei relativa à proteção dos espaços na França.</p> <p>1948 – Realização do Congresso Internacional sobre Proteção da Natureza no Castelo de Fontainebleau, patrocinado pelo governo francês e pela Unesco, que culminou na criação da União Internacional para a Proteção da Natureza (IUPN), mais adiante, em 1956, alterado para a denominação de União Internacional para a Conservação da Natureza e dos Recursos Naturais (UICN).</p> <p>1960 – Promulgação da Lei de 22 de julho de 1960, instituindo e regulamentando a criação de Parques Nacionais franceses.</p> <p>1963 – Criação do 1º Parque Nacional na França (Parque Nacional de Vanoise).</p> <p>1967 – Promulgação do decreto de 1º de março de 1967 (Artigo L. 333-1 à L. 333-4 e R. 333-1 à R. 333-16) que institucionalizou os Parques Naturais Regionais na França.</p> <p>1968 – Regulamentação do primeiro Parque Natural Regional na França (Parc Naturel Régional Scarpe-Escaut), sob a coordenação da Delegação do Ordenamento Territorial (DATAR).</p>

C – Cont. Tabela 04- Variável 1 - Dispositivos institucionais na gestão de áreas protegidas.

Variável	Brasil	França
Dispositivos institucionais na gestão de áreas protegidas	<p>1979 - A partir de 1979 com a proposta do Plano do Sistema de Unidades de Conservação do Brasil, embasado nas proposições da Comissão de Parques e Áreas Protegidas da UICN que estabelecia objetivos, normas e categorias de áreas protegidas, novos rumos e critérios para criação de unidades de conservação no Brasil são pensados e implementados, agora baseados em estudos e aparatos técnico-científicos.</p> <p>1981 – Lei 6.938, de 31 de agosto de 1981 - institucionalização da Política Nacional do Meio Ambiente.</p> <p>1989 – As UCs passaram à administração do Instituto Brasileiro do Meio Ambiente e dos Recursos Naturais Renováveis – IBAMA.</p> <p>1992 - Após a Conferência das Nações Unidas sobre Meio Ambiente e Desenvolvimento, no Rio de Janeiro em 1992, foi assinada a Convenção da Diversidade Biológica (CDB) reconhecendo a importância das atividades humanas para a conservação ambiental, incorporando nos dispositivos institucionais as unidades de conservação como instrumentos de sustentabilidade da gestão e desenvolvimento territorial.</p> <p>2000 – Promulgação da Lei N° 9.985, que regulamenta o artigo 225 (incisos I, II, III e IV) da Constituição Federal, instituindo o Sistema Nacional de Unidades de Conservação (SNUC), instrumento legal de manejo e gestão das UCs no Brasil, sob a coordenação do Ministério do Meio Ambiente (MMA).</p> <p>2007 – Criação do Instituto Chico Mendes de Conservação da Biodiversidade – ICMBIO, que passou a gerir as unidades de conservação federais.</p>	<p>1972 – Assinatura em Paris da Convenção para a Proteção do Patrimônio Mundial, Cultural e Natural.</p> <p>1975 - Lei de criação do Conservatório das Zonas Costeiras e Margens Lacustres francesas.</p> <p>1976 – Lei de criação das Reservas Naturais.</p> <p>1988 – Regulamentação do decreto de 1967 de institucionalização dos Parques Naturais Regionais franceses.</p> <p>1990 - A partir dos anos 1990 a gestão dos parques começou a se inserir em um ambiente científico, político e social diferente dos antigos modelos de áreas protegidas, deixando o foco estritamente preservacionista para a assimilação das atividades humanas como instrumentos sustentáveis no processo da gestão territorial.</p> <p>2006 - Lei de 14 de abril de 2006, novo dispositivo da política nacional de áreas protegidas, revisando a Lei de 1960 relativa aos Parques Nacionais, Parques Marinhos e Parques Naturais Regionais. sob a coordenação do Ministério da Ecologia, da Energia da Gestão e do Desenvolvimento Sustentável.</p> <p>2006 - Decreto de 28/07/2006 relativo à atualização da legislação e gestão dos Parques Nacionais franceses.</p>

C – Cont. Tabela 04- Variável 1 - Dispositivos institucionais na gestão de áreas protegidas.

Variável	Brasil	França
Dispositivos institucionais na gestão de áreas protegidas	<p>Categorias de unidades de conservação no Brasil:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Unidades de conservação de proteção integral <ul style="list-style-type: none"> ▪ Estação Ecológica; ▪ Reserva Biológica; ▪ Parque Nacional; ▪ Monumento Natural; ▪ Refúgio de Vida Silvestre. 2) Unidades de conservação de uso sustentável <ul style="list-style-type: none"> ▪ Área de Proteção Ambiental; ▪ Área de Relevante Interesse Ecológico; ▪ Floresta Nacional; ▪ Reserva Extrativista; ▪ Reserva de Fauna; ▪ Reserva de Desenvolvimento Sustentável; ▪ Reserva Particular de Patrimônio Natural. <p>No Estado do Amazonas</p> <p>1989 - criação da primeira UC estadual do Amazonas - Parque Estadual Nhamundá (Decreto Nº 12.175 de 06/07/1989), gerida pela Fundação Parques e Reservas Florestais do Amazonas – FUNDEPAR.</p>	<p>2014 – Criação do Comissariado Geral para a Igualdade dos Territórios – criado em 31 de maio de 2014, resultado da fusão de três entidades: Delegação Interministerial para o Planeamento Regional e Atratividade Regional (DATAR), Secretaria-Geral do Comitê Interministerial para as Cidades (CIV) e Agência Nacional para a Coesão Social e Igualdade de Oportunidades.</p> <p>Categorias de Áreas Protegidas na França:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Parques (parques nacionais, parques naturais regionais, parques naturais marinhos); ▪ Reservas (reservas naturais nacionais, reservas naturais regionais, reservas naturais da Corsa, reservas biológicas, reservas da caça e da fauna selvagem, reserva da biosfera); ▪ Espaços Especiais Notáveis (espaços do conservatório litoral, espaços dos conservatórios regionais, espaços naturais sensíveis, espaços de proteção do biótipo, sítios classificados, sítios inscritos); ▪ Rede Francesa Natura 2000; ▪ Zonas (zonas naturais de interesse ecológico, faunístico e florístico; zonas úmidas da conservação Ramsar) ▪ Áreas Protegidas no Além-Mar (espaços protegidos da Polinésia Francesa, espaços protegidos da Nova Caledônia, espaços protegidos da Wallis e Futuna, espaços protegidos das Terras Austrais e Antártica francesas).

C – Cont. Tabela 04- Variável 1 - Dispositivos institucionais na gestão de áreas protegidas.

Variável	Brasil	França
Dispositivos institucionais na gestão de áreas protegidas	<p>1990 – realização do Workshop 90 - Áreas Prioritárias para a Conservação da Amazônia, realizado de 10 a 21 de janeiro, com participação de mais de cem cientistas e conservacionistas, representantes de todos os países da Pan-Amazônia.</p> <p>1990 – criação de cinco UCs estaduais (Decreto N° 12.836 de 09/03/1990): i) REBIO Morro dos Seis Lagos; ii) PAREST da Serra do Araçá; iii) RDS Mamirauá; iv) APA Caverna do Maroaga; v) APA Nhamundá;</p> <p>1995 – criação de 05 UCs estaduais (Decretos N°s 16.497 e 16.498): i) APA da MD do Rio Negro-Setor Paduari/Solimões; ii) PAREST do Rio Negro-Setor Norte; iii) APA da ME do Rio Negro-Setor Aturiá/Apuauzinho; iv) PAREST do Rio Negro Setor Sul; v) APA ME do Rio Negro-Setor Tarumã-Açu/Tarumã Mirim.</p> <p>2003 - início da implementação do Programa Zona Franca Verde.</p> <p>2003 – criação de 05 UCs estaduais: i) RDS Cujubim (Decreto N° 23.724); ii) RDS Piagaçu-Purus (Decreto N° 23.723); iii) Floresta Estadual do Rio Urubu (Decreto N° 23.993); iv) PAREST Sumaúma (Decreto N° 23.721); v) Floresta Estadual de Maués (Decreto N° 23.540).</p>	<p>Na Região Rhône-Alpes</p> <p>1963 – Criação do Parque Nacional de Vanoise - 06 de julho de 1963 - região Auvergne-Rhône-Alpes.</p> <p>1970 – Criação do Parque Nacional dos Cévennes – 2 de setembro de 1970 - regiões Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées+ Auvergne-Rhône-Alpes.</p> <p>1970 – Criação do Parque Natural Regional de Vercors – 16 de outubro de 1970 - região Auvergne-Rhône-Alpes.</p> <p>1973 – Criação do Parque Nacional dos Écrins – 27 de março de 1973 – regiões Auvergne-Rhône-Alpes + PACA (Provença-Alpes-Costa Azul).</p> <p>1974 – Criação do Parque Natural Regional do Pilat -17 de maio de 1974 – região Auvergne-Rhône-Alpes.</p> <p>1977 – Criação do Parque Natural Regional dos Volcans d’Auvergne – 25 de outubro de 1977 – região Auvergne-Rhône-Alpes.</p> <p>1986 – Criação do Parque Natural Regional Livradois-Forez – 4 de fevereiro de 1986 – região Auvergne-Rhône-Alpes.</p> <p>1986 – Criação do Parque Natural Regional do Haut-Jura - 21 de abril de 1986 – regiões Bourgogne-Franche-Comté, Auvergne-Rhône-Alpes.</p>

C – Cont. Tabela 04- Variável 1 - Dispositivos institucionais na gestão de áreas protegidas.

Variável	Brasil	França
Dispositivos institucionais na gestão de áreas protegidas	<p>2005 – criação de 12 novas UCs estaduais: i) Floresta Estadual de Manicoré (Decreto Nº 24.806); ii) PAREST do Guariba (Decreto Nº 24.805); iii) Floresta Estadual de Aripuanã (Decreto Nº 24.811); iv) RDS Aripuanã (Decreto Nº 24.811); v) Floresta Estadual do Sucunduri (Decreto Nº 24.808); vi) PAREST do Sucunduri (Decreto Nº 24.810); vii) Floresta Estadual de Apuí (Decreto Nº 24.812); viii) RDS Bararati (Decreto Nº 24.813); ix) RESEX do Guariba (Decreto Nº 25.040); x) RDS Canumã (Decreto Nº 25.026); xi) RDS de Uacari (Decreto Nº 25.039); RDS do Rio Amapá (Decreto Nº 25.041).</p> <p>2006 – criação da RDS do Juma (Decreto Nº 26.010), RDS Rio Madeira (Decreto Nº 26.009).</p> <p>2007 – criação do Sistema Estadual de Unidades de Conservação do Amazonas – SEUC (Lei complementar Nº 53, de 05 de junho de 2007).</p> <p>2007 – institucionalização da Lei de Mudanças Climáticas do Amazonas (Decreto Nº 26.581)</p> <p>2007 – criação do Centro Estadual de Unidades de Conservação (Lei complementar Nº 53, de 05 de junho de 2007).</p> <p>2007 – criação da RESEX Rio Gregório (Decreto Nº 26.586).</p> <p>2008 – criação da RDS do Rio Negro através da Lei Estadual Nº 3355 de 26/12/08, a partir do desmembramento da APA MD do Rio Negro.</p> <p>2009 – criação do PAREST do Matupiri-Setor Sul (Decreto Nº 28.420); RDS Igapó-Açu (Decreto Nº 28.420); RESEX Canutama (Decreto Nº 28.421)</p>	<p>1995 – Criação do Parque Natural Regional da Chartreuse – 6 de maio de 1995 – região Auvergne-Rhône-Alpes.</p> <p>1995 – Criação do Parque Natural Regional do Massif des Bauges – 7 de dezembro de 1995 - região Auvergne-Rhône-Alpes.</p> <p>2001 – Criação do Parque Natural Regional dos Monts d’Ardèche – 9 de abril de 2001 - região Auvergne-Rhône-Alpes</p> <p>2015 – Criação do Parque Natural Regional dos Baronnies Provençales – 26 de janeiro de 2015 – regiões Auvergne-Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d’Azur.</p>

D - Tabela 05 - Variável 2 - Participação do Estado, das organizações da sociedade civil e da iniciativa privada nos processos de criação e gestão de áreas protegidas.

Variável	Brasil	França
<p>Participação do Estado, das organizações da sociedade civil e da iniciativa privada nos processos de criação e gestão de áreas protegidas</p>	<p>Instrumentos de gestão e participação:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Plano de Manejo/Plano de Gestão ii) Conselho Gestor: consultivo e deliberativo iii) Corredores Ecológicos iv) Mosaicos v) Reserva da Biosfera vi) Sítios do Patrimônio Natural; vii) Sítio Ramsar viii) Cadastro Nacional de Unidades de Conservação <p>As unidades de conservação no Brasil são regidas pelo Sistema Nacional de Unidades de Conservação instituído no ano 2000, gerido pelo Conselho Nacional de Meio Ambiente (CONAMA) e coordenado pelo Ministério do Meio Ambiente.</p> <p>Órgãos Gestores:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministério do Meio Ambiente (MMA) ▪ Conselho Nacional de Meio Ambiente (CONAMA) ▪ Instituto Brasileiro de Recursos Naturais Renováveis (IBAMA) ▪ Instituto Chico Mendes de Conservação da Biodiversidade (ICMBIO) ▪ Secretarias Estaduais de Meio Ambiente ▪ Secretarias Municipais de Meio Ambiente 	<p>Instrumentos de gestão e participação:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Carta/Mapa ii) Sindicato Misto iii) Agenda 21 iv) Rede Francesa Natura 2000; v) Reserva da Biosfera vi) Reservas Naturais vii) Sítio Ramsar viii) Arrêtés Préfectoraux <p>As áreas protegidas na França são geridas por uma instituição pública de cooperação e Sindicato Misto aberto, cujo Conselho de Administração é composto por membros eleitos dos representantes de comunidades locais, municípios, departamentos, regiões e parceiros socioeconômicos de entidades privadas e da sociedade civil organizada.</p> <p>Órgãos Gestores:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministério do Meio Ambiente, da Energia e do Mar ▪ Commissariado Geral para a Igualdade dos Territórios ▪ Conselho Nacional de Proteção da Natureza ▪ Comitê Permanente ▪ Comissão de Áreas Protegidas ▪ Comissão de Parques Naturais Regionais e Cartas/Mapas de Parques Nacionais ▪ Comissão de Fauna e seus Habitats

D – Cont. Tabela 05 – Variável 2 - Participação do Estado, das organizações da sociedade civil e da iniciativa privada nos processos de criação e gestão de áreas protegidas.

Variável	Brasil	França
<p>Participação do Estado, das organizações da sociedade civil e da iniciativa privada nos processos de criação e gestão de áreas protegidas</p>	<p>Principais Programas e Projetos Institucionais:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Programa de Apoio à Conservação Ambiental Bolsa Verde ▪ Plano Estratégico Nacional de Áreas Protegidas (PNAP) ▪ Programa de Áreas Protegidas da Amazônia (ARPA) ▪ Projeto Corredores Ecológicos (PCE - Finalizado) ▪ Projeto Estruturação do Sistema Nacional de Unidades de Conservação – LifeWeb ▪ Projeto Áreas Marinhas e Costeiras Protegidas – GEF-Mar ▪ Projeto GEF-Terrestre ▪ Programa Nacional de Meio Ambiente (PNMA) ▪ Cadastro Ambiental Rural (CAR) ▪ Programa Água Doce ▪ Agenda Ambiental na Administração Pública ▪ Agenda 21 ▪ Programa Nacional de Águas Subterrâneas ▪ Programa Cerrado Sustentável ▪ Programa Nacional de Combate à Desertificação ▪ Programa Nacional de Florestas <p>Principais Atores Sociais/Institucionais:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Funbio – O Fundo Brasileiro para a Biodiversidade é uma associação civil sem fins lucrativos, com o título de <u>OSCI</u>P, que iniciou sua operação em <u>1996</u>. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Comissão de Flora e seus Habitats <p>Principais Programas e Projetos Institucionais:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Programa Natureza e Riqueza das Nações ▪ Estratégia Nacional para Criação e Gestão de Áreas Marinhas Protegidas ▪ Programa Os preços da habitação: quais fatores explicam sua disparidade dentro e entre áreas urbanas? ▪ Programa Para um bom estado ambiental do meio marinho até 2020 ▪ Programa Mudanças climáticas e áreas protegidas <p>Principais Atores Sociais/Institucionais:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Touring Club de France (TCF) e Club Alpin Français (CAF) - entidades representativas que congregam silvicultores, caçadores, profissionais do turismo, escritores, pintores, etc, na gestão de áreas protegidas. ▪ Associação de Parques Nacionais da França e das Colônias. ▪ Gilbert André - idealizador dos primeiros projetos de parques culturais na França. ▪ Denys Pradelle (1913-1999) – proponente dos modelos de gestão concentrada do território, que inspirou o marco institucional da criação dos primeiros parques nacionais metropolitanos (1963). ▪ Conselho de Administração dos Parques - constituído por representantes das coletividades territoriais com interesses comuns aos agrupamentos locais.

D – Cont. Tabela 05 – Variável 2 - Participação do Estado, das organizações da sociedade civil e da iniciativa privada nos processos de criação e gestão de áreas protegidas.

Variável	Brasil	França
<p>Participação do Estado, das organizações da sociedade civil e da iniciativa privada nos processos de criação e gestão de áreas protegidas</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Touring Clube do Brasil (TCB) - com denominação de Sociedade Brasileira de Turismo, em 1923 foi criado o TCB entidade que congrega diversos segmentos da iniciativa privada, cujo objetivo é divulgar as belezas naturais brasileiras e que abriu campanha pela proteção ambiental, culminando na criação do Parque Nacional Serra dos Órgãos (PARNA SO) em 1939. ▪ Alberto Loefgren, no início do século XX iniciou uma campanha em prol da necessidade de institucionalização de um código florestal para regularizar a criação de parques e serviços nacionais de florestas, culminando na criação de uma estação biológica no Itatiaia, que mais tarde se tornou o primeiro parque nacional brasileiro. ▪ Conselho Nacional dos Seringueiros (CNS) - veio inaugurar uma nova etapa dos movimentos de resistências à expropriação de terras e em favor da criação das Reservas Extrativistas em que entraram em cena diversas organizações não-governamentais e movimentos sociais que deram vozes às populações moradoras de áreas protegidas. ▪ Programa-Piloto para Proteção das Florestas Tropicais do Brasil - PPG7 (FINALIZADO) - Com a realização da Rio-92 no Rio de Janeiro, foi instituído o PPG7 propondo um novo modelo de gestão de florestas tropicais no Brasil, visando à implementação de um modelo de desenvolvimento endógeno na Amazônia Legal. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conselho Econômico e Social - formado por representantes de organismos, associações, personalidades e representantes de moradores e usuários que de alguma forma participem das atividades econômicas, sociais e culturais do parque ou que contribuam para o desenvolvimento territorial, assessorando sobre os rumos e diretrizes das políticas contratuais, do monitoramento da carta/mapa do parque e fomento das atividades locais. ▪ Conselho Científico - constituído por personalidades qualificadas das ciências da vida, da Terra e das ciências humanas e sociais, encarregado de assessorar o Conselho de Administração e seu diretor, validando estudos e pesquisas necessárias à gestão do patrimônio natural, cultural e paisagístico do parque. <p>Na Região Rhône-Alpes</p> <p>Principais atores sociais/institucionais que atuam na gestão de áreas protegidas na Região Rhône-Alpes</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ministério do Meio Ambiente, da Energia e do Mar ▪ Política Agrícola Comum (PAC) ▪ União Europeia ▪ Conselho Geral do Rhône ▪ Conselho Geral da Loire ▪ Conselho Regional do Rhône-Alpes ▪ Associação dos Amigos do Parque do Pilat ▪ Federação dos Habitantes, Usuários e Amigos do Parque ▪ Casa de turismo do Parque do Pilat

D – Cont. Tabela 05 – Variável 2 - Participação do Estado, das organizações da sociedade civil e da iniciativa privada nos processos de criação e gestão de áreas protegidas.

Variável	Brasil	França
<p>Participação do Estado, das organizações da sociedade civil e da iniciativa privada nos processos de criação e gestão de áreas protegidas</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Programa Nacional da Diversidade Biológica (Pronabio) - Em 1994 o governo brasileiro criou o Pronabio, instituído pelo Decreto nº 1.354, de 29 de dezembro de 1994, para coordenar a implementação dos compromissos da Convenção sobre Diversidade Biológica (www.mma.gov.br, 2016). ▪ Projeto de Conservação e Utilização Sustentável da Diversidade Biológica Brasileira (Probio) - O Probio é o mecanismo de auxílio técnico e financeiro na implementação do Programa Nacional da Diversidade Biológica - Pronabio, tendo todas as suas ações aprovadas pela Comissão Nacional de Biodiversidade – Conabio. ▪ Projeto Nacional de Ações Integradas Público-Privadas para Biodiversidade (Probio II) - marco por meio do qual se pretende impulsionar a transformação dos modelos de produção, consumo e de ocupação do território nacional, começando com os setores de agricultura, ciência, pesca, florestas e saúde (www.mma.gov.br, 2016). ▪ Comissão Nacional da Biodiversidade (Conabio) - composta por representantes de órgãos governamentais e organizações da sociedade civil, tem um relevante papel na discussão e implementação das políticas sobre a biodiversidade. Compete à comissão promover a implementação dos compromissos assumidos pelo Brasil junto à CDB, bem como identificar e propor áreas e ações prioritárias para pesquisa, conservação e uso sustentável dos componentes da biodiversidade (www.mma.gov.br, 2016). 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Comunidade de Aglomerações Saint-Étienne Métropole ▪ Associações de Proteção do Meio Ambiente ▪ Câmaras Consulares (agricultura, comércio e indústria) ▪ Centros Regionais de Propriedades Florestais ▪ Instituto Nacional de Florestas ▪ Federação de Caçadores e Pescadores da região ▪ Comissões Departamentais de Turismo ▪ Cooperativas de Produtores Rurais ▪ Mairie de Sainte-Croix-en-Jarez ▪ Association de sauvegarde de la Chartreuse de Sainte-Croix-en-Jarez ▪ Empresas Privadas Rurais (agrícolas e florestais) além de quase uma centena de organizações governamentais, não governamentais e representantes do setor privado (Quadro 01) que atuam em parceria com o Sindicato Misto do Parque Natural Regional do Pilat, além dos outros atores sociais e institucionais que atuam nas outras áreas protegidas da Região Rhône-Alpes.

D – Cont. Tabela 05 – Variável 2 - Participação do Estado, das organizações da sociedade civil e da iniciativa privada nos processos de criação e gestão de áreas protegidas.

Variável	Brasil	França
<p>Participação do Estado, das organizações da sociedade civil e da iniciativa privada nos processos de criação e gestão de áreas protegidas</p>	<p>No Estado do Amazonas</p> <p>O Estado do Amazonas possui sua própria Lei de gestão de unidades de conservação - Sistema Estadual de Unidades de Conservação do Amazonas (SEUC), criado através da Lei Complementar nº 53/2007.</p> <p>2003 – instituídos pela Lei 2.783/2003 para implementar as políticas socioambientais, foi criado o sistema SDS, formado pelas instituições</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Secretaria de Estado do Meio Ambiente e Desenvolvimento Sustentável (SDS); ▪ Instituto de Proteção Ambiental do Amazonas (IPAAM); ▪ Fundação Estadual de Povos Indígenas (FEPI); ▪ Agência de Desenvolvimento Sustentável do Amazonas (ADS); ▪ Companhia de Gás do Amazonas (CIGÁS). <p>2007 – criação do Centro Estadual de Unidades de Conservação (CEUC) e Centro Estadual de Mudanças Climáticas (CECLIMA)</p> <p>2007-2008 – criada em 2007 pelo governo do Estado do Amazonas em parceria com o Banco Bradesco, a Fundação Amazônia Sustentável (FAS) entidade sem fins lucrativos que congrega instituições públicas e privadas, desde 2008 vem implementando o Programa Bolsa Floresta (PBF), criado pelo governo do Estado em setembro de 2007 através da Lei de Mudanças Climáticas e Lei Complementar 53 e atualmente se constitui o principal programa voltado para as UCs estaduais de uso sustentável,</p>	

D – Cont. Tabela 05 – Variável 2 - Participação do Estado, das organizações da sociedade civil e da iniciativa privada nos processos de criação e gestão de áreas protegidas.

Variável	Brasil	França
<p>Participação do Estado, das organizações da sociedade civil e da iniciativa privada nos processos de criação e gestão de áreas protegidas</p>	<p>2015 – criação da Secretaria de Estado do Meio Ambiente (SEMA), instituição responsável pela gestão das políticas ambientais no Amazonas, em substituição à Secretaria de Estado do Meio Ambiente e Desenvolvimento Sustentável (SDS).</p> <p>2015 – criação do Departamento de Mudanças Climáticas e Gestão de Unidades de Conservação (DEMUC), órgão responsável pela gestão das UCs no Amazonas, em substituição ao CEUC e CECLIMA.</p> <p>2015 – homologação do Regimento Interno da SEMA.</p> <p>Principais Projetos e Programas Institucionais nas UCs estaduais do Amazonas</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Programa Bolsa Floresta – PBF (FAS) ▪ Programa Bolsa Família – Governo Federal ▪ Programa de Educação e Saúde - PES (FAS) ▪ Programa de Soluções Inovadoras – PSI (FAS) ▪ Empreendedorismo Ribeirinho (FAS) ▪ Primeira Infância Ribeirinha (FAS) ▪ Programa Agentes Ambientais Voluntários (SEMA) ▪ Jovens Protagonistas (SEMA) ▪ Programa Água para Todos no Amazonas (SEMA) ▪ Programa de Regularização Ambiental – PRA (SEMA) ▪ Plano Estadual de Resíduos Sólidos do Amazonas (SEMA) ▪ Cadastro Ambiental Rural – CAR (SEMA) 	

D – Cont. Tabela 05 – Variável 2 - Participação do Estado, das organizações da sociedade civil e da iniciativa privada nos processos de criação e gestão de áreas protegidas.

Variável	Brasil	França
<p>Participação do Estado, das organizações da sociedade civil e da iniciativa privada nos processos de criação e gestão de áreas protegidas</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ pressão do desmatamento no sul do Estado do Amazonas – PRORESAF (SEMA) ▪ Assistência Técnica Agrícola – IDAM ▪ Seguro Defeso para Associados – Colônias de Pescadores ▪ Financiamento e Assistência Técnica para Pescadores Artesanais – Colônias de Pescadores ▪ Habitação Rural – INCRA ▪ Fomento e Financiamentos em Equipamentos Agrícolas – INCRA <p>Principais atores sociais/institucionais presentes nas UCs estaduais do Amazonas</p> <p>Governo:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Agência de Desenvolvimento Sustentável do Amazonas (ADS) ▪ Banco Nacional do Desenvolvimento (BNDES) ▪ Centro de Educação Tecnológica do Amazonas (CETAM) ▪ Conselho Estadual de Meio Ambiente do Estado do Amazonas ▪ Departamento de Mudanças Climáticas e Gestão de Unidades de Conservação (DEMUC) ▪ Fundação de Amparo à Pesquisa do Amazonas (Fapeam) ▪ Fundação de Vigilância da Saúde ▪ Instituto de Desenvolvimento Agropecuário e Florestal e Sustentável do Estado do Amazonas (IDAM) 	

D – Cont. Tabela 05 – Variável 2 - Participação do Estado, das organizações da sociedade civil e da iniciativa privada nos processos de criação e gestão de áreas protegidas.

Variável	Brasil	França
Participação do Estado, das organizações da sociedade civil e da iniciativa privada nos processos de criação e gestão de áreas protegidas	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Projeto de reflorestamento em áreas de intensa Instituto Nacional de Pesquisas da Amazônia (INPA) ▪ Instituto de Proteção Ambiental do Amazonas (IPAAM) ▪ Ministério da Integração Nacional (MIN) ▪ Ministério do Meio Ambiente (MMA) ▪ Ministério da Saúde ▪ Secretaria de Estado do Meio Ambiente (SEMA) ▪ Secretaria de Estado de Educação e Qualidade do Ensino – SEDUC ▪ Secretaria de Estado da Saúde, Desporto e Lazer ▪ Universidade Federal do Amazonas (UFAM) ▪ Universidade do Estado do Amazonas (UEA) ▪ Organizações da Sociedade Civil: ▪ Agências Alemãs de Cooperação Internacional (GTZ, KFW e GIZ); ▪ Conselho Nacional dos Seringueiros (CNS) ▪ Coordenação das Organizações Indígenas da Amazônia Brasileira ▪ Coordenação das Organizações e Povos Indígenas do Amazonas ▪ Fórum de Turismo de Base Comunitária ▪ Fundação Amazônia Sustentável (FAS) ▪ Fundo Amazônia ▪ Fundação Bernard Van Leer ▪ Fundo Brasileiro para a Biodiversidade (Funbio) ▪ Fundo das Nações Unidas para a Infância (Unicef) ▪ Fundação Vitória Amazônica 	

D – Cont. Tabela 05 – Variável 2 – Participação do Estado, das organizações da sociedade civil e da iniciativa privada nos processos de criação e gestão de áreas protegidas.

Variável	Brasil	França
Participação do Estado, das organizações da sociedade civil e da iniciativa privada nos processos de criação e gestão de áreas protegidas	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fundação Moore ▪ Instituto de Manejo e Certificação Florestal e Agrícola (Imaflora) ▪ Instituto do Homem e Meio Ambiente da Amazônia (Imazon) ▪ International Institute for Environment and Development (IIED) ▪ Instituto Camargo Correa ▪ Instituto Coca-Cola Brasil ▪ Instituto de Conservação e Desenvolvimento Sustentável do Amazonas (IDESAM) ▪ Instituto para o Desenvolvimento do Investimento Social (DIS) ▪ Instituto Piagaçu-Purus (IPI); ▪ Instituto Ecológico e Comunitário da Amazônia (IECAM); ▪ Instituto de Pesquisas Ecológicas (IPÊ); ▪ Instituto de Desenvolvimento Sustentável Mamirauá (IDSM); ▪ Programa das Nações Unidas para o Desenvolvimento (PNUD) ▪ Rainforest Alliance ▪ World Wide Fund for Nature – WWF ▪ Dentre outros. ▪ Iniciativa Privada: ▪ Banco Bradesco ▪ Bemol ▪ Coca Cola Brasil 	

D – Cont. Tabela 05 – Variável 2 - Participação do Estado, das organizações da sociedade civil e da iniciativa privada nos processos de criação e gestão de áreas protegidas.

Variável	Brasil	França
Participação do Estado, das organizações da sociedade civil e da iniciativa privada nos processos de criação e gestão de áreas protegidas	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Editora Abril ▪ EMS Saúde ▪ Fogás ▪ Fundo Brasileiro para a Biodiversidade (Funbio) ▪ Google ▪ HRT Oil & Gas ▪ Instituto TIM ▪ Jhonson & Jhonson ▪ La Salle ▪ LATAM Linhas Aéreas ▪ Marriott Internacional ▪ Natura ▪ Parsons ▪ Sansung ▪ SEBRAE ▪ Symantec ▪ Terracycle ▪ Videolar ▪ Yamamay ▪ Dentre outros 	

E - Tabela 06 - Variável 3 - Instrumentos de políticas públicas de fomento às atividades produtivas das populações moradoras de áreas protegidas

Variável	Brasil	França
<p>Instrumentos de políticas públicas de fomento às atividades produtivas das populações moradoras de áreas protegidas</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Programa de Apoio à Conservação Ambiental Bolsa Verde ▪ Programa Nacional de Florestas ▪ Programa de Áreas Protegidas da Amazônia (ARPA) ▪ Projeto Nacional de Ações Integradas Público-Privadas para Biodiversidade (Probio II) <p>No Estado do Amazonas</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Programa Bolsa Floresta (PBF) <p>O PBF é composto por 4 componentes, divididos em:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Bolsa Floresta Familiar; ▪ Bolsa Floresta Renda; ▪ Bolsa Floresta Social; ▪ Bolsa Floresta Associação. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Política Agrícola Comum (PAC) ▪ Programa Natureza e Riqueza das Nações ▪ Programas da União Europeia para o fomento à agricultura e proteção da biodiversidade <p>Na Região Rhône-Alpes</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Carta/Mapa do PNR do Pilat <p>A Carta/Mapa do Parque Natural Regional do Pilat aprovada para o período 2013-2025 prevê ações de fomento à gestão do Parque, dividida em cinco pilares:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Gestão controlada dos espaços e dos recursos; (ii) Modos de vida mais sóbrios e mais solidários (iii) Modos de produção sustentáveis ligadas ao consumo local; (iv) Um parque-ator do e além do território regional; (v) Mobilização de todos os cidadãos para uma nova era

E – Cont. Tabela 06 – Variável 3 - Instrumentos de políticas públicas de fomento às atividades produtivas das populações moradoras de áreas protegidas

Variável	Brasil	França
<p>Instrumentos de políticas públicas de fomento às atividades produtivas das populações moradoras de áreas protegidas</p>	<p>Ações do governo do Estado:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Instalação de maquinário para atividades de marcenaria; ▪ Financiamento e acompanhamento de projetos; ▪ Capacitação para elaboração de planos de manejo (florestal, pesca); ▪ Fomento e gestão do turismo; ▪ Fomento a atividades produtivas como o artesanato; ▪ Ações de formação e beneficiamento de produtos locais; ▪ Melhorias na infraestrutura comunitária para produção e geração de renda. 	<p>Ações das coletividades territoriais regionais e iniciativa privada:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ajuda de handicap natural (áreas pantanosas e de friches); ▪ Ajuda para construção de novos espaços para o gado leiteiro; ▪ Fomento e gestão do turismo; ▪ Fomento a atividades produtivas como o artesanato; ▪ Ações de formação e beneficiamento de produtos locais; ▪ Benefícios da Associação de Sauvegard; ▪ Benefícios das Communes/Pays/Gier (entidades territoriais); ▪ Benefícios/Doações de Mecenatos (privado).

F – Tabela 07 - Variável 4 - Reflexos das políticas de gestão territorial sobre as formas de trabalho das populações moradoras/trabalhadoras de áreas protegidas no Brasil e na França.

Variável	Brasil	França
<p>Reflexos das políticas de gestão territorial sobre as formas de trabalho das populações moradoras/trabalhadoras de áreas protegidas no Brasil e na França.</p>	<p>Na RDS do Rio Negro os reflexos das políticas governamentais podem ser notadas sob diferentes ângulos, dentre os quais se destacam:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Fomento a programas e projetos de geração de renda; ▪ Apoio às cadeias produtivas das UCs, ▪ Fomento à práticas de fortalecimento organizacional e gestão comunitária; ▪ Instalação de maquinário para atividades de marcenaria; ▪ Financiamento e acompanhamento de projetos; ▪ Capacitação para elaboração de planos de manejo (florestal, pesca); ▪ Fomento e gestão do turismo de base comunitária; ▪ Fomento a atividades produtivas como o artesanato; ▪ Ações de formação e beneficiamento de produtos locais; ▪ Trocas de experiências entre produtores locais e de outras regiões do Estado; ▪ Melhorias na infraestrutura comunitária para produção e geração de renda. 	<p>No Parque Natural Regional do Pilat as políticas governamentais se traduzem em ações, tais como:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Fomento e financiamento de projetos ligados ao trabalho e às atividades produtivas; ▪ Serviços de acompanhamentos da equipe técnica pluridisciplinar do parque; ▪ Acesso aos meios financeiros suplementares para as atividades dos projetos locais; ▪ Assessoria nos projetos de interesses coletivos da commune e do parque; ▪ Trocas de experiências inovadoras com outras coletividades territoriais com vistas a planejar ações sustentáveis para a localidade e para o próprio parque; ▪ Manutenção da sua identidade rural e da sua interação com aglomerações rurais da região; ▪ Acesso a ambientes naturais preservados; ▪ Uma melhor compreensão da vida de seu território; ▪ Ajuda, aconselhamento e apoio para antecipar questões e decisões importantes para o futuro da localidade ▪ Ajuda de handicap natural (áreas pantanosas e de friches); ▪ Ajuda para construção de novos espaços para o gado leiteiro;

F – Cont. Tabela 07 – Variável 4 - Reflexos das políticas de gestão territorial sobre as formas de trabalho das populações moradoras/trabalhadoras de áreas protegidas no Brasil e na França.

Variável	Brasil	França
<p>Reflexos das políticas de gestão territorial sobre as formas de trabalho das populações moradoras/trabalhadoras de áreas protegidas no Brasil e na França.</p>		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fomento e gestão do turismo; ▪ Fomento a atividades produtivas como o artesanato; ▪ Ações de formação e beneficiamento de produtos locais; ▪ Benefícios da Associação de Sauvegard para o trabalho e fortalecimento organizacional; ▪ Benefícios das Communes/Pays/Gier (entidades territoriais); ▪ Benefícios/Doações de Mecenatos (privado).

G – Painei de imagens – Região Rhône-Alpes, França.



Fonte: Agnieszka Rychlicka, 2016.

H – Pannel de imagens – RDS do Rio Negro - Estado do Amazonas, Brasil.



Fonte: Pesquisa de campo, 2016.